

DAD A... UMI... ET...
CIÓN G... R... O...

DC211

L3

1824

V. 4

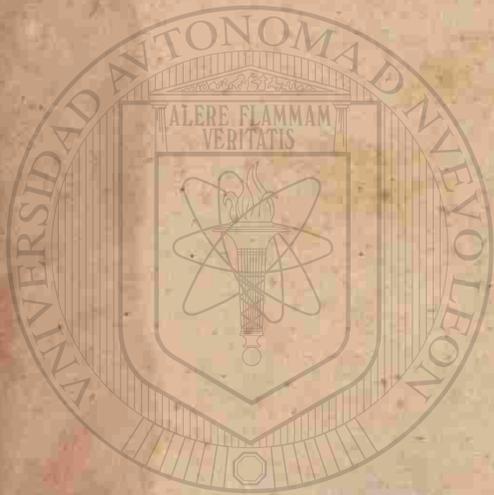
C. 1

(44)



1080043734

9(44)



UANL

UNIVERSIDAD AUTÓNOMA DE NUEVO LEÓN



DIRECCIÓN GENERAL DE BIBLIOTECAS

6#88#182



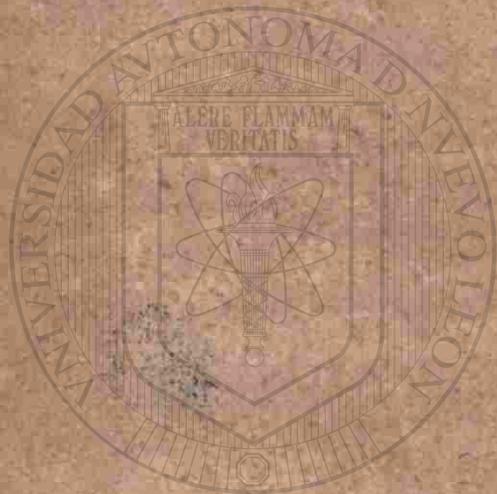
MÉMORIAL

DE

SAINTE-HÉLÈNE.

UNIVERSIDAD AUTÓNOMA DE NUEVO LEÓN

DIRECCIÓN GENERAL DE BIBLIOTECAS



A PARIS, DE L'IMPRIMERIE DE LEBÈGUE,
RUE DES NOYERS, N° 8.

MÉMORIAL
DE
SAINTE-HÉLÈNE,

OU
JOURNAL OU SE TROUVE CONSIGNÉ, JOUR PAR
JOUR, CE QU'A DIT ET FAIT NAPOLEON DURANT
DIX-HUIT MOIS;

PAR LE COMTE DE LAS CASES.

RÉIMPRESSION DE 1824, AVEC DE NOMBREUSES
CORRECTIONS ET ADDITIONS.

TOME QUATRIÈME.



PARIS,

DÉPÔT DU MÉMORIAL, RUE DE GREVELLE, SAINT-
HONORÉ, N° 29;
BOSSANGE FRÈRES, RUE DE SEINE, N° 12;
BÉCHET AÎNÉ, QUAI DES AUGUSTINS, N° 50;
LECOINTE ET DURSÉ, QUAI DES AUGUSTINS;
RORET, RUE HAUTEFEUILLE.

1824.



E
923
N



FONDO BIBLIOTECA PUBLICA
DEL ESTADO DE NUEVO LEÓN

TABLE

DES SOMMAIRES DU QUATRIÈME VOLUME.

	page
La Corse et le pays natal. — Paroles de Paoli. — Magnanimité de Madame Mère. — Lucien destiné à la Corse. — Cour du Consul. — Madame de Chevreuse. — Lettre de Madame Mère.	9
Moreau. — Georges. — Pichegru. — Opinion du camp de Boulogne, de Paris.	23
Politique. — Angleterre. — Lettres retenues par le Gouverneur. — Paroles caractéristiques.	34
Fragmens de la Campagne d'Italie.	39
Bataille du Tagliamento.	40
Affaires de Venise.	71
Fragmens de Léoben.	120
Retour de Radstadt.	155
Voltaire. — Jean-Jacques. — Anglais et Français, différence caractéristique. — M. de C ^{...} ; son discours pour l'Institut. — Cœurs feintes de l'Empereur; ses principes à cet égard.	158
Réflexions sur le Gouverneur. — Dépenses de la maison de l'Empereur aux Tuileries. — Sur les bonnes comptabilités. — MM. Mollien, la Bouillerie.	173
Sur les femmes, etc. — La polygamie.	177
Reprises des Mémoires de l'Empereur, etc.	181
Ecole militaire. — Plan d'éducation ordonné par l'Empereur. — Ses intentions pour les vieux militaires. — Changemens opérés dans les habitudes de la capitale.	183
Résistance à la médecine. — Gil Blas. — Général	

	page
Bizanet. — Beaux faits d'armes français. — Réflexions, etc.	191
Romans de l'Empereur. — Napoléon peu connu de sa maison même. — Ses idées religieuses.	199
Portrait des Directeurs. — Anecdotes. — Dix-huit Fructidor.	207
Sur la diplomatie anglaise. — Lords Whitworth, Chatam. — Castlereagh, Cornwallis, Fox, etc.	252
Histoire de la Convention par Lacroix. — Statistique des bœufs de l'île. — Calembourgs. — De la statistique en général.	241
Caractères. — Bailli, Lafayette, Monge, Grégoire, etc. — Saint-Domingue. — Système à suivre. — Dicieés sur la Convention.	245
Le Moniteur, etc. — Liberté de la presse.	270
Guerre et Maison d'Espagne. — Ferdinand à Valençay. — Fautes dans l'affaire d'Espagne. — Historique de ces événemens, etc. — Belle lettre de Napoléon à Murat.	275
Effets envoyés d'Angleterre. — L'Empereur avait voulu proscrire le coton en France. — Conférences de Tilsit. — Reine de Prusse, le Roi. — Empereur Alexandre. — Anecdotes, etc.	300
Arrivée des commissaires étrangers. — Etiquette forcée de Napoléon, anecdotes. — Conseil d'Etat; détail du local; habitudes, etc. — Citations de quelques séances; digression. — Gassendi. — Les régimens Croates. — Ambassadeurs. — Bâns de la garde nationale. — L'Université, etc., etc.	315
Souvenirs de Waterloo.	548
Départ du Northumberland. — Introduction et	

	page
forme des Campagnes d'Italie. — Campagne de Russie, par un aide-de-camp du Vice-Roi.	351
Paroles prophétiques, etc. — Lord Holland, etc., Princesse Charlotte de Galles. — Conversation particulière et personnelle inappréciable pour moi.	356
Arrivée de la bibliothèque. — Témoignage d'Horneman en faveur du général Bonaparte.	374
Sur la mémoire. — Commerce. — Idées et système de Napoléon sur divers points d'économie politique.	375
Artillerie. — Son usage. — Ses vices. — Anciennes Ecoles.	314
Mes instructions et mes dernières volontés sur l'impression des Campagnes d'Italie. — Idées de l'Empereur sur le général Drouot. — Sur la bataille d'Hohenlinden.	387
Les rats, vrai fléau pour nous, etc. — Impositions de lord Castlereagh. — Héritières françaises.	397
Détails du Gouverneur sur les dépenses à Longwood, etc.	401
Historique politique de la Cour de Londres, durant notre émigration; Georges III; M. Pitt; le prince de Galles. — Anecdotes, etc., etc. — Les Nassau. — Retour remarquable de Napoléon sur lui-même, etc.	406
Résumé des trois mois, Avril, Mai et Juin.	436

MÉMORIAL DE S^{TE}-HÉLÈNE.

Mercredi 29 Mai 1816.

La Corse et le pays natal. — Paroles de Paoli.
— Magnanimité de Madame Mère. — Lucien
destiné à la Corse. — Cour du Consul. —
M^{re} de Chevreuse. — Lettre de Madame
Mère.

DEPUIS long-temps l'Empereur se promet, chaque soirée, à notre sollicitation, de monter à cheval le lendemain de bon matin; mais au moment d'exécuter ce projet, il ne s'en trouve plus le courage. Aujourd'hui il était donc au jardin dès huit heures et demie; il m'y a fait appeler. La conversation est tombée sur la Corse, et y est demeurée plus d'une heure. « La patrie est toujours chère, » disait-il, Sainte-Hélène même pourrait l'être à ce prix. » La Corse avait donc mille charmes; il en détaillait les grands traits, la coupe hardie de sa structure physique. Il disait que les insulaires ont toujours quelque chose d'original, par

leur isolement, qui les préserve des irruptions et du mélange perpétuel qu'éprouve le Continent; que les habitans des montagnes ont une énergie de caractère et une trempe d'âme qui leur est toute particulière. Il s'arrêtait sur les charmes de la terre natale : tout y était meilleur, disait-il; il n'était pas jusqu'à l'odeur du sol même; elle lui eût suffi pour le deviner les yeux fermés; il ne l'avait retrouvée nulle part. Il s'y voyait dans ses premières années, à ses premières amours; il s'y trouvait dans sa jeunesse, au milieu des précipices, franchissant les sommets élevés, les vallées profondes, les gorges étroites; recevant les honneurs et les plaisirs de l'hospitalité; parcourant la ligne des parens dont les querelles et les vengeances s'étendaient jusqu'au septième degré. Une fille, disait-il, voyait entrer dans la valeur de sa dot le nombre de ses cousins. Il se rappelait avec orgueil que n'ayant que vingt ans, il avait fait partie d'une grande excursion de Paoli à Porte di Nuovo. Son cortège était nombreux; plus de cinq cents des siens l'accompagnaient à cheval; Napoléon marchait à ses côtés; Paoli lui expliquait, chemin

faisant, les positions, les lieux de résistance ou de triomphe de la guerre de la liberté. Il lui détaillait cette lutte glorieuse; et sur les observations de son jeune compagnon, le caractère qu'il lui avait laissé apercevoir, l'opinion qu'il lui avait inspirée, il lui dit : « O Napoléon ! tu n'as rien de moderne ! tu appartiens tout à fait à Plutarque. »

Quand Paoli voulut livrer son île aux Anglais, la famille Bonaparte demeura chaude à la tête du parti français, et eut le fatal honneur de voir *intimer* contre elle une marche des habitans de l'île, c'est-à-dire d'être attaquée par la levée en masse.

« Douze ou quinze mille paysans, » disait l'Empereur, fondirent des montagnes sur Ajaccio; notre maison fut pillée et brûlée, les vignes perdues, les troupeaux détruits. Madame, entourée d'un petit nombre de fidèles, fut réduite à errer quelque temps sur la côte, et dût gagner la France. Toutefois Paoli, à qui notre famille avait été si attachée, et qui lui-même avait toujours professé une considération particulière pour Madame, Paoli avait essayé près d'elle la persuasion avant

» d'employer la force. Renoncez à votre
 » opposition, lui avait-il fait dire, elle
 » perdra vous, les vôtres, votre fortune;
 » les maux seront incalculables, rien ne
 » pourra les réparer. » En effet, l'Empe-
 » reur observait que sans les chances que
 » lui a procurées la révolution, sa famille
 » ne s'en serait jamais relevée. « Madame
 » répondit en héroïne, et comme eût
 » fait Cornélie, disait Napoléon, qu'elle
 » ne connaissait pas deux lois; qu'elle,
 » ses enfans, sa famille ne connaissent
 » que celles du devoir et de l'honneur.
 » Si le vieil archidiacre Lucien eût vécu,
 » ajoutait l'Empereur, son cœur eût sai-
 » gné à l'idée du péril de ses moutons,
 » de ses chèvres et de ses bœufs, et sa
 » prudence n'eût pas manqué de con-
 » jurer l'orage. »

Madame, victime de son patriotisme
 et de son dévouement à la France, crut
 être accueillie à Marseille en émigrée de
 distinction; elle s'y trouva perdue, à
 peine en sûreté, et fut fort déconcertée
 de ne trouver le patriotisme que dans
 les rues, et tout à fait dans la boue. »

Napoléon, dans sa jeunesse, avait
 écrit une histoire de la Corse, qu'il
 adressa à l'abbé Raynal, ce qui lui valut

quelques lettres et des distinctions flat-
 teuses de la part de cet écrivain, alors
 l'homme à la mode. Cette histoire s'est
 perdue.

L'Empereur nous disait que lors de
 la guerre de Corse, aucun des Français
 qui étaient venus dans l'île n'en sortait
 tiède sur le caractère de ces monta-
 gnards; les uns en étaient pleins d'en-
 thousiasme, les autres ne voulaient y
 voir que des brigands.

A Paris, on avait dit au Sénat que la
 France avait été chercher un maître
 chez un peuple dont les Romains ne
 voulaient pas pour esclave. « Ce sénateur
 » a pu vouloir m'injurier, disait l'Empe-
 » reur, mais il faisait là un grand com-
 » pliment aux Corses. Il disait vrai; jamais
 » les Romains n'achetaient d'esclaves
 » corses; ils savaient qu'on n'en pouvait
 » rien tirer; il était impossible de les
 » plier à la servitude. »

Lors de la guerre de la liberté en
 Corse, quelqu'un proposa le singulier
 plan de couper ou de brûler tous les
 châtaigniers dont le fruit faisait la nour-
 riture des montagnards: « Vous les for-
 » cerez, disait-il, à descendre dans la
 » plaine vous demander la paix et du

» pain. » Heureusement, disait l'Empereur, que c'était de ces plans inexécutables, qui ne sont quelque chose que sur le papier. Par un sentiment contraire, Napoléon, dans ses premières années, déclamaient constamment contre les chèvres, qui sont nombreuses dans l'île, et causent de grands dégâts aux arbres. Il voulait qu'on les extirpât entièrement. Il avait, à ce sujet, des prises terribles avec le vieil archidiacre, son oncle, qui en possédait de nombreux troupeaux, et les défendait en patriarche. Dans sa fureur il reprochait à son neveu d'être un *novateur*, et accusait les *idées philosophiques* du péril de ses chèvres.

Paoli mourut fort vieux à Londres; il vit Napoléon Premier Consul et Empereur, et le chagrin de celui-ci est de ne pas l'avoir rappelé près de lui. « C'eût été une grande jouissance pour moi, » un vrai trophée, disait-il; mais entraîné par les grandes affaires, j'avais rarement le temps de me livrer à mes sentimens personnels. »

Au retour de l'Empereur, en 1815, Joseph, à l'arrivée de Lucien à Paris, conseilla à l'Empereur de l'envoyer gouverneur-général en Corse : cela avait

même été résolu; l'importance et la précipitation des événemens l'ont empêché. S'il en avait été ainsi, disait l'Empereur, il y fût demeuré le maître; cela eût offert de grandes ressources à nos patriotes persécutés. A combien de malheureux la Corse n'eût-elle pas servi d'asile! Du reste, il répétait qu'il avait peut-être fait une faute, en abdiquant, de ne pas s'être réservé la souveraineté de la Corse, avec quelques millions de la liste civile; de n'avoir pas emporté ce qu'il avait de précieux, et gagné Toulon, d'où rien n'eût pu gêner son passage; qu'alors il se fût trouvé chez lui; la population eût été sa famille; il eût disposé de tous les bras, de tous les cœurs. Trente mille, cinquante mille alliés n'auraient pu le soumettre. Aucun d'eux n'en eût voulu prendre la charge; mais c'est précisément cette position même si heureuse qui l'a retenu. Il n'avait pas voulu qu'on eût pu dire que dans le naufrage du peuple français, qui lui était visible, lui seul avait eu l'art de gagner le port.

On lui racontait alors qu'il avait couru dans le monde qu'il eût été le maître en 1814 d'avoir la Corse au lieu de l'île

d'Elbe. « Sans doute, disait l'Empereur, et quand on saura bien les affaires de Fontainebleau, on sera bien surpris! J'eusse pu alors me réserver ce que j'eusse voulu; l'humeur du moment me décida pour l'île d'Elbe. Toutefois, si j'avais en la Corse, il est à croire que le retour de 1815 n'eût pas été tenté. A l'île d'Elbe même, ce n'est qu'en gouvernant mal, qu'en n'accomplissant pas vis-à-vis de moi les engagements stipulés qu'on a prononcé mon retour. »

Nous avons alors rappelé à l'Empereur sa première intention de monter à cheval; il nous a dit qu'il aimait mieux causer et marcher. Il a demandé son déjeûner, à la suite duquel nous sommes demeurés long-temps à parler de l'ancienne Cour, de la noblesse qui la composait, de ses prétentions, des carrosses du Roi, etc., et tout cela se comparait à mesure avec ce qu'avait créé l'Empereur.

De là il est remonté à l'époque de son consulat et aux grandes difficultés qu'avait présentées l'espèce de Cour qu'il s'agissait alors de composer. Le Premier Consul, en arrivant aux Tuileries, succédait à des orages, à des temps, à des mœurs qu'il était résolu de faire oublier.

Mais il avait toujours été aux armées; il arrivait d'Egypte, il avait quitté la France jeune et sans expérience. Il ne connaissait personne, et c'est ce qui lui causa d'abord un grand embarras. Lebrun fut pour lui, dans ces premiers momens, une espèce de tuteur fort précieux. Les banquiers ou faiseurs d'affaires étaient alors ceux qui donnaient le ton; à peine le Consul était-il nommé, que plusieurs s'empressèrent d'offrir des prêts considérables. Ce dévouement ne semblait que généreux, mais il renfermait d'arrières espérances. C'étaient en général des gens mal famés; ils furent refusés.

Le Premier Consul avait une répugnance naturelle contre les faiseurs d'affaires; il s'était fait un devoir, disait-il, de montrer d'autres principes que ceux du temps du Directoire. Il voulait que la probité devint le premier ressort et le caractère de son nouveau gouvernement. Le Consul se vit aussi presque aussitôt entouré de femmes de fournisseurs; elles étaient toutes charmantes et de la dernière élégance: ces deux circonstances semblaient être de rigueur parmi tous les faiseurs d'affaires, et entrer

pour beaucoup dans leurs spéculations. Mais le sévère Lebrun était là pour éclairer son jeune Télémaque. Il fut résolu de ne pas les admettre dans la société des Tuileries. Toutefois on n'était pas sans embarras pour la composer : on ne voulait pas de nobles, pour ne pas effaroucher les opinions politiques ; on ne voulait pas de faiseurs d'affaires, afin de relever les mœurs nouvelles ; il ne restait donc pas grand' chose : aussi fut-ce d'abord pendant quelque temps une espèce de lanterne magique fort mêlée et très - changeante. Cependant cette réunion eut bientôt sa couleur, son ton, son mérite.

A Moscow, le vice-roi trouva une correspondance de la princesse Dolgorowcki ; qui avait habité Paris à cette époque. Elle parlait fort bien des Tuileries dans ses lettres. Elle disait que ce n'était pas précisément une Cour, mais que ce n'était pas non plus un camp ; que c'était une autorité, une tenue toute nouvelle ; que le Premier Consul n'avait pas le chapeau sous le bras ni l'épée d'acier, il est vrai ; mais que ce n'était pas non plus un homme à sabre, etc., etc. « Et, » continuait l'Empereur, voilà pourtant

» ce que sont les hommes et les rapports ;
 » c'est sur de pareilles expressions, mais
 » mal présentées, que la princesse Dol-
 » gorowcki a du être fort mal traitée par
 » moi. Je dois lui avoir donné l'ordre dans
 » le temps de quitter la France ; nous la
 » supposions mauvaise, et nous étions,
 » comme on le voit, dans l'erreur. Ma-
 » dame^{***}, dont le ministre des relations
 » extérieures n'avait point encore fait sa
 » femme, a beaucoup contribué à nous
 » aliéner les Russes. »

L'Empereur observait qu'au retour de l'île d'Elbe, il aurait éprouvé moins d'embarras pour composer sa société. « Elle était même toute trouvée, disait-il, dans ce que j'appelais *mes veuves* : » la duchesse d'Istrie, madame Duroc, » M^{mes} Regnier, Legrand, et toutes les » autres veuves de mes premiers géné- » raux. Je disais aux princesses qui me de- » mandaient comment recomposer leur » Cour, de suivre mon exemple. Rien » n'était plus naturel, plus beau, plus » moral. Elles étaient encore jeunes, et » pourtant déjà formées au monde ; dans » le nombre il s'en trouvait même de » charmantes et de fort aimables : la plu- » part auront été ruinées ; plusieurs,

» dit-on, se remarient et changent de
 » nom*, de sorte que de tant de fortunes
 » et de tant d'élevation fondées par moi,
 » tout, jusqu'aux noms mêmes disparaî-
 » front peut-être. S'il en était ainsi, ne
 » donneront-ils pas l'occasion de dire
 » qu'il fallait après tout qu'il y eût un vice
 » radical dans les choix que j'avais faits :
 » ce serait du reste tant pis pour eux; ils ne
 » feront là que ménager un triomphe et
 » des insolences à la vieille aristocratie. »

Nous sommes revenus à lui rappeler la
 course à cheval; nous y tenions, parce
 que nous savions que sa santé en dépen-
 dait, mais il n'y a pas eu moyen. « Nous
 » sommes bien ici, a-t-il dit, bâtissons-y
 » trois tentes, etc., etc. » Et la causerie
 a continué sur le faubourg Saint-Ger-
 main, l'hôtel de Luynes qu'il en disait la
 Métropole; et il a raconté l'exil de M^{me} de
 Chevreuse. Il l'avait menacée maintes
 fois, et pour des torts réels, pour de
 véritables insolences, assurait-il. Un
 jour, poussé à bout, il lui avait dit :
 « Madame, dans vos maximes et dans

* On avait dit à l'Empereur que trois ou
 quatre de ces veuves les plus distinguées ve-
 naient de se remarier; ce qui s'est trouvé faux.

» vos doctrines féodales, vous vous pré-
 » tendez les seigneurs de vos terres, eh
 » bien! moi, d'après vos principes, je
 » me dis le seigneur de la France, et Paris
 » est mon village. Or, je n'y souffre per-
 » sonne qui veuille m'y déplaire. Je vous
 » juge par vos propres lois; sortez-en,
 » et n'y rentrez jamais. » L'Empereur, en
 l'exilant, s'était promis d'être inflexible
 pour son retour, parce qu'il avait beau-
 coup supporté avant de punir, et qu'il
 fallait, disait-il, un exemple sévère qui
 épargnât le besoin de le répéter sur d'au-
 tres. C'était là un de ses grands principes.

Je disais à l'Empereur que j'avais été
 fort souvent à l'hôtel de Luynes, que
 j'avais beaucoup connu M^{me} de Che-
 vreuse et sa belle-mère, à laquelle je
 demeurais toujours fort attaché. Celle-
 ci avait fait preuve d'une rare et cons-
 tante affection pour sa belle-fille, ayant
 voulu partager son exil, et l'ayant suivie
 dans tous ses voyages. Dans ma mission
 en Illyrie, je les rencontrai de nuit dans
 une auberge au pied du Simplon, et ce
 fut pour elles une véritable joie, une
 bonne fortune inattendue que de pouvoir
 se procurer au milieu du désert les plus
 petits détails de Paris et de la Cour :

c'était l'avidité de Fouquet aux récits de Lauzun; car l'éloignement de la capitale était devenu pour elles une véritable mort, et elles en étaient au désespoir.

Enfin, j'ajoutais que j'avais vu l'hôtel de Luynes pendant long-temps, sinon conquis, du moins calmé, et peut-être moins qu'indifférent. Les désastres inattendus avaient tout réveillé.

Quant à M^{me} de Chevreuse, jolie, spirituelle, aimable, presque un peu plus que bizarre, elle avait été sans doute poussée par l'appât de la célébrité, et par l'essaim de ses courtisans ou de ses adorateurs: « J'entends, reprit l'Empereur, elle espérait recommencer la Fronde; mais moi je n'étais pas un Roi mineur. »

Le brick le Musquito, parti d'Angleterre le vingt-trois mars, est arrivé avec les journaux français jusqu'au cinq mars, et ceux de Londres jusqu'au vingt et un. Rentrant dans son cabinet, l'Empereur m'a dit de le suivre. Il y a lu le journal des Débats. Pendant cette lecture, il m'a été remis, de la part du Grand-Maréchal, pour l'Empereur, une lettre venant de l'Europe. Je la lui ai remise;

il l'a lue une fois, a soupiré. Il l'a relue encore, l'a déchirée et jetée sous la table; elle était arrivée ouverte!..... Il s'est remis à sa lecture des journaux, puis s'interrompant tout à coup au bout de quelques minutes, il m'a dit: « C'est de la pauvre Madame; elle se porte bien, et veut venir me joindre!..... » et il s'est remis à lire. Ces nouvelles, les premières qui fussent parvenues à l'Empereur sur sa famille, étaient de la main du cardinal Fesch, et l'Empereur se montrait visiblement blessé de les avoir reçues ouvertes.

Jeudi 30.

Moreau. — Georges. — Pichegru. — Opinion du camp de Boulogne, de Paris.

L'Empereur est sorti sur les deux heures. Nous nous trouvions tous autour de lui; il est revenu sur les journaux des Débats, sur les statues que les papiers annonçaient devoir être élevées à Moreau et à Pichegru. « A Moreau, disait-il, dont la conspiration de 1803 est aujourd'hui si bien prouvée! à Moreau, qui, en 1813, est mort sous la bannière russe! à Pichegru, coupable d'un des plus grands

» crimes que l'on connait ; un général
 » qui s'est fait battre exprès, qui a fait
 » tuer ses soldats, de connivence avec
 » l'ennemi ! Et après tout, continuait-
 » il, comme l'histoire n'est guère que
 » ce que répètent les hommes, à force
 » de répéter que ce sont de grands hom-
 » mes qui ont bien mérité de leur pays,
 » ils finiront par passer pour tels, et
 » leurs adversaires ne seront plus que
 » des misérables. »

On lui faisait observer qu'il ne pou-
 vait en être ainsi que dans les temps de
 ténèbres et d'ignorance ; qu'aujourd'hui
 la quantité d'actes et de monumens pu-
 blics, l'impression, la gravure et l'uni-
 versalité des lumières, feraient toujours
 ressortir la vérité pour ceux qui vou-
 draient la connaître, que chaque parti
 aurait ses historiens, à l'aide desquels
 l'homme sage pourrait toujours porter
 un jugement impartial.

L'Empereur alors a repris toute l'affaire
 de Moreau, Georges et Pichegru, dont
 j'ai déjà parlé, et dont j'ai promis plus
 tard les détails ; il a dit aujourd'hui que
 celui qui confessa les premières indica-
 tions, désigna, sans pouvoir la nommer,
 une personne à laquelle Georges et les

autres chefs ne parlaient que chapeau
 bas, avec beaucoup d'égard et de res-
 pect. On présuma d'abord que ce devait
 être le duc de Berri. Un instant on pensa
 que cela avait pu être l'apparition mo-
 mentanée du duc d'Enghien. Un des
 conspirateurs, que la mélancolie saisit
 dans sa prison, déchira le voile, sans in-
 tention. Il se pendit peu de jours après
 son arrestation ; on accourut au bruit,
 on le délivra, mais la nature avait repris
 ses droits ; gisant sur son grabat, et dans
 la crise qu'il venait d'éprouver, il répé-
 tait des imprécations contre Moreau,
 l'accusait d'avoir appelé traîtreusement
 un bon nombre d'honnêtes gens, de
 leur avoir promis une grande assistance,
 et de n'avoir personne ; il nommait aussi
 Georges et Pichegru. Ce furent les pre-
 miers soupçons qu'on eut contre Moreau,
 les premiers indices contre Pichegru ;
 on n'avait pensé jusque là ni à l'un ni
 à l'autre. Ce fut alors que Réal, qui était
 accouru à cette espèce de confession
 de mort, proposa au Consul d'arrêter
 Moreau.

« La crise était des plus fortes, disait
 » l'Empereur ; l'opinion publique fermentait,
 » on calomniait la sincérité du gou-

» vernement sur la conspiration dont il
 » parlait, sur les conspirateurs qu'il dé-
 » nonçait. Ils étaient au nombre d'en-
 » viron quarante que le gouvernement
 » affirmait être dans Paris. On en publia
 » les noms, et le Premier Consul mit
 » son honneur à s'en saisir. Il manda
 » Bessières, et commanda que sa garde
 » entourât Paris et gardât ses murailles.
 » Pendant six semaines personne ne sortit
 » plus de Paris sans des motifs précis et
 » autorisés. Tous les esprits étaient som-
 » bres; mais chaque matin le Moniteur
 » annonçait la capture d'un, deux ou trois
 » des individus mentionnés. L'opinion
 » tourna, elle me revint, et l'indignation
 » croissait à mesure qu'on saisissait des
 » conspirateurs. Il n'en échappa pas un
 » seul, ils furent tous arrêtés. »

Les papiers du temps disent comment
 le fut Georges, qui ne succomba qu'après
 avoir tué deux hommes. Il paraît qu'il
 avait été trahi par son camarade, qui
 conduisait le cabriolet où ils étaient
 ensemble l'un et l'autre.

Quant à Pichegru, il fut victime de
 la plus infâme trahison. « C'est vraiment,
 » disait l'Empereur, la dégradation de
 » l'humanité; il fut vendu par son ami

» intime. Cet homme, disait l'Empereur,
 » que je ne veux pas nommer, tant son
 » acte est hideux et dégoûtant. » Et ici
 nous lui apprîmes que ce nom était dans
 le Moniteur, ce qui l'étonna. « Cet
 » homme, continua-t-il, ancien militaire,
 » et qui depuis a fait le négoce à Lyon,
 » vint offrir de le livrer pour cent mille
 » écus. Il raconta qu'ils avaient soupé la
 » veille ensemble, et que Pichegru, se
 » lisant chaque matin dans le Moniteur,
 » et sentant approcher sa destinée, lui
 » avait dit: Mais si moi et quelques géné-
 » raux nous allions résolûment nous pré-
 » senter au front des troupes, ne les enlè-
 » verions-nous pas? — Non, lui dit son
 » ami, vous ne vous doutez pas de la
 » France; vous n'auriez pas un seul sol-
 » dat; et il disait vrai. La nuit venue, l'in-
 » fidèle ami conduisait les agens de po-
 » lice à la porte de Pichegru, leur détailla
 » les formes de la chambre, ses moyens
 » de défense. Pichegru avait des pistolets
 » sur sa table de nuit, la lumière était
 » allumée, il dormait; on ouvrit douce-
 » ment la porte avec de fausses clefs que
 » l'ami avait fait faire exprès. On renversa
 » la table de nuit, la lumière s'éteignit,
 » et l'on se colleta avec Pichegru, réveillé

» en sursaut. Il était très-fort; il fallut le lier et le transporter nu. Il rugissait comme un taureau. »

De là l'Empereur est passé à dire qu'en arrivant au consulat il avait eu à cœur d'appaiser les départemens de l'Ouest. Il avait fait venir la plupart des chefs; il en avait ému plusieurs, et avait, disait-il, fait verser des larmes à quelques-uns au nom de la patrie et de la gloire. Georges eut son tour; l'Empereur dit qu'il tâta toutes ses fibres, parcourut toutes les cordes; ce fut en vain: le clavier fut épuisé sans produire aucune vibration. Il le trouva constamment insensible à tout sentiment vraiment élevé; Georges ne se montra que froidement avide du pouvoir: il en demeurait toujours à vouloir commander ses cantons. Le Premier Consul, après avoir épuisé toute conciliation, prit le langage du premier magistrat. Il le congédia en lui recommandant d'aller vivre chez lui tranquille et soumis, de ne pas se méprendre surtout à la nature de la démarche qu'il venait de faire en cet instant, de ne pas attribuer à faiblesse ce qui n'était que le résultat de sa modération et de sa grande force; qu'il

se dit bien et répétait à tous les siens que tant que le Premier Consul tiendrait les rênes de l'autorité, il n'y aurait ni chance ni salut pour quiconque oserait conspirer. Georges s'en fut; et la suite a prouvé que ce n'était pas sans avoir puisé dans cette conférence quelque estime pour celui qu'il ne cessa de vouloir détruire.

Moreau était le point d'attraction et de ralliement qui avait attiré la nuée de conspirateurs qui vint de Londres fondre sur Paris. Il paraît que Lajollais, son aide-de-camp, les avait trompés en leur parlant au nom de Moreau, et en leur disant que ce général était sûr de toute la France, et pouvait disposer de toute l'armée. Moreau ne cessa de leur dire à leur arrivée qu'il n'avait personne, pas même ses aides-de-camp; mais que s'ils tuaient le Premier Consul, il aurait tout le monde.

Moreau, livré à lui-même, disait l'Empereur, était un fort bon homme, qu'il eût été facile de conduire: c'est ce qui explique ses irrégularités. Il sortait du palais tout enchanté, il y revenait plein de fiel et d'amertume; c'est qu'il avait

vu sa belle-mère et sa femme. Le Premier Consul, qui eût été bien aise de le rallier à lui, se raccommoda une fois à fond; mais cela ne dura que quatre jours. Le Consul jura alors de n'y plus revenir. En effet, depuis on essaya maintes fois de les rapprocher; Napoléon ne le voulut plus. Il prédit que Moreau ferait des fautes, qu'il se perdrait; et certes il ne pouvait le faire d'une manière qui justifiait plus complètement la prédiction du Premier Consul et le servit d'avantage.

A Wittemberg, quelques jours avant la bataille de Leipsick, on intercepta des chariots et des effets dans lesquels étaient les papiers de Moreau qu'on renvoyait à sa veuve en Angleterre. L'une de ces lettres était de M^{me} Moreau elle-même, qui avait écrit à son mari de laisser là ses hésitations, son insignifiance habituelle, et de savoir prendre hardiment un parti; de faire triompher le légitime, celui des Bourbons. Moreau répondait à cela, peu de jours avant sa mort, qu'elle le laissât tranquille avec ses chimères. « Me voilà bien rapproché » de la France, lui demandait-il, bien

» à même de prendre de bonnes informations... Eh bien, on m'a fait donner » dans un véritable guépier. »

L'Empereur fut au moment de faire imprimer ces papiers dans le Moniteur; mais il existait encore en France quelques personnes aveuglément tenaces sur l'opinion qu'elles avaient toujours conservée de Moreau, s'obstinant à le regarder comme une victime de la tyrannie. La contre-révolution n'avait pas encore permis qu'on vint se vanter de ces actes désavoués jusque là, et en réclamer la récompense. La circonstance d'inimitié personnelle arrêta l'Empereur. Il ne trouva pas qu'il fût bien de la réveiller à son avantage, et de flétrir un homme qu'un boulet venait de frapper sur le champ de bataille.

Le grand procès de Moreau et de Pichegru fut fort long, et agita grandement l'esprit public. Ce qui vint ajouter encore à l'éclat de cette affaire et à la crise, observait Napoléon, fut de se trouver compliquée avec l'affaire du duc d'Enghien, qui vint à la traverse. « Les hommes d'Etat, disait l'Empereur, » m'ont reproché une grande faute dans » ce procès, et l'ont comparée à celle de

» Louis XVI dans l'affaire du collier, qu'il
 » mit entre les mains du Parlement, au
 » lieu de la faire juger par une commis-
 » sion. Selon ces hommes d'Etat, j'au-
 » rais dû me contenter de livrer les cou-
 » pables à une commission militaire;
 » eût été terminé en deux fois vingt-
 » quatre heures; *je le pouvais*, c'était
 » légal, et l'on ne m'en eût pas voulu
 » davantage; je ne me serais pas exposé
 » aux chances que je courus. Mais je me
 » sentais un pouvoir tellement indéter-
 » miné; j'étais en même temps si fort
 » en justice, que je voulus que le monde
 » entier demeurât témoin. Aussi, les
 » ambassadeurs, les agens de toutes les
 » puissances assistèrent-ils constamment
 » aux débats! »

Quelqu'un alors fit observer à l'Empe-
 reur que le parti qu'il avait pris se trou-
 vait bien heureux aujourd'hui, et pour
 l'histoire, et pour son caractère. Il exis-
 tait par là trois volumes de pièces au-
 thentiques du procès.

Un de nous, qui servait alors à l'ar-
 mée de Boulogne, disait que tous ces
 événemens, même celui du duc d'En-
 ghien, y avaient paru en règle; qu'ils
 y avaient été tous adoptés, et que sa

surprise avait été grande, revenant quel-
 ques mois après à Paris, d'y trouver
 l'exaspération qu'ils y avaient créée.

L'Empereur convenait qu'elle avait
 été extrême, surtout celle causée par la
 mort du duc d'Enghien, sur laquelle
 même encore aujourd'hui en Europe,
 on semblait, disait-il, juger aveuglément
 et avec passion. Il énumérait de nou-
 veau son droit et ses raisons; il a fait
 passer en revue les nombreuses tenta-
 tives pratiquées sur sa personne. Il ob-
 servait que pourtant il devait à la jus-
 tice de dire qu'il n'avait jamais trouvé
 Louis XVIII dans une conspiration di-
 recte contre sa vie; ce qui avait été,
 l'on pouvait dire, permanent ailleurs.
 Il n'avait jamais connu de ce prince que
 des plans systématiques, des opérations
 idéales, etc., etc....

« Si je fusse demeuré en 1815, a-t-il
 » continué, j'allais produire au grand jour
 » quelques-uns des derniers attentats.
 » L'affaire Maubreuil surtout eût été so-
 » lennellement instruite par la première
 » Cour de l'Empire, et l'Europe eût
 » frémi d'horreur en voyant jusqu'où
 » pouvait remonter la honte de l'assas-
 » sinat et du guet-à-pens. »

Vendredi 31.

Politique. — Angleterre. — Lettres retenues par le Gouverneur. — Paroles caractéristiques.

A cinq heures, j'ai été joindre l'Empereur dans le jardin; nous y étions tous réunis. Il était sur la politique, il peignait la triste situation de l'Angleterre, au milieu de ses triomphes; le gouffre de sa dette, la folie, le besoin, l'impossibilité pour elle d'être un pouvoir continental, les dangers de sa constitution, les véritables embarras des ministres; la juste clameur de tous. L'Angleterre avec ses cent cinquante ou deux cent mille soldats, faisant autant d'efforts que lui, Empereur, en avait jamais fait à l'époque de sa grande puissance, elle faisait peut-être davantage. Jamais il n'avait eu plus de cinq cent mille Français au complet. Les traces de son système continental étaient suivies maintenant par toutes les puissances du continent: elles le seraient plus à mesure qu'elles s'assiéraient davantage. Il n'hésitait pas à dire, et il le pouvait, que malgré les événemens du jour, l'Angleterre eût gagné à demeurer fidèle au traité d'Amiens; que l'Europe

entière y eût gagné; que lui seul, Napoléon, et sa gloire y eussent perdu; et que c'était l'Angleterre pourtant, et non pas lui, qui l'avait rompu.

Il n'était plus qu'un système pour l'Angleterre, continuait-il, celui de revenir à sa constitution, d'abandonner le système militaire, de ne plus se mêler du continent que par l'influence de la mer, sur laquelle elle régnait seule aujourd'hui. Si elle prenait toute autre marche, on pouvait lui prédire de grands malheurs; et elle la prendrait inévitablement cette marche, parce que toute son aristocratie le voudrait ainsi, et que l'ineptie, l'orgueil ou la vénalité de son ministère présent le feraient persister dans sa marche actuelle.

L'Empereur est rentré dans son cabinet où je l'ai suivi. Il m'a parlé d'une lettre qui, m'ayant été envoyée d'Angleterre par la poste ordinaire, aurait été retenue par le Gouverneur, pour ne lui avoir pas été adressée officiellement. On en disait autant d'une lettre pour le Grand-Maréchal. L'Empereur observait que s'il en était ainsi, il y aurait quelque chose de barbare et d'inhumain dans la conduite du Gouverneur, de les avoir

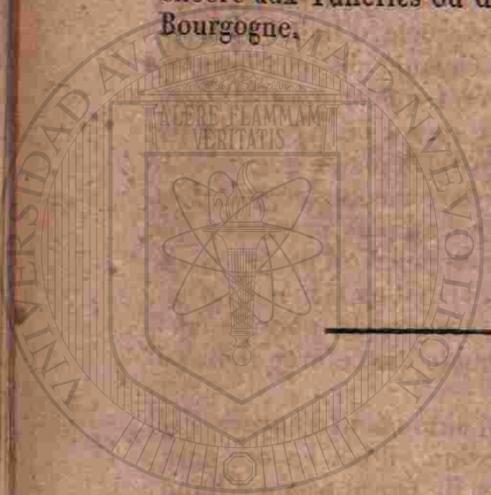
renvoyées sans nous en avoir parlé, sans nous donner la consolation d'apprendre de qui elles étaient..... Un défaut de forme, disait-il, peut se réparer aisément dans l'île; il ne saurait en être de même à deux mille lieues de distance de nous. A ce sujet j'ai raconté à l'Empereur qu'il m'était arrivé, du reste, quelques choses d'à peu près pareil, il y avait huit à dix jours. « Une personne allant en Europe m'avait persécuté pour m'être utile. Je m'étais rendu. Je l'avais chargée d'un vieux soulier, comme modèle, et d'une montre à me faire changer, puisqu'ici on ne saurait les raccommoder. Le Gouverneur avait défendu ces commissions, parce qu'elles ne lui avaient pas été adressées à lui-même. Je n'en ai rien dit à personne, Sire, parce que mon principe est de dévorer une injure que je ne puis pas faire réparer; mais je trouverai le moment d'en faire connaître mon opinion au Gouverneur. En attendant, ni lui, ni mon commissionnaire n'ont eu la satisfaction de m'arracher ni un mot, ni une ligne, bien que le dernier soit revenu plusieurs fois à la charge. »

Après le dîner, l'Empereur, causant

sur notre situation et la conduite du Gouverneur, qui est venu aujourd'hui faire rapidement le tour de nos murailles, revenait sur la dernière entrevue qu'ils avaient eue ensemble, et disait des choses précieuses à ce sujet. « Je l'ai fort mal-
» traité sans doute, disait-il, et rien que
» ma situation présente ne saurait me
» justifier; mais la mauvaise humeur m'est
» permise: j'en rougirais dans toute autre
» situation. Si c'eût été aux Tuileries, je
» me croirais en conscience obligé à des
» réparations. Jamais, au temps de ma
» puissance, je ne maltraitai quelqu'un
» qu'il n'y eût de ma part quelque mot
» qui raccommodât le tout; mais ici, il
» n'y en a eu aucun, et je n'en avais pas
» l'envie. Toutefois, il y a été peu sensible; sa délicatesse n'en a pas semblé
» blessée. J'aurais aimé, pour son hon-
» neur, à lui voir, par exemple, témoi-
» gner de la colère, repousser la porte
» avec violence en sortant, ou toute autre
» chose pareille. J'eusse été certain du
» moins qu'il y avait en lui du ressort
» et de l'élasticité; mais je n'y ai rien
» trouvé. »

La conversation a continué sur la

38 MÉM. DE STE-HELENE. (Mai 1816)
politique : elle était animée, vive, courante et d'un tel intérêt que j'ai pu oublier quelques instans le coin du monde où je me trouvais ; j'aurais pu me croire encore aux Tuileries ou dans la rue de Bourgogne.



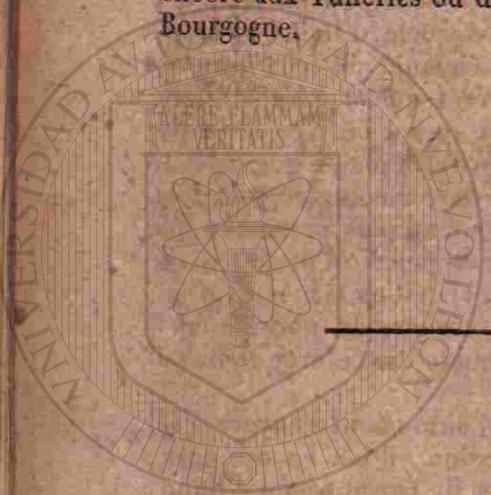
FRAGMENS

DE LA CAMPAGNE D'ITALIE.

Je vais mettre ici ce qui me reste des chapitres de l'armée d'Italie, pour ne les pas trop éloigner de ceux qui précèdent. L'intérêt qu'ils présentent me laisse un vif regret de n'en avoir pas davantage. On verra même que celui de Léoben se trouve incomplet : toutefois, il en sera d'autant plus précieux, que je crois me rappeler qu'il n'a pas été conservé tout à fait sous la même forme ; il deviendra curieux de pouvoir comparer la première dictée avec le travail arrêté.

Au surplus, au moment d'envoyer ceci à la réimpression, il n'a encore paru, des mémoires de la campagne d'Italie, qu'un seul volume, jusqu'à la bataille de Rivoli inclusivement, et je dois dire que j'y remarque des chapitres entièrement neufs, et que ceux que je connaissais montrent parfois quelque accroissement dans les détails. Soit que Napoléon, dans ses loisirs, y soit revenu par pure prédilection, soit qu'il y

38 MÉM. DE STE-HELENE. (Mai 1816)
politique : elle était animée, vive, courante et d'un tel intérêt que j'ai pu oublier quelques instans le coin du monde où je me trouvais ; j'aurais pu me croire encore aux Tuileries ou dans la rue de Bourgogne.



FRAGMENS

DE LA CAMPAGNE D'ITALIE.

Je vais mettre ici ce qui me reste des chapitres de l'armée d'Italie, pour ne les pas trop éloigner de ceux qui précèdent. L'intérêt qu'ils présentent me laisse un vif regret de n'en avoir pas davantage. On verra même que celui de Léoben se trouve incomplet : toutefois, il en sera d'autant plus précieux, que je crois me rappeler qu'il n'a pas été conservé tout à fait sous la même forme ; il deviendra curieux de pouvoir comparer la première dictée avec le travail arrêté.

Au surplus, au moment d'envoyer ceci à la réimpression, il n'a encore paru, des mémoires de la campagne d'Italie, qu'un seul volume, jusqu'à la bataille de Rivoli inclusivement, et je dois dire que j'y remarque des chapitres entièrement neufs, et que ceux que je connaissais montrent parfois quelque accroissement dans les détails. Soit que Napoléon, dans ses loisirs, y soit revenu par pure prédilection, soit qu'il y

ait été amené par la connaissance d'ouvrages publiés en Europe sur le même sujet.

BATAILLE DU TAGLIAMENTO.

Depuis le passage de la Piave, le 15 mars 1797, jusqu'à l'entrée de l'armée française en Allemagne, le 28 du même mois : espace de dix-sept jours*.

I. *Situation de l'Italie au commencement de 1797.* — La paix de Tolentino avait rétabli les relations avec Rome. La Cour de Naples était satisfaite de la modération des Français à l'égard du Pape : elle y voyait une preuve que l'intention de la République était de ne pas se mêler de ses affaires intérieures, et de ne donner aucun appui aux mécontents. Nous étions maîtres de la république de Gènes, le parti oligarque y était sans crédit. Les républiques Cispadane et Transpadane étaient animées du meilleur esprit; nous y trouvions toute espèce d'assistance. En Piémont, Alexandrie, Fenestrelle, Cherasque, Coni, Tortone, avaient gar-

* Les italiques marquent les corrections faites de la main de Napoléon au manuscrit.

nison française; Suze, Labrunette, Desmont, étaient démolies. La misère et le mécontentement étaient à l'extrême parmi le peuple. Des mouvemens d'insurrection s'étaient manifestés dans diverses provinces contre la Cour; le roi de Sardaigne avait réuni ses troupes de ligne en corps d'armée pour les dissiper. Le général français avait tout fait pour maintenir l'ordre et la tranquillité en Piémont : il avait souvent menacé de faire marcher des troupes contre les mécontents; mais les communications étaient rétablies entre le Piémont, la France et les républiques Cispadane et Transpadane. L'esprit qui dominait dans ces républiques se propageait en Piémont. Les officiers et les soldats français, animés des principes républicains, les propageaient dans toute l'Italie. Les circonstances étaient devenues telles qu'il fallait, pour assurer les desseins du général français, ou détruire le roi de Sardaigne, ou dissiper entièrement toutes ses inquiétudes, et contenir les mécontents. Le général français imagina de proposer un traité offensif et défensif à la cour de Sardaigne; il fut signé par le général Clarke et le marquis de Saint-Marsan. La république garantissait au roi

sa couronne; le roi déclarait la guerre à l'Autriche, et fournissait un contingent de dix mille hommes et vingt pièces de canon à l'armée française. Ce traité était très-important pour l'exécution du grand plan du général en chef; son armée se trouvait renforcée, et il avait avec lui des otages qui lui assuraient le Piémont pendant son absence de l'Italie. Mais le Directoire ne sentit point l'importance de ce traité, et en ajourna constamment la ratification. Cependant la publicité du traité donna un nouveau crédit au roi, et découragea les malveillans. L'état de Venise seul donnait des inquiétudes: Brescia, Bergame, la Polésine, une partie du Vicentin et du Padouan étaient parfaitement disposés pour la cause française; mais le parti autrichien, qui était celui du Sénat de Venise, pouvait disposer de la plus grande partie du Véronais, et de douze mille Esclavons qui étaient dans Venise. Tous les moyens que Napoléon put imaginer pour aplanir les difficultés ayant échoué, il fut obligé de passer outre, et de se contenter d'occuper la forteresse de Vérone, et de laisser un corps de réserve pour observer le pays vénitien et garantir la sûreté de ses derrières. On

verra dans le chapitre suivant, les raisons qui s'opposèrent à ce qu'il mit fin aux troubles de cette république, avant d'entrer en Allemagne.

II. L'Empereur d'Allemagne refuse de reconnaître la république française, et d'entrer en négociation. Le général français se dispose à l'y forcer. — Avant et après la prise de Mantoue, diverses ouvertures pacifiques avaient été faites à la cour de Vienne; toutes furent infructueuses; le général Clarke avait été envoyé de Paris avec une lettre du Directoire à l'Empereur d'Allemagne, et des pleins pouvoirs pour négocier et conclure des préliminaires de paix. Une conférence avait eu lieu à Vicence, avant la bataille de Rivoli, entre Clarke et le baron de Vincent, aide-de-camp de l'Empereur. Ce dernier dit que son maître ne reconnaissait point la république française, et ne pouvait entendre parler de paix sans le concours de son allié, c'est-à-dire de l'Angleterre. Depuis la prise de Mantoue, Clarke fit une seconde tentative. Il se rendit à Florence, et vit le grand-duc; il obtint la même réponse. Le général français, tranquille sur l'Italie, résolut de rejeter les Autrichiens au-

delà des Alpes Juliennes, de les poursuivre sur la Drave, sur la Muer, de passer le Simmering, et d'obliger l'empereur d'Autriche à signer la paix dans Vienne. Le projet était vaste, le succès paraissait assuré. Le général en chef promit la paix au gouvernement français dans le courant de l'été.

L'armée d'Italie n'avait jamais été si belle, si nombreuse, ni en meilleur état : elle se composait de huit divisions d'infanterie, de six mille chevaux, et comptait cent cinquante pièces de canon bien attelées. Ces troupes étaient bien habillées, bien chaussées, bien nourries, bien payées, composées de vieux soldats et d'excellens officiers. Cette armée, d'environ soixante mille hommes, pouvait tout entreprendre.

L'armée française, depuis la prise de Mantoue, menaçait directement les Etats héréditaires de la maison d'Autriche ; ses avant-postes étaient sur les frontières. Les armées françaises du Rhin et de Sambre-et-Meuse, qui avaient leurs quartiers d'hiver sur la rive gauche du Rhin, en étaient éloignées de plus de cent lieues, en étant séparées par les Etats du corps germanique. L'ar-

mée d'Italie était éloignée d'environ cent quatre-vingts lieues de Vienne, et les armées du Rhin et de Sambre-et-Meuse de plus de deux cents lieues. L'armée d'Italie fixa donc toute l'attention de la cour de Vienne. Le prince Charles, qui avait obtenu des succès sur le Danube dans les campagnes précédentes, fut envoyé sur la Piave avec quarante mille hommes de renfort des meilleures troupes de la monarchie.

Dès le mois de janvier, les ingénieurs autrichiens parcouraient tous les cols et les hauteurs des Alpes noriques, projetaient des retranchemens, dressaient des plans pour fortifier Gradisca, Clagenfurt, Tarvis. Mais tous ses travaux ne pouvaient se commencer qu'après la fonte des neiges, qui, dans les Alpes noriques, ne disparaissent que vers la fin de mars. Il était donc important de prévenir l'ennemi, avant qu'il n'eût réuni tous ses moyens et retranché les gorges et passages difficiles qu'on avait à traverser : Napoléon résolut d'être en Allemagne à la fin de mars.

III. Plan de campagne de l'armée française pour marcher sur Vienne. — Le Brenner est la sommité la plus élevée

des Alpes du Tyrol; c'est la division géographique de l'Allemagne et de l'Italie. L'Inn, l'Adda et l'Adige prennent leurs sources sur cette haute chaîne; l'Inn coule du Sud-Ouest au Nord-Est, cinquante lieues dans le Tyrol, sur le revers du Brenner, vers le Danube, dans lequel il se jette, séparant la Bavière de l'Autriche. L'Adda, dont les sources sont près de celles de l'Inn, coule du Nord au Sud, et se jette, après vingt-huit lieues de cours, dans le lac de Côme, d'où elle sort pour traverser la Lombardie. L'Adige, qui prend sa source à peu de lieues de celle de l'Inn, court du Nord au Sud, à une cinquantaine de lieues sur l'autre penchant du Brenner, entre en Italie à Vérone, d'où elle se jette dans l'Adriatique près de l'embouchure du Pô. Un grand nombre d'affluens coulent dans ses diverses rivières, et forment des gorges à pic où il est impossible de pénétrer sans être maître des sommités. C'est la partie des Alpes la plus rude et la plus difficile, celle qui est la plus coupée et dont la pente est la plus brusque.

Pour se rendre de l'Italie à Vienne, il n'y a que trois grandes chaussées :

celle du Tyrol, celle de la Carinthie, et celle de la Carniole. La première traverse la chaîne supérieure des Alpes au col du Brenner; la seconde au col des Alpes noriques, entre Ponteba et Tarvis; la troisième au col des Alpes de la Carniole, à quelques lieues de Laybach. Suivant la loi générale des Alpes, le col du Brenner est beaucoup plus élevé que le col de Tarvis; le col de Tarvis, que celui de Laybach.

La chaussée du Tyrol part de Vérone, remonte la rive gauche de l'Adige, passe à Trente, Bolzano, Brixen; traverse le Brenner à soixante lieues de Vérone; rencontre l'Inn à Inspruch, à neuf lieues et demie; longe l'Inn jusqu'à demi-chemin de Rattemberg à Kufstein, et trouve Salzburg à trente-quatre lieues et demie, d'où elle traverse Ens sur le Danube à trente-deux lieues, et de là jusqu'à Vienne court trente-six lieues. Cette chaussée, qui porte le nom de chaussée du Tyrol, a donc de Vérone à Vienne cent soixante et onze lieues.

La chaussée de la Carinthie part de Saint-Daniele, traverse la chaîne des Alpes noriques entre Tarvis et la Ponteba,

en parcourant trente et une lieues ; elle passe la Drave à Villach à vingt-quatre lieues et demie ; traverse Clagenfurt , capitale de la Carinthie , à huit lieues de Villach ; rencontre la Mur , qu'elle suit jusqu'à Judenburg , à vingt lieues et demie , et continue , en serpentant sur l'une et l'autre rive jusqu'à Bruch , pendant l'espace de douze lieues. De Bruch la chaussée quitte la Mur et monte pendant douze lieues sur le Simmering , montagne qui sépare la vallée du Danube de la vallée de la Mur , et de là descend dans la plaine qui conduit à Vienne , qui n'en est plus qu'à vingt lieues. Il y a donc , des frontières de l'Italie à Vienne , quatre-vingt-dix-sept lieues , ou de Saint-Daniele cent vingt-huit lieues.

La chaussée de la Carniole part de Goritz , arrive à Laybach après vingt-sept lieues , passe la Save , les Alpes , et descend sur la Drave , qu'elle passe à Marbourg , à trente lieues et demie de Laybach ; de Marbourg elle rencontre la Mur à Ehrenhausen à quatre lieues et demie ; elle longe cette rivière jusqu'à Bruch , en passant par Gratz , capitale de la Styrie , pendant l'espace de vingt-

six lieues ; là elle rencontre la chaussée de la Carinthie : de Goritz à Vienne il y a donc , par la chaussée de la Carniole , cent trois lieues.

La chaussée du Tyrol se joint à la chaussée de la Carinthie par six communications transversales : 1° un peu au-dessus de Brixen , une chaussée dite Pusthersthal prend à droite , remonte un des affluens de l'Adige , passe à Lienz , Spital , et aboutit à Villach , à quarante-six lieues et demie de Brixen ; 2° de Salzburg part une chaussée qui traverse Rastadt , rencontre le Pusthersthal à Spital , et arrive à Villach , à cinquante-deux lieues de Salzburg ; 3° de la seconde chaussée transversale , à quatre lieues au-dessous de Rastadt , part une chaussée qui suit la Mur jusqu'à Scheiffing , où elle rencontre la chaussée de la Carinthie ; elle a environ seize lieues ; 4° de Lintz sur le Danube par une chaussée qui passe l'Ens près de Rottenman , traverse de hautes montagnes , et descend sur Judenburg ; 5° d'Ens sur le Danube , une chaussée remonte l'Ens pendant environ vingt lieues , et redescend sur Leoben pendant environ huit lieues ; 6° enfin du Danube par Saint-

Polten, une chaussée arrive à Bruch, qui en est à environ vingt-quatre lieues. Les deux chaussées de la Carniole et de la Carinthie se joignent par trois communications transversales : 1° de Goritz, en remontant l'Isonzo pendant dix lieues, on arrive à Caporetto, où l'on trouve la chaussée d'Udine; six lieues plus haut, on trouve la Chiusa autrichienne : et enfin, cinq lieues plus haut, Tarvis, où elle joint la chaussée de la Ponteba ou de la Carinthie ; 2° de Laybach part une chaussée qui traverse la Save, la Drave, et arrive, après dix-sept lieues, à Clagenfurt ; mais elle est très-difficile pour l'artillerie ; 3° enfin de Marbourg une chaussée remonte la Drave et arrive, après environ vingt-cinq lieues, à Clagenfurt, où elle rencontre la chaussée de la Carinthie ; une fois dépassé Clagenfurt et Marbourg, ces deux chaussées de la Carinthie et de la Carniole cheminent parallèlement à une vingtaine de lieues l'une de l'autre, et n'ont plus aucune communication transversale praticable aux voitures.

Le projet de Napoléon était de pénétrer en Allemagne par la chaussée de la Carinthie, traverser la Carniole, la

Styrie, et d'arriver sur le Simmering ; mais le prince Charles avait deux armées : l'une en Tyrol, et l'autre derrière la Piave ; il fallait donc laisser une partie de l'armée en observation contre l'armée du Tyrol. Le général français préféra faire prendre également l'offensive aux divisions du Tyrol, les faire arriver jusqu'à Brixen, et les diriger sur Clagenfurt par la chaussée de Pustherthal, dans le temps que le principal corps de l'armée se porterait sur la Piave, traverserait le Tagliamento, déboucherait par la chaussée de la Carinthie sur la Drave et Villach, où il serait rejoint par son aile du Tyrol ; et alors toute l'armée réunie marcherait sur le Simmering.

Trois divisions, formant un ensemble de quinze mille hommes sous les ordres du général Joubert, furent destinées à l'opération du Tyrol ; quatre, sous les ordres du général en chef en personne, faisant trente-cinq mille hommes, marchèrent sur le Tagliamento ; la 8^e, qui se composait en partie des troupes qui avaient marché sur Rome, fut destinée à former un corps d'observation contre Venise, et assurer la tranquillité de nos

derrières. Les généraux de division Barraye - d'Hilliers et Delmas commandaient dans le Tyrol sous Joubert; les généraux Masséna, Serrurier, Guyeux et Bernadotte étaient à la tête des quatre divisions d'infanterie qui marchaient sur le Tagliamento; le général Dugua commandait la cavalerie. Les armées du Rhin et de Sambre-et-Meuse devaient passer par le Rhin et entrer en Allemagne, de manière à arriver sur le Lech et le Danube en même temps que l'armée française arriverait sur le Simmering. On avait compté sur la division du Piémont, forte de dix mille hommes; mais le retard des ratifications priva l'armée française de ce renfort *si important*.

IV. *Passage de la Piave, treize mars.*

— Dans le Tyrol, tout le mois de février se passa en fortes escarmouches. Les Autrichiens s'y étaient montrés en force et très-hardis. Sur la Piave, le prince Charles fit divers mouvemens pour profiter de l'éloignement *d'une partie* de l'armée française, qu'il supposait sur Rome. Le général Guyeux se crut menacé à Trévise, et repassa la Brenta; mais le prince Charles, *mieux instruit, sut que le général français n'avait mené*

sur Rome que quatre ou cinq mille hommes, et s'arrêta. Tout se réduisit à quelques escarmouches. Le quartier-général français arriva dans les premiers jours de mars à Bassano.

La proclamation suivante fut mise à l'ordre du jour :

« La prise de Mantoue vient de finir
» une campagne qui vous a donné des
» titres éternels à la reconnaissance de
» la patrie.

« Vous avez remporté la victoire dans
» quatorze batailles rangées et soixante-
» dix combats; vous avez fait plus de cent
» mille prisonniers, pris à l'ennemi cinq
» cents pièces de canons de campagne,
» deux mille de gros calibres, quatre
» équipages de pont.

« Les contributions mises sur les pays
» que vous avez conquis, ont nourri,
» entretenu, soldé l'armée pendant toute
» la campagne; vous avez en outre envoyé
» trente millions au ministère des finances
» pour le soulagement du trésor public.

« Vous avez enrichi le Museum de
» Paris de plus de trois cents objets,
» chefs-d'œuvre de l'ancienne et nouvelle
» Italie, et qu'il a fallu trente siècles pour
» produire.

» Vous avez conquis à la République
 » les plus belles contrées de l'Europe ;
 » les républiques Lombarde et Transpa-
 » dane vous doivent leur liberté ; les cou-
 » leurs françaises flottent pour la première
 » fois sur les bords de l'Adriatique, en
 » face et à vingt-quatre heures de navi-
 » gation de l'ancienne Macédoine ; les
 » rois de Sardaigne, de Naples, le Pape,
 » le duc de Parme, se sont détachés de
 » la coalition de nos ennemis, et ont
 » brigué notre amitié ; vous avez chassé
 » les Anglais de Livourne, de Gênes, de
 » la Corse... Mais vous n'avez pas encore
 » tout achevé ; une grande destinée vous
 » est réservée : c'est en vous que la Patrie
 » met ses plus chères espérances ; vous
 » continuerez à en être dignes.

» De tant d'ennemis qui se coalisèrent
 » pour étouffer la République à sa nais-
 » sance, l'Empereur seul reste devant
 » nous : se dégradant lui-même du rang
 » d'une grande puissance, ce prince s'est
 » mis à la solde des marchands de Lon-
 » dres ; il n'a plus de volonté, de politique,
 » que celles de ces insulaires perfides,
 » qui, étrangers aux malheurs de la
 » guerre, sourient avec plaisir aux maux
 » du continent.

» Le Directoire-Exécutif n'a rien épar-
 » gné pour donner la paix à l'Europe ; la
 » modération de ses propositions ne se
 » ressentait pas de la force de ses armées,
 » il n'avait pas consulté votre courage,
 » mais l'humanité et l'envie de vous faire
 » rentrer dans vos familles ; il n'a pas été
 » écouté à Vienne ; il n'est donc plus
 » d'espérance pour la paix, qu'en allant
 » la chercher dans le cœur des États
 » héréditaires de la maison d'Autriche.
 » Vous y trouverez un brave peuple ac-
 » cablé par la guerre qu'il a eue contre
 » les Turcs, et par la guerre actuelle.
 » Les habitans de Vienne et des États
 » d'Autriche gémissent sur l'aveuglement
 » et l'arbitraire de leur gouvernement :
 » il n'en est pas un qui ne soit convaincu
 » que l'or de l'Angleterre a corrompu
 » les ministres de l'Empereur. Vous rés-
 » pecterez leur religion et leurs mœurs ;
 » vous protégerez leurs propriétés : c'est
 » la liberté que vous apporterez à la brave
 » nation hongroise.

» La maison d'Autriche, qui depuis
 » trois siècles va perdant à chaque guerre
 » une partie de sa puissance, qui mé-
 » contente ses peuples en les dépouillant
 » de leurs privilèges, se trouvera réduite,

» à la fin de cette sixième campagne
 » (puisqu'elle nous contraint à la faire),
 » à accepter la paix que nous lui accor-
 » derons, et à descendre dans la réalité,
 » au rang des puissances secondaires,
 » où elle s'est déjà placée en se mettant
 » aux gages et à la disposition de l'An-
 » gleterre. *Signé BONAPARTE.* »

L'armée se mit en mouvement. Il fal-
 lait passer la Piave, que défendait l'armée
 du prince Charles, et chercher à gagner
 avant lui les gorges d'Osopo et de la
 Ponteba. Masséna, avec sa belle divi-
 sion, fut destiné à remplir cet objet im-
 portant; il partit de Bassano, passa la
 Piave, et le Tagliamento dans les mon-
 tagnes, tournant ainsi toute l'armée du
 prince Charles. *Celui-ci détacha* une divi-
 sion pour l'opposer à cette manœuvre.
 Masséna la battit, la poursuivit l'épée
 dans les reins, lui prit beaucoup de
 monde et quelques pièces de canon.
 Parmi ces prisonniers se trouva le gé-
 néral de Lusignan, qui avait insulté les
 malades français, ses compatriotes, aux
 hôpitaux de Brescia, durant les succès
 éphémères de Wurmser. Masséna se
 rendit maître de Feltre, de Cadore et
 de Bellune, *menant battant* la division

autrichienne, sans éprouver de pertes
 considérables.

Le général en chef se porta le douze
 sur Azolo, avec la division Serrurier,
 passa la Piave à la pointe du jour, marcha
 sur Conégliono, où était le quartier-
 général autrichien, tournant ainsi toutes
 les divisions autrichiennes qui défen-
 daient la Basse-Piave, ce qui permit au
 général Guyeux d'exécuter son passage,
 à deux heures après-midi, à Ospeda-
 letto. La rivière dans cet endroit est
 assez haute, et eût exigé un pont;
 mais la bonne volonté y suppléa. Un
 seul tambour courut des risques, et fut
 sauvé par une vivandière de l'armée,
 qui se jeta à la nage: le général en chef
 la récompensa en lui attachant au col
 une chaîne d'or. Le douze, le général
 français fut à Conégliono avec les divi-
 sions Serrurier, Guyeux. La division
 Bernadotte rejoignit le lendemain.

Le prince Charles avait choisi les
 plaines du Tagliamento pour champ de
 bataille, les croyant avantageuses *pour*
tirer parti de sa cavalerie. Son arrière-
 garde essaya de tenir à Sacile; mais elle
 fut battue par le général Guyeux, qui
 y entra le treize.

V. *Bataille du Tagliamento, seize mars.* — Le seize, à neuf heures du matin, les deux armées furent en présence, l'armée française sur la rive droite, l'armée autrichienne sur la rive gauche du Tagliamento. Les divisions Gueux, Serrurier et Bernadotte faisaient la gauche du centre, et la droite était, avec le quartier-général, en avant de Valvasone. Le prince Charles, avec des forces à-peu-près égales, était rangé de la même manière, en face, sur la rive gauche. Par cette position, le prince Charles ne couvrait pas la chaussée de la Ponteba. Les débris de la division opposée à Masséna n'étaient plus capables de l'arrêter. Cependant la Ponteba était la route la plus courte de Vienne, et la direction naturelle pour couvrir cette capitale. Cette conduite du prince Charles ne pouvait s'expliquer qu'en supposant qu'il ne connaissait pas encore bien le nouveau terrain sur lequel il devait opérer, lequel n'avait jamais été le théâtre de la guerre, dans les temps modernes; ou que, ne croyant pas le général français assez hardi pour se porter sur Vienne, il n'eût de crainte que pour Trieste, centre des établissemens maritimes de

l'Autriche; ou enfin, que ses positions n'étant point définitivement prises, et que, couvert par le Tagliamento, il espérait gagner quelques jours qui suffiraient à une division de grenadiers déjà arrivée à Clagenfurt, pour venir renforcer la division opposée à Masséna.

La canonnade s'engagea d'une rive à l'autre. La cavalerie légère fit plusieurs charges sur le gravier du torrent. Le général en chef, voyant l'ennemi trop bien préparé, fit poser les armes à ses soldats, et établir les bivouacs. Le général autrichien y fut trompé; il crut que l'armée française, qui avait marché toute la nuit, prenait position; il fit un mouvement en arrière, et alla reprendre ses bivouacs. Mais, deux heures après, quand tout fut tranquille dans les deux camps, les Français reprirent subitement les armes, et Duphot, à la tête de la 27^e légère, formant l'avant-garde de Gueux, et Murat, à la tête de la 15^e légère, conduisant l'avant-garde de Bernadotte, soutenus chacun par leurs divisions, chaque brigade formant une ligne, et celles-ci, appuyées par Serrurier, marchant derrière en réserve, se précipitèrent dans la rivière. L'ennemi

avait couru aux armes ; mais déjà toutes nos troupes avaient passé dans le plus bel ordre, et se trouvaient rangées en bataille sur la rive gauche. La canonnade et la fusillade s'engagèrent de toute part. Aux premiers coups de canon, Masséna exécuta son passage à Saint-Daniele : il éprouva peu de résistance et s'empara d'Osopo, cette clef de la chaussée de Ponteba que l'ennemi avait fait la faute de négliger : il l'intercepta désormais à l'armée autrichienne, sépara tout à fait de celle-ci la division qui lui était opposée, et la poursuivit jusqu'au pont de Casasola, en la jetant toujours sur la Carinthie. Le prince Charles désespéra de la victoire. Après plusieurs heures de combats, et différentes charges d'infanterie et de cavalerie, il se mit en retraite, nous laissant du canon et des prisonniers.

VI. *Plan de retraite du prince Charles.*
—Le prince Charles ne pouvait plus se retirer vers la Ponteba par la chaussée de Saint-Daniele et d'Osopo, que Masséna tenait en sa possession. Il prit le parti de regagner cette chaussée à Tarvis, avec la plus grande partie de son armée, par Udine, Cividale, Caporetto,

la Chiusa autrichienne ; il jeta une de ses divisions sur sa gauche, par Palmanova, Gradisca et Laybach, pour couvrir la Carniole. Mais Masséna n'était qu'à deux journées de Tarvis, et l'armée autrichienne, par cette nouvelle route, avait cinq ou six marches à faire. Le prince Charles compromettait donc son armée : il le sentit ; et, de sa personne, courut à Clagenfurt presser la marche d'une division de grenadiers qui s'y trouvait. Cependant Masséna avait lui-même perdu deux jours ; mais ayant reçu l'ordre de se porter sans hésitation sur Tarvis, il y rencontra le prince Charles en bataille, avec les débris de la division qui, depuis la Piave, fuyait devant lui, et une belle division de grenadiers hongrois.

Le combat fut vif et opiniâtre de part et d'autre. Chacun sentait l'importance du succès : car si Masséna parvenait à s'emparer du débouché de Tarvis, la partie de l'armée autrichienne que le prince Charles avait engagée dans la vallée de l'Isonzo était perdue. Le prince Charles se prodigua de sa personne, et fut plusieurs fois sur le point d'être arrêté par les tirailleurs français. Le général Brune, qui commandait une brigade

de la division Masséna, s'y comporta avec la plus grande valeur. Le prince Charles fut rompu : il avait fait donner jusqu'à ses dernières réserves ; il ne put opérer aucune retraite. Les débris de ses troupes allèrent se rallier à Villach, derrière la Drave. Masséna, maître de Tarvis, s'y établit, *en faisant face du côté de Villach et du côté de Goritz, bar rant les débouchés de l'Isonzo.*

VII. *Combat de Gradisca, Prise de Laybach et de Trieste.* — Le lendemain de la bataille du Tagliamento, le quartier-général se rendit à Palma-Nova : c'est une place forte qui appartient aux Vénitiens. Le prince Charles l'avait fait occuper, et y avait établi ses magasins ; mais jugeant qu'il lui faudrait laisser cinq à six mille hommes pour la garder, son artillerie de place n'étant pas encore arrivée, il résolut de l'évacuer. *Nous l'armâmes aussitôt et la mîmes à l'abri d'un coup de main.* Le lendemain dix-neuf, on marcha sur l'Isonzo.

Le général Bernadotte se présenta à Gradisca pour passer cette rivière. Il trouva la ville fermée, et fut reçu à coups de canon ; on voulut parlementer

avec le commandant de la place ; mais il s'y refusa. Napoléon partit alors avec la division Serrurier, prit le chemin de Montefalcone, et marcha jusqu'au lieu où la rive gauche de la rivière cesse de dominer la rive droite. Il lui fallait perdre du temps pour construire un pont ; le colonel Andréossi, directeur des ponts, se jeta le premier dans la rivière pour la sonder ; les colonnes suivirent son exemple, et l'on passa, avant de l'eau jusqu'à mi-corps, sous la faible fusillade de deux bataillons de Croates, qui furent mis en déroute. Il était une heure après-midi ; on prit alors sur la gauche ; on monta sur les hauteurs, qu'on suivit jusque vis-à-vis Gradisca, où l'on arriva à cinq heures du soir. La place se trouva ainsi cernée et dominée. La division Serrurier avait marché avec d'autant plus de rapidité, que la fusillade était vive sur la rive droite, où Bernadotte était aux prises. Ce général avait eu l'imprudence de vouloir enlever la place d'assaut : il avait été repoussé, et avait perdu quatre à cinq cents hommes sans nécessité. Cet excès d'ardeur était justifié par l'envie qu'avaient les troupes de Sambre-et-Meuse de se signaler, et par

la noble émulation d'arriver à Gradisca avant les anciennes troupes d'Italie. Lorsque le gouverneur de Gradisca vit l'Isonzo passé et les hauteurs couronnées, il capitula, et se rendit prisonnier de guerre avec plusieurs régimens et beaucoup de canons. Le quartier-général fut porté le surlendemain à Goritz. La division Bernadotte fut dirigée sur Laybach. Le général Dugua, avec mille chevaux, prit possession de Trieste. La division Serrurier, de Goritz, remonta l'Isonzo pour soutenir le général Guyeux, et regagner à Tarvis la chaussée de la Carinthie. Le général Guyeux, du champ de bataille du Tagliamento, s'était dirigé vers Udine et Cividale, et avait rencontré, à Caporetto, la chaussée de l'Isonzo. Il avait eu tout le jour de forts engagements avec le principal corps du prince Charles, qui avait pris la même route pour gagner Tarvis; il lui avait tué beaucoup de monde et fait beaucoup de prisonniers. Le général autrichien avait laissé une arrière-garde à la Chiusa vénitienne, et s'était porté sur Tarvis, espérant que le prince Charles l'occupait encore. Mais Masséna y était depuis deux jours. Il fut attaqué en front par

Masséna, et en queue par Guyeux. La position même de la Chiusa vénitienne, qui était forte, ne put résister à l'impétueuse 4^e de ligne; elle gravit avec une rapidité inouïe une montagne qui domine la gauche de la Chiusa; et tournant ainsi ce poste important, il ne resta plus d'autres ressources aux ennemis que de poser les armes. Bagages, canons, pare, drapeaux, tout fut pris. On ne fit que cinq mille prisonniers, dix mille avaient été tués ou blessés dans différens combats. Depuis le Tagliamento, dix mille soldats, habitans de la Carniole ou de la Croatie, voyant que tout était perdu, se débandèrent dans les gorges et gagnèrent isolément leurs villages.

Le quartier-général se rendit successivement à Caporetto, à Tarvis, à Villach, à Clagenfurt.

VIII. *Entrée en Allemagne, passage de la Drave, prise de Clagenfurt, vingt-neuf mars.* — La province de Goritz, qui est la première des Etats héréditaires de la maison d'Autriche, confine avec l'Italie. Les habitans y parlent italien. Cette province fut sur-le-champ organisée; le vieux château de Goritz fut armé :

on composa un gouvernement provisoire des sept personnes les plus considérables, que l'on chargea de l'administration du pays. Toutes les mesures furent prises pour rassurer les habitans, et pour alléger le fardeau que leur occasionnait la garnison.

Les mêmes mesures furent prises à Trieste pour l'Istrie. Toutes les marchandises anglaises furent confisquées; on répara le vieux château, pour servir de refuge à la petite garnison qu'on voulait y laisser. Les habitans étaient dans des dispositions très-favorables aux Français.

Laybach est la capitale de la Carniole: on y organisa un gouvernement provisoire sur les mêmes principes qu'à Goritz et Trieste. Cette ville fut mise en état de défense: elle avait une enceinte bastionnée d'un très-vieux tracé. On abattit les maisons qui se trouvaient sur les remparts.

Dans ces pays, situés près des Alpes, la saison était encore froide. Les habitans, qui avaient d'abord été effrayés, n'eurent qu'à se louer de l'armée française, laquelle à son tour n'eut pas à se plaindre de ces peuples.

Les dispositions des habitans du Cercle de Villach parurent favorables aux Français; ils fournirent avec un grand empressement tout ce qui était nécessaire à l'armée. Nous étions en Allemagne, les mœurs y étaient différentes, nos soldats eurent beaucoup à se louer de l'esprit d'hospitalité qui caractérise le paysan allemand. La grande quantité de chevaux et de voitures, qu'ils se procuraient plus facilement qu'en Italie, leur fut d'une grande utilité.

On mit en état la ville de Clagenfurt, capitale de la Carinthie: on y organisa aussi un gouvernement provisoire. Cette ville a une enceinte bastionnée, mais négligée depuis des siècles, et ne servant guère qu'à la police de la ville; les remparts étaient couverts de maisons, on les abattit, et on en fit un point d'appui pour l'armée.

Le général Dugua, à Trieste, confisqua tous les magasins appartenans aux Anglais ou aux Autrichiens; on en trouva de considérables et de toute espèce. On prit également possession des mines d'Idria: on y trouva pour plusieurs millions de vif argent, qu'on évacua immédiatement sur palma-Nova.

En entrant en Carinthie, on avait publié la Proclamation suivante :

« L'armée française ne vient point dans votre pays pour le conquérir, ni pour porter aucun changement à votre religion, à vos mœurs, à vos coutumes. Elle est l'amie de toutes les nations, et particulièrement des braves peuples de la Germanie.

« Le Directoire exécutif de la République française n'a rien épargné pour terminer les calamités qui désolent le continent : il s'était décidé à faire le premier pas, et a envoyé le général Clarke à Vienne, comme plénipotentiaire, pour entamer des négociations de paix. Mais la cour de Vienne a refusé de l'entendre ; elle a même déclaré à Vicence, par l'organe de M. de Vincent, qu'elle ne reconnaissait pas la République française. Le général Clarke a demandé un passeport pour aller lui-même parler à l'Empereur ; mais les ministres de la cour de Vienne ont crain, avec raison, que la modération des propositions qu'il était chargé de faire, ne décidât l'Empereur à la paix. Ces ministres, corrompus par l'ordre de l'Angleterre, trahissent l'Allemagne

et leur prince, et n'ont plus de volonté que celle de ces insulaires perfides, l'horreur de l'Europe entière.

« Habitans de la Carinthie, je le sais, vous détestez autant que nous, et les Anglais qui seuls gagnent à la guerre actuelle, et votre ministère qui leur est vendu. Si nous sommes en guerre depuis six ans, c'est contre le vœu des braves Hongrois, des citoyens éclairés de Vienne, et des simples et bons habitans de la Carinthie.

« Eh bien ! malgré l'Angleterre et les ministres de la cour de Vienne, soyons amis. La République française a sur vous les droits de conquête ; qu'ils disparaissent devant un contrat qui nous lie réciproquement. Vous ne vous mêlerez pas d'une guerre qui n'a pas votre aveu. Vous fournirez les vivres dont nous pourrions avoir besoin. De mon côté, je protégerai votre religion, vos mœurs, vos propriétés ; je ne tirerai de vous aucune contribution : la guerre n'est-elle pas par elle-même assez horrible ! Ne souffrez-vous pas déjà trop, vous, innocentes victimes des sottises des autres ! Toutes les impositions que vous avez coutume de payer à l'Empe-

» reur serviront à indemniser des dégâts
 » inséparables de la marche d'une armée,
 » et à payer les vivres que vous nous au-
 » rez fournis. »

IX. *Affaires du Tyrol.* — Immédiatement après la bataille de Tagliamento, le général français expédia l'ordre au général Joubert d'attaquer l'armée qui lui était opposée, de s'emparer de tout le Tyrol italien, d'exécuter hardiment la marche qu'il lui avait prescrite, et de pénétrer en Carinthie par le Pustherthal.

Le général Joubert entra en opération le vingt-huit mars, passa le Lavisio, battit l'ennemi, lui fit plusieurs milliers de prisonniers, passa l'Adige, le battit à Tramin, s'empara de Bolzano, livra un nouveau combat à Clausen, força les gorges d'Inspruch le vingt-huit, rejeta les troupes autrichiennes au-delà du Brenner, et se dirigea sur la Carinthie, après avoir fait éprouver beaucoup de pertes à l'ennemi, et lui avoir pris sept à huit mille hommes. Le général Joubert montra du talent, de la constance et de l'activité dans la direction de cette opération difficile. Les généraux Delmas, Baraguey-d'Hilliers et Dumas se distinguèrent. Les

troupes montrèrent la plus grande intrépidité.

X. *Résumé.* — Ainsi, en dix-sept jours, les deux armées du prince Charles avaient été défaites. L'ennemi, rejeté au-delà du Brenner, avait évacué le Tyrol, après avoir fait des pertes très-considérables. L'Autriche avait perdu Palma-Nova, place très-forte, et Trieste et Fiume, seuls ports de la monarchie autrichienne; la province de Goritz, l'Istrie, la Carniole, la Carinthie étaient conquises; la Save, la Drave, les Alpes noriques étaient passées. L'armée n'était plus qu'à soixante lieues de Vienne. Elle était fondée à espérer d'y arriver avant la fin de mai.

L'armée autrichienne, démoralisée et ruinée, ne pouvait plus lutter contre l'armée française, qui n'avait éprouvé aucune perte sensible, et chez qui le moral et le sentiment de la supériorité étaient à un degré inexprimable.

AFFAIRES DE VENISE.

I. *Description de Venise.* — La république de Venise, au moment de la

» reur serviront à indemniser des dégâts
 » inséparables de la marche d'une armée,
 » et à payer les vivres que vous nous au-
 » rez fournis. »

IX. *Affaires du Tyrol.* — Immédiatement après la bataille de Tagliamento, le général français expédia l'ordre au général Joubert d'attaquer l'armée qui lui était opposée, de s'emparer de tout le Tyrol italien, d'exécuter hardiment la marche qu'il lui avait prescrite, et de pénétrer en Carinthie par le Pustherthal.

Le général Joubert entra en opération le vingt-huit mars, passa le Lavisio, battit l'ennemi, lui fit plusieurs milliers de prisonniers, passa l'Adige, le battit à Tramin, s'empara de Bolzano, livra un nouveau combat à Clausen, força les gorges d'Inspruch le vingt-huit, rejeta les troupes autrichiennes au-delà du Brenner, et se dirigea sur la Carinthie, après avoir fait éprouver beaucoup de pertes à l'ennemi, et lui avoir pris sept à huit mille hommes. Le général Joubert montra du talent, de la constance et de l'activité dans la direction de cette opération difficile. Les généraux Delmas, Baraguey-d'Hilliers et Dumas se distinguèrent. Les

troupes montrèrent la plus grande intrépidité.

X. *Résumé.* — Ainsi, en dix-sept jours, les deux armées du prince Charles avaient été défaites. L'ennemi, rejeté au-delà du Brenner, avait évacué le Tyrol, après avoir fait des pertes très-considérables. L'Autriche avait perdu Palma-Nova, place très-forte, et Trieste et Fiume, seuls ports de la monarchie autrichienne; la province de Goritz, l'Istrie, la Carniole, la Carinthie étaient conquises; la Save, la Drave, les Alpes noriques étaient passées. L'armée n'était plus qu'à soixante lieues de Vienne. Elle était fondée à espérer d'y arriver avant la fin de mai.

L'armée autrichienne, démoralisée et ruinée, ne pouvait plus lutter contre l'armée française, qui n'avait éprouvé aucune perte sensible, et chez qui le moral et le sentiment de la supériorité étaient à un degré inexprimable.

AFFAIRES DE VENISE.

I. *Description de Venise.* — La république de Venise, au moment de la

révolution française, était l'Etat le plus considérable de l'Italie. La population du royaume de Naples lui était supérieure ; mais Venise l'emportait de beaucoup par la force de son gouvernement et les avantages de sa topographie. Le gouvernement siégeait dans une ville forte, inattaquable par terre et par mer. *Indépendamment de son armée de terre, il avait une escadre qui domina l'Adriatique, et le faisait respecter de tout le Levant. Cette ville fut fondée au cinquième siècle par des habitans du Frioul et du Padouan qui se réfugièrent dans les Lagunes, pour se mettre à l'abri de l'oppression des barbares. Leurs descendants se maintinrent toujours indépendans des dominateurs de l'Italie.*

Cette belle péninsule, en proie aux révolutions, a changé souvent de maîtres. Venise seule, toujours indépendante et libre, n'a jamais reconnu de pouvoir étranger.

Venise est la ville et le port de commerce le mieux situé de toute l'Italie. Toutes les marchandises de Constantinople et du Levant y arrivent directement par le chemin le plus court, par l'Adriatique ; de là, elles se répandent

jusqu'à Turin par le Pô, et dans toute l'Allemagne en remontant l'Adige, jusqu'auprès de Botzen, où elles trouvent des chaussées sur Augsbourg et Nuremberg. Venise est située près l'embouchure du Pô et de l'Adige. Elle est le port de ces deux rivières. D'un autre côté elle communique par des canaux avec Bologne, de sorte que toutes les productions de la grande plaine d'Italie s'écoulent par Venise : cette ville est le port de mer le plus près d'Augsbourg et de Munich.

La nature a fait Venise l'entrepôt d'échange du Levant, de l'Italie et de l'Allemagne méridionale. Avant la découverte du Cap de Bonne-Espérance, cette ville faisait le commerce des Indes par Alexandrie et la mer Rouge. Aussi s'opposa-t-elle vivement aux opérations des Portugais. Elle équipa une flotte considérable dans la mer Rouge : elle établit un arsenal, des aiguades, des magasins près de Suez. On en voit encore des débris aux fontaines de Moïse. Les Portugais battirent ces flottes construites à grands frais, et les Vénitiens, vaincus, durent renoncer à les arrêter

dans leurs succès de découvertes et de commerce.

Les Lagunes, qui sont formées par les eaux de la Piave et de la Brenta, communiquent avec la mer par trois passages.

La souveraineté de Venise résidait dans l'aristocratie de quelques centaines de familles inscrites dans le livre d'or. Leurs sujets se composaient d'une population de trois à quatre millions d'individus répandus autour de Venise dans les pays les plus riches et les plus fertiles du monde; *savoir*: le Bergamasque, le Bressian, le Vicentin, le Véronnais, le Padouan, la Polésine, le Trévisan, le Bassanais, le Cadorin, le Bellunais et le Frioul, dans la terre-ferme d'Italie; l'Istrie et la Dalmatie, sur les rives de la mer Adriatique, et les îles Ioniennes, répandues à son entrée. Ces provinces de terre-ferme s'appuient au nord sur la crête supérieure des Alpes Juliennes et des Alpes du Tyrol, depuis la source de l'Adda jusqu'à celle de l'Isonzo. Cette chaîne de montagnes, presque partout impraticables, les sépare de l'Allemagne, avec laquelle elles n'ont de communi-

cation que par les trois chaussées qui longent l'Adige, le Tagliamento, et l'Isonzo. Les Vallées de l'Adige, de la Brenta, de la Piave, du Tagliamento, de l'Isonzo, appartenaient dans leur entier à cette république. Sa marine consistait dans une douzaine de vaisseaux, autant de frégates et petits bâtimens qui suffisaient pour se faire respecter des Barbaresques, dominer l'Adriatique et défendre ses Lagunes. Venise pouvait mettre cinquante mille hommes sur pied, composés de régimens italiens recrutés dans la terre-ferme, ou d'Esclavons, peuple brave *et de tout temps* dévoué à la république; elle pouvait lever *de ceux-ci* jusqu'à dix à quinze mille hommes à pied, et quatre à cinq mille à cheval; leurs chevaux *sont* petits, mais d'un bon service. Ces Esclavons étaient les troupes de confiance du Sénat: ils avaient le très-grand avantage d'être étrangers à la langue et aux mœurs de la terre-ferme.

La ville de Venise était fort riche, et quoique son commerce fût déchu, cependant il se maintenait encore. Les seules familles du livre d'or avaient part à l'administration, elles remplissaient le

Sénat, les Conseils, les Quarancies et autres magistratures; ce qui *excluait les nobles* de la terre-ferme. Ceux-ci comptaient parmi eux un grand nombre de familles riches, illustres et puissantes, qui, sujettes et privées de tout pouvoir, demeuraient sans considération, et jaloussaient beaucoup la noblesse souveraine de Venise.

Ces nobles de terre-ferme descendaient en partie des anciens Condottieri, des anciens Podestats, ou autres personnes qui jadis avaient joué un grand rôle dans les républiques de leurs villes, et dont les ancêtres, après s'être opposés long-temps aux entreprises de Venise, avaient été victimes de la politique de cette république. Ainsi, à la jalousie et à la haine que leur inspirait la nature du gouvernement, se joignaient encore les ressentimens historiques soigneusement perpétués. Ces provinces de terre-ferme étaient généralement mécontentes et fort peu attachées à leur gouvernement. *La plus grande partie* du peuple faisait cause commune avec la noblesse de terre-ferme; *une portion cependant* s'attachait aux nobles Vénitiens qui avaient des propriétés et des établissemens dans

presque toutes les provinces. Les prêtres étaient sans crédit et sans considération dans la république, qui de très-bonne heure s'était affranchie de toute influence de la part du Pape.

Le chef de la maison d'Autriche, qui possédait Milan et Mantoue en Italie, et une portion de l'Istrie, sur l'Adriatique, avait beaucoup d'intérêts mêlés avec Venise; et celle-ci, qui avait à le redouter constamment, s'était toujours maintenue contre lui, par l'équilibre de l'Europe, et spécialement par la protection de la France.

Pour aller du Tyrol à Mantoue par la Lombardie, il faut traverser le territoire vénitien depuis Rivoli jusqu'à Mantoue, ce qui forme environ deux jours de marche. Des traités y assuraient à l'Autriche une route militaire; mais les troupes devaient la traverser désarmées et par petits détachemens. Aucune autre route militaire n'était accordée au travers du pays, depuis l'Adige jusqu'à l'Isonzo. Dans les guerres précédentes en Italie, l'Autriche était obligée de faire les communications de son armée par mer, de Trieste au Pô, les convois ne pouvant traverser le Frioul et les États

de terre-ferme, hormis la route de Rivoli à Mantoue. C'est ce qui donna lieu à la croisière du chevalier de Forbin, sous Louis XIV, qui interceptait les communications, par mer, de Trieste au Pô.

Lorsque la première coalition se forma contre la France, les puissances engagèrent cette république d'y prendre part. Il ne paraît pas qu'il s'élevât à ce sujet des discussions sérieuses dans le conseil; tous y furent du même avis. Ils étaient tellement éloignés du théâtre, qu'ils se regardèrent comme étrangers à ces affaires, et voulurent demeurer neutres. Lorsque le comte de Lille choisit Vérone pour son séjour, Venise ne l'accorda qu'avec l'assentiment du Comité de Salut-Public, qui préférait savoir le prétendant à Vérone qu'en tout autre lieu.

Quand les troupes françaises marchèrent, en 1794, vers Onéille, et que leur camp s'établit à Savone, on crut l'Italie menacée d'invasion, et plusieurs puissances se réunirent en congrès à Milan. Venise refusa d'y paraître, non qu'elle ne condamnât les principes français, mais elle redoutait de se livrer à la

merci de l'Autriche. Le danger d'ailleurs lui paraissait très-éloigné.

II. Opinion dans le Sénat : la première est celle des amis de l'Autriche, la deuxième, des vieux sénateurs, la troisième, des amis de la France. — Mais quand Napoléon parvint à Milan, et que Beaulieu se réfugia épouventé derrière le Mincio, qu'il entra dans Pescaire, et y assit sa droite, dans l'espoir de défendre le Mincio, alors l'incertitude et les alarmes furent grandes dans la république; l'espace immense qui avait séparé jusque-là la lutte de la démocratie et de l'aristocratie était franchi. La guerre des principes et celle des canons se trouvaient au sein de l'Etat. De vives et orageuses discussions agitèrent le Sénat, qui se partagea entre trois opinions. Pezzaro et les plus jeunes sénateurs, *partisans de l'Autriche, voulaient que l'on se déclarât contre la France.* Ils voulaient la neutralité, mais la neutralité armée. Ils voulaient qu'on jetât de fortes garnisons dans Pescaire, Brescia, Bergame, dans Porto-Legnano et Vérone; qu'on déclarât ces places, places de guerre. Ils voulaient qu'on levât cinquante mille hommes, qu'on armât

avec activité les Lagunes, qu'on y plaçât des chaloupes-canonnières, qu'on équipât une escadre pour tenir l'Adriatique, et que, dans cette attitude formidable, on déclarât la guerre au premier qui violerait *désormais* le territoire. Ceux de cette opinion disaient, que si la dernière heure était arrivée, il valait mieux périr les armes à la main, que d'expirer honteusement; qu'en défendant le territoire, on empêcherait les idées françaises de s'inoculer dans les principales villes, qu'on obtiendrait des deux partis ennemis d'autant plus de ménagement qu'on se serait mis plus en mesure d'en exiger; que si, au contraire, on ouvrait paisiblement les portes, et qu'on laissât entrer les Français dans les grandes villes de terre-ferme, alors la guerre des deux grandes puissances s'établissait sur le territoire de la république, et, dès ce moment, la souveraineté lui échappait: que le premier devoir du prince est de protéger ses sujets; or, le seront-ils, pourront-ils l'être, si l'on laissait établir le théâtre de la guerre sur leur territoire? les campagnes seront ravagées, les villes brûlées successivement par les deux armées. Alors les peuples malheureux per-

dront toute estime et tout respect pour l'autorité qui les abandonne. Les germes de mécontentement et de jalousie qui existent déjà fermenteront avec violence; la république expirera sans mériter même les regrets de l'histoire.

L'opinion à laquelle se ralliaient tous les vieux sénateurs, *était de ne prendre aucun parti décisif. Ils avouaient* que tous les dangers étaient vrais, qu'on avait à craindre tout à la fois, et l'ambition de l'Autriche, et les principes de la France; mais que ces maux étaient heureusement passagers. Qu'avec du ménagement et de la patience, on éviterait les inconvéniens qu'on craignait. Que les Français étaient d'un naturel conciliant, facile à caresser; qu'avec de bons procédés et des gouverneurs habiles, tenant un grand état de maison, ayant quelques fonds à leur disposition pour les dépenses secrètes, on s'emparerait de l'esprit de leurs chefs, on se concilierait leur opinion. *Que déclarer désormais une neutralité armée, c'était déclarer la guerre à la France.* Qu'on ne pouvait leur fermer des portes qui avaient été ouvertes à leurs ennemis, sans lui donner un juste sujet de guerre. Or, pouvait-on songer

sérieusement à leur résister avec quelques milliers d'Esclavons ! La république ne devait pas compter sur le Brescian, ni sur le Bergamasque, qui s'insurgeraient tout d'abord, et que, si l'on venait à combattre, les Français trouveraient aussitôt dans leurs partisans de la terre-ferme, un équivalent aux levées qu'on pourrait faire venir contre eux de la Dalmatie. Que les maux étaient grands sans doute, la crise dangereuse ; mais qu'on n'était pourtant pas au point où le peignaient les têtes exaltées. La république avait traversé bien d'autres orages, il fallait gagner du temps : c'était avec ce sage principe que leurs ancêtres s'étaient maintenus. Heureusement la Providence avait fixé leur capitale dans une ville imprenable. *Tous les efforts de la république ne devaient avoir pour but que de renforcer cette capitale, en opposant à tout le reste la patience, la modération et le temps.*

Une troisième opinion se manifesta dans le Sénat ; on l'attribua au providenteur Bataglia. La république, dit-il, est vraiment en danger de son existence. D'un côté, les principes français subversifs de notre constitution ; de l'autre,

l'Autriche, qui en veut à notre indépendance. Entre ces deux maux inévitables, sachons choisir le moindre. Le pire, à mes yeux, est l'esclavage de l'Autriche. Augmentons le livre d'or, inscrivons-y ceux de la noblesse de terre-ferme qui le méritent ; dès ce moment, plus de divisions, plus d'opposition parmi nous. Armons nos places, équipons nos flottes, levons cinquante mille hommes, et courons au-devant du général français lui offrir une alliance offensive et défensive. Nous serons peut-être, par là, conduits à quelques changemens dans notre constitution ; mais nous sauverons notre indépendance et notre liberté. Est-ce donc la première fois qu'on augmente le livre d'or ? On a parlé d'une neutralité armée contre les deux partis. Il y a deux ans, au commencement de l'orage, ce parti eût été meilleur. Il était juste, parce qu'il était égal pour les deux parties belligérantes ; il eût été possible, parce qu'on eût eu le temps de s'y préparer. Si vous le proclamiez aujourd'hui, ce serait déclarer la guerre à la France. *Vous ne pouvez pas interdire aux Français ce que vous avez permis ou toléré de la part des Autrichiens. Peut-on vous*

proposer de vous mettre en guerre contre l'armée française, laquelle est victorieuse, lorsqu'elle sera dans huit jours à vos portes, lorsque encore vous n'avez aucun traité avec l'Autriche? et en eussiez-vous, celle-ci ne peut vous être d'aucun secours avant deux mois; or, que deviendrait la république, dans deux mois, contre un ennemi aussi entreprenant et aussi actif? Le second parti qu'on nous propose, celui de la patience et du temps, est aussi mauvais que le premier. Les circonstances politiques ne sont plus aujourd'hui les mêmes; les temps sont bien changés; la crise où nous sommes ne ressemble à aucune de celles dont a triomphé la vieille existence de la république: nous ne saurions prendre conseil de nos ancêtres. Les principes français sont dans toutes les têtes, ils se reproduisent partout: c'est un torrent débordé qu'on espérerait en vain arrêter par les digues de la patience, de la modération et de la souplesse. Le parti français existe dans toutes les provinces. La mesure que je vous propose peut seule nous sauver; elle est simple, noble, généreuse. Je le répète: allons au-devant du général français, concluons avec lui une alliance offen-

sive et défensive. L'Autriche se trouvera trop faible pour que nous craignons de devenir sa proie. Nous pouvons contribuer efficacement aux succès des Français; nous pouvons les renforcer de vingt-cinq mille hommes, en gardant ce qui nous est nécessaire pour Venise, et, de plus, les favoriser de notre influence sur les esprits, des avantages de nos localités, tout sera facile, parce que tous les partis qui divisent l'Etat marcheront ensemble et dans une même direction. Notre indépendance sera assurée; nous sauvons les grandes bases de notre constitution. Renforcés par nous, les Français prendront promptement Mantoue, porteront la guerre hors de nos limites. Que si, malgré notre assistance, les Français étaient battus, obligés de repasser l'Adige, nous nous défendrions contre l'Autriche. L'Autriche n'a aucun parti sur notre territoire; à Brescia, Bergame, il n'est personne qui ne prit volontairement les armes pour n'être pas sujet autrichien; alors le poids de la France, l'intérêt de l'Angleterre, de la Suisse nous sauveraient.

Cette opinion excita toutes les passions, frappa tous les bons esprits; mais ne captiva le suffrage que de peu de Sena-

teurs. Comment affaiblir ses privilèges? L'amour et l'intérêt de famille l'emportèrent sur ceux de la patrie. Cette résolution était trop grande pour des gens dégénérés, incapables de grandes pensées. Aussi ce ne fut ni l'invasion de Napoléon en Italie, ni les principes français qui perdirent Venise; mais la conduite de son gouvernement et l'abasourdissement de ceux qui le composaient. On prit donc, ainsi qu'il arrive dans une grande circonstance, le parti le plus mauvais; on s'en rapporta aux événements et à la Providence.

III. *Conduite des provéditeurs Mocenigo, Foscarelli, Bataglia.* — Le provéditeur Mocenigo, suivant ses instructions, reçut donc le général en chef, à Brescia, magnifiquement. Ce furent des voitures somptueuses, de grandes fêtes, des repas splendides. Jamais la France n'avait eu de meilleurs amis que les Vénitiens; chaque noble voulait devenir l'ami particulier du général français. D'un autre côté, ces fêtes, où était invitée toute la noblesse du pays, facilitaient les liaisons des officiers français avec les principales familles; aucun ne put se faire scrupule de recevoir chez lui des

officiers et des généraux dont on avait fait la connaissance chez le provéditeur.

Le provéditeur Foscarelli fut de même à Vérone, il donna pareillement des fêtes; mais, étant d'un caractère peu souple, il ne put dissimuler les sentimens secrets de son cœur; c'était un des hommes du Sénat les plus opposés aux Français. Il ne put porter aucune plainte contre l'entrée des Français à Pescaire, parce qu'ils y succédaient à Beaulieu; mais quand on lui demanda les clefs de l'arsenal pour armer les remparts, quand on se mit en devoir d'armer les galères, Foscarelli se plaignit que le général français violait la neutralité de la république. Beaulieu, il est vrai, était entré dans les fortifications de Pescaire; de ses remparts, il avait tiré du canon sur les Français, mais c'était avec sa propre artillerie!!! Lorsque le général français arriva à Pescaire, Foscarelli se rendit auprès de lui pour le détourner de venir à Vérone, comme il l'avait annoncé, le menaçant de fermer les portes et de les défendre de son canon. « Il est trop tard, dit le général français tirant sa montre, mes troupes y sont entrées, je suis obligé d'établir

» une défense sur l'Adige pendant le siège
 » de Mantoue. Ce n'est point avec quinze
 » cents Esclavons que vous pourriez me
 » garantir et vous opposer au passage de
 » l'armée autrichienne. Si vous le pou-
 » vriez, pourquoi ne l'avez-vous pas fait?
 La neutralité consiste à avoir même
 poids et même mesure pour chacun.
 » Si vous êtes amis des Français, vous ne
 » pouvez vous empêcher de leur accor-
 » der ce que vous avez accordé ou dû
 » moins *toléré* à leur ennemi. » Quand
 on exigea les clefs des magasins et de la
 poudrière pour armer Vérone; quand,
 pour tracer une demi-lune en avant de
 Vérone, sur la chaussée de Vicence, il
 fallut démolir quelques bureaux d'oc-
 troi, Foscarelli, tout hors de lui, de-
 manda une audience au général français,
 et parla long-temps sur la violation de
 la souveraineté de la république. Ces
 diverses discussions envoyées au Sénat,
 lui firent comprendre que Foscarelli
 n'avait pas précisément les qualités pro-
 pres aux circonstances. Pensant que Ba-
 taglia serait plus agréable à Napoléon,
 on le lui envoya comme provvediteur-
 général de toutes les provinces au-delà
 de l'Adige. C'était un homme souple,

instruit, de manières douces, sincère-
 ment attaché à la république, très-porté
 pour la France d'autrefois, et préférant
 même la France républicaine à l'Autri-
 che. Peu à peu le théâtre de la guerre
 s'étendit sur la totalité des possessions
 vénitiennes; mais ce furent toujours les
 Autrichiens qui entamèrent de nouveaux
 territoires. *Beaulieu occupa le premier*
Peschiera, Vérone. Wurmser se jeta le
 premier dans Bassano, et traversa le
 premier Vicence et Padoue; Alvinzi,
 plus tard, et l'archiduc Charles occu-
 pèrent le Frioul, Palma-Nova et jus-
 qu'aux limites les plus orientales de la
 république.

IV. *Factions à Brescia, Bergame, Vé-
 rone.* — Cependant une grande agitation
 prévalait dans toute la terre-ferme, le
 mécontentement se propageait avec ra-
 pidité. Aux causes naturelles de la cons-
 titution de Venise, se joignait aujour-
 d'hui la fréquentation des Français, l'at-
 trait de leurs opinions nouvelles, et la
 sorte d'admiration que répandirent les
 défaites de Wurmser, et les succès ob-
 tenus sur Alvinzi. On regardait géné-
 ralement *l'Italie comme perdue pour*
l'Autriche, et l'on considérait que son

expulsion devait entraîner la chute de l'aristocratie. Le général français chercha constamment à modérer ce mouvement. Lorsqu'il revint de Tolentino, tout entier à son projet de *marcher sur Vienne*, il porta toute son attention à prévenir les troubles qui pourraient avoir lieu durant son absence d'Italie. Les Etats vénitiens lui donnaient de l'embarras : l'irritation avait été toujours croissant ; Brescia et Bergame avaient à peu près opéré leur révolution. Les Fenaroli, les Martinengue, les Lecchi, les Alexandri, étaient à la tête de ce mouvement ; ils composaient les premières, les plus riches familles. Ces deux villes, sous le nom de municipalité, exerçaient une espèce d'indépendance : elles avaient les caisses, disposaient des revenus et nommaient aux emplois ; si le lion de Saint-Marc s'y voyait encore, c'était plutôt une déférence pour les volontés du général français, qu'un acte de soumission à la souveraineté de Venise. C'était partout des déclamations amères et violentes contre les nobles Vénitiens, soit dans les conversations, soit par la voie de la presse. Partout on relevait avec orgueil l'injustice de leur souveraineté.

« Où est le droit de Venise, disait-on, de dominer sur nos villes ? Sommes-nous moins braves, moins éclairés, moins riches ? Que diverses provinces reconnaissent un monarque qui séjourne dans la capitale, cela se conçoit, parce que ces provinces et cette capitale sont égales à ses yeux, sont toutes sujettes et toutes favorisées des mêmes droits. Mais ici, que le noble Vénitien s'arroge exclusivement la souveraineté sur nous, qui les valons à tous égards, c'est une monstruosité insupportable et révoltante. »

D'un autre côté, l'orgueil des sénateurs était vivement offensé de voir des sujets qui depuis des siècles étaient soumis à leurs ancêtres, oublier l'immense distance qui les séparait. Ils n'oubliaient rien pour les faire rentrer dans le devoir : ils augmentaient les levées d'Esclavons, les menaçaient des succès des Autrichiens, les appelaient jacobins, faisaient courir les bruits les plus alarmans contre les Français : tout annonçait un choc violent.

Bataglia, dans ses dépêches au Sénat, adoucissait les outrages des Brescians, et diminuait aux yeux de ceux-ci la

colère et les emportemens du Sénat. Toujours conciliant, il ne cessait dans ses nombreux rapports avec le général français, de l'intéresser à la république. Cependant il était trop éclairé pour se dissimuler qu'il était impossible d'ajuster à l'amiable des passions si violemment contrariées.

V. *Difficulté attachée aux affaires de Venise.* — Le général français médita long-temps sur l'état des choses. Il lui semblait impossible de laisser ainsi sur ses derrières trois millions d'individus livrés au désordre et à l'anarchie. Il n'avait pas plus d'influence sur les amis de la France que sur le Sénat même; il pouvait bien les empêcher de se porter à de telles démarches, mais il ne pouvait les empêcher de parler, d'écrire, d'irriter personnellement le Sénat dans une foule de détails d'administration qui lui étaient étrangers. Il fallait pourtant prendre un parti. Désarmer ceux de Brescia et de Bergame, se déclarer tout à fait pour le Sénat en proscrivant les novateurs; en remplir les cachots de Venise, c'eût été s'aliéner le parti populaire sans se concilier l'affection du Sénat. Et si cette atroce politique eût

pu entrer dans l'esprit du général français, elle eût eu pour résultat infailible, comme sous Louis XII, de réunir à la fin toute la population contre lui. Porter le Sénat à s'allier avec la France en modifiant sa constitution, en se rendant agréable aux peuples de la terre-ferme, c'était sans doute le meilleur parti, aussi le général français avait-il tout tenté pour l'y amener. A chaque succès qu'il obtenait il en renouvelait la proposition, mais il avait toujours échoué. *Ils'offrait un troisième parti : de marcher sur Venise, de saisir cette capitale, et d'y opérer, par la force, le changement politique nécessaire, en modifiant ses lois et procurant la supériorité aux partisans de la France.* C'était la vraie manière de couper le nœud, ne pouvant le dénouer. Mais quand, après avoir arrêté ce projet, il voulait déterminer le moment de l'exécution, il lui devenait impossible de le concilier avec les circonstances et son grand projet sur Vienne.

Il ne pouvait marcher sur Venise tant que le prince Charles serait sur la Piave; il fallait donc commencer par le battre et le chasser d'Italie. Mais, si l'on obtenait ce grand avantage, convenait-il

alors de perdre les fruits de la victoire? fallait-il retarder le passage des montagnes pour ramener la guerre autour de Venise? C'était donner au prince Charles le temps de se reconnaître, de se renforcer, de créer de nouveaux obstacles. On ne pouvait attaquer Venise sans avoir battu le prince Charles qui la couvrait; *et on ne le devait pas après l'avoir battu, parce qu'alors le temps était trop précieux, et qu'il convenait de le poursuivre jusqu'à Vienne.* Venise était d'une grande force; elle était défendue par ses lagunes, une grande quantité de bâtimens armés; quinze mille Esclavons formaient sa garnison. Maîtresse de l'Adriatique, elle pouvait recevoir encore de nouvelles troupes; enfin, elle recé-
 lait dans son sein la force morale de toutes ces familles souveraines qui allaient combattre pour leur existence politique. Qui pouvait évaluer le temps que nos troupes seraient retenues à cette entreprise; et, pour peu que la lutte se prolongeât, de quel effet ne pouvait pas être une telle résistance sur le reste de l'Italie? Cette nouvelle guerre ne manquait pas d'éprouver de grandes contradictions à Paris: Venise y avait

un ministre très-actif; les conseils y étaient en opposition avec le Directoire; le Directoire lui-même était très-divisé. Si Napoléon consultait le Directoire sur l'entreprise de Venise, *celui-ci ne répondrait pas, ou éviterait la question.* Si, comme il avait fait jusque là, il agissait de son chef, *sans demander d'autorisation*, à moins d'un succès immédiat, on lui reprochait d'avoir violé tous les principes: il n'avait le droit, comme général en chef, que de repousser la force par la force; une guerre nouvelle contre une puissance indépendante ne pouvait être faite sans l'ordre de son gouvernement; c'eût été se rendre coupable de l'usurpation des droits de la souveraineté.

On ne put donc prendre le parti décisif de déclarer la guerre à Venise; 1° Parce qu'on n'en avait pas le droit, 2° parce que cela n'était pas conciliable avec le projet de porter la guerre en Allemagne, *sans délai.* L'épisode de Venise pouvait devenir une affaire principale qui eût fait manquer la grande affaire de Vienne; il fallut donc se résoudre vis-à-vis des Vénitiens à de simples précautions militaires. On était sûr

de Brescia et de Bergame, et de tous les pays sur la rive droite de l'Adige; ses troupes occupaient les citadelles de ces deux villes. Vérone, bien moins disposée, fut contenue non seulement par ses châteaux bien approvisionnés; mais encore par le vieux palais sur la rive droite, qu'on fit armer, qui devint une véritable citadelle au milieu de la ville, et rendit maître absolu d'un des trois ponts de pierre. Toutes les troupes qui avaient été employées à l'expédition contre le Pape furent destinées à former une réserve qui se tiendrait sur Vérone, et se porterait partout où il serait nécessaire.

VI. *Conférence avec Pezzaro.* — Napoléon au moment d'ouvrir la nouvelle campagne, toujours plus inquiet de la direction des affaires de Venise, ayant le pressentiment de quelques machinations secrètes de la part du Sénat, résolut de tenter un nouvel effort de négociation, et voulut avoir un entretien avec Pezzaro, le chef du parti Autrichien, qui dans ce moment conduisait toutes les affaires de la république. Pezzaro peignit l'état critique de la république, le mauvais esprit des peuples, les plaintes légitimes contre Brescia et Bergame et

leurs partisans dans les autres provinces de la terre-ferme. Il dit que ces circonstances difficiles exigeaient des mesures fortes de la part du Sénat, et des armemens extraordinaires qui ne devaient causer aucun ombrage au général français; que le Sénat était dans l'obligation de faire des arrestations à Venise et dans la terre-ferme, et qu'il serait injuste de qualifier de rigueur contre les parlisans de la France, ce qui n'était, de la part du Sénat, que la juste punition des citoyens turbulens qui voulaient renverser les lois de leur pays. Le général français ne disconvint pas de la situation critique de Venise, et sans perdre son temps à en discuter les causes, il aborda franchement les faits: « Vous voulez arrêter ce que vous appelez vos ennemis, et que nous appelons nos amis; vous mettez en place des personnes connues par la haine qu'elles nous portent, et par leurs liaisons avec les Autrichiens. Vos troupes s'accroissent, elles marchent, disent-elles, contre les Jacobins. Que vous reste-t-il à faire pour que nous soyons en guerre? Une guerre contre la France ferait votre entière et prompt ruine; vaine-

ment vous compteriez sur le prince Charles; votre calcul serait faux: je le battraï et le chasserai de l'Italie avant huit jours. Il est un moyen de sortir de la situation pénible où nous sommes; je veux terminer vos angoisses, je vous offre l'alliance de la République; je vous garantirai tous vos États de terre-ferme, même votre autorité dans Brescia et dans Bergame. *Vous déclarerez la guerre à l'Autriche, et vous me donnerez dix mille hommes pour contingent. Je crois convenable de mettre dans le livre d'or les principales familles de la terre-ferme; mais je n'en fais pas une condition sine qua non. Retournez à Venise; faite délibérer le Senat, et venez signer un traité qui seul peut sauver votre patrie, et nous mettre d'accord.* Pezzaro s'était fort avancé, il avoit besoin de gagner du temps; il avoua la sagesse du projet, et partit pour Venise, en promettant de venir avant quinze jours.

Pendant cet intervalle il se passa bien des événemens. Le treize mars l'armée française passa la Piave. Aussitôt que Pezzaro en fut instruit, il expédia à Bergame l'ordre de faire arrêter et tra-

duire devant le conseil des dix, quatorze des principaux citoyens de cette ville; c'étaient les chefs du parti patriotique; mais ceux-ci, prévenus par un commis de Venise qui était de leur parti, interceptèrent le courrier porteur de cet ordre, arrêterent le provéditeur lui-même, et proclamèrent la liberté de Bergame le quatorze mars. Ils envoyèrent au général français, pour l'en prévenir, des députés qui ne purent l'atteindre que sur le champ de bataille de Tagliamento. Cet événement le contraria beaucoup, mais il était sans remède. Les Bergamasques s'étaient déjà fédérés avec Milan, capitale de la république lombarde, et Bologne capitale de la république transpadane. La même révolution s'opéra peu de jours après à Salo et à Brescia. Les deux mille Esclavous qui étaient dans cette dernière ville furent désarmés; le provéditeur Bataglia fut respecté, mais renvoyé à Vérone. Pezzaro revint comme il l'avait promis, il rejoignit le général français à Palma-Nova. Le prince Charles avait été battu sur le Tagliamento, Palma-Nova avait ouvert ses portes, et les drapeaux français flottaient à Tarvis, au-delà de

l'Isonzo sur le sommet des Alpes noriques !

« Ai-je tenu parole, dit Napoléon ? le territoire vénitien est couvert de mes troupes, les Allemands fuyent devant moi, je serai sous peu de jours en Allemagne : que veut votre république ? Je lui ai offert l'alliance de la France, l'accepte-t-elle ? — Non, dit Pezzaro. Venise se réjouit de vos triomphes, elle sait bien ne pouvoir exister que par la France ; mais fidèle à son antique et sage politique, elle veut rester neutre. D'ailleurs à quoi pourrions-nous être bons ? Sous Louis XII et François I^{er}, nous pouvions être de quelque poids sur le champ de bataille ; mais aujourd'hui, avec des armées si immenses, avec des populations entières sous les armes, quel cas pourriez-vous faire de nos secours ? — Mais continuez-vous vos armemens ? — Il le faut bien, dit Pezzaro ; Brescia et Bergame ont levé l'étendard de la rébellion. Nos fidèles sujets sont menacés à Crema, à Chiari, à Vérone ; Venise même est agitée. — Eh bien, lui répondit le général français, tout cela n'est-il pas une raison de plus pour accepter les propositions

« que je vous ai faites ? Elles termineront tout. Mais votre destinée vous entraîne ; toutefois songez-y ; le moment est plus décisif pour votre république que vous ne pensez ; je laisse en Italie plus de force qu'il n'en faudrait pour vous soumettre ; je quitte l'Italie pour m'enfoncer en Allemagne ; s'il y avait sur mes derrières des troubles par votre faute, si mes soldats étaient insultés par l'impulsion que vous donnez aux vôtres contre les Jacobins ; ce qui n'eût pas été un crime quand j'étais en Italie, en serait un irrémissible sitôt que je serais en Allemagne ; votre république cesserait d'exister, vous auriez prononcé sa sentence. *Si j'ai à me plaindre de vous, vainqueur ou vaincu, je serai la paix à vos dépens !* » Pezzaro, comme on le croit bien, s'étendit en vœux, en justifications, protestations, et on se sépara.

Les propositions offertes par le général français avaient été vivement discutées dans le sénat et rejetées. « A quoi aboutirait une telle alliance, avait-on dit ? A perdre nos dix mille Esclavons ; au premier combat, au premier triomphe, ils ne seraient plus à nous ; Na-

« Napoléon leur donnerait des honneurs, des récompenses; il les enlèverait infailliblement par cette magie qui toujours enchaîne le soldat au général qui le fait vaincre. » Ils arrêtèrent donc l'alliance de l'Autriche, et mandèrent à l'envoyé qu'ils avaient à Vienne de conclure malgré la délaite du Prince Charles. C'est ainsi que cette antique république courait aveuglément à sa perte, et était la dupe de la politique traitresse et machiavélique de Vienne.

VII. *Insurrection de Venise; Massacre des français à Vérone.* — Loudon, nommé commandant de la levée tyrolienne, qui s'était retiré à Inspruck devant Joubert, ne le vit pas plutôt engagé dans le Pusthersthall, qu'il rentra dans le Tyrol pour continuer d'organiser son insurrection et suivre le petit corps d'observation français qui se retirait sur les débouchés de l'Italie pour protéger Vérone. Loudon avait peu de forces; presque tout ce qui avait été opposé à Joubert avait eu ordre de filer en toute hâte pour rejoindre le prince Charles: ce mouvement dans le Tyrol était donc de peu de conséquence; il avait été calculé par Napoléon, qui avait préféré

avant tout d'avoir la totalité de ses troupes sous la main.

Loudon, avec l'activité et l'adresse qui caractérisent un partisan, inonda le pays de proclamations et de nouvelles; il répandait que les armées du Rhin et de Sambre-et-Meuse, ayant voulu passer le Rhin, avaient été écrasées, que le Tyrol avait été le tombeau des Français; que l'armée de Joubert avait péri; il exhorta les Vénitiens et toute l'Italie à une révolte générale, et à se lever en masse sur les derrières des Français. Dans le même moment les mêmes nouvelles répandues par les amis de Pezzaro parvenaient de Venise. Elles arrivaient donc par deux sources différentes, et durent s'accréditer facilement dans tous les États Vénitiens, d'autant plus que l'année dernière, les armées du Rhin avaient eu un pareil échec. A Brescia, à Bergame, où les partisans de la liberté étaient les plus forts, ils prirent aussitôt les armes, se concertèrent avec les gouverneurs français, et envoyèrent des députations à Milan, à Modène, à Bologne, afin de se soutenir mutuellement.

A Vérone, au contraire, où le parti du Sénat dominait, et que Pezzaro avait

fait le point d'appui de son parti, le peuple, les militaires, les magistrats, éclatèrent contre les Français; nombre de ceux-ci furent arrêtés dans leurs maisons, et quatre cents de nos malades furent égorgés dans les hôpitaux. Les Français durent s'enfermer dans les forts extérieurs de Vérone, et dans celui qui avait été pratiqué dans l'intérieur, au débouché du troisième pont.

Kilmaine, qui ne voulut pas se laisser couper de Victor, revenant de Rome, sortit de la ville avec ce qui n'était pas nécessaire à la garde des châteaux, et se retira sur le Mincio. Ainsi le lion de Saint-Marc se relevait triomphant et terrible; car au lieu de réprimer ce dangereux mouvement, le parti de Pezzaro s'y livra tout entier, soit qu'il crût réellement à la perte de Joubert, soit qu'il ignorât que le corps de réserve de Victor, déjà assez près de Vérone, accourrait en toute hâte; soit enfin qu'aveuglé par la haine, il espérât détruire tous les novateurs, et avoir le temps d'en faire un grand exemple; soit pour satisfaire la vengeance de l'oligarchie: il inonda la terre-ferme de détachemens d'Esclavons, et poursuivit les patriotes avec

sureur en sonnant le tocsin, et faisant retentir partout les cris de mort aux novateurs et à leurs partisans.

Vainement le ministre de France auprès du Sénat fit des efforts pour lui montrer l'abîme qu'il creusait sous ses pas; vainement il désavoua les désastres du Tyrol, et ceux des armées de Sambre-et-Meuse et du Rhin; vainement il lui fit connaître le plan de campagne, lui apprenant que le mouvement de Joubert était un mouvement combiné; qu'il marchait sur la Carinthie par le Pustherthal; que loin d'être perdu, il avait atteint son but; on n'ajouta aucun crédit à ses paroles, on désirait trop vivement le contraire; la passion fut plus forte, on ne crut que ce que l'on souhaitait.

De son côté, la Cour de Vienne ne manqua pas de promettre de signer tout ce que Venise proposa. Elle sentait trop de quelle importance il était pour elle d'entretenir une insurrection sur les derrières des Français.

Un corps de réserve laissé par le général français à Palma-Nova, la garnison d'Osopo, et la prudence du povéditeur

Mocenigo, firent qu'il se commit moins d'excès dans le Frioul; peut-être aussi, plus près de l'armée française, on y fut mieux instruit de la vérité.

Cependant les Brescians et autres de la terre-ferme, ainsi que tous les Italiens des républiques montraient du courage et de la force contre les Vénitiens. D'un autre côté, il sortit de tous nos dépôts des bataillons de marche, et de nos places fortes des trains d'artillerie. Quoique tard, la division *Victor arriva enfin* de l'expédition de Rome, et Vérone fut bientôt bloquée par une armée. Toutefois les insurgés firent une vive résistance; ils ne cédèrent qu'à des forces supérieures et à des attaques réitérées, et se maintinrent jusqu'au vingt-quatre avril.

VIII. *L'aide-de-camp Junot au Sénat de Venise.* — Dès que le général français fut instruit du désordre et des meurtres qui se commettaient sur ses derrières, il expédia à Venise son aide-de-camp Junot, et le chargea pour le Sénat d'une lettre datée de Judemburg du 9 avril, conçue en ces termes.

« Dans toute la terre-ferme, les sujets

» de la sérénissime république sont sous
» le armes; le cri de ralliement est : *Mort*
» *aux Français!*

» Le nombre des soldats de l'armée
» d'Italie qui en ont été les victimes se
» monte déjà à plusieurs centaines. Vous
» affectez en vain de désavouer les attrou-
» pemens que vous-mêmes avez préparés.
» Croyez-vous que quand j'ai pu porter
» nos armes au cœur de l'Allemagne, je
» n'aurai pas la force de faire respecter
» le premier peuple du monde? Pensez-
» vous que les légions d'Italie puissent
» souffrir les massacres que vous excitez?
» Le sang de mes frères d'armes sera
» vengé, et il n'est pas un seul bataillon
» français qui, chargé de cette mission
» généreuse, ne se sente trois fois plus
» de courage et de moyens qu'il ne lui
» en faut pour vous punir. Le Sénat de
» Venise a répondu par la plus noire
» perfidie à notre générosité soutenue à
» son égard.

» Je prends le parti de vous envoyer
» mes propositions par l'un de mes aides-
» de-camp et chef de brigade : *La guerre*
» *ou la paix.* Si vous ne prenez sur-le-
» champ toutes les mesures pour dissiper
» les attroupemens; si vous ne faites au

» plus tôt arrêter et mettre entre mes
» mains les auteurs des meurtres qui se
» commettent, la guerre est déclarée.

» Le Turc n'est pas sur vos frontières,
» aucun ennemi ne vous menace, et ce-
» pendant vous avez fait arrêter, de
» dessein prémédité, des prêtres, pour
» faire naître un attroupement, et le
» tourner contre l'armée. Je vous donne
» vingt-quatre heures pour le dissiper,
» les temps de Charles VIII sont passés.

» Si, malgré la bienveillance que vous
» a montrée le gouvernement français,
» vous me réduisez à vous faire la guerre,
» ne pensez pas que le soldat français,
» comme les brigands que vous avez
» armés, aille ravager les champs du
» peuple innocent et malheureux de la
» terre-ferme; non, je le protégerai, et
» il bénira jusqu'aux forfaits qui auront
» obligé l'armée française de l'arracher
» à votre tyrannique gouvernement.

» Signé, BUONAPARTE. »

L'aide-de-camp eut l'ordre de lire
cette lettre, lui-même, en plein Sénat,
et d'exprimer à cette assemblée toute
l'indignation qu'excitait sa conduite.
Mais déjà la terreur était dans Venise;

le prestige était dissipé. On y savait que
les armées du Rhin n'avaient pas bougé,
pas essuyé d'échec; que Joubert était
arrivé à Villach avec toute son armée;
que Victor, revenu de Rome, investis-
sait Vérone; qu'Augereau, de retour
d'une mission à Paris, se portait sur les
Lagunes, avec une division de batail-
lons de marche; qu'enfin Napoléon,
victorieux dans tous ses combats, avait
porté l'épouvante jusque dans Vienne;
qu'il venait d'accorder une suspension
d'armes à ses ennemis; que ceux-ci lui
avaient envoyé des plénipotentiaires
pour lui demander la paix. L'abatte-
ment était extrême.

Le ministre de France présenta Junot;
le Sénat fut à ses pieds. Tous les moyens
furent employés pour l'adoucir. Cepen-
dant il remplit sa mission avec toute la
franchise et la rudesse d'un soldat; ce
qui accrut de beaucoup l'épouvante du
Sénat, exalta au contraire les amis de
la liberté, et leur fit prendre tout à fait
le dessus dans la ville. ®

Le Sénat envoya une grande députa-
tion au général français, lui proposant
toutes les réparations qu'il pourrait dé-
sirer, et lui offrant d'en passer par tout

ce qu'il lui plairait de prescrire. *Tout fut mis en œuvre; on offrit des millions à tout ce que l'on croyait avoir du crédit sur les esprits; tout fut inutile.* Il expédia alors des courriers à Paris, et mit des sommes considérables à la disposition de son ministre, afin de se gagner les membres du Directoire, et faire donner au général français des ordres propres à sauver *Venise*. Tous ces moyens furent inutiles auprès du général français: ils réussirent à Paris. La distribution de quelques sommes, et une promesse de dix millions, valut au ministre de Venise des lettres et l'expédition d'ordres favorables. Mais ils n'étaient pas revêtus de toutes les formes voulues; d'ailleurs, les dépêches du ministre au Sénat furent interceptées. Le général français y trouva le développement de toute l'intrigue, le montant des sommes données, celui des lettres de change, et par cela tout devenait nul.

Vers la fin d'avril, Napoléon revint par Gratz, Laybach, Trieste, Palma-Nova; il passa de-là à Trévisé, sur le bord des Lagunes, visita les différens débouchés des canaux; et rendit, le trois mai, l'ordre du jour suivant, par

lequel, se fondant sur le principe naturel de repousser la force par la force, il déclarait la guerre à Venise.

Ordre du jour ou manifeste.

Pendant que l'armée française est engagée dans les gorges de la Styrie, et laisse loin derrière elle l'Italie et les principaux établissemens de l'armée, où il ne reste qu'un petit nombre de bataillons, voici la conduite que tient le gouvernement de Venise.

1° Il profite de la semaine sainte pour armer quarante mille paysans, y joint dix régimens d'Esclavons, les organise en différens corps d'armée et les poste aux différens points, pour intercepter toute communication entre l'armée et ses dernières.

2° Des commissaires extraordinaires, des fusils, des munitions de toute espèce, une grande quantité de canons, sortent de Venise même pour achever l'organisation des différens corps d'armée.

3° On fait arrêter en terre-ferme ceux qui nous ont accueillis; on comble de bienfaits et de toute la confiance du gouvernement ceux en qui l'on connaît

une haine furibonde contre le nom français, et spécialement les quatorze conspirateurs de Vérone que le provéditeur Prioli avait fait arrêter, il y a trois mois, comme ayant médité l'égorgement des Français.

4° Sur les places, dans les cafés et autres lieux publics de Venise, on insulte et on accable de mauvais traitemens tous les Français, les dénommant des noms injurieux de jacobins, de régicides, d'athées : les Français doivent sortir de Venise, et peu après il leur est même défendu d'y entrer.

5° On ordonne aux peuples de Padoue, de Vicence, de Vérone de courir aux armes, de seconder les différens corps d'armée et de commencer enfin ces nouvelles vèpres siciliennes. Il appartenait au lion de Saint-Marc, disent les officiers vénitiens, de vérifier le proverbe que *l'Italie est le tombeau des Français*.

6° Les prêtres en chaire prêchent la croisade, et les prêtres, dans l'Etat de Venise, ne disent jamais que ce que veut le gouvernement. Des pamphlets, des proclamations perfides, des lettres anonymes sont imprimés dans les différentes villes, et commencent à faire fermenter

toutes les têtes; et dans un Etat où la liberté de la presse n'est pas permise, dans un gouvernement aussi craint que secrètement abhorré, les imprimeurs n'impriment, les auteurs ne composent que ce que veut le Sénat.

7° Tout sourit d'abord aux projets perfides du gouvernement; le sang français coule de toutes parts; sur toutes les routes on intercepte nos convois, nos courriers, et tout ce qui tient à l'armée.

8° A Padoue, un chef de bataillon et deux autres Français sont assassinés. A Castiglione de Mori, nos soldats sont désarmés et assassinés. Sur toutes les grandes routes de Mantoue à Legnano, de Cassano à Vérone nous avons plus de deux cents hommes assassinés.

9° Deux bataillons français voulant rejoindre l'armée rencontrent à Chiari une division de l'armée vénitienne, qui veut s'opposer à leur passage. Un combat s'engage, et nos braves soldats se font passage en mettant en déroute ces perfides ennemis.

10° A Valeggio il y a un autre combat; à Dezenzano il faut encore se battre :

les Français sont partout peu nombreux, mais ils savent bien qu'on ne compte pas le nombre des bataillons ennemis lorsqu'ils ne sont composés que d'assassins.

11° La seconde fête de Pâques, au son de la cloche, tous les Français sont assassinés dans Vérone; on ne respecte ni les malades dans les hôpitaux, ni ceux qui, en convalescence, se promènent dans les rues, et qui sont jetés dans l'Adige ou meurent percés de mille coups de stylets: plus de quatre cents Français sont assassinés.

12° Pendant huit jours l'armée vénitienne assiège les trois châteaux de Vérone: les canons qu'ils mettent en batterie leur sont enlevés à la baïonnette; le feu est mis dans la ville, et la colonne mobile, qui arrive sur ces entrefaites, met ces lâches dans une déroute complète, en faisant trois mille hommes de troupes de ligne prisonniers, parmi lesquels plusieurs généraux vénitiens.

13° La maison du Consul français de Zante a été brûlée dans la Dalmatie.

14° Un vaisseau de guerre vénitien

prend sous sa protection un convoi autrichien, et tire plusieurs boulets contre la corvette la Brune.

15° Le Libérateur d'Italie, bâtiment de la République, ne portant que trois ou quatre petites pièces de canon, et n'ayant que quarante hommes d'équipage, est coulé à fond dans le port même de Venise et par les ordres du Sénat. Le jeune et intéressant Laugier, lieutenant de vaisseau, commandant ce bâtiment, dès qu'il se voit attaqué par le feu du fort et de la galère amirale, n'étant éloigné de l'un et de l'autre que d'une portée de pistolet, ordonne à son équipage de se mettre à fond de cale. Lui seul il monte sur le tillac, au milieu d'une grande mitraille, et cherche par ses discours à désarmer la fureur de ses assassins; mais il tombe roide mort. Son équipage se jette à la nage, et est poursuivi par six chaloupes montées par des troupes soldées par la république de Venise, qui tuent à coup de hache plusieurs de ceux qui cherchaient leur salut dans la haute mer. Un contre-maître, blessé de plusieurs coups, affaibli, faisant sang de tous côtés a le bonheur de prendre terre à un morceau de bois tou-

chant au château du port; mais le commandant lui-même lui coupe le poignet d'un coup de hache.

Vu les griefs ci-dessus, et autorisé par le titre XII, article 328 de la constitution de la République, et vu l'urgence des circonstances.

Le général en chef requiert le ministre de France près la république de Venise, de sortir de ladite ville; ordonne aux différens agens de la république de Venise dans la Lombardie et dans la terre-ferme vénitienne de l'évacuer sur les vingt-quatre heures.

Ordonne aux différens généraux de division de traiter en ennemies les troupes de la république de Venise, de faire abattre dans toutes les villes de la terre-ferme le lion de Saint-Marc. Chacun recevra, à l'ordre du jour de demain, une instruction particulière pour les opérations militaires ultérieures.

Au quartier-général, à Palma-Nova,
le 2 mai 1797.

Cet ordre du jour acheva de porter le découragement au comble. Les armes tombèrent des mains de chacun, on ne songea pas même à se défendre. *Le grand Conseil de l'aristocratie se démit,*

et rendit la souveraineté au peuple. Une municipalité en fut la depositaire. Ainsi ces oligarques si fiers, si long-temps ménagés par le général français, dont l'alliance avait été sollicitée avec autant de bonne foi, tombèrent alors sans aucun moyen de salut. Ils sollicitèrent en vain, dans leurs angoisses, la Cour de Vienne; ils lui demandèrent inutilement de les comprendre dans la suspension d'armes et dans les négociations de paix. Cette Cour fut sourde à toutes leurs instances; *elle avait ses vues.*

IX. *Les troupes françaises entrent à Venise. Révolution de cette ville.* — Baraguay-d'Hilliers entra dans Venise avec sa division, vers la moitié de mai. Il saisit les lagunes, les forts, les batteries de la ville, et planta le drapeau tricolore sur la place Saint-Marc le seize. Aussitôt le parti de la liberté se réunit en assemblée populaire; l'aristocratie fut détruite, et Dandolo, avocat de Venise, se mit à la tête de toutes les affaires. Le lion de Saint-Marc et les fameux chevaux de Corinthe, qui étaient dans cette ville, furent transportés à Paris. Il se trouva aussi environ douze vaisseaux de soixante-quatre, autant de frégates

et de moindres bâtimens : ils furent tous équipés et envoyés à Toulon.

Corfou était un des points les plus importans de la république vénitienne. Le général Gentili, celui-là même qui avait été envoyé à la reprise de la Corse, y fut expédié avec quatre bataillons et quelques compagnies d'artillerie, une escadre formée de vaisseaux vénitiens, prit possession de cette place, la véritable clef de l'Adriatique, ainsi que des six autres îles ioniennes, Zante, Cérigo, Céphalonie, etc.

Pezzano et ses principaux amis demeurèrent couverts de l'animadversion générale. On les accusa d'avoir perdu la république, en confiant ses destinées aux Autrichiens. Ils se sauvèrent de Venise, et furent prendre refuge à Vienne. Bagnaglia regretta sincèrement la perte de sa patrie. Blâmant depuis long-temps la marche suivie, il n'avait que trop prévu cette catastrophe, et mourut à quelque temps de là.

X. *Révolution dans toute la terre-ferme.*

— A la réception de l'ordre du jour qui déclarait la guerre à Venise, toute la terre-ferme se souleva contre la capitale. Chaque ville proclama son indé-

pendance, et se forma un gouvernement. Bergame, Brescia, Padoue, Vicence, Bassano, Udine, furent aussitôt autant de républiques séparées. C'est par ce même système qu'avaient commencé les républiques Cispadane et Transpadane. Partout on adopta les principes de la révolution française; on restreignit les couvens, on constitua les domaines nationaux, on supprima les privilèges féodaux; l'élite de la noblesse et des grands propriétaires se réunit en escadrons de hussards et de chasseurs, sous le titre de *Gardes d'honneur*; les classes inférieures se réunissaient en *bataillons* de garde nationale. On adopta les couleurs nationales d'Italie et l'on se fédéra.

Malgré l'extrême vigilance du général français pour empêcher les abus et les dilapidations, il y en eut en ce moment plus qu'en aucune autre époque de la guerre d'Italie. Le pays était partagé entre deux factions très-animées; les passions y furent plus ardentes, et les excès plus osés.

Lors de la reddition de Vérone, le Mont-de-Piété de cette ville, riche de sept à huit millions, fut volé. Le commissaire des guerres Bouquet et un

colonel de hussards Adrieux, accusés de cette horrible dilapidation, furent arrêtés. Cette dilapidation portait un caractère d'autant plus révoltant, qu'elle était accrue par une série de crimes nécessaires pour la cacher; et qu'elle s'exerçait sur la classe des indigens et des pauvres. Tout ce qui put être retrouvé dans les maisons des prévenus fut restitué aux propriétaires, dont la perte néanmoins resta très-considérable.

FRAGMENS DE LÉOBEN.

VI. *Opérations de Joubert dans le Tyrol.* — Joubert avait battu l'ennemi sur le Lavisio le vingt mars, il lui avait fait plusieurs milliers de prisonniers; il l'avait poursuivi à Botzen, l'avait défait de nouveau à Clauzen, avait forcé les gorges d'Inspruch le vingt-huit, et se dirigeait à la droite par le Pusthersthal, le long de la Drave, avait marché pour déboucher la Carinthie, et venir prendre la gauche de l'armée française. Il avait laissé un corps d'observation sur le Lavisio pour couvrir Vérone en Italie. Ce

corps devait au besoin se replier sur le Montebaldo.

Bernadotte, de son côté, après avoir organisé la Carniole, avait rejoint l'armée, en laissant sous les ordres du général Friant un corps d'observation pour couvrir Laybach; on était menacé du côté de la Croatie. L'Autriche avait fait une levée très-considérable dans cette population d'une organisation spéciale toute militaire. Friant avait eu des affaires très-brillantes; mais, ne croyant pas garder Fium, il se contenta de prendre une position propre à couvrir Laybach et Trieste. Du reste, il avait eu pour instruction de regagner, en cas de besoin, Palma-Nova, qui avait été bien armée, et d'y grossir le corps d'observation qu'on y avait laissé pour couvrir l'Italie. De Clagenfurt, l'armée française continua sa marche pour gagner la Mur.

Le prince Charles espérait tenir dans les gorges de Newmarek: il lui était très-important de couvrir ses communications avec Salzbourg, l'Inn et le Tyrol, d'où il attendait des renforts très-considérables. Pour en être plus certain, il demanda une suspension d'armes au général français, qui, comprenant son

colonel de hussards Adrieux, accusés de cette horrible dilapidation, furent arrêtés. Cette dilapidation portait un caractère d'autant plus révoltant, qu'elle était accrue par une série de crimes nécessaires pour la cacher; et qu'elle s'exerçait sur la classe des indigens et des pauvres. Tout ce qui put être retrouvé dans les maisons des prévenus fut restitué aux propriétaires, dont la perte néanmoins resta très-considérable.

FRAGMENS DE LÉOBEN.

VI. *Opérations de Joubert dans le Tyrol.* — Joubert avait battu l'ennemi sur le Lavisio le vingt mars, il lui avait fait plusieurs milliers de prisonniers; il l'avait poursuivi à Botzen, l'avait défait de nouveau à Clauzen, avait forcé les gorges d'Inspruch le vingt-huit, et se dirigeait à la droite par le Pusthersthal, le long de la Drave, avait marché pour déboucher la Carinthie, et venir prendre la gauche de l'armée française. Il avait laissé un corps d'observation sur le Lavisio pour couvrir Vérone en Italie. Ce

corps devait au besoin se replier sur le Montebaldo.

Bernadotte, de son côté, après avoir organisé la Carniole, avait rejoint l'armée, en laissant sous les ordres du général Friant un corps d'observation pour couvrir Laybach; on était menacé du côté de la Croatie. L'Autriche avait fait une levée très-considérable dans cette population d'une organisation spéciale toute militaire. Friant avait eu des affaires très-brillantes; mais, ne croyant pas garder Fium, il se contenta de prendre une position propre à couvrir Laybach et Trieste. Du reste, il avait eu pour instruction de regagner, en cas de besoin, Palma-Nova, qui avait été bien armée, et d'y grossir le corps d'observation qu'on y avait laissé pour couvrir l'Italie. De Clagenfurt, l'armée française continua sa marche pour gagner la Mur.

Le prince Charles espérait tenir dans les gorges de Newmarek: il lui était très-important de couvrir ses communications avec Salzbourg, l'Inn et le Tyrol, d'où il attendait des renforts très-considérables. Pour en être plus certain, il demanda une suspension d'armes au général français, qui, comprenant son

but, la lui refusa. Il fut donc attaqué à Newmarck, et forcé sans coup férir : il perdit du canon et des prisonniers. Une division de grenadiers venue du Rhin couvrit sa retraite ; il fut attaqué encore et battu de nouveau à Hundsmarck. Enfin, le quartier-général atteignit Judembourg, et nos avant-postes parvinrent jusqu'au Simmering. Dès-lors toute combinaison du prince Charles, à l'égard de ses renforts, se trouva déjouée. Nous lui coupions désormais les deux routes du Tyrol et de Salzbourg. Les troupes qui avaient été opposées à Joubert et dans le Tyrol, et que ce prince avait appelées à lui, celles bien plus considérables encore qui lui arrivaient du Rhin par Salzbourg, et qui se trouvaient déjà les unes et les autres engagées dans ces routes transversales, furent obligées de rétrograder, ne pouvant plus désormais se rallier au prince Charles que par derrière le Simmering.

Le désordre et la terreur régnaient dans Vienne, rien n'arrêtait cette redoutable armée française. Tant de positions réputées inexpugnables, tant de gorges que l'on croyait impossible de forcer, se trouvaient toutes franchies,

et le pavillon tricolore flottait sur le sommet du Simmering, à trois journées de Vienne. Une partie de la famille impériale avait quitté cette capitale ; Marie-Louise, mariée depuis à Napoléon et impératrice des Français, alors âgée de cinq ans, fut mise en route avec ses sœurs ; les archives et les objets les plus précieux se transportaient en Hongrie ; toutes les premières familles, imitant celle du souverain, faisaient évacuer à la hâte ce qu'elles avaient de plus cher ; et les esprits les plus sages voyaient la monarchie à la veille d'un entier bouleversement.

Lorsque le général français avait ouvert la campagne, le gouvernement lui avait promis qu'aussitôt qu'il aurait passé l'Isonzo, les armées du Rhin et de Sambre-et-Meuse, fortes de plus de cent cinquante mille hommes, sortiraient de leurs quartiers d'hiver, et pénétreraient en Allemagne. Mais l'Isonzo était déjà passé depuis long-temps, et ces armées demeuraient encore dans leurs quartiers d'hiver. Le général français, profitant de la victoire du Tagliamento et des fausses directions que le prince Charles avait données à ses colonnes, avait franchi, et sans perte, par cette

seule victoire, tous les obstacles entre les Alpes et le Simmering.

VII. *Napoléon écrit au prince Charles.*

— Le lendemain de la victoire du Tagliamento, Napoléon instruisit le Directoire qu'il suivait le prince Charles l'épée dans les reins, et que bientôt les drapeaux français flotteraient sur les sommets du Simmering; qu'il se flattait que les armées du Rhin et de Sambre-et-Meuse étaient en marche, ou que, si elles n'y étaient pas, elles y seraient bientôt; il insistait surtout pour connaître le moment précis de leurs mouvemens; quinze à vingt jours de retard lui importaient peu; mais il devait en être instruit, afin d'agir en conséquence; il prévenait qu'il aurait constamment toute son armée réunie sous sa main, et que ses positions seraient telles, qu'il demeurerait toujours maître des événemens, qu'il suffirait donc de lui désigner seulement l'époque précise de la marche de ces deux armées. Ce fut à Clagenfurt qu'il reçut la réponse à cette dépêche: elle portait les félicitations du Directoire sur ses nouveaux succès; mais contenait en même temps la déclaration singulière et inattendue, que les armées du

Rhin, de Sambre-et-Meuse ne passeraient pas le Rhin, et qu'on ne devait plus compter sur leur diversion en Allemagne, parce que les désastres de la campagne dernière les privaient de bateaux et du matériel nécessaire. Cette étrange dépêche ne pouvait provenir que d'intrigues ou de vues politiques qu'il devenait inutile de pénétrer; seulement il ne convenait plus au général français de réaliser désormais ce qui avait été le plus ardent de ses vœux, de planter ses drapeaux victorieux sur les remparts de Vienne. Il ne devait plus songer à dépasser le Simmering, sans manquer aux règles de la sagesse. Aussi, deux heures après la réception du courrier, il écrivit au prince Charles, qu'ayant pouvoir de négocier, il lui offrait la gloire de donner la paix au monde, et de finir les maux de son pays.

« Monsieur le général en chef, — Les
braves militaires font la guerre, et dési-
rent la paix: celle-ci ne dure-t-elle pas
depuis six ans? Avons-nous assez tué
de monde et assez commis de maux à
la triste humanité? Elle réclame de
tous côtés. L'Europe, qui avait pris
les armes contre la république fran-

» çaise, les a posées; votre nation reste
 » seule, et cependant le sang va couler
 » encore plus que jamais. Cette sixième
 » campagne s'annonce par des présages
 » sinistres; quelle qu'en soit l'issue, nous
 » tuerons, de part et d'autre, quelques
 » milliers d'hommes de plus, et il faudra
 » bien que l'on finisse par s'entendre,
 » puisque tout a un terme, même les
 » passions haineuses!

» Le Directoire exécutif de la répu-
 » blique française avait fait connaître à
 » Sa Majesté l'Empereur le désir de met-
 » tre fin à la guerre qui désole tous les
 » peuples; l'intervention de la Cour de
 » Londres s'y est opposée: n'y a-t-il
 » donc aucun espoir de nous entendre?
 » et faut-il, pour les intérêts et les pas-
 » sions d'une nation étrangère aux maux
 » de la guerre, que nous continuions à
 » nous entre-égorger? Vous, M. le gé-
 » néral en chef, qui, par votre naissance,
 » approchez si près du trône, et êtes au-
 » dessus de toutes les petites passions
 » qui animent souvent les ministres et
 » les gouvernemens, êtes-vous décidé à
 » mériter le titre de bienfaiteur de l'hu-
 » manité entière, et de vrai sauveur de
 » l'Allemagne? Ne croyez-pas, M. le

» général en chef, que j'entende par-là
 » qu'il ne soit pas possible de la sauver
 » par la force des armes; mais dans la
 » supposition que les chances de la guerre
 » vous deviennent favorables, l'Allema-
 » gne n'en sera pas moins ravagée. Quant
 » à moi, M. le général en chef, si l'ou-
 » verture que je viens de vous faire peut
 » sauver la vie à un seul homme, je
 » m'estimerai plus fier de la couronne
 » civique que je me trouverais avoir mé-
 » ritée, que de la triste gloire qui peut
 » revenir des succès militaires. »

» Je vous prie, etc.

» Signé, BUONAPARTE. »

Ces nouvelles laissèrent respirer à Vienne, et y donnèrent quelques espé- rances. Le marquis de Gallo, ambassa- deur de Naples, fut aussitôt envoyé au général français; mais n'ayant pas de pouvoirs, il fut obligé de retourner, après une conférence de deux heures. Le lendemain, les généraux Bellegarde et Merfelt vinrent au quartier-général français, à Judenburg, et sur leur parole que des plénipotentiaires allaient arriver de Vienne pour y traiter de la paix définitive, ils obtinrent une suspen-

sion d'armes, qui assurait à l'armée française la possession des pays qu'elle occupait déjà, et d'autres encore qu'elle n'occupait pas, mais qui étaient nécessaires à sa ligne. Les généraux autrichiens comprenaient avec peine comment le général français, dans sa belle situation, pouvait accorder un armistice: ils ne l'expliquaient que par l'inaction des armées françaises sur le Rhin.

Cependant, Napoléon ressentait vivement la force des circonstances; il déplorait, dans son cœur, qu'un défaut de combinaison, ou qu'une vaine jalousie le privassent des immenses résultats qu'il était à la veille de recueillir. S'il avait été peu sensible à la gloire d'entrer dans Rome, il s'était passionné de l'idée d'entrer dans Vienne, et rien que la seule déclaration du Directoire pouvait en ce moment l'en empêcher.

IX. Les préliminaires furent signés à Léoben. Pour la signature, on se réunit dans une petite maison de campagne qu'on neutralisa. Les secrétaires dressèrent d'abord le procès-verbal de la neutralisation, et les plénipotentiaires respectifs s'y rendirent ensuite pour signer. Les commissaires autrichiens

avaient mis en tête du traité que l'Empereur reconnaissait la République française. « Effacez, dit Napoléon: l'existence de la république est aussi visible que le soleil; un pareil article ne pourrait convenir qu'à des aveugles, nous sommes maîtres chez nous, nous voulons y établir le gouvernement qu'il nous plaît, sans que personne y trouve à redire. » A Léoben, le quartier-général français se trouva chez l'évêque même. On était alors dans la semaine sainte: toutes les cérémonies religieuses de cette semaine, et celles de Pâques, se firent avec la plus grande solennité, au milieu de l'armée française. Cette armée, accoutumée au respect pour le culte et les religions du pays où elle se trouvait, en agit ici comme auraient agi les troupes autrichiennes: ce qui satisfait au dernier degré le peuple et le clergé.

Les préliminaires avaient été signés à Léoben le dix-huit, et, le vingt, le général français recut de nouvelles dépêches du Directoire, annonçant que les armées du Rhin se mettaient en mouvement, qu'elles allaient passer le Rhin, et qu'elles seraient bientôt au

cœur de l'Allemagne. Effectivement, quelques jours après, on apprit que l'armée de Sambre-et-Meuse, sous le commandement de Hoche, avait passé le Rhin le dix-neuf, veille du jour même de la signature des préliminaires de Léoben, mais quarante jours après l'ouverture de la campagne en Italie. L'adjudant-général Dessolles, qui portait les préliminaires à Paris, rencontra nos troupes aux prises avec celles de l'ennemi. Il est difficile d'expliquer la cause de ce changement subit dans le système du Gouvernement. Si Napoléon eût appris le dix-sept, au lieu du vingt, les nouvelles intentions du Directoire, il est certain que les préliminaires n'auraient pas été signés, ou qu'on eût exigé de bien meilleures conditions; toutefois celles qu'on obtint dépassèrent encore de beaucoup les espérances du Directoire. Dans ses instructions au général français, on l'avait autorisé à conclure la paix toutes les fois que les frontières constitutionnelles de la République seraient reconnues. Il est vrai qu'en donnant ces instructions, le Directoire avait été loin de deviner les

succès et l'ascendant de cette armée, et n'avait pu prévoir ainsi tout ce qu'il pourrait exiger.

X. Parmi les diverses causes auxquelles on attribua l'étrange conduite du Directoire dans cette occasion, beaucoup ont pensé que bien des personnes en France voyaient avec quelque jalousie la grande renommée de Napoléon; sa marche hardie et décidée leur inspirait des craintes sur les projets ultérieurs que pourrait nourrir son ambition. La proclamation par laquelle il avait protégé en Italie les prêtres déportés, et qui lui avait gagné beaucoup de partisans en France; son style respectueux envers le Pape; son refus de détruire le Saint-Siège; ses ménagemens pour le roi de Sardaigne et pour les aristocrates de Gènes et de Venise; tout cela avait fait de grandes impressions, et se trouvait commenté souvent avec des intentions fort malignes. Lorsqu'on vit la victoire du Tagliamento et les succès qui suivirent, les Alpes Noriques passées, et l'Allemagne envahie par cette route inconnue, la joie de la République à la vue des grandes humiliations de notre implacable ennemi,

fut beaucoup diminuée aux yeux de plusieurs, par la crainte de voir Napoléon acquérir une nouvelle gloire en entrant triomphant dans Vienne, et réunir alors sous son commandement toutes les forces de la République. Qui pourra, se disaient-ils, sauver la liberté publique de l'influence d'un caractère et d'une gloire si extraordinaires? Si les armées du Rhin ont été battues l'an passé, elles ne devront leur succès, cette année, qu'à Napoléon, qui aura tourné à lui seul toute l'Allemagne, et les devancera de quinze à vingt jours dans Vienne. Ces armées, d'ailleurs, participant déjà à la gloire de l'armée d'Italie par les deux divisions qui ont été envoyées, partageront aussi son enthousiasme pour le jeune héros : il les maîtrisera toutes. Beaucoup de raisons faisaient donc désirer que Napoléon fût empêché d'entrer dans Vienne; que non-seulement les trois armées demeurassent séparées, mais qu'encore on alimentât entre elles une certaine jalousie. Il parut que ces idées influèrent d'abord sur la décision du Directoire; mais dès que les nouvelles des brillans succès de l'armée d'Italie et son entrée

en Allemagne eurent atteint les armées du Rhin par la voie des papiers publics et les relations de l'ennemi, alors elles s'indignèrent elles-mêmes de leur oisiveté, et demandèrent à grands cris si l'armée d'Italie devait tout faire. A ce mouvement se joignit le sentiment du grand nombre de familles qui avaient leurs enfans à l'armée d'Italie, et l'opinion de la généralité des citoyens, animés de sentimens nobles et purs, qui ne pouvaient rien comprendre à l'inaction des autres armées. L'impulsion fut si violente que ces armées du Rhin, de Sambre-et-Meuse durent alors passer le fleuve, et marcher en Allemagne. On retira le commandement de l'armée de Sambre-et-Meuse à Beurnonville, homme nul, sans talent civil ou militaire, et on le confia à Hoche, jeune général du plus grand mérite. Son patriotisme ardent, joint à une extrême activité, à une ambition désordonnée, au soin qu'il prenait de se concilier les officiers, et de se créer un grand nombre de partisans, faisait espérer que, placé à la tête de l'armée la plus nombreuse, et secondé de toute l'influence du Gouvernement, il serait aisément un rival propre à parta-

ger l'opinion des soldats et des citoyens, et garantir ainsi la République, quelles que fussent d'ailleurs l'amitié, l'estime, l'espèce d'enthousiasme même que Hoche n'eût cessé de témoigner en toute occasion pour Napoléon.

Ces réflexions étaient faites publiquement dans les sociétés de Paris, et ne pouvaient manquer de revenir à Napoléon, qui, au sommet des grandeurs et de la gloire, ne se trouvait donc environné que de précipices. La guerre ne pouvait plus désormais qu'empirer sa situation, surtout en accroissant sa gloire: il en chercha aussitôt une nouvelle dans la paix, qui devait le rendre cher à toute la population, et créer pour lui un nouvel ordre d'événemens; car c'était désormais le seul qui pût soustraire la République à la situation fâcheuse à laquelle la portait en ce moment la fausse direction de l'esprit public dans l'intérieur.

RETOUR DE RADSTADT.

N. B. Les mots en italique sont au manuscrit des corrections de la propre main de Napoléon.

I. *Retour de Radstadt à Paris.* — Napoléon partit de Radstadt, traversa la France incognito, arriva à Paris sans s'arrêter, et descendit à sa petite maison, chaussée d'Antin, rue Chantieraine. Une délibération de la municipalité de Paris donna, quelques jours après, à cette rue, le nom de rue de la Victoire. Le corps municipal, l'administration du département, les conseils, cherchèrent à l'envi les moyens de lui témoigner la reconnaissance nationale. On proposa au conseil des Anciens de lui donner la terre de Chambord et un grand hôtel à Paris; c'eût été tout à fait convenable. Le général de l'armée d'Italie, qui pendant deux ans avait nourri son armée, créé et entretenu son matériel, soldé plusieurs années de solde arriérée, fait passer trente ou quarante millions aux caisses de France, et plusieurs centaines de millions en chefs-d'œuvre des arts, tout aux

ger l'opinion des soldats et des citoyens, et garantir ainsi la République, quelles que fussent d'ailleurs l'amitié, l'estime, l'espèce d'enthousiasme même que Hoche n'eût cessé de témoigner en toute occasion pour Napoléon.

Ces réflexions étaient faites publiquement dans les sociétés de Paris, et ne pouvaient manquer de revenir à Napoléon, qui, au sommet des grandeurs et de la gloire, ne se trouvait donc environné que de précipices. La guerre ne pouvait plus désormais qu'empirer sa situation, surtout en accroissant sa gloire: il en chercha aussitôt une nouvelle dans la paix, qui devait le rendre cher à toute la population, et créer pour lui un nouvel ordre d'événemens; car c'était désormais le seul qui pût soustraire la République à la situation fâcheuse à laquelle la portait en ce moment la fausse direction de l'esprit public dans l'intérieur.

RETOUR DE RADSTADT.

N. B. Les mots en italique sont au manuscrit des corrections de la propre main de Napoléon.

I. *Retour de Radstadt à Paris.* — Napoléon partit de Radstadt, traversa la France incognito, arriva à Paris sans s'arrêter, et descendit à sa petite maison, chaussée d'Antin, rue Chantierine. Une délibération de la municipalité de Paris donna, quelques jours après, à cette rue, le nom de rue de la Victoire. Le corps municipal, l'administration du département, les conseils, cherchèrent à l'envi les moyens de lui témoigner la reconnaissance nationale. On proposa au conseil des Anciens de lui donner la terre de Chambord et un grand hôtel à Paris; c'eût été tout à fait convenable. Le général de l'armée d'Italie, qui pendant deux ans avait nourri son armée, créé et entretenu son matériel, soldé plusieurs années de solde arriérée, fait passer trente ou quarante millions aux caisses de France, et plusieurs centaines de millions en chefs-d'œuvre des arts, tout aux

affaires publiques, avait négligé sa propre fortune. *Il ne possédait pas cent mille écus en argenterie, bijoux, argent, meubles, etc.* Une grande récompense nationale eût donc été tout à fait à sa place; mais le Directoire, sans qu'on sache pourquoi, s' alarma de cette proposition, et ses affidés l'écartèrent, en répandant que les services du général n'étaient point de ceux qu'on récompense avec de l'argent.

Dès son arrivée, les chefs de tous les partis se présentèrent chez lui, mais ils n'y furent point admis. Le public était extrêmement avide de le voir; les rues, les places par où l'on croyait qu'il passerait, étaient pleines de monde, mais il ne se montrait nulle part.

L'Institut venait de le nommer membre de la classe de mécanique; ce fut le costume qu'il adopta.

Il ne reçut d'habitude que quelques savans, tels que Monge, Bertholet, Borda, Laplace, Prôny, Lagrange; peu de généraux, seulement Kléber, Desaix, Lefebvre, Cafarely-Dufalga, et un petit nombre de députés.

Le Directoire voulut le recevoir en audience publique; on fit des échafau-

dages dans la place du Luxembourg pour cette cérémonie, où il fut conduit et présenté par le ministre des relations extérieures, Talleyrand. La substance de son discours fut que quand la République aurait les meilleures lois organiques, son bonheur et celui de l'Europe seraient assurés. Il évita de parler de Fructidor, des affaires du temps et de l'expédition d'Angleterre.

Ce discours simple donna cependant beaucoup à penser, et ne put donner prise à aucun ennemi. Le Directoire et le ministre des relations extérieures lui donnèrent deux fêtes, il parut à l'une et à l'autre, y resta peu de temps. *Il eut l'air d'être peu sensible à ces fêtes.* Celle du ministre des relations extérieures, Talleyrand, fut marquée au coin du bon goût; tout Paris y était. Une femme célèbre, déterminée à lutter avec le vainqueur de l'Italie, l'interpella au milieu d'un grand cercle, lui demandant qu'elle était à ses yeux la première femme du monde, morte ou vivante? *Celle qui a fait le plus d'enfans, lui répondit-il.*

On courait aux séances de l'Institut pour y voir le général; il n'y manquait jamais. Il n'allait aux spectacles qu'en

loges grillées. Il rejeta bien loin la proposition des administrateurs de l'Opéra, qui voulaient donner une représentation d'apparat. Le maréchal de Saxe, de Lovendal, Dumouriez y avaient triomphé au retour de l'armée.

Lorsqu'au retour d'Egypte, au dix-huit brumaire, il parut aux Tuileries, il était encore inconnu aux habitans de Paris, ce qui redoubla le désir de le voir.

II. *Jalousie du Directoire.* — Le Directoire lui témoignait les plus grands égards; quand il le voulait consulter, il envoyait toujours un des ministres le prendre; il était admis sur-le-champ, prenait séance entre deux des Directeurs, et donnait son avis sur les objets du moment.

Les troupes rentrant en France chantaient des chansons en son honneur, le portaient aux nues. Elles disaient qu'il fallait chasser les avocats, et le faire Roi.

Les Directeurs affectaient la franchise jusqu'à lui montrer les rapports secrets que leur en faisait la police; mais ils dissimulaient mal la peine qu'ils éprouvaient de tant de popularité. Le général d'Italie appréciait toute la délicatesse et les embarras de sa situation. Le Gouver-

vernement marchait mal, et beaucoup d'espérances se tournaient vers lui. Le Directoire eut d'abord la pensée de le faire retourner à Radstadt, pour s'ôter la responsabilité du congrès; mais le général refusa cette mission, représentant qu'il ne convenait pas que la même main maniât la plume et l'épée. Depuis, le Directoire le nomma commandant de l'armée d'Angleterre, ce qui servit à couvrir, aux yeux de l'ennemi, l'intention et les apprêts de l'expédition d'Egypte.

Les troupes qui composaient cette armée d'Angleterre couvraient la Normandie, la Picardie, la Belgique. Son nouveau général en chef fut inspecter tous ces points; mais il voulut les parcourir incognito: ces courses mystérieuses inquiétaient d'autant plus l'ennemi, et masquaient davantage les préparatifs du Midi. Il avait la satisfaction de vérifier partout les sentimens qu'imprimaient sa personne et sa gloire. Il se trouvait partout l'objet de toutes les conversations, de tous les préparatifs. C'est dans ce voyage, en visitant Anvers, qu'il conçut, pour la première fois, les grandes idées maritimes qu'il y fit exécuter depuis. C'est alors encore qu'il

jugéa à Saint-Quentin de tous les avantages du canal qu'il a fait construire dans la suite. Enfin, c'est alors qu'il fixa ses idées sur la supériorité que la marée donnait à Boulogne sur Calais, pour tenter avec de simples péniches une entreprise sur l'Angleterre.

III. *Premier incident qui détermine le Directoire à abandonner les principes de politique posés à Campo-Formio.* — Les principes de la politique qui réglaient la République avaient été déterminés à Campo-Formio. Le Directoire y était étranger. D'ailleurs il ne pouvait maîtriser ses passions, chaque incident le dominait. La Suisse en fournit le premier exemple. La France avait constamment à se plaindre du canton de Berne et de l'aristocratie suisse. Tous les agens étrangers qui avaient agité la France avaient toujours eu à Berne leur levier, leur point d'appui. Il s'agissait de profiter de la grande influence que nous venions d'acquérir en Europe, pour détruire la prépondérance de nos ennemis en Suisse. Le général d'Italie approuvait fort le ressentiment du Directoire : il pensait que le moment était venu d'assurer à la France l'influence politique de la Suisse ; mais

il ne croyait pas nécessaire pour cela de bouleverser ce pays. Il fallait, pour se conformer à la politique *adoptée*, arriver à son but avec le moins de changement possible. Il proposait que notre ambassadeur en Suisse présentât une note appuyée de deux corps d'armée en Savoie et en Franche-Comté, dans laquelle il ferait connaître que la France et l'Italie croyaient nécessaire à leur politique et à leur sûreté, ainsi qu'à la dignité réciproque des trois nations, que le pays de Vaud, l'Argovie et les bailliages italiens devinssent des cantons libres, indépendans, égaux aux autres cantons ; que la France et l'Italie avaient beaucoup à se plaindre de l'aristocratie de certaines familles de Berne, de Soleure, de Fribourg ; mais qu'elles oublieraient tout, si les paysans de ces cantons étaient réintégrés dans leurs droits politiques. *Tous ces changemens se seraient opérés sans efforts et sans l'emploi des armes ;* Mais Rewbell, entraîné par des démagogues de la Suisse, fit adopter un système différent, sans égard aux mœurs, à la religion et aux localités des cantons. On arrêta de soumettre toute la Suisse à une constitution

unique semblable à celle de la France. Les petits cantons s'irritèrent de perdre leur liberté, et toute la Suisse se souleva à l'aspect d'un bouleversement qui forçait tous les intérêts, allumait toutes les passions. On courut aux armes. Il fallut faire entrer nos troupes et conquérir tout le pays. *Du sang fut versé* : l'Europe fut alarmée.

IV. *Second incident*—D'un autre côté, cette misérable cour de Rome, par une suite de vertige qui la caractérisait, aigri plutôt que corrigée par le traité de Tolentino, continuait dans son système d'aversion et de fautes contre la France, dans l'espoir de comprimer dans son sein les amis de la France. Ce cabinet de faibles vieillards sans sagesse fit fermenter autour d'eux les opinions contraires. Il se mit en querelle avec la république cisalpine. Il eut l'imprudence de mettre le général autrichien Provera à la tête de ses troupes. Il excita son propre parti de toutes les manières. Il y eut tumulte; le jeune Duphot, général de la plus belle espérance, qui se trouvait à Rome comme voyageur, fut massacré à la porte de l'ambassadeur de France, cherchant à empêcher le désordre, et

l'ambassadeur français Joseph, frère du général, se retira à Florence.

Napoléon consulté répondit par son adage accoutumé, que ce n'était point à un incident à gouverner la politique, mais bien à la politique à gouverner les incidens; que, quelque tort qu'eût cette inepte cour de Rome, le parti à prendre vis-à-vis d'elle demeurait toujours une fort grande question. Qu'il fallait la corriger, mais non pas la détruire; qu'en renversant le Pape et révolutionnant Rome, on aurait infailliblement la guerre avec Naples, ce qu'il fallait, sur toutes choses, éviter. Qu'il fallait ordonner à notre ambassadeur de retourner à Rome demander un exemple des coupables, exiger qu'une ambassade extraordinaire vînt faire des excuses au Luxembourg; faire sortir Provera, mettre à la tête des affaires les prélats les plus modérés, et forcer le Pape à conclure un concordat avec la République cisalpine, afin que, par toutes ces mesures réunies, Rome tranquille ne pût plus avoir part aux affaires; que ce concordat avec la Cisalpine aurait de plus l'avantage de préparer de loin les esprits en France à une pareille mesure. Mais

La Réveillère, entouré de ses théophilantropes, fit décider qu'on marcherait contre le Pape. Le temps était venu, disait-il, de faire disparaître cette idole. Le mot d'ailleurs de république romaine suffisait pour transporter toutes les imaginations ardentes de la révolution. Le général français avait été trop circonspect, dans le temps; et si on avait des querelles aujourd'hui avec le Pape, c'était uniquement sa faute; mais peut-être avait-il ses vues particulières. En effet, ses formes civiles, ses ménagemens vis-à-vis du Pape, sa généreuse compassion pour des prêtres déportés, avaient, dans le temps, fortement frappé les esprits en France.

Quant à la crainte que la révolution de Rome n'entraînât la guerre avec Naples, on la traita de subtilité. Nous avions nous-mêmes un parti nombreux à Naples, et nous ne devons rien craindre d'une puissance du troisième ordre. Berthier reçut donc l'ordre d'aller avec une armée saisir Rome et y établir la république romaine; ce qui fut exécuté. On établit à Rome trois consuls pour exercer le pouvoir; un sénat et un tribunal composèrent la législation. Qua-

torze cardinaux se rendirent à la basilique de Saint-Pierre, et chantèrent un Te Deum en commémoration du rétablissement de la république romaine, qui n'était rien moins que l'abolition de l'autorité temporelle du Pape. Mais le peuple, enivré un moment de l'idée de l'indépendance, entraîna la plus grande partie du clergé. Cependant la main qui avait jusque là retenu les officiers et les administrations de l'armée n'y était plus; on se livra dans Rome aux dernières dilapidations; on gaspilla tout le mobilier du Vatican; on saisit partout les tableaux et les objets rares. On indisposa tellement le pays, que le pays à son tour vint à bout d'indisposer l'armée: elle se souleva contre des généraux qu'elle accusait. Ce mouvement séditieux des soldats fut du plus grand danger; on eut beaucoup de peine à les contenir. On croit avec raison qu'ils furent excités par des agens Napolitains, Anglais, Autrichiens.

V. *Troisième incident.* — Bernadotte avait été nommé ambassadeur à Vienne. Ce choix *ne fut pas bon*: un général ne pouvait être agréable à une nation si constamment battue: il aurait fallu en-

voyer un personnage de l'ordre civil : mais le Directoire avait peu de ceux-ci à sa disposition ; ou ils étaient trop obscurs , ou il les avaient éloignés. Quoi qu'il en soit , Bernadotte , alors d'un caractère fort exalté , fit des fautes graves dans son ambassade. Un jour , sans qu'on en puisse deviner le motif , il fit arborer le pavillon tricolore au haut de sa maison. On pense qu'il y fut insidieusement poussé par des agens qui voulaient compromettre l'Autriche. En effet , la populace , à l'instigation des mêmes agens , se trouva tout-à-coup insurgée : elle arracha le drapeau et insulta Bernadotte.

Le Directoire , dans sa fureur , manda le général d'Italie pour s'appuyer de son influence dans l'opinion , et lui donna lecture d'un message aux Conseils , qui déclarait la guerre à l'Autriche , et d'un décret qui lui donnait à lui-même le commandement de l'armée d'Allemagne. Il ne partagea pas l'opinion du Directoire. Si vous vouliez la guerre , il fallait vous y préparer indépendamment de l'événement de Bernadotte ; il fallait ne pas engager vos troupes en Suisse , dans l'Italie méridionale , sur les bords de l'Océan ; il fallait ne pas proclamer le pro-

jet de réduire l'armée à cent mille hommes , projet qui n'est pas encore exécuté , il est vrai , mais qui est connu , et décourage l'armée. Ces mesures indiquent que vous aviez compté sur la paix. Bernadotte a matériellement tort : en déclarant la guerre , c'est le jeu de l'Angleterre que vous jouez. Ce n'est pas connaître la politique du cabinet de Vienne que de croire que s'il eût voulu la guerre , il vous eût insulté. Il vous aurait caressé , endormi , pendant qu'il ferait marcher ses troupes. Vous n'auriez connu ses véritables intentions que par son premier coup de canon. Soyez sûrs que l'Autriche vous donnera toute satisfaction. Ce n'est point avoir un système politique , que d'être entraîné ainsi par tous les événemens. La force de la vérité calma le Gouvernement. L'Autriche donna des satisfactions ; les conférences de Seltz eurent lieu ; mais cet incident retarda l'expédition d'Egypte de quinze jours.

VI. *Retard de l'expédition d'Egypte.* — Napoléon commença à craindre qu'au milieu des orages que l'impérialisme du Gouvernement et la nature des choses accumulaient autour de nous , cette en-

treprise ne fût funeste aux vrais intérêts de la patrie ; il témoigna sa pensée au Directoire : L'Europe, disait-il, n'était rien moins que tranquille. Le congrès de Radstadt ne se terminait pas ; on était obligé de garder des troupes dans l'intérieur, pour s'assurer des élections et comprimer les départemens de l'Ouest. Il proposait de contremander l'expédition, d'attendre des circonstances plus favorables.

Le Directoire, alarmé, soupçonnant qu'il avait le projet d'aspirer à la direction des affaires, n'en fut que plus ardent à presser l'expédition, d'autant plus qu'il ne sentait pas toutes les conséquences des changemens qu'il avait faits dans le système public. Selon lui, l'événement de la Suisse, loin de nous affaiblir, nous donnait d'excellentes positions et les troupes helvétiques pour auxiliaires. L'affaire de Rome était terminée, puisque le pontife était déjà à Florence, et la république romaine proclamée ; et celle de Bernadotte ne devait plus avoir de suites, car l'Empereur avait offert des réparations. Le moment était donc plus favorable que jamais d'attaquer l'Angleterre, ainsi qu'on l'a-

avait médité en Irlande et en Egypte. Il offrit alors de laisser au moins Kléber ou Desaix, qui brûlaient d'être de l'expédition. Leur grand caractère et leurs talens supérieurs pouvaient au besoin être en France d'une grande utilité ; mais on refusa Kléber, que Rewbell détestait, et Desaix qu'on n'appréciait pas. La République, répondit-on, n'en était pas à ces deux généraux près : il s'en trouverait une foule pour faire triompher la patrie, si jamais elle était en danger.

VII. *L'intérieur de la République est menacé d'une crise. — Le Directoire était sur un abîme, mais il ne le croyait pas.* Les affaires allaient mal aussi dans l'intérieur. Le Directoire avait abusé de sa victoire de Fructidor. Il avait eu le tort de ne pas rallier à la République tout ce qui n'ayant pas fait partie de la faction de l'étranger, n'avait été que séduit ou égaré. Il était privé par là de l'assistance et des talens d'un grand nombre d'individus qui, par ressentiment, se jetaient dans le parti opposé à la République, bien que leurs intérêts et leurs opinions les portassent naturellement vers ce gouvernement. Il se

trouvait contraint d'employer des hommes sans moralités. De là le mécontentement de l'opinion publique, et la nécessité de maintenir un grand nombre de troupes au-dedans, pour s'assurer des élections et contenir la Vendée.

Il était facile de prévoir que les nouvelles élections amèneraient une crise, que le nouveau tiers de législateurs serait composé d'hommes exagérés qui accroîtraient la source des maux qui pesaient sur la patrie. Le Directoire n'avait aucune politique intérieure; il marchait au jour le jour, entraîné par le caractère individuel des Directeurs, ou par la nature vicieuse d'un gouvernement de cinq personnes. Il ne prévoyait rien et n'apercevait de difficulté que quand il était matériellement arrêté. Quand on leur disait : Comment ferez-vous aux élections prochaines? — Nous y pourvoirons par une loi, répondit La Réveillère. La suite a fait voir de quelle nature était la loi méditée par le Directoire. Quand on leur disait : Pourquoi ne relevez-vous pas tous les amis de la république qui n'ont été que menés et trompés en Fructidor par le parti de l'étranger? Pourquoi ne pas rappeler

Carnot, Portalis, Dumolard, Barbé-Marbois, etc., etc., afin de faire un faisceau contre le parti de l'étranger et les exagérés? Mais les Directeurs attachaient peu de prix à ces observations : ils se croyaient populaires et assis sur un terrain solide et ferme. Un parti composé des députés ayant influence dans les deux Conseils, des Fructidoriens patriotes qui cherchaient un protecteur, des généraux les plus influens et les plus éclairés, pressèrent long-temps le général d'Italie de faire un mouvement et de se mettre à la tête de la République; il s'y refusa : il n'était pas encore assez fort pour marcher tout seul. Il avait sur l'art de gouverner, et sur ce qu'il fallait à une grande nation, des idées si différentes des hommes de la révolution et des assemblées, que, ne pouvant agir seul, il craignait de compromettre son caractère. Il se détermina à partir pour l'Égypte, mais résolu de reparaitre si les circonstances venaient à rendre sa personne nécessaire ou utile.

VIII. Cérémonie du vingt et un janvier. — Talleyrand, ministre des relations extérieures, était l'homme du Directoire. Il était évêque d'Autun lors de

la révolution ; il fut un des trois évêques qui prêtèrent serment à la constitution civile du clergé, et qui sacrèrent les évêques constitutionnels ; ce fut lui qui dit la messe à la fameuse fédération de 1790. Député à l'Assemblée constituante, il y fit plusieurs rapports sur les biens du clergé. Sous la législative, il fut envoyé à Londres pour traiter avec le Gouvernement anglais. Mais quand la révolution eut pris une pente plus rapide et plus acerbe, il devint suspect, et fut contraint de se réfugier en Amérique.

Après le treize Vendémiaire, la Convention raya l'ancien évêque d'Autun de la liste des émigrés ; il reparut alors en France, et y fut très-protégé par la coterie de M^{me} de Staël. Il était discret, souple, insinuant, et gagna la faveur des Directeurs Barras, Merlin, Rewbell, et même de La Réveillère Lepaux, auxquels il faisait la cour, comme il la faisait jadis à Versailles. Il devint ministre des affaires étrangères, ce qui le mit en correspondance avec le négociateur de Campo-Formio. Talleyrand s'attacha, dès cet instant, à plaire au général et à s'insinuer dans son

esprit ; c'est lui que le Directoire employait constamment auprès du général d'Italie. A l'approche du vingt et un janvier, où le Gouvernement célébrait l'anniversaire de l'exécution de Louis XVI, ce fut un grand objet de discussion entre les Directeurs et les ministres de savoir si Napoléon devait aller à la cérémonie ou non. On craignait d'un côté que s'il n'y allait pas, cela ne dépopularisât la fête ; de l'autre, que s'il y allait, on oubliât le Directoire, pour s'occuper de lui. Néanmoins on conclut qu'il devait y aller. Talleyrand, comme de coutume, se chargea de la négociation ; le général s'en excusa, disant qu'il n'avait pas de fonctions publiques, qu'il n'avait personnellement rien à faire à cette cérémonie, qui, par sa nature, plaisait à fort peu de monde. Il ajoutait que cette fête était des plus impolitiques ; que l'événement qu'elle rappelait était une catastrophe, un vrai malheur national ; qu'il comprenait très-bien qu'on célébrât le quatorze juillet, parce que c'était une époque où le peuple avait conquis ses droits : mais que le peuple aurait pu conquérir ses droits, établir même une république, sans se

souiller du supplice d'un prince déclaré inviolable et non responsable par la constitution même. Qu'il ne prétendait pas discuter si cela avait été utile ou inutile, mais qu'il soutenait que c'était un incident malheureux. Qu'on célébraît des fêtes nationales pour des victoires, mais qu'on pleurât sur les victimes restées sur le champ de bataille. Qu'il était assez simple d'ailleurs que lui, Talleyrand, étant ministre, dût y paraître; mais qu'un simple particulier n'avait rien à y faire. Que cette politique de célébrer la mort d'un homme ne pouvait jamais être l'acte d'un gouvernement; mais seulement celui d'une faction, comme qui dirait d'un club de Jacobins. Qu'il ne concevait pas comment le Directoire, qui avait proscrit les jacobins et les anarchistes, qui aujourd'hui traitait avec tant de princes, ne sentit pas qu'une telle cérémonie faisait à la République beaucoup plus d'ennemis que d'amis, éloignait au lieu de rapprocher, aigrissait au lieu d'adoucir, ébranlait au lieu de raffermir, était indigne enfin du gouvernement d'une grande nation. Talleyrand mettait en jeu tous ses moyens; il essayait de prouver que c'était juste

parce que c'était politique, et que c'était politique, disait-il, car tous les pays et toutes les républiques avaient célébré, comme un triomphe, la chute du pouvoir absolu et le meurtre des tyrans. Ainsi Athènes avait toujours célébré la mort de Pisistrate, et Rome la chute des décemvirs. Il ajoutait que, d'ailleurs, c'était une loi qui régissait le pays, et que dès lors chacun lui devait soumission et obéissance; il concluait enfin que l'influence du général sur l'opinion était telle, qu'il devait y paraître, ou qu'autrement son absence pourrait blesser les intérêts de la chose publique. Après plusieurs pourparlers on trouva un mezzo terminé: l'Institut se rendait à cette fête; il fut convenu que le membre de l'Institut suivrait sa classe qui remplissait un devoir de corps. Cette affaire, ainsi ménagée par Talleyrand, fut très-agréable au Directoire.

Cependant, quand l'Institut entra dans l'enceinte * où se célébraît cette

* Dans la première édition il est dit à Saint-Sulpice. On m'a démontré qu'il y avait erreur matérielle. Napoléon se sera trompé de nom, ce qui lui arrivait quelquefois. Peut-être trou-

cérémonie, quelqu'un qui reconnut Napoléon l'ayant fait apercevoir, il n'y eut plus, dès cet instant, d'autres yeux que pour lui. Ce que le Directoire avait craint lui-même arriva; il se trouva complètement éclipsé. Quand la fête fut terminée, on laissa le Directoire sortir tout seul. La multitude demeura pour celui qui avait voulu se perdre dans la foule de l'Institut; et fit retentir les airs de *vive le général des armées d'Italie!* de sorte que cet événement ne fit qu'accroître le déplaisir des gouvernans.

Un autre événement mit Talleyrand à même d'être encore *agréable au Directoire*. Dans un café ou lieu public, chez Garchi, deux jeunes gens, sous prétexte de ralliement politique, suspecté par la manière dont leurs cheveux étaient tressés, furent insultés, attaqués, assassinés. Ce guet-apens avait été dirigé par les ordres du ministre de la police, Sottin, et par ses agens. Or

vera-t-on par la publication de ses Mémoires qu'il se sera redressé lui-même. Au surplus, celui qui tiendrait rigoureusement ici à l'exactitude locale, peut se satisfaire aisément en cherchant dans les papiers du temps où s'est passé l'anniversaire du 21 janvier en 1798.

les circonstances étaient déjà telles pour *le général d'Italie*, que, bien qu'au fond de son domicile, il était obligé néanmoins, pour sa propre sûreté, de porter une attention inquisitive sur des événemens de cette nature. Il fit éclater son indignation, et Talleyrand lui fut envoyé pour le calmer. Celui-ci disait qu'un pareil événement était commun en temps de crise, que les momens de révolution sortaient de la loi commune, qu'ici il devenait nécessaire d'en imposer à la haute société, et de réprimer la hardiesse des salons; qu'il était des genres de fautes que les tribunaux ne sauraient atteindre ou réprimer; qu'on ne pouvait sans doute approuver la lanterne de l'Assemblée constituante, et que cependant, sans elle, la révolution n'eût jamais marché; qu'il est des maux qu'on doit tolérer, parce qu'ils évitent de plus grands maux. *Le général* répondait qu'un pareil langage eût été tout au plus supportable avant Fructidor, lorsque les partis étaient en présence, et qu'on avait mis le Directoire plutôt dans le cas de se défendre, que dans la situation d'administrer; qu'alors, peut-être, cet acte eût pu s'excuser sur

la nécessité ; mais qu'aujourd'hui que ce gouvernement se trouvait investi de toute la puissance, que la loi ne trouvait d'opposition nulle part, que les citoyens étaient tous, sinon affectionnés, du moins soumis, cette action devenait un crime atroce, un véritable outrage à la civilisation ; que partout où se prononçaient les mots de loi et de liberté, tous les citoyens demeuraient solidaires les uns des autres ; qu'ici, dans cette expédition de coupe-jarrets, chacun devait se trouver frappé de terreur, se demander où cela s'arrêterait, se croire sous le régime des janissaires. Ces raisons étaient trop plausibles pour avoir besoin d'être développées à un homme de l'esprit et du caractère de M. de Talleyrand ; mais il avait une mission, il cherchait à justifier une administration dont il ambitionnait de conserver la faveur et la confiance.

Samedi 1^{er} Juin.

Voltaire. — Jean-Jacques. — Anglais et Français, différence caractéristique. — M. de C*** ; son discours pour l'Institut. — Colères feintes de l'Empereur ; ses principes à cet égard.

L'Empereur m'a fait venir ; il avait

pris un bain de trois heures. Il me donnait à deviner ce qu'il avait lu ; c'était la Nouvelle Héloïse qui l'avait tant charmé à Briars. En l'analysant de nouveau, il la sabrait cette fois tout à fait. Le rocher de la Meillerie est venu en citation ; il croyait l'avoir détruit par la route qu'il avait fait ouvrir pour le passage du Simplon ; je l'ai assuré qu'il en restait encore assez pour en conserver le parfait souvenir : il s'avancait, disais-je en saillie sur le chemin même, et ferait encore, au besoin, un très-beau saut de Leucade.

L'Empereur attribuait, en grande partie, au beau portrait de milord Edouard, dans la Nouvelle Héloïse, et à quelques pièces de théâtre de Voltaire, la belle réputation du caractère anglais en France. Il s'étonnait de la facilité de l'opinion dans ces temps-là : Voltaire et Jean-Jacques l'avaient gouvernée à leur gré ; ils seraient bien moins heureux aujourd'hui. Si Voltaire surtout avait régné sur ses contemporains, disait-il, s'il avait été le héros du temps, c'est que tous alors n'étaient que des nains.

Passant à la différence des Anglais aux Français : « La première classe, chez les

» Anglais, disait l'Empereur, avait de
 » l'orgueil; chez nous, elle avait le mal-
 » heur de n'avoir que de la vanité; là
 » gisait la grande différence caractéris-
 » que des deux peuples. La masse du
 » nôtre présentait certainement aujour-
 » d'hui le peuple de l'Europe qui avait
 » le plus de sentiment national; il avait
 » profité de ses vingt-cinq ans de révo-
 » lution; mais malheureusement la classe
 » qu'elle avait élevé, observait-il, n'avait
 » point répondu à ses nouvelles desti-
 » nées; elle n'avait montré que corrup-
 » tion et versatilité; elle n'avait déployé
 » dans les dernières crises, ni talents, ni
 » caractère, ni vertu; elle avait perdu
 » l'honneur du peuple. »

On a lu à l'Empereur un discours de
 M. de C*** pour rendre le clergé apte à
 hériter; c'était, observait-il, un discours
 d'Académie, et non pas une opinion de
 législateur. Il y avait beaucoup d'esprit,
 fort peu de sens, aucune vue. « Laissez
 » hériter le clergé, disait l'Empereur,
 » et personne ne mourra sans être obligé
 » de payer son absolution; car, de quel-
 » que opinion qu'on soit, personne ne
 » sait où il va en quittant la vie. C'est là
 » le grand, le dernier compte; aussi per-

» sonne ne peut répondre de son dernier
 » sentiment, ni de la force de sa tête.
 » Qui peut dire que je ne mourrai pas
 » dans les bras d'un confesseur, et qu'il
 » ne me fera pas faire amende honorable
 » pour le mal même que je n'aurai pas
 » fait ? » — Du reste, a observé quel-
 » qu'un, ici M. de C*** soutient une
 » opinion plutôt qu'un sentiment; on a
 » des raisons de croire qu'*en religion* et
 » *en politique*, il prêche souvent ce dont
 » il n'est pas convaincu. »

En religion. — On sait qu'avant de
 travailler à son Génie du Christianisme,
 il publia à Londres un ouvrage très-
 anti-religieux. Un bénédictin de Sorèze
 (Dulau), homme d'esprit et de juge-
 ment, que l'émigration avait fait libraire
 à Londres, et auquel M. de C*** avait
 confié la vente de son ouvrage, se per-
 mit de lui donner un sage conseil. Il lui
 observa que les lieux et les temps n'é-
 taient plus favorables aux déclamations
 anti-religieuses; qu'elles étaient deve-
 nues banales et de mauvais ton; que le
 moyen le plus sûr de capter désormais
 l'intérêt public, serait de prendre le
 contrepied, de se vouer, au contraire,

à la défense de la religion. M. de C*** le crut, et fit son Génie du Christianisme. Or, le bénédictin avait si bien jugé le choix du moment, qu'il est à croire que si le Génie du Christianisme venait à paraître aujourd'hui, en dépit de tout son mérite intrinsèque, il n'obtiendrait pas parmi nous tout le succès qu'il a eu.

La nomination de l'auteur du Génie du Christianisme précisément à la légation de Rome, fut considérée dans le temps comme une vraie galanterie de la part du Premier Consul, et reçue par M. de C*** comme un premier triomphe qui lui en assurait de bien plus grands encore dans la capitale du monde chrétien, au sein des princes de l'Eglise. Mais il ne tarda pas à se convaincre d'un gros mécompte, car on se montra fort scandalisé, à Rome, de voir la religion transformée en roman, et les docteurs réprochèrent sans balancer le *Génie du Christianisme*, qu'ils disaient hérissé d'hérésies.

Toutefois M. de C***, retranché derrière ses succès, eut pour ressource de prendre en pitié de pareilles niaiseries; et, à quelque temps de là, se trouvant

parrain d'une petite fille, il lui donna le nom d'*Atala*; mais le prêtre refusa net, tandis que, de son côté, M. de C*** insista. Cela fit du bruit, et il porta plainte au cardinal-gouvernant, qui se trouva de l'opinion du prêtre, et reçut fort mal une confidence de M. de C*** qui, croyant avoir acquis les droits d'initié, terminait ses argumens, disant: « Qu'il était bien ridicule que ce fût à lui qu'on fit une pareille difficulté; car, observait-il, votre Eminence, entre nous, doit bien savoir que d'*Atala* à toutes les autres saintes il n'y a pas grande différence. »

L'Empereur a été fort amusé de ces détails, qu'il disait entendre pour la première fois, et le narrateur a observé que bien qu'il ne pût pas les garantir précisément, ils avaient néanmoins pour lui le caractère de l'authenticité, ayant été recueillis d'un des successeurs de M. de C*** à la légation de Rome.

En politique. — On a vu, continuait-on, M. de C*** venir à Napoléon, et s'en éloigner, y venir de nouveau pour s'en éloigner encore. Et lorsqu'il a été à son service, l'Empereur se plaint de sa malveillance, de sa déloyauté, dit-il, no-

amment dans sa légation de Rome , auprès du vieux roi de Sardaigne *.

Lors de la catastrophe de 1814, il s'est signalé par des pamphlets si outrageusement passionnés , tellement virulents , si effrontément calomnieux , qu'ils inspirèrent le dégoût , et qu'il est à croire qu'il les regrette à présent , et qu'un aussi beau talent que le sien ne se prostituerait pas à les reproduire aujourd'hui.

Quelques années avant nos désastres , l'Empereur , lisant quelques morceaux de cet écrivain , demanda comment il se faisait qu'il ne fût pas de l'Institut. Ces paroles furent aussitôt une recommandation toute puissante : M. de C*** s'empressa d'en aller solliciter le prix , et fut nommé à la presque unanimité.

C'était un usage de rigueur à l'Institut que le récipiendaire fit l'éloge de son prédécesseur : M. de C*** assuré que , pour peu qu'on eût déjà occupé le moindrement l'attention publique , le moyen le plus sûr de devenir tout à fait célèbre était de sortir de la route battue , et de prendre au rebours des autres , consacra

* Lettres du Cap ; lettre X.

donc une partie de son discours à flétrir les principes politiques de M. Chénier , son devancier , et à le proscrire comme régicide. Ce fut un vrai plaidoyer politique , où il discutait la restauration de la monarchie , le jugement et la mort de Louis XVI. Ce fut alors une grande rumeur dans tout l'Institut ; les uns refusant d'entendre un discours qui leur paraissait indécent ; d'autres , au contraire , appuyant pour qu'on en admît la lecture. De l'Institut , la querelle se répandit dans Paris ; elle remplit et divisa bientôt tous les cercles de la capitale. L'Empereur , à qui tout parvenait , et qui voulait tout connaître , se fit apporter ce discours : il le trouva de la dernière extravagance , et en prononça sur-le-champ l'interdiction. Un de ses grands-officiers , membre de l'Institut , qui avait opiné vivement pour la lecture du discours , lui servit à l'un de ses couchers , à manifester son opinion : « Et depuis
« quand , Monsieur , lui dit-il avec sévérité , l'Institut se permet-il de devenir
« une assemblée politique ? Qu'il fasse
« des vers , qu'il censure les fautes de la
« langue ; mais qu'il ne sorte pas du
« domaine des Muses , ou je saurai l'y

» faire rentrer. Est-ce bien vous, Mon-
 » sieur, qui avez voulu autoriser une
 » pareille diatribe? Que M. de C*** ait
 » de l'insanité ou de la malveillance, il
 » y a pour lui des petites-maisons ou un
 » châtement, et puis peut-être encore
 » est-ce son opinion, et il n'en doit pas
 » le sacrifice à ma politique, qu'il ignore,
 » comme vous, qui la connaissez si bien :
 » il peut avoir son excuse; vous ne sau-
 » riez avoir la vôtre, vous qui vivez à mes
 » côtés, qui savez ce que je fais, ce que
 » je veux. Monsieur, je vous tiens pour
 » coupable, pour criminel : vous ne ten-
 » dez à rien moins qu'à ramener le dé-
 » sordre, la confusion, l'anarchie, les
 » massacres. Sommes-nous donc des ban-
 » dits, et ne suis-je qu'un usurpateur!
 » Je n'ai détrôné personne, Monsieur;
 » j'ai trouvé, j'ai relevé la couronne dans
 » le ruisseau, et le peuple l'a mise sur
 » ma tête : qu'on respecte ses actes!...
 » Analyser en public, mettre en ques-
 » tion, discuter des faits aussi récents,
 » dans les circonstances où nous nous
 » trouvons, c'est rechercher des convul-
 » sions nouvelles, c'est être l'ennemi du
 » repos public. La restauration de la mo-
 » narchie est et doit demeurer un mys-

» tère; et puis, qu'est-ce que cette nou-
 » velle proscription prétendue des con-
 » ventionnels et des régicides? Comment
 » oser réveiller des points aussi délicats?
 » Laissons à Dieu à prononcer sur ce
 » qu'il n'est plus permis aux hommes de
 » juger! Seriez-vous donc plus difficile
 » que l'Impératrice? Elle a bien des in-
 » térêts aussi chers que vous, peut-être,
 » et bien autrement directs; imitez bien
 » plutôt sa modération, sa magnanimité;
 » elle n'a voulu rien entreprendre, ni
 » rien connaître.

» Eh quoi, l'objet de tous mes soins,
 » le fruit de tous mes efforts serait-il
 » donc perdu! C'est donc à dire que si
 » je venais à vous manquer demain, vous
 » vous égorgeriez encore entre vous de
 » plus belle. » Et marchant à grands pas
 » il se frappait le front de la main, disant :
 » *Ah! pauvre France! que tu as long-*
 » *temps encore besoin d'un tuteur!* »

» Puis il reprit : « J'ai fait tout au monde
 » pour accorder tous les partis : je vous
 » ai réunis dans les mêmes appartemens,
 » fait manger aux mêmes tables, boire
 » dans les mêmes coupes; votre union a
 » été l'objet constant de mes soins : j'ai
 » le droit d'exiger qu'on me seconde...

» Depuis que je suis à la tête du gou-
 » vernement, m'a-t-on jamais entendu
 » demander ce qu'on était? ce qu'on
 » avait été? ce qu'on avait dit, fait,
 » écrit?... Qu'on m'imité!

» On ne m'a jamais connu qu'une ques-
 » tion, un but unique : *Voulez-vous être*
 » *bon Français avec moi?* et sur l'affirma-
 » tive j'ai poussé chacun dans un défilé
 » de granit sans issue à droite ou à gau-
 » che, obligé de marcher vers l'autre
 » extrémité, où je montrais de la main,
 » l'honneur, la gloire, la splendeur de
 » la patrie. »

La mercuriale fut si vive que celui à
 qui elle s'adressait, homme d'honneur
 et de grande délicatesse d'ailleurs, se
 crut dans l'obligation de demander une
 audience le lendemain, voulant remet-
 tre sa démission. Cette audience lui fut
 accordée, et l'Empereur l'apercevant,
 lui dit : « Mon cher, vous venez pour
 » la conversation d'hier; elle vous a affli-
 » gée et moi aussi; mais c'est un avertis-
 » sement que j'ai voulu donner à beau-
 » coup, s'il produit quelque bien, ce
 » doit être notre consolation à tous deux;
 » qu'il n'en soit plus question. » Et il
 parla d'autres choses.

C'est ainsi que souvent l'Empereur
 attaquait toute une masse sur de simples
 individus; et il le faisait avec un grand
 éclat, pour qu'on en demeurât frappé
 davantage; mais ses colères publiques,
 dont on a fait tant de bruit, n'étaient
 que feintes et factices. L'Empereur di-
 sait qu'il avait prévu par-là bien des
 fautes, et s'était épargné beaucoup de
 châtimens.

Un jour, dans une des grandes au-
 diences, il attaqua un colonel, avec la
 plus grande chaleur et tout à fait avec
 l'accent de la colère, sur de légers dé-
 sordres commis par son régiment en-
 vers les habitans du pays qu'il venait de
 traverser en rentrant en France; et
 comme le colonel, pensant la punition
 fort au-dessus de la faute commise,
 cherchait à se disculper et y revenait
 souvent; l'Empereur lui disait à voix
 basse sans discontinuer la mercuriale
 publique : « C'est bien; mais taisez-vous.
 » je vous crois; mais demeurez tran-
 » quille.... » Et plus tard, en le re-
 voyant seul, il lui dit : « C'est que je
 » fustigeais en vous des généraux qui
 » vous entouraient, et qui, si je me
 » fusse adressé directement à eux, se

» seraient trouvés mériter la dernière
» dégradation, peut-être davantage. »

Mais si l'Empereur attaquait de la sorte en public, il lui arrivait parfois aussi de se voir attaqué à son tour : j'ai été témoin de plusieurs exemples.

Un jour à Saint-Cloud, à la grande audience du dimanche, et précisément à mon côté, un sous-préfet ou autre fonctionnaire piémontais, l'air égaré, et tout hors de lui, l'interpelle de la voix la plus élevée, lui demandant justice sur sa destitution, soutenant qu'il avait été faussement accusé et condamné.

« Allez trouver mes ministres, lui répondit l'Empereur. — Non, Sire, c'est par vous que je veux être jugé. — Je ne le saurais; je n'en ai point le temps; j'ai à m'occuper de tout l'Empire, et mes ministres sont institués pour s'occuper des individus. — Mais ils me condamneront toujours. — Et pourquoi? — Parce que tout le monde m'en veut. — Et pourquoi encore? — Parce que je vous aime. Il suffit qu'on vous soit attaché pour qu'on devienne en horreur à tout le monde. — Ce que vous dites là est bien fort, Monsieur, » dit l'Empereur avec calme, j'aime à

« croire que vous vous trompez. » Et il passa tranquillement au voisin, tandis que nous en demeurions déconcertés, et en avions rougi d'embarras. Une autre fois, à une parade, un jeune officier, aussi tout hors de lui, sort des rangs pour se plaindre qu'il est maltraité, dégradé; qu'on a été injuste à son égard, qu'on lui a fait éprouver des passe-droits, et qu'il y a cinq ans qu'il est lieutenant sans pouvoir obtenir d'avancement. « Calmez-vous, lui dit l'Empereur, moi je l'ai bien été sept ans, et vous voyez qu'après tout, cela n'empêche pas de faire son chemin. » Tout le monde de rire, et le jeune officier, subitement refroidi, d'aller reprendre son rang. En tout, rien n'était plus commun que de voir les individus s'attaquer à l'Empereur et lui tenir tête.

Je l'ai vu maintes fois, dans de vives et chaudes réclamations, ne pouvant obtenir la dernière parole, et prendre le parti de céder, en passant à d'autres personnes ou en changeant de sujet.

Principe général. Les actes de l'Empereur, quelque passionnés qu'ils parussent, étaient toujours accompagnés de calculs. « Quand un de mes ministres,

« disait-il, ou quelque autre grand per-
 « sonnage avait fait une faute grave,
 « qu'il y avait vraiment lieu à se fâcher,
 « que je devais vraiment me mettre en
 « colère, être furieux, alors j'avais tou-
 « jours le soin d'admettre un tiers à cette
 « scène; j'avais pour règle que quand
 « je me décidais à frapper, le coup de-
 « vait porter sur beaucoup; celui qui
 « le recevait ne m'en voulait ni plus ni
 « moins; et celui qui en était le témoin,
 « dont il eût fallu voir la figure et l'em-
 « barras, allait discrètement transmet-
 « tre au loin ce qu'il avait vu et entendu:
 « une terreur salutaire circulait de veine
 « en veine dans le corps social. Les cho-
 « ses en marchaient mieux; je punissais
 « moins je recueillais infiniment, et sans
 « avoir fait beaucoup de mal * »

* Dans une de ces grandes occasions, le mi-
 nistre de la marine (Decrès) se trouva admis
 de conserve avec le véritable patient, et l'Em-
 pereur l'avait choisi dans la triple intention
 qu'il fût le témoin, qu'il reçût sa part directe
 d'un avertissement salutaire, et servit néan-
 moins de terme de comparaison propre à con-
 fusionner d'autant celui qu'il avait réellement
 en vue; car, après s'être exprimé vis-à-vis de
 celui-ci avec la dernière violence, et être entré

Dimanche 2.

Réflexions sur le Gouverneur. — Dépenses de
 la maison de l'Empereur aux Tuileries. —
 Sur les boanes comptabilités. — MM. Mol-
 lien, la Bouilleric.

L'Empereur est sorti à cheval sur les
 huit heures; il y avait bien long-temps
 qu'il s'en était abstenu. En remontant
 la vallée du jardin de la compagnie, il
 est entré chez un des adjudans du camp,
 dont la femme est catholique; il y est
 demeuré quelque instans et y a été fort
 gai. De là nous nous sommes dirigé vers
 la demeure de M^{me} Bertrand, où l'Em-
 pereur est descendu et s'est arrêté long-
 temps. Il y peignait énergiquement et
 avec beaucoup d'esprit les rapports du
 Gouverneur avec nous, ses mesures su-
 balternes, son peu d'égards, le rétréci
 de sa police, le ridicule de sa gestion,

dans les plus petits détails d'une menace ex-
 trême, se retournant tout à coup vers Decrès,
 il lui dit: « Et vous aussi, monsieur le ministre
 « de la marine, on m'apprend que vous vous
 « avisez d'être de l'opposition; c'est fort étrange,
 « j'en suis très-irrité, quoique après tout je
 « sache bien que chez vous il y a du moins des
 « tirans d'eau d'honneur et de fidélité que vous
 « ne dépasserez jamais. »

son ignorance des affaires et des manières. « Nous avons, disait-il, à nous plaindre sans doute de l'Amiral, mais au moins était-il Anglais; au lieu que celui-ci n'était qu'un mauvais sbire d'Italie. Nous n'avons pas les mêmes mœurs, disait-il, nous ne saurions nous entendre; nos sentimens ne parlent pas le même langage: il ne se doute pas que des monceaux de diamans ne sauraient effacer l'arrestation qu'il est venu faire d'un de nos domestiques, presque à mes yeux. Depuis ce jour-là, il a répandu la pâleur sur toute ma maison. »

Au retour, nous avons déjeûné dans le jardin. Le soir, durant le double tour de calèche, le temps s'est passé à tracer le budget de celui qui, à Paris, aurait cinquante mille livres de rente: l'écurie, disait l'Empereur, devait y entrer pour un sixième, la table pour un quart, etc.

J'ai déjà dit qu'il aimait ces calculs, qui prenaient toujours quelque chose de neuf et de piquant dans sa bouche.

La conversation a conduit à des détails plus curieux sur la liste civile et les dépenses de la maison de l'Empereur. Voici ce que j'en ai recueilli :

La table était d'un million; et pourtant le diner de la personne de l'Empereur n'était dans ce compte que pour cent francs par jour. Jamais on n'a pu arriver à le faire manger chaud, parce qu'une fois au travail, on ne savait jamais quand il quitterait; aussi, l'heure du diner venue, on mettait pour lui des poulets à la broche de demi-heure en demi-heure; et l'on en a vu rôtir des douzaines avant d'atteindre celui qui lui a été présenté.

La conversation est passée de là aux avantages d'une bonne comptabilité. L'Empereur citait surtout sur ce point MM. de Mollien et la Boullerie. Le premier avait ramené le trésor public à une simple maison de banque; si bien que l'Empereur, dans un seul tout petit cahier, avait, disait-il, constamment sous les yeux l'état complet de ses affaires, sa recette, sa dépense, ses arriérés, ses ressources, etc., etc.

L'Empereur disait avoir eu dans ses caves, aux Tuileries, jusqu'à quatre cent millions en or qui étaient tellement à lui, qu'il n'en existait d'autres traces qu'un petit livret dans les mains de son trésorier particulier. Tout s'est fondu à

mesure, et surtout lors des revers, dans les dépenses de l'Etat. Comment aurait-il pu, disait-il, songer à s'en réserver quelque chose; il s'était identifié tout à fait avec la nation.

Il disait encore avoir fait entrer en France plus de deux milliards de numéraire, sans compter tout ce que les individus pouvaient en avoir rapporté pour leur propre compte.

L'Empereur disait avoir été vivement sensible, à ce qu'en 1814 M. de La Bouillerie, se trouvant à Orléans avec des dizaines de millions à lui Napoléon, sa propriété personnelle, il les eût portés à M. le comte d'Artois, à Paris, au lieu de les conduire à Fontainebleau, comme cela était de son devoir et de sa conscience. « La Bouillerie pourtant n'était pas un méchant homme, disait l'Empereur, je l'avais aimé et estimé. Au retour de 1815, il sollicita vivement d'être admis près de moi * et de pouvoir se justifier; il aurait prouvé sans doute que c'était la faute de son igno-

* L'impartialité me commande de faire connaître ici que M. La Bouillerie s'élève contre cette assertion par une assertion toute contraire.

rance et non de son cœur. Il me connaissait bien; il savait que s'il arrivait jusqu'à moi, il en serait quitte pour quelque paroles de colère. Mais je me connaissais aussi: j'étais résolu de ne pas le reprendre; je refusai de le voir. C'était le seul moyen que j'avais en cette occasion de résister à lui et à plusieurs autres.»

« Toutefois Estève, son prédécesseur, n'en eût pas fait autant; il m'était chaudement attaché; il m'eût conduit mon trésor par force à Fontainebleau. S'il ne l'eût pu, il l'eût enterré, jeté dans les rivières, distribué, plutôt que de le livrer.»

Lundi 5.

Sur les femmes, etc. — La polygamie.

L'Empereur, après un bain de trois heures, est sorti vers les cinq heures pour se promener dans le jardin. Il était fort triste, silencieux; il avait l'air souffrant. Nous sommes montés en calèche, et peu à peu il s'est remis, et est devenu plus causant.

Au retour, il s'est promené encore quelque temps, pour faire la guerre à l'une de ces dames qui étaient avec nous.

Il s'est amusé à déclamer contre les femmes. « Nous n'y entendions rien, nous autres peuples d'Occident, disait-il, et un clignotement de côté nous prévenait de sa malice; nous avions tout gâté en traitant les femmes trop bien. Nous les avons portées, à grand tort, presque à l'égal de nous. Les peuples de l'Orient avaient bien plus d'esprit et de justesse, ils les avaient déclarées la véritable propriété de l'homme; et, en effet, la nature les avait faites nos esclaves; ce n'est que par nos travers d'esprit qu'elles osent prétendre à être nos souveraines; elles abusaient de quelques avantages pour nous séduire et nous gouverner. Pour une qui nous inspirait quelque chose de bien, il en était cent qui nous faisaient faire des sottises. » Et, continuant d'applaudir aux maximes de l'Orient, il approuvait fort la polygamie, la prétendait dans la nature; et, se montrant fort adroit, très-fécond dans ses preuves. « La femme, disait-il, est donnée à l'homme pour qu'elle fasse des enfans. Or, une femme unique ne pourrait suffire à l'homme pour cet objet; elle ne peut être sa femme quand

« elle est grosse, elle ne peut être sa femme quand elle nourrit, elle ne peut être sa femme quand elle est malade, elle cesse d'être sa femme quand elle ne peut plus lui donner d'enfans; l'homme, que la nature n'arrête ni par l'âge, ni par aucun de ces inconvéniens, doit donc avoir plusieurs femmes, etc.

« Et de quoi vous plaindriez-vous après tout, Mesdames, continuait-il en souriant de côté? ne vous avons-nous pas reconnu une âme? vous savez qu'il est des philosophes qui ont balancé. Vous prétendriez à l'égalité? Mais c'est folie: la femme est notre propriété, nous ne sommes pas la sienne; car elle nous donne des enfans, et l'homme ne lui en donne pas. Elle est donc sa propriété comme l'arbre à fruit est celle du jardinier. Si l'homme fait une infidélité à sa femme, qu'il lui en fasse l'aveu, s'en repente, il n'en demeure plus de traces; la femme se fâche, pardonne, ou se raccommode, et encore y gagne-t-elle parfois. Il ne saurait en être ainsi de l'infidélité de la femme: elle aurait beau l'avouer, s'en repentir; qui garantit qu'il n'en demeurera rien? Le mal est irréparable;

» aussi ne doit-elle, ne peut-elle jamais
 » en convenir. Il n'y a donc, Mesdames,
 » et vous devez l'avouer, que le manque
 » de jugement, les idées communes et
 » le défaut d'éducation qui puissent por-
 » ter une femme à se croire en tout l'égal
 » de son mari : du reste, rien de désho-
 » norant dans la différence; chacun a ses
 » propriétés et ses obligations : vos pro-
 » priétés, Mesdames, sont la beauté, les
 » grâces, la séduction; vos obligations,
 » la dépendance et la soumission, etc. »

Après le dîner, l'Empereur a envoyé
 mon fils chercher les Mémoires du che-
 valier de Grammont et un volume du
 Théâtre de Voltaire. Se créant, disait-
 il, la tâche d'atteindre onze heures,
 il a lu assez long-temps du premier ou-
 vrage, observant combien peu de chose
 peut amuser quand on y répand du vé-
 ritable esprit. Quant à Voltaire, il a
 parcouru Mahomet, Sémiramis et autres,
 en faisant ressortir les vices, et con-
 cluant, comme de coutume, que Vol-
 taire n'a connu ni les choses, ni les
 hommes, ni les grandes passions.

Mardi 4.

Reprise des Mémoires de l'Empereur, etc.

L'Empereur m'a fait appeler vers les
 quatre heures, pour aller en calèche.
 Il m'a dit qu'il venait enfin de dicter de
 nouveau, et que cela n'était pas sans
 quelque mérite; qu'il avait été toute la
 matinée d'une humeur détestable; qu'il
 avait d'abord essayé de sortir vers une
 heure, mais qu'il était rentré bientôt,
 absorbé par le dégoût et l'ennui, et
 que, ne sachant que faire, il lui était
 venu dans l'idée de se remettre à dicter.

Il y avait long-temps que l'Empereur
 avait interrompu le travail régulier de
 ses Mémoires. Ma campagne d'Italie
 était finie depuis plusieurs mois; celle
 d'Égypte de Bertrand l'était aussi; le
 général Gourgaud avait été fort malade;
 tout cela avait amené des lacunes qui
 avaient créé le dégoût. L'Empereur en
 était demeuré là, et ne se sentait pas
 le courage de s'y remettre. J'ai profité
 de ce qu'il venait de dire pour observer
 que ses dictées étaient pour lui le grand,
 le seul moyen de tromper son ennemi,
 d'user le temps et pour nous l'insti-
 mable avantage d'acquérir de véritables

trésors chers à l'honneur, à la gloire de la France. Qu'il était d'une importance réelle qu'il continuât son Histoire. Chacun de nous, assurais-je, donnerait volontiers son sang pour l'obtenir; il le devait à sa mémoire, à sa famille, à nous. Où son fils trouverait-il sa véritable Histoire? Qui pourrait la lui tracer dignement? Sans ces documens précieux, que de choses finiraient avec Napoléon! Nous qui l'entourions jadis, que savions-nous alors! que n'avons-nous pas appris ici? etc. L'Empereur a répondu qu'il allait s'y remettre, et il a posé la question sur le plan à suivre: serait-ce une Histoire? seraient-ce des Annales? Il l'a discuté long-temps sans pouvoir rien arrêter.

A diner, il a dit: «J'ai été fort grondé aujourd'hui sur ma paresse; je viens donc me remettre au travail, attaquer plusieurs points à la fois, chacun aura son lot. Hérodote n'a-t-il pas, je crois, donné le nom des Muses à ses livres. a-t-il dit en me regardant? Eh bien! je veux que chacun des miens porte un des vôtres. Il n'y aura pas jusqu'au petit Emmanuel qui n'ait le sien. Je vais entamer le consulat avec Mon-

» tholon. Gourgaud aura quelque autre » époque ou des batailles détachées, et » le petit Emmanuel préparera les pièces » et les matériaux de l'époque du couronnement.»

Mercredi 5.

Ecole militaire. — Plan d'éducation ordonné par l'Empereur. — Ses intentions pour les vieux militaires. — Changemens opérés dans les habitudes de la capitale.

L'Empereur est sorti vers les quatre heures: il ne se portait pas bien du tout; il avait pris un bain de trois heures. La température était pourtant délicieuse; c'était une belle soirée d'Europe. Nous avons été joindre la calèche tout en nous promenant, et avons fait notre tour accoutumé. La conversation a été sur l'ancienne Ecole militaire de Paris, le luxe qu'on y employait à notre égard, la sévérité au contraire que l'Empereur avait établie dans les siennes.

A l'Ecole militaire de Paris, nous étions nourris, servis magnifiquement, traités en toutes choses comme des officiers jouissant d'une grande aisance, plus grande certainement que celle de la plupart de nos familles, et fort au-

dessus de celle dont beaucoup de nous devons jouir un jour. L'Empereur, dans ses Ecoles militaires, avait voulu, disait-il, éviter ce travers; il avait voulu surtout que ses jeunes officiers, qui devaient commander un jour des soldats, eussent commencé par être eux-mêmes de vrais soldats, eussent pratiqué eux-mêmes tous les détails techniques, ce qui est d'un avantage immense, disait-il, dans le reste de la vie, pour pouvoir les suivre et les faire observer dans ceux que l'on doit faire obéir. Ainsi, à Saint-Germain, les jeunes gens pensaient eux-mêmes leurs chevaux, apprenaient à les ferrer, etc., etc., etc. A Saint-Cyr, on pratiquait de même tous les détails correspondans de l'infanterie: on y était vraiment à la chambrée, on y mangeait à la gamelle, etc.; le tout, sans que le reste des instructions analogues à la condition future des jeunes gens en souffrit aucunement; en un mot, ils ne sortaient qu'ayant réellement gagné leur grade d'officier, et capables de commander et de faire aller des soldats.

» Aussi, disait l'Empereur, si les jeunes gens qui se présentèrent dans les corps à l'origine de cette institution, y su-

» rent reçus d'abord avec une grande jalousie, du moins fut-on obligé de rendre pleine justice à leur tenue et leur capacité. »

On voit le même esprit présider aux institutions d'Écouen, de Saint-Denis, et autres établissemens que la bienfaisante sollicitude de Napoléon créa pour les filles des membres de la Légion d'honneur. Des réglemens dressés par lui-même ordonnaient de n'y employer que ce qui aurait été confectionné dans la maison et par les mains mêmes des élèves. Ces réglemens bannissaient toute espèce de luxe, la coquetterie, le théâtre, et devaient n'avoir d'autre but, disait l'Empereur, que d'en faire de bonnes ménagères et d'honnêtes femmes.

Napoléon, auquel la voix publique donnait au temps de sa puissance un caractère si dur et un cœur si froid, est pourtant bien certainement le souverain qui a mis le plus de véritables sentimens en action; c'est que, par une tournure d'esprit qui lui était particulière, il évitait toutes démonstrations de sensibilité avec autant de soin que d'autres en mettent à les prodiguer.

Il avait adopté tous les enfans de

militaires tués à Austerlitz ; et, pour lui, un tel acte ne se bornait pas à une pure formalité : il les eût dotés.

Je tiens de la bouche d'un jeune homme, qui me l'a raconté depuis mon retour en Europe, et encore avec les larmes de la reconnaissance, qu'ayant été assez heureux, sortant à peine de l'enfance, pour donner une preuve de dévouement qui avait été remarquée, l'Empereur lui demanda qu'elle carrière il voulait suivre ; et, sans attendre sa réponse, en désigna une lui-même. A quoi le jeune homme ayant fait observer que la fortune de son père ne lui permettrait pas : « Que vous importe, reprit vivement Napoléon, ne suis-je pas aussi votre père ? » Ceux qui l'ont connu dans son intérieur, ou ont vécu près de sa personne, peuvent citer mille traits de la sorte.

Il avait beaucoup fait pour les militaires et les vétérans ; et il se proposait encore bien davantage : c'était chaque jour quelques pensées nouvelles.

Il nous fut présenté au Conseil d'État un projet de décret pour qu'à l'avenir les places dans les douanes, les perceptions, les droits réunis, etc., etc., etc.,

fussent données à des militaires blessés ou à des vétérans susceptibles de les exercer, à partir du simple soldat jusqu'aux rangs supérieurs. Et comme ce projet était reçu avec froideur, l'Empereur, adressant son adage ordinaire à l'un des opposans, le somma d'aborder franchement la question, et de dire toute sa pensée. — « Eh bien ! Sire, dit M. Malouet, c'est que je crains que les citoyens ne se trouvent heurtés de se voir préférer les militaires. — Monsieur, répartit vivement l'Empereur, vous séparez là ce qui ne l'est pas ; les citoyens et les soldats aujourd'hui ne font qu'un. Dans la crise où nous nous trouvons, la conscription atteint tout le monde ; la carrière militaire n'est plus une affaire de goût, elle est une affaire de force. La plupart de ceux qui s'y trouvent ont perdu leur état contre leur gré : il est donc juste de leur en tenir compte. — Mais, observa encore l'opposant, c'est qu'on pourrait croire, par la rédaction du projet, que Votre Majesté ne veut désormais donner la plus grande partie de ces places qu'aux militaires. — Mais c'est bien aussi mon intention, Monsieur,

» dit l'Empereur ; il ne s'agit que de savoir si j'en ai le droit, et si je blesse la justice. Or, la constitution me donne la nomination à tous ces emplois, et il me semble qu'il est de toute justice que ce soit ceux qui ont le plus souffert qui aient le plus de droits aux indemnités. » Puis, haussant la voix : « Messieurs, la guerre n'est point un métier de roses ; vous ne la connaissez ici, sur vos bancs, que d'après la lecture des bulletins ou le récit de nos triomphes. Vous ne connaissez pas nos bivouacs, nos marches forcées, nos privations de tous genres, nos souffrances de toutes espèces. Moi, je les connais, parce que je les vois et que parfois je les partage. »

Quoi qu'il en soit, ce projet de décret, après plusieurs rédactions, finit par disparaître comme beaucoup d'autres, et les intentions de l'Empereur ne furent même pas connues du public, que je sache, bien qu'il eût semblé mettre un vif intérêt à le voir adopté, et qu'il en eût poursuivi la défense dans les plus petits détails.

« Mais, Sire, lui avait-on objecté dans le principe, Votre Majesté donnerait-elle de ces places à un militaire

» qui ne saurait point lire ? — Pourquoi pas ? — Mais comment pourrait-il remplir sa place, tenir ses registres ? — Eh bien ! Monsieur, il appellerait son voisin, il ferait venir de ses parens, et le bienfait intentionné pour un, se répandrait sur plusieurs. D'ailleurs, je ne tiens pas à votre objection, nous n'avons qu'à prescrire la condition qu'il sera capable de la remplir, etc. »

A la nuit, l'Empereur m'a fait appeler dans sa chambre ; il y était seul avec un peu de feu et dans l'ombre ; les lumières étaient dans la chambre voisine : cette obscurité plaisait, disait-il, à sa mélancolie. Il était triste et silencieux.

Après le dîner, il a repris la lecture du Chevalier de Grammont, qu'il n'a pu continuer.

On s'est mis alors à analyser les moyens qui faisaient passer le temps à Paris. On a parlé des habitudes de la société ancienne et moderne. L'Empereur répétait avoir beaucoup médité sur les moyens de recréer la société. Il avait eu des cercles à la Cour, des spectacles, des voyages à Fontainebleau. Cela gênait, disait-il, les gens de la Cour, et n'influaient pas sur les cercles de la capi-

tale. Il n'y avait point encore assez de cohésion dans toutes ces parties hétérogènes pour qu'elles pussent réagir convenablement les unes sur les autres; cependant cela fût venu avec le temps, assurait-il. On lui faisait remarquer qu'il avait beaucoup contribué à raccourcir les soirées de la capitale. Tout ce qui tenait au gouvernement travaillait beaucoup, et devant se lever de grand matin, était obligé de se coucher de fort bonne heure.

« Ce fut, du reste, un grand étonnement pour Paris, disait l'Empereur, une véritable révolution dans les mœurs, presque une sédition dans la société, lorsque le Premier Consul voulut qu'on quittât les bottes pour venir en société, qu'on se mit en bas, et qu'on soignât tant soit peu sa toilette. »

L'Empereur revenait beaucoup sur ce qui formait le bon ton et les manières agréables des sociétés de sa jeunesse. Il s'est arrêté surtout à définir ce qui rendait alors les intimités agréables: la teinte légère de flatterie réciproque ou du moins l'opposition fine et délicate, etc., etc.

Jouli 6.

Résistance à la médecine. — Gil Blas. — Général Bizanet. — Beaux faits d'armes français. — Réflexions, etc.

Je n'ai vu l'Empereur qu'à six heures; il était demeuré dans sa chambre, souffrant, et n'avait encore rien mangé de la journée. Il se trouvait du malaise, disait-il, et s'amusait en ce moment à parcourir des gravures sur la ville de Londres, que le docteur lui avait prêtées. Celui-ci avait eu l'honneur de le voir dans la journée, et l'avait beaucoup fait rire. « Apprenant que je n'étais pas bien, disait l'Empereur, il avait prétendu se saisir de moi comme de sa proie, en me conseillant aussitôt une médecine, à moi, qui ne me rappelle point d'en avoir jamais pris dans ma vie. »

Il était déjà plus de sept heures; l'Empereur a dit que celui qui se sentait faim n'était pas bien malade, Il a demandé à manger, on lui a apporté un poulet, qu'il a trouvé excellent: cela l'a remis; il est devenu causant,

et a passé en revue divers romans français. La lecture de Gil Blas avait rempli la plus grande partie de sa journée. Il était plein d'esprit, disait-il, mais il aurait mérité les galères, lui et tous les siens. De là il s'est mis à parcourir un recueil chronologique, et s'est arrêté sur la belle affaire de Bergop-zoom par le général *Bizanet*,

» Que de belles actions pourtant, disait l'Empereur, ont été se perdre dans la confusion de nos désastres, ou même dans la multiplicité de celles que nous avons produites. Celle de Bergop-zoom est du nombre : la garnison naturelle de cette place était de huit à dix mille hommes peut-être, et pourtant elle ne comptait en cet instant pas plus de deux mille sept cents combattans. Un général anglais, à la faveur de la nuit, et d'intelligence avec les habitans, s'y introduit avec quatre mille huit cents hommes d'élite. Ils sont dans la place, la population est pour eux ; mais rien ne saurait triompher de la valeur française ! on se bat en désespérés dans les rues, et la presque totalité de la troupe anglaise est tuée

» ou demeure prisonnière. Certes, concluaient l'Empereur, voilà un acte de braves ! le général *Bizanet* est un brave ! »

Il est sûr que dans nos derniers momens, comme le disait l'Empereur, une foule de hauts faits, de traits historiques, ont été se perdre dans la confusion de nos désastres et le gouffre de nos malheurs.

C'est l'extraordinaire et singulière défense d'Huningue par l'intrepide *Barbanègre*.

C'est la belle résistance du général *Teste* à Namur, où, dans une ville ouverte, avec une poignée de braves, il arrête court l'élan des Prussiens, et favorise la rentrée de Grouchi sans être entamé.

C'est l'expédition brillante du brave *Excelmans*, dans Versailles, qui eût pu avoir des suites si importantes, si elle eût été soutenue, ainsi que cela avait été décidé ; et enfin un grand nombre d'autres.

Toutefois ces beaux traits, dans ces momens décisifs, ont honoré les rangs de l'armée beaucoup plus que ses principaux chefs. On eût aimé, dans cette crise fatale, au milieu de l'effroyable

catastrophe, à retrouver dans nos premiers généraux, de ces efforts d'audace, de ces actes éclatans qui signalèrent le commencement de nos triomphes, et que la gestion de Napoléon avait rendu presque une habitude parmi nous; quelqu'en eût été le résultat, le lustre national y eût trouvé quelque soulagement, et la patrie s'arrêterait avec complaisance sur des convulsions héroïques de son agonie. Nous ne devons pas finir par des actes ordinaires.

A cette époque de douleur, nous nous trouvions avoir plus de troupes au dehors qu'au dedans : Dresde comptait une véritable armée; une seconde était dans Hambourg; une troisième dans Dantzick; de nombreuses garnisons intermédiaires en eussent composé une quatrième, tant elles renfermaient de nos soldats. Tous les efforts de l'ennemi ne tendaient qu'à séparer ces braves de la France, et à y prévenir leur retour. Que n'est-il venu au cœur et à la pensée de quelque chef du dehors de profiter de ces circonstances pour dégager le sol sacré, en attaquant audacieusement lui-même celui de l'ennemi, et le forçant par-là de revenir

sur lui. La réunion en masse de la plupart de ces corps eût-elle donc été impossible?

L'agglomération de Dresde, Torgau, Magdebourg, Hambourg, n'eût-elle pas produit une armée formidable sur les derrières de l'ennemi, capable de l'enfoncer ou de le compromettre? n'eût-elle pas pu enlever Berlin, dégager les garnisons de l'Oder, secourir Dantzick et insurger la Pologne si bien disposée; ou bien enfin, tout autre chose d'audacieux, de brillant, d'inattendu, en un mot, de digne de nous?

Et que fallait-il donc pour changer nos destinées? Avant l'entrée des alliés en France, le plus léger épisode eût suffi pour faire conclure raisonnablement à Francfort; et même, encore plus tard, et l'ennemi déjà sur notre territoire, la plus petite inquiétude sur ses derrières, aux époques héroïques de Champaubert, de Montmirail, de Vauchamp, de Craon, de Montereau, n'eût-elle pas décidé la retraite précipitée des alliés, notre triomphe, peut-être leur destruction? Que si le général qui eût osé se dévouer ainsi eût succombé, ce n'eût pas été pire pour nous qui avons

péri; mais pour lui, avec nos mœurs nationales, il devenait un héros et se rendait immortel.

Au lieu de cela, près de cent mille hommes furent perdus pour la France, en accomplissant *routinement* leurs destinées, ce à quoi nous n'étions plus faits depuis long-temps. Mais peut-être parlé-je ici trop légèrement et sans connaissance de cause; peut-être me répondrait-on victorieusement par des localités, des obstacles qui me sont inconnus; la santé des troupes, le dénuement de toutes choses; la non-réception des ordres (car l'Empereur essaya d'en donner à cet égard et dans ce sens), la crainte de déranger le plan principal, celle de se charger d'une trop haute responsabilité, etc., etc.

Mais ne serait-ce pas bien plus encore parce que le véritable foyer de ces hautes conceptions et de leurs héroïques accomplissemens ne résidait qu'en Napoléon, et que là où il n'était plus, ainsi qu'on l'a pu remarquer souvent, les choses redevaient abandonnées à leur marche ordinaire?

Quoi qu'il en soit, quelque chose de la sorte fut pourtant suggéré, au mo-

ment de la capitulation de Dantzick, au général en chef commandat l'armée de cette place. L'idée vint d'un officier bien inférieur, il est vrai, mais dont la témérité, l'audace et les succès lui devenaient peut-être quelques titres pour émettre une telle opinion: c'était le *capitaine de Chambure*, le chef de cette célèbre compagnie franche qui se couvrit de gloire durant le siège. Elle avait été composée, pour le service même du siège, de cent hommes d'élite tirés des plus notoirement intrépides de tous les corps de l'armée; elle justifia, surpassa même tout ce qu'on en attendait: les assiégeans, terrifiés par ses coups, l'honorèrent de l'épithète d'*infernale*. On la vit débarquer la nuit sur les derrières de l'armée russe, égorger ses sentinelles, enclouer les canons, brûler les magasins, détruire les parcs, mettre en péril la personne des généraux même, et regagner la place en traversant le camp ennemi, marchant sur le ventre de tous ceux qui s'opposaient à son passage. Ces faits et beaucoup d'autres sont consacrés dans les ordres du jour de cette armée.

Assurément, dans les temps ordinaires

qui nous ont devancés, il n'est pas un de ces actes qui n'eût suffi pour immortaliser chacun de ceux qui y avaient pris part. Et même parmi les prodiges de nos jours, ils méritaient encore d'être distingués. Napoléon, à son retour de l'île d'Elbe, voulut voir le brave Chambure, qui avait été criblé de blessures; il lui fut amené par le ministre de la guerre, il se trouva dès lors désigné pour commander un corps de partisans sur la frontière orientale de la France: il s'y montra digne de lui-même. Deux officiers anglais tombèrent entre ses mains au cœur même de la France, et au moment de la violente exaspération que causaient nos nouveaux revers; de Chambure les sauva de la fureur des siens; leurs équipages, leurs effets furent même respectés. Le croira-t-on? à peu de temps de là, cet officier, dont le courage, la loyauté, la délicatesse surtout, eussent mérité une couronne, fut condamné par un tribunal français, aux galères à perpétuité, à la marque et au carcan, pour avoir détrossé, était-il dit, sur le grand chemin deux officiers ennemis! Telle était la justice des partis! Quelles monstrueuses aberrations

ne peuvent pas exercer les troubles civils sur le jugement et la conscience!

Le colonel Chambure n'eut plus qu'à se dérober par une prompte expatriation; vainement chercha-t-il à faire connaître de loin la vérité; vainement les deux officiers anglais eux-mêmes donnèrent-ils la plus grande publicité à leurs témoignages, à leurs reconnaissances; ce ne fut qu'après bien du temps écoulé, et dans un moment de bonace politique, qu'il lui devint possible d'en appeler de nouveau devant les tribunaux, en venant leur livrer sa personne; et ils déclarèrent cette fois qu'il n'y avait pas même lieu à inculpation: certes voilà un des traits caractéristiques du temps.

Vendredi 7. — Samedi 8.

Romans de l'Empereur. — Napoléon peu connu de sa maison même. — Ses idées religieuses.

Dans une longue conversation privée du matin, l'Empereur aujourd'hui revenait sur toutes les horreurs de notre situation présente, et épuisait les chances d'un meilleur avenir.

À la suite de tous ces objets, que je ne puis rendre ici, s'abandonnant à son

imagination, il disait qu'il n'y avait plus pour lui de séjour que l'Angleterre et l'Amérique. Celui de son inclination, disait-il, serait l'Amérique, parce qu'il y serait vraiment libre, et qu'il n'aspirait plus qu'à l'indépendance et au repos; et il faisait alors son roman. Il se voyait près de son frère Joseph, entouré d'une petite France, etc., etc.

Toutefois la politique, observait-il, pouvait décider pour l'Angleterre. Il devait demeurer peut-être l'esclave des événemens. Il se devait, après tout, à un peuple qui avait fait plus pour lui qu'il ne lui avait rendu lui-même à son tour, etc. Et alors il faisait encore son roman, etc., etc.

De là, la conversation allant toujours, l'Empereur ne revenait pas de s'être convaincu que beaucoup de ceux qui l'entouraient et qui formaient sa Cour croyaient la plupart des absurdités et des balivernes qui avaient été débitées sur son compte, et allaient jusqu'à douter de la fausseté des horreurs dont on souillait son caractère. Qu'ainsi, nous le croyions cuirassé au milieu de nous, soumis aux pressentimens et au fatalisme, sujet à des accès de rage ou d'épilepsie ;

ayant étranglé Pichegru, fait couper le cou à un petit capitaine anglais, etc..... Et sa sortie contre nous était en quelque sorte méritée; nous étions obligés d'en convenir; seulement nous avions à répondre que bien des circonstances se réunissaient pour que le gros de son entourage d'alors demeurât encore le vulgaire. Nous apercevions souvent sa personne, disais-je; mais nous n'avions jamais aucune communication avec lui: tout demeurait mystère pour nous. Aucune voix ne s'élevait pour réfuter, tandis qu'il en était une foule dans l'ombre, et quelques-unes des plus rapprochées de lui, qui, par travers d'esprit ou mauvaise intention, ne semblaient occupées qu'à insinuer sans cesse. Quant à moi, je confessais de bonne foi n'avoir eu d'idée certaine de son caractère qu'ici; bien que j'eusse à me féliciter de l'avoir réellement en partie deviné. « Et pourtant, observait-il à cela, vous m'avez vu » et entendu souvent au Conseil d'Etat. »

Le soir, après le dîner, la conversation tomba sur la religion. L'Empereur s'y est arrêté long-temps. Je vais en transcrire ici avec soin le résumé, comme tout à fait caractéristique sur un point

qui a dû exercer sans doute souvent la curiosité de plusieurs.

L'Empereur, après un mouvement très-vif et très-chaud, a dit : « Tout » proclame l'existence d'un Dieu, c'est » indubitable; mais toutes nos religions » sont évidemment les enfans des hommes. Pourquoi y en avait-il tant? pourquoi la nôtre n'avait-elle pas toujours » existé? pourquoi était-elle exclusive? » que devenaient les hommes vertueux » qui nous avaient devancés? pourquoi » ces religions se décriaient-elles, se » combattaient-elles, s'exterminaient-elles? pourquoi cela avait-il été de tous » les temps, de tous les lieux? C'est que » les hommes sont toujours les hommes, » c'est que les prêtres ont toujours glissé » partout la fraude et le mensonge. Toutefois, disait l'Empereur, dès que j'ai » eu le pouvoir, je me suis empressé de » rétablir la religion. Je m'en servais » comme de base et de racine. Elle était » à mes yeux l'appui de la bonne morale, » des vrais principes, des bonnes mœurs. » Et puis, l'inquiétude de l'homme est » telle, qu'il lui faut ce vague et ce merveilleux qu'elle lui présente. Il vaut » mieux qu'il le prenne là que d'aller le

» chercher chez Cagliostro, chez M^{lle} Le- » normand, chez toutes les diseuses de » bonne aventure et les fripons. » Quel- » qu'un ayant osé lui dire qu'il pourrait se faire qu'il finit par être dévôt, l'Empereur a répondu avec l'air de la conviction, qu'il craignait que non, et qu'il le prononçait à regret; car c'était sans doute une grande consolation; que toutefois son incrédulité ne venait ni de travers, ni de libertinage d'esprit; mais seulement de la force de sa raison. » Cependant, ajoutait-il, l'homme ne doit » jurer de rien sur tout ce qui concerne » ses derniers instans. En ce moment, » sans doute, je crois bien que je mourrai sans confesseur; et néanmoins voilà » un tel, montrant l'un de nous, qui me » confessa peut-être. Je suis bien loin » d'être athée, assurément; mais je ne » puis croire tout ce que l'on m'enseigne » en dépit de ma raison, sous peine » d'être faux et hypocrite.

» Sous l'empire, et surtout après le » mariage de Marie-Louise, on fit tout » au monde pour me porter, à la manière de nos rois, à aller en grande » pompe communier à Notre-Dame; je m'y refusai tout à fait: je n'y croyais

» pas assez, disais-je, pour que ce pût
 » m'être bénéficiel, et je croyais trop
 » encore pour m'exposer froidement à
 » un sacrilège. » A cela, comme on citait
 » quelqu'un qui s'était vanté en quelque
 » sorte de n'avoir pas fait sa première
 » communion : « C'est fort mal à lui, a
 » repris l'Empereur : il a manqué là à
 » son éducation, où l'on s'est rendu
 » coupable vis-à-vis d'elle. » Puis conti-
 » nuant son sujet : « Dire d'où je viens,
 » ce que je suis, où je vais, est au-dessus
 » de mes idées, et pourtant tout cela
 » est. Je suis la montre qui existe et qui
 » ne se connaît pas. Toutefois, le senti-
 » ment religieux est si consolant, que
 » c'est un bienfait du Ciel que de le pos-
 » séder. De quelle ressource ne nous
 » serait-il pas ici? quelle puissance pour-
 » raient avoir sur moi les hommes et les
 » choses, si prenant en vue de Dieu mes
 » revers et mes peines, j'en attendais le
 » bonheur futur pour récompense!....
 » A quoi n'aurais-je pas droit, moi qui
 » ai traversé une carrière aussi extraor-
 » dinaire, aussi orageuse, sans commet-
 » tre un seul crime; et j'ai pu tant en
 » commettre! Je puis paraître devant ce
 » tribunal de Dieu, je puis attendre son

» jugement sans crainte. Il n'entreverra
 » jamais au-dedans de moi l'idée de l'as-
 » sassinat, de l'empoisonnement, de la
 » mort injuste ou préméditée, si com-
 » mune dans les carrières qui ressemblent
 » à la mienne. Je n'ai voulu que la gloire,
 » la force, le lustre de la France; toutes
 » mes facultés, tous mes efforts, tous
 » mes momens étaient là. Ce ne saurait
 » être un crime, j'en ai vu là que des ver-
 » tus! Quelle serait donc ma jouissance,
 » si le charme d'un avenir futur se pré-
 » sentait à moi pour couronner la fin de
 » ma vie, etc., etc.

. Plus loin, il disait : « Mais
 » comment pouvoir être convaincu par
 » la bouche absurde, par les actes ini-
 » ques de la plupart de ceux qui nous
 » prêchent. Je suis entouré de prêtres
 » qui me répètent sans cesse que leur
 » règne n'est pas de ce monde, et ils se
 » saisissent de tout ce qu'ils peuvent. Le
 » Pape est le chef de cette religion du
 » Ciel, et il ne s'occupe que de la terre.
 » Que de choses celui d'aujourd'hui,
 » qui assurément est un brave et saint
 » homme, m'offrirait pour retourner à
 » Rome! La discipline de l'Eglise, l'ins-
 » titution des évêques ne lui étaient plus

» rien, s'il pouvait à ce prix redevenir
 » prince temporel. Aujourd'hui même,
 » il est l'ami de tous les protestans, qui
 » lui accordent tout parce qu'ils ne le
 » craignent pas. Il n'est l'ennemi que de
 » l'Autriche catholique, parce que celle-
 » ci serre de près son territoire, etc.

» Nul doute, du reste, ob-
 » servait-il encore, que mon espèce d'in-
 » crédulité ne fût, en ma qualité d'Em-
 » pereur, un bienfait pour les peuples;
 » et autrement, comment aurais-je pu
 » exercer une véritable tolérance; com-
 » ment aurais-je pu favoriser avec égalité
 » des sectes aussi contraires, si j'avais
 » été dominé par une seule? Comment
 » aurais-je conservé l'indépendance de
 » ma pensée et de mes mouvemens, sous
 » la suggestion d'un confesseur qui m'eût
 » gouverné par les craintes de l'enfer?
 » Quel empire un méchant, le plus stu-
 » pide des hommes, ne peut-il pas, à ce
 » titre, exercer sur ceux qui gouvernent
 » les nations? N'est-ce pas alors le mou-
 » cheur de chandelles qui, dans les cou-
 » lisses, peut faire mouvoir à son gré
 » l'Hercule de l'Opéra? Qui doute que
 » les dernières années de Louis XIV
 » n'eussent été bien différentes avec un

» autre confesseur? J'étais tellement pé-
 » nétré de ces vérités, que je me pro-
 » mettais bien de faire en sorte, autant
 » qu'il eût été en moi, d'élever mon fils
 » dans la même ligne religieuse où je
 » me trouvois, etc., etc. »

L'Empereur a terminé cette conver-
 sation en envoyant mon fils chercher
 l'Evangile, et le prenant au commence-
 ment, il ne s'est arrêté qu'après le dis-
 cours de Jésus sur la montagne. Il se
 disait ravi, extasié de la pureté, du su-
 blime et de la beauté d'une telle morale,
 et nous tous l'étions de même.

Dimanche 9.

Portrait des Directeurs. — Anecdotes. — Dix-
 huit Fructidor.

L'Empereur a beaucoup parlé de la
 création du Directoire; il l'avait installé,
 se trouvant alors commandant en chef
 de l'armée de l'intérieur. Cela l'a con-
 duit à passer en revue les cinq Direc-
 teurs dont il a donné les portraits et le
 caractère. Il a peint leurs ridicules et
 leurs fautes, ce qui a conduit aux évé-
 nemens de Fructidor, et a fourni un
 grand nombre de choses fort curieuses.
 Voici ce que j'en ai recueilli, partie de

ses conversations perdues, partie de ses dictées sur les campagnes d'Italie.

« *Barras*, disait l'Empereur, d'une des bonnes familles de Provence, était officier au régiment de l'Île-de-France; à la révolution, il fut nommé député à la Convention nationale par le département du Var. Il n'avait aucun talent pour la tribune, et nulle habitude de travail. Après le trente et un mai, il fut nommé avec Fréron, commissaire à l'armée d'Italie et en Provence, alors foyer de la guerre civile. De retour à Paris, il se jeta dans le parti thermidorien; menacé par Robespierre, ainsi que Tallien et tout le reste du parti de Danton, ils se réunirent, et firent la journée du neuf Thermidor. Au moment de la crise, la Convention le nomma pour marcher contre la commune, qui s'était insurgée en faveur de Robespierre; il réussit.

« Cet événement lui donna une grande célébrité. Tous les thermidoriens, après la chute de Robespierre, devinrent les hommes de la France.

« Le douze Vendémiaire, au moment de la crise, on imagina, pour se défaire subitement des trois commissaires près

» de l'armée de l'intérieur, de réunir dans sa personne les pouvoirs de commissaire et ceux de commandant de cette armée. Mais les circonstances étaient trop graves pour lui; elles étaient au-dessus de ses forces: *Barras* n'avait pas fait la guerre, il avait quitté le service n'étant que capitaine; il n'avait d'ailleurs aucune connaissance militaire.

« Les événemens de Thermidor et de Vendémiaire le portèrent au Directoire; il n'avait point les qualités nécessaires pour cette place; il fit mieux que ceux qui le connaissaient n'attendaient de lui.

« Il donna de l'éclat à sa maison; il avait un train de chasse, et faisait une dépense considérable. Quand il sortit du Directoire, au dix-huit Brumaire, il lui restait encore une grande fortune; il ne la dissimulait pas. Cette fortune n'était pas, il s'en faut, de nature à avoir influé sur le dérangement des finances; mais la manière dont il l'avait acquise, en favorisant les fournisseurs, altéra la morale publique.

« *Barras* était d'une haute stature; il parla quelquefois dans des momens d'orage, et sa voix couvrait alors la

» salle. Ses facultés morales ne lui per-
 » mettaient pas d'aller au-delà de quel-
 » ques phrases. La passion avec laquelle
 » il parlait, l'aurait fait prendre pour un
 » homme de résolution. Il ne l'était point;
 » il n'avait aucune opinion faite sur aucune
 » partie de l'administration publique.

» En Fructidor, il forma, avec Rewbell
 » et La Réveillère Lepaux, la majorité
 » contre Carnot et Barthélemy; après
 » cette journée, il fut en apparence
 » l'homme le plus considérable du Direc-
 » toire; mais, en réalité, c'était Rewbell
 » qui avait la véritable influence des af-
 » faires. Barras soutint constamment en
 » public le rôle d'un ami chaud de Napo-
 » léon. Lors du trente Prairial, il eut l'a-
 » dresse de se concilier le parti dominant
 » dans l'assemblée, et ne partagea pas la
 » disgrâce de ses collègues.

» *La Réveillère Lepaux*, natif d'Angers,
 » était de la très-petite bourgeoisie, petit,
 » bossu, de l'extérieur le plus désagréa-
 » ble qu'on puisse imaginer: c'était un
 » véritable Esope. Il écrivait passable-
 » ment; son esprit était de peu d'étendue,
 » il n'avait ni l'habitude des affaires, ni la
 » connaissance des hommes. Il fut alter-
 » nativement dominé, selon les temps,

» par Carnot et Rewbell. Le Jardin des
 » Plantes, et la *théophilantropie*, nouvelle
 » religion dont il avait la manie de vou-
 » loir être fondateur, faisaient toute son
 » occupation. Du reste, il était patriote
 » chaud et sincère, honnête homme,
 » citoyen probe et instruit; il entra pau-
 » vre au Directoire, et en sortit pauvre.
 » La nature ne lui avait accordé que les
 » qualités d'un magistrat subalterne.»

Napoléon, après son retour de l'armée
 d'Italie, se trouva, sans qu'il en pût de-
 viner la cause, l'objet tout particulier
 du soin, de l'attention et des cajoleries
 du Directeur La Réveillère, qui un jour
 lui offrit un dîner, *strictement* en famille,
 « et cela, disait-il, pour être plus en-
 » semble. » Le jeune général l'accepta;
 et, en effet, il ne s'y trouvait que la
 femme et la fille du Directeur; et tous
 les trois, par parenthèse, disait l'Empe-
 reur, étaient trois chefs-d'œuvre de lai-
 deur. Après le dessert, les deux femmes
 se retirèrent, et la conversation devint
 sérieuse. La Réveillère s'étendit lon-
 guement sur les inconvéniens de notre
 religion, la nécessité néanmoins d'en
 avoir une, et vanta en grand détail les
 avantages de celle qu'il prétendait ins-

tituer; *la Théophilantropie*. « Je com-
 » mençais à trouver, disait l'Empereur, la
 » conversation longue et un peu lourde,
 » quand tout à coup se frottant les mains
 » avec satisfaction et d'un air malin : De
 » quel prix serait pourtant une acquisi-
 » tion comme la vôtre? de quelle utilité,
 » de quel poids ne serait pas votre nom?
 » et comme cela serait glorieux pour
 » vous? Allons, qu'en pensez-vous? Le
 » jeune général était loin de s'attendre à
 » une pareille proposition; toutefois il
 » répondit avec humilité qu'il ne se sen-
 » tait pas digne d'un tel honneur; et puis,
 » que dans les routes obscures, il avait
 » pour principe de suivre ceux qui le
 » devançaient; qu'ainsi il était résolu de
 » faire là-dessus comme avaient fait son
 » père et sa mère. Une réponse si posi-
 » tive fit bien voir au grand-prêtre qu'il
 » n'y avait rien à faire, et il en demeura là;
 » mais aussi, depuis, plus de petits soins
 » ni de cajoleries pour le jeune général.
 » *Rexbell*, disait l'Empereur, natif
 » d'Alsace, était un des meilleurs avo-
 » cats de Colmar. Il avait de l'esprit,
 » esprit qui caractérise un bon prati-
 » cien; il influença presque toujours les
 » délibérations, prenait facilement des

» préjugés, croyait peu à la vertu,
 » était d'un patriotisme assez exalté.
 » C'est un problème que de savoir s'il
 » s'est enrichi au Directoire : il était
 » environné de fournisseurs, il est vrai;
 » mais, par la tournure de son esprit,
 » il serait possible qu'il se fût plu seu-
 » lement dans la conversation d'hommes
 » actifs et entreprenans, et qu'il eût
 » joui de leurs flatteries sans leur faire
 » payer les complaisances qu'il avait
 » pour eux. Il avait une haine particu-
 » lière contre le système germanique :
 » il a montré de l'énergie dans les assem-
 » blées, soit avant ou après sa magistra-
 » ture; il aimait à travailler et à agir; il
 » avait été membre de la Constituante
 » et de la Convention : celle-ci le nomma
 » commissaire à Mayence, où il montra
 » peu de caractère et nul talent militaire;
 » il contribua à la reddition de la place,
 » qui pouvait encore se défendre. Il avait,
 » comme les praticiens, un préjugé
 » d'état contre les militaires.

» *Carnot*, natif de Bourgogne, était
 » entré très-jeune dans le génie, et
 » soutint dans son corps le système de
 » Montalembert. Il passait pour un ori-
 » ginal parmi les camarades, et était

» déjà chevalier de Saint-Louis lors de
 » la révolution, qu'il embrassa chaude-
 » ment. Il fut nommé à la Convention,
 » et membre du Comité de salut public
 » avec Robespierre, Barrère, Couthon,
 » Saint-Juste, Billaud-Varenes, Collot-
 » d'Herbois, etc. Il montra une grande
 » exaltation contre les nobles, ce qui lui
 » occasionna plusieurs querelles avec
 » Robespierre, qui, sur les derniers
 » temps, en protégeait un grand nombre.

» Carnot était travailleur, sincère dans
 » tout, mais sans intrigues, et facile à
 » tromper. Il fut employé auprès de
 » Jourdan comme commissaire de la
 » Convention au déblocus de Maubeuge,
 » où il rendit des services; au Comité
 » de salut public, il dirigea les opérations
 » de la guerre, où il fut utile; du reste,
 » sans expérience ni habitude de la
 » guerre. Il montra toujours un grand
 » courage moral.

» Après Thermidor, lorsque la Con-
 » vention mit en arrestation tous les
 » membres du Comité de salut public
 » excepté lui, Carnot voulut partager
 » leur sort. Cette conduite fut d'autant
 » plus noble, que l'opinion publique
 » était violemment prononcée contre le

» Comité. Il fut nommé membre du Di-
 » rectoire après Vendémiaire; mais de-
 » puis le neuf Thermidor il avait l'âme
 » déchirée par les reproches de l'opinion
 » publique, qui attribuait au comité
 » tout le sang qui avait coulé sur les
 » échafauds. Il sentit le besoin d'acqué-
 » rir de l'estime, et en croyant diriger
 » lui-même, il se laissa entraîner par
 » des meneurs du parti de l'étranger.
 » Alors il fut porté aux nues; mais il ne
 » mérita pas les éloges des ennemis de
 » la patrie; il se trouva placé dans une
 » fausse position, et succomba en fruc-
 » tidor,

» Après le dix-huit Brumaire, Carnot
 » fut rappelé et mis au ministère de la
 » guerre par le Premier Consul; il eut
 » beaucoup de querelles avec le ministre
 » des finances et le directeur du trésor
 » Dufrenes, dans lesquelles il est juste
 » de dire qu'il avait toujours tort. Enfin
 » il quitta le ministère, persuadé qu'il
 » ne pourrait plus aller faute d'argent.

» Membre du Tribunat, il parla et
 » vota contre l'Empire; mais sa conduite
 » toujours droite ne donna point d'om-
 » brage à l'administration. Plus tard, il
 » fut fait inspecteur en chef aux revues,

» et reçut de l'Empereur une pension de
» retraite de vingt mille francs.

» Tant que les choses prospérèrent,
» l'Empereur n'en entendit point parler ;
» mais après la campagne de Russie, lors
» des malheurs de la France, Carnot
» demanda du service ; la ville d'Anvers
» lui fut confiée ; il s'y comporta bien.
» Au retour de 1815, l'Empereur, après
» quelque hésitation, le nomma ministre
» de l'intérieur, et il n'eut pas lieu de
» s'en plaindre : il le trouva fidèle, probe,
» travailleur, et toujours vrai. Nommé
» de la commission du gouvernement pro-
» visoire au mois de juin, et peu propre
» à cette fonction, il y fut joué.

» *Le Tourneur de la Manche* est né
» en Normandie ; il avait été officier dans
» le génie avant la révolution. On a peine
» à s'expliquer comment il fut nommé
» au Directoire ; ce ne peut être que par
» une de ces bizarreries attachées aux
» grandes assemblées. Il était de peu
» d'esprit, de peu d'instruction et d'un
» petit caractère. Il y avait à la Conven-
» tion cinq cents députés qui lui étaient
» préférables ; du reste il était probe et
» honnête homme : il sortit pauvre du
» Directoire. »

Le Tourneur se rendit la fable et la
risée de Paris. Il vint, dit-on, de son
département prendre possession au Di-
rectoire, dans un chariot, avec sa gou-
vernante, ses ustensiles de cuisine, sa
basse-cour. Les mauvais plaisans de la
capitale l'ajustèrent, et il fut aussitôt
noyé. On le faisait revenir du Jardin
des plantes, où il était accouru tout
d'abord, et raconter ce qu'il y avait
trouvé de rare ; et, comme on lui
demandait s'il y avait vu *Lacépède*, il
s'étonnait fort de l'avoir passée, assu-
rant qu'on ne lui avait montré que *la*
*Giraffe**.

» A peine le Directoire fut établi,
» qu'il se compromit à tous les yeux
» par de grands travers d'esprit, de
» mœurs et de combinaisons. Ce ne fu-
» rent que fautes et absurdités ; il se
» trouva discrédité, perdu, au moment
» même de son apparition. Les direc-
» teurs, étourdis de leur élévation, son-
» gèrent à se donner des manières, et

» On m'a assuré, depuis, qu'une partie de
ces quolibets étaient étrangers à Le Tourneur,
et ne devaient regarder que Letourneux, mi-
nistre vers ces temps-là.

» coururent après le bon ton. Pour
 » mieux y réussir, chacun des directeurs
 » se composa une petite Cour, où fut
 » accueillie la haute classe, jusque là
 » disgraciée et leur ennemie naturelle ;
 » tandis qu'on en repoussait la masse
 » des anciennes connaissances, celle des
 » camarades, comme trop vulgaire dé-
 » sormais. Tous ceux qui, dans la révo-
 » lution, avaient montré plus d'énergie
 » que les membres du Directoire, ou
 » avaient marché avec eux, leur devin-
 » rent importuns et furent aussitôt éloi-
 » gnés : le Directoire donna donc à rire
 » à l'un des deux partis, et s'aliéna
 » l'autre. Les cinq petites Cours exi-
 » geaient d'autant plus de servitude,
 » qu'elles étaient subalternes et ridi-
 » cules ; mais un grand nombre d'hom-
 » mes ne purent se résoudre à plier
 » devant des formes que ni les circon-
 » stances récentes, ni la nature du gou-
 » vernement, ni le prestige des gouver-
 » nans ne pouvaient faire admettre.

» Cependant tout ce que le Directoire
 » fit pour gagner les salons de Paris ne
 » lui réussit pas ; il n'acquies aucune
 » influence sur eux ; et le parti des
 » Bourbons gagna du terrain. Lorsque

» le Directoire s'en aperçut, il revint
 » brusquement en arrière ; mais alors il
 » ne trouva plus les républicains qu'il avait
 » aliénés. Ce furent donc des oscilla-
 » tions perpétuelles qui ressemblaient à
 » des caprices ; on naviguait sans direc-
 » tion, on n'avait aucun but, on n'était
 » pas un. On ne voulait ni terreur ni
 » royalisme ; mais on ne savait pas
 » prendre la route qui devait faire arriver.

» Le Directoire crut alors remédier à
 » ces incertitudes, et éviter ces perpé-
 » tuelles oscillations, en frappant à la
 » fois les deux partis extrêmes, qu'ils
 » l'eussent mérité ou non : s'il faisait
 » arrêter un royaliste qui avait conspiré
 » ou troublé la tranquillité publique,
 » il faisait au même instant arrêter un
 » républicain, n'eût-il rien fait. Ce sys-
 » tème s'appela *la bascule politique*.
 » L'injustice, la fausseté de ce système
 » discrédita le gouvernement ; toutes les
 » âmes se resserrèrent ; ce fut un gou-
 » vernement de plomb. Tous les senti-
 » mens vrais et généreux furent contre
 » le Directoire.

» Les gens d'affaires, les agioteurs, les
 » intrigans s'emparèrent des ressorts, et
 » eurent tout crédit ; les places furent

» données à des hommes vils, à des
 » protégés ou à des parens; la cor-
 » ruption s'introduisit dans toutes les
 » branches de l'administration; les dilap-
 » idateurs l'eurent bientôt senti, et
 » purent agir sans crainte. Les affaires
 » étrangères, les armées, les finances,
 » l'intérieur, tout se ressentit d'un sys-
 » tème aussi vicieux.

» Un tel état de choses amoncela bien-
 » tôt un orage politique; et l'on marcha
 » à grands pas vers la crise de Fructidor.

» A cette époque, la manière du
 » Directoire continuait d'être molle,
 » capricieuse, incertaine; des émigrés
 » rentrés, des journalistes aux gages de
 » l'étranger, flétrissaient audacieuse-
 » ment les meilleurs patriotes. La rage
 » des ennemis de la gloire nationale
 » irritait, exaspérait les soldats de l'ar-
 » mée d'Italie; ceux-ci se prononçaient
 » hautement contre eux; les conseils,
 » de leur côté ne parlaient plus que
 » prêtres, cloches et émigrés; ils agis-
 » saient en vrais contre-révolutionnaires;
 » aussi tous les officiers de l'armée qui
 » avaient plus ou moins marqué dans les
 » départemens, dans les bataillons volon-
 » taires, ou même dans les troupes de

» ligne, se sentant attaqués dans ce qui les
 » touchait de plus près, irritaient encore
 » la colère de leurs soldats; tous les
 » esprits étaient enflammés.

» Dans une circonstance aussi orageuse,
 » quel parti devait prendre le général
 » de l'armée d'Italie? Il s'en présentait
 » trois :

» 1°. Se ranger du parti dominant dans
 » les Conseils? Mais il était déjà trop
 » tard; l'armée se prononçait, et les
 » meneurs du parti, les orateurs du
 » Conseil, en l'attaquant sans cesse, lui
 » et l'armée, ne lui laissaient plus la
 » possibilité de prendre cette résolution.

» 2°. De prendre le parti du Direc-
 » toire et de la République? C'était le
 » plus simple, celui du devoir, l'impul-
 » sion de l'armée, celui même où l'on
 » se trouvait déjà engagé; car tous les
 » écrivains restés fidèles à la révolution
 » s'étaient déclarés d'eux-mêmes les
 » ardens défenseurs et les apologistes
 » zélés de l'armée et de son chef.

» 3°. De dominer les deux factions,
 » en se présentant franchement dans la
 » lutte comme régulateur de la Républi-
 » que? Mais quelque fort que Napoléon
 » se sentît de l'appui des armées, quelque

» accrédité qu'il fût en France, il ne
 » pensait pas qu'il fût encore dans l'es-
 » prit du temps, ni dans l'opinion pu-
 » blique, de lui permettre une marche
 » aussi audacieuse. Et d'ailleurs, quand
 » ce troisième parti eût été son but secret,
 » il n'eût pu y arriver immédiatement
 » et sans avoir au préalable épousé un
 » des deux partis qui se partageaient en
 » ce moment l'arène politique. Il fallait
 » de nécessité d'abord se ranger ou du
 » côté des Conseils, ou du côté du Di-
 » rectoire, lors même qu'on eût voulu
 » former un tiers parti.

» Ainsi, des trois partis à prendre, le
 » troisième, pour son exécution, ren-
 » trait dans l'un des deux premiers :
 » depuis le renouvellement des Conseils
 » et l'attaque déjà formée par eux contre
 » Napoléon, l'un des deux autres, le
 » premier lui était absolument interdit.

» Cette analyse, observait l'Empereur,
 » ressortait tout naturellement d'une
 » profonde méditation sur les circons-
 » tances actuelles de la France. Le
 » général n'avait donc rien à faire qu'à
 » laisser aller les événemens, et seconder
 » l'impulsion naturelle de ses troupes.
 » De là l'adresse de l'armée d'Italie et le

» fameux ordre du jour de son général.
 » Soldats, je le sais, disait-il, votre
 » cœur est plein d'angoisses sur les
 » malheurs de la patrie; mais si les
 » menées de l'étranger pouvaient l'em-
 » porter, nous volerions du sommet
 » des Alpes avec la rapidité de l'aigle,
 » pour défendre cette cause qui nous a
 » déjà coûté tant de sang. »

» Ces mots décidèrent la question :
 » les soldats, en délire, voulaient tous
 » marcher sur Paris, le contre-coup en
 » retentit aussitôt dans la capitale. Il s'y
 » fit une véritable explosion; et le Direc-
 » toire, que chacun croyait perdu, qui
 » l'instant d'aparavant chancelait seul
 » et abandonné, se trouva tout-à-coup
 » fort de l'opinion publique; il prit
 » aussitôt l'attitude et la marche d'un
 » parti triomphant, il terrassa à l'instant
 » tous ses ennemis.

» Le général de l'armée d'Italie avait
 » fait porter l'adresse de ses soldats au
 » Directoire par Augereau, parce qu'il
 » était de Paris, et fort prononcé dans
 » les idées du moment.

» Cependant les politiques du temps
 » se demandèrent : Qu'aurait fait Napo-
 » léon, si les Conseils l'eussent emporté;

» si cette faction, qui fut vaincue, avait
 » au contraire culbuté le Directoire ?
 » Dans ce cas, il paraît qu'il était décidé
 » à marcher sur Lyon et Mirbel avec
 » quinze mille hommes. Là se fussent
 » aussitôt ralliés à lui tous les républi-
 » cains du Midi et de la Bourgogne. Les
 » Conseils, victorieux, n'auraient pas
 » été trois ou quatre jours sans se diviser
 » violemment ; car si ses membres étaient
 » uniformes dans leur marche contre le
 » Directoire, on savait qu'ils étaient loin
 » de l'être dans le but ultérieur qu'ils
 » se proposaient. Les meneurs tels que
 » Pichegru, Imbert-Colomès et autres,
 » vendus à l'étranger, poussaient violem-
 » ment au royalisme et à la contre-révo-
 » lution ; tandis que Carnot et autres
 » voulaient des résultats tout à fait
 » contraires. La confusion et l'anarchie
 » n'eussent donc pas manqué d'être
 » aussitôt dans l'État. Alors toutes les
 » classes des citoyens, toutes les factions
 » auraient vu avec plaisir dans Napoléon,
 » un ancre de salut, un point de rallie-
 » ment, seul propre à sauver tout à la
 » fois et de la terreur royale, et de la
 » terreur démagogique. Il devait donc
 » arriver facilement à Paris, et s'y trouver

» naturellement porté à la tête des affaires
 » par le vœu et l'assentiment de tous les
 » partis. La majorité des Conseils était
 » forte et positive, à la vérité ; mais c'é-
 » tait uniquement contre les directeurs.
 » Elle devait se diviser à l'infini, sitôt
 » qu'ils seraient renversés.

» Le choix de trois nouveaux direc-
 » teurs venant à mettre au grand jour la
 » véritable intention des mesures de la
 » contre-révolution, l'immensité des
 » citoyens, dans leur effroi, allait se pré-
 » cipiter vers Napoléon déployant l'ori-
 » flamme national ; car les vrais contre-
 » révolutionnaires étaient, au fait, en
 » petit nombre, et leur prétentions trop
 » ridicules et trop absurdes. Tout eût
 » plié devant Napoléon, l'eût-on appelé
 » César ou Cromwel. Il marchait avec
 » une religion, un parti dont les idées
 » étaient fixes et populaires, il était maî-
 » tre de ses soldats, les caisses de l'ar-
 » mée étaient pleines ; il possédait tous
 » les autres moyens propres à s'assurer
 » leur constance et leur fidélité ; et il
 » s'agissait de dire si Napoléon, dans
 » le secret de son cœur, n'aurait pas
 » désiré que les affaires eussent pris
 » cette tournure ? Nous penserions que

» oui. Que le triomphe de la majorité
 » des Conseils, fut son désir et son espé-
 » rance? Nous sommes portés à le croire
 » par le fait suivant : c'est que dans le
 » moment de la crise entre les deux
 » factions, un arrêté secret, signé des
 » trois membres composant le parti du
 » Directoire, lui demanda trois millions
 » pour soutenir l'attaque des Conseils,
 » et que Napoléon, sous divers prétextes,
 » ne les envoya pas, quoique cela lui fût
 » facile; et l'on sait qu'il n'est pas dans
 » son caractère d'hésiter pour des me-
 » sures d'argent.

» Aussi, quand la lutte fut finie, et
 » que le Directoire triomphant se plut à
 » déclarer tout haut qu'il devait toute
 » son existence à Napoléon, il conserva
 » néanmoins dans le cœur quelques sen-
 » timens vagues que Napoléon n'avait em-
 » brassé son parti que dans l'espoir de le
 » voir culbuté, et de se mettre à sa place.

» Quoi qu'il en soit, après le dix-huit
 » Fructidor, l'ivresse de l'armée fut au
 » comble, et le triomphe de Napoléon
 » complet. Mais le Directoire, malgré sa
 » reconnaissance apparente, l'entoura,
 » dès ce moment, de nombreux agens

» qui épiaient ses pas, et cherchèrent à
 » pénétrer ses pensées.

» La position de Napoléon était déli-
 » cate, quoique sa conduite eût été si ré-
 » gulière et si parfaite, qu'encore même
 » à présent nous n'entretions que de
 » simples conjectures sur cet objet; seu-
 » lement, c'est dans cette délicatesse de
 » position que nous croyons trouver les
 » principales raisons de la conclusion de
 » la paix à Campo-Formio, du refus de
 » demeurer au congrès de Rastadt, et
 » enfin de l'entreprise de l'expédition
 » d'Égypte.

» Comme il arrive toujours en France,
 » aussitôt après le dix-huit Fructidor, le
 » parti vaincu disparut tout à coup, et la
 » majorité du Directoire triompha sans
 » modération. Il devint tout, et réduisit
 » les Conseils à rien.

» Napoléon sentit alors la nécessité
 » de la paix, qui, terminant les affaires
 » actuelles, lui donnerait une nouvelle
 » popularité : il avait tout à craindre de
 » la continuation de la guerre : elle
 » pouvait fournir à ceux qui l'auraient
 » suspecté, des prétextes faciles de lui
 » nuire; on pouvait vouloir l'exposer

» dans des situations difficiles, et se ser-
» vir contre lui du concours des autres
» généraux.

» Deux des plus célèbres d'alors avaient
» manifesté des dispositions authentiques
» dans cette grande affaire de Fructidor :
» c'étaient Moreau et Hoche.

» Moreau s'était tout à fait montré
» contre le Directoire; et, par une con-
» duite pusillanime et répréhensible, il
» se perdit tout à la fois sous le rapport
» du devoir et sous celui du point
» d'honneur.

» Hoche fut en entier pour le Direc-
» toire; cédant à la fougue de son carac-
» tère, il fit marcher sur Paris une par-
» tie de son armée, manqua son but
» par trop d'impétuosité. Ses troupes
» furent contremandées par la puissance
» des Conseils, et lui-même fut obligé
» de se sauver de Paris, dans la crainte
» de se voir arrêté par ces mêmes
» Conseils.

» Hoche n'avait donc rien fait pour
» le succès de cette journée; il y avait
» même nui par trop de zèle; mais il
» avait montré un homme tout dévoué,
» et la majorité du Directoire pouvait

» se fier aveuglément à lui, bien que son
» imprudence eût manqué de le perdre.

» Cette même majorité du Directoire
» doutait au contraire de Napoléon, qui
» l'avait fait triompher; il lui restait tou-
» jours que ce général avait pu calculer
» que le Directoire succomberait sous
» les Conseils, et qu'il pourrait s'élever
» sur ses ruines.

» Cependant, comment le Directoire
» pouvait-il arranger cette pensée avec
» les actes de ce général, qui avait tout
» mis dans la balance pour le faire triom-
» pher; car il est évident que sans l'ordre
» du jour de Napoléon et l'adresse de son
» armée, le Directoire était perdu.

» Des personnes bien instruites pen-
» sent qu'au vrai Napoléon n'avait pas
» assez calculé son influence personnelle
» en France, qu'il s'en était laissé impo-
» ser par les libelles et les journaux
» dirigés contre lui; qu'il avait cru les
» mesures qu'il prenait, propres, non à
» faire triompher tout à fait le Directoire,
» mais juste ce qu'elles devaient être
» pour devenir lui-même le sauveur et
» le vrai soutien de la République. Ces
» personnes ajoutent qu'au moment où

» les officiers que Napoléon avait à Paris
 » et toute la correspondance de la France
 » lui eurent appris que sa proclamation
 » avait, du soir au matin, changé tout à
 » fait l'esprit de l'intérieur, alors seule-
 » ment il s'aperçut qu'il avait trop fait.
 » Nous nous rangerions d'autant plus
 » volontiers de cette opinion, que nous
 » ne saurions comprendre comment Na-
 » poléon aurait pensé sérieusement à
 » conserver trois directeurs dont il ne
 » faisait aucun cas. Celui de tous qu'il
 » estimait (Carnot) était du parti opposé,
 » et nous savons qu'il était indigné de la
 » corruption ou de la faiblesse des autres.

» Le nommé Bottot, agent intime de
 » Barras, fut expédié auprès de Napoléon
 » avec la mission secrète de le pénétrer,
 » et de savoir pourquoi il n'avait pas
 » envoyé les trois millions dont le Direc-
 » toire avait eu tant de besoin.

» Bottot joignit le général français à
 » Passeriano; il intrigua beaucoup dans
 » les alentours de Napoléon; mais il
 » trouva chacun très-chaud pour le parti
 » qui avait triomphé; et, ayant quelques
 » intérêts à traiter pour lui-même, il finit
 » par avouer, dans quelques conversa-
 » tions intimes, le secret de sa mission

» et les soupçons vagues du Directoire.
 » Il avait été facilement détrompé par la
 » simplicité de l'entourage du général,
 » la franchise de Napoléon et surtout par
 » l'élan de toute l'armée, et celui de
 » l'Italie entière en sa faveur. Mais le
 » Directoire eût-il eu raison, il n'eût pas
 » été difficile, au milieu de cette atmos-
 » phère, avec des prévenances et quel-
 » ques conversations naïves et simples,
 » d'ôter à Bottot jusqu'au plus petit om-
 » brage. Aussi écrivit-il à Paris que les
 » craintes conçues n'étaient que de véri-
 » tables chimères, bien moins dange-
 » reuses que le mauvais esprit des gens
 » qui voulaient les faire croire. Mais les
 » trois millions, lui disait-on, d'où peut
 » venir ce refus?—Napoléon avait prouvé
 » que l'ordre envoyé par le Directoire
 » était mystérieux, irrégulier, et qu'en-
 » vironné de fripons qui avaient déjà si
 » notoirement volé le trésor, il avait dû
 » s'assurer prudemment de la vérité;
 » qu'il avait aussitôt expédié à Paris son
 » aide-de-camp de confiance Lavalette,
 » et qu'aussitôt que Lavalette lui eut
 » mandé le véritable état des choses, les
 » trois millions partaient lorsque la jour-
 » née se trouva décidée.

Lundi 10.

Sur la diplomatie anglaise. — Lords Whitworth, Chatam. — Castlereagh, Cornwallis, Fox, etc.

Aujourd'hui, la suite de la conversation a conduit l'Empereur à dire que rien n'était dangereux et perfide comme les conversations officielles avec les agens diplomatiques anglais. « Les ministres anglais, disait-il, ne présentent jamais une affaire comme de leur nation à une autre nation, mais bien comme d'eux-mêmes à leur propre nation ; s'embarrassant peu de ce qu'ont dit ou disent leurs adversaires ; ils présentent hardiment ce qu'ont dit leurs agens diplomatiques, ou ce qu'ils leur font dire, se retranchant sur ce que ces agens, ayant un caractère public, étant notariés, doivent avoir titre de foi dans leurs rapports. C'est ainsi, observait-il, que les ministres anglais avaient, dans le temps, publié une longue conversation avec moi, Napoléon, sous le nom de lord Whitworth, laquelle était entièrement fautive* »

* Nous tous qui avons été à Sainte-Hélène,

Cet ambassadeur avait sollicité une audience du Premier Consul, et des communications personnelles. Le Premier Consul, qui lui-même aimait à traiter directement les affaires, s'y prêta volontiers. « Mais ce fut pour moi, disait l'Empereur, une leçon qui changea ma méthode pour jamais. A compter de cet instant, je ne traitai plus officiellement d'affaires politiques que par l'intermédiaire de mon ministre des relations extérieures. Celui-là du moins pouvait donner un démenti authentique et formel ; le souverain ne le pouvait pas.

« Il est entièrement faux, continuait l'Empereur, que notre entrevue personnelle ait eu rien qui sortit des bien-séances accoutumées. Lord Whitworth,

nous tous qui avons vu et avons été pour quelque chose dans les faits allégués au Parlement d'Angleterre par lord Bathurst, nous pouvons affirmer devant Dieu et devant les hommes, que les ministres anglais n'ont pas cessé de mériter les justes reproches encourus au temps de lord Whitworth. Nombre d'Anglais, sur les lieux mêmes, en sont demeurés d'accord avec nous, et en ont rougi, ont-ils dit, pour leur pays !!!

» lui-même, au sortir de la conférence,
 » se trouvant avec d'autres ambassadeurs,
 » leur dit en avoir été très-satisfait, et
 » qu'il ne doutait pas que toutes nos
 » affaires ne se terminassent bien. Or,
 » quel ne fut pas l'étonnement de ces
 » mêmes ambassadeurs lorsqu'ils lurent,
 » à quelque temps de là dans les papiers
 » anglais, le rapport de lord Whitworth,
 » dans lequel il m'accusait de m'être livré
 » à des emportemens extrêmes et incon-
 » venans. Nous avions alors des amis
 » chauds parmi ces ambassadeurs, et
 » quelques-uns furent jusqu'à témoigner
 » leur surprise au diplomate anglais, en
 » lui rappelant que cela ressemblait peu
 » à ce qu'il leur avait dit au sortir de la
 » conférence même. Lord Whitworth
 » escobarda comme il put, mais n'en
 » maintint pas moins les assertions du
 » document officiel.

» Le fait, observait l'Empereur, est
 » que tous les agens politiques anglais
 » sont dans le cas de faire deux rapports
 » sur le même objet: l'un public et faux,
 » pour les archives ministérielles, l'autre
 » confidentiel et vrai, pour les seuls mi-
 » nistres; et quand la responsabilité de
 » ceux-ci se trouve en jeu, ils produisent

» le premier, qui, bien que faux, répond
 » à tout et les met à couvert. Et c'est
 » ainsi, disait l'Empereur, que les meil-
 » leurs institutions deviennent vicieuses
 » quand la morale cesse d'en être la base,
 » et quand les agens ne sont plus con-
 » duits que par l'égoïsme, l'orgueil et
 » l'insolence. Le pouvoir absolu n'a pas
 » besoin de mentir; il se tait. Le gouver-
 » nement responsable, obligé de parler,
 » déguise et ment effrontément.

» C'est, du reste, une chose bien re-
 » marquable, que dans ma grande lutte
 » avec l'Angleterre, son gouvernement
 » ait eu l'art de jeter constamment tant
 » d'odieux sur ma personne et mes actes;
 » qu'il se soit si impudemment récrié
 » sur mon despotisme, mon égoïsme,
 » mon ambition, ma perfidie, précisé-
 » ment quand lui seul était coupable de
 » tout ce dont il osait m'accuser. Il fallait
 » donc qu'il existât un bien fort préjugé
 » contre moi, et que je fusse réellement
 » bien à craindre, puisqu'on pouvait s'y
 » laisser prendre. Je le conçois de la part
 » des rois et des cabinets, il y allait de
 » leur existence; mais de la part des
 » peuples!!!....

» Les ministres anglais ne cessaient

» de parler de mes déceptions; mais pou-
 » vait-il être rien de comparable à leur
 » machiavélisme, à leur égoïsme durant
 » tout le temps de bouleversement, et
 » les convulsions qu'ils alimentaient eux-
 » mêmes?

» Ils sacrifièrent la malheureuse Au-
 » triche en 1805, uniquement pour
 » échapper à l'invasion dont je les me-
 » naçais.

» Ils la sacrifièrent encore en 1809,
 » seulement pour se mettre plus à l'aise
 » sur la péninsule espagnole.

» Ils sacrifièrent la Prusse en 1806,
 » dans l'espoir de recouvrer le Hanovre.

» Ils ne secoururent pas la Russie en
 » 1807, parce qu'ils préféraient aller
 » saisir des colonies lointaines, et qu'ils
 » essayaient de s'emparer de l'Égypte.

» Ils donnèrent le spectacle de l'in-
 » fame bombardement de Copenhague,
 » en pleine paix, et du larcin de la flotte
 » danoise par un vrai guet-apens. Déjà
 » ils avaient donné un pareil spectacle
 » par la saisie, aussi en pleine paix, de
 » quatre frégates espagnoles chargées de
 » riches trésors; ce qu'ils avaient opéré
 » en véritable vol de grands chemins.

» Enfin, durant toute la guerre de la

» péninsule, dont ils cherchent à pro-
 » longer la confusion et l'anarchie, on
 » ne les voit s'empressez qu'à trafiquer
 » des besoins et du sang espagnol, en
 » faisant acheter leurs services et leurs
 » fournitures au poids de l'or et des
 » concessions.

» Quand toute l'Europe s'égorge à la fa-
 » veur de leurs intrigues et de leurs sub-
 » sides, eux ne s'occupent, à l'écart, que
 » de leur propre sûreté, des avantages
 » de leur commerce, de la souveraineté
 » des mers et du monopole du monde.
 » Pour moi, je n'avais jamais rien fait
 » de tout cela, et, jusqu'à la malheu-
 » reuse affaire d'Espagne qui du reste ne
 » vient qu'après celle de Copenhague,
 » je puis dire que ma moralité demeure
 » inattaquable. Mes transactions avaient
 » pu être tranchantes, dictatoriales, mais
 » jamais perfides.

» Et que l'on s'étonne à présent, que
 » l'on se demande comment il s'est fait
 » qu'en 1814, l'Angleterre ayant été la
 » vraie libératrice de l'Europe, aucun
 » Anglais néanmoins n'ait pu faire un
 » pas sur le continent sans trouver par-
 » tout les malédictions, la haine, l'exé-
 » cration !... C'est que tout arbre porte

» son fruit, que l'on ne recueille que ce
 » que l'on a semé, et que tel devait être
 » le résultat infaillible des méfaits de
 » l'administration anglaise, de la dureté,
 » de l'insolence des ministres à Lon-
 » dres, et de celles de leurs agens pour
 » tout le globe.

» Depuis un demi-siècle, les minis-
 » tres anglais ont toujours été en bais-
 » sant de considération et d'estime pu-
 » bliques. Jadis ils étaient disputés par
 » de grands partis nationaux, caracté-
 » risés par de grands systèmes distincts;
 » aujourd'hui ce ne sont plus que les
 » débats d'une même oligarchie, ayant
 » toujours le même but, et dont les
 » membres discordans s'arrangent entre
 » eux, à l'aide de concessions et de com-
 » promis : ils ont fait du cabinet de Saint-
 » James une boutique.

» La politique de lord Chatam pou-
 » vait avoir ses injustices; mais il les
 » proclamait du moins avec audace et
 » énergie : elles avaient une certaine
 » grandeur. M. Pitt y a introduit l'astuce
 » et l'hypocrisie; lord Castlereagh, son
 » soi-disant héritier, y a réuni le com-
 » ble de toutes les sortes de turpitudes
 » et d'immoralités. Chatam se faisait

» gloire d'être un marchand; lord Cas-
 » tlereagh, au grand détriment de sa
 » nation, s'est donné la jouissance de
 » faire le *Monsieur*; il a sacrifié son pays
 » pour fraterniser avec les grands du
 » continent, et dès-lors a joint les vices
 » du salon à la cupidité du comptoir; la
 » duplicité, la souplesse du courtisan, à
 » la dureté, à l'insolence du parvenu.

» La pauvre constitution anglaise est
 » gravement compromise aujourd'hui :
 » il y a loin de là aux Fox, aux Sheridan,
 » aux Gray; à ces grands talens, à ces
 » beaux caractères de l'opposition, que
 » l'oligarchie victorieuse a tant bafoués.

» Lord Cornwallis, observait l'Empe-
 » reur, est le premier Anglais qui m'ait
 » donné une sérieuse bonne opinion de
 » sa nation; puis Fox; et je pourrais en-
 » core ajouter ici, au besoin, l'amiral
 » d'aujourd'hui : (Malcolm).

» *Cornwallis*, disait-il, était dans toute
 » l'étendue du terme un digne, brave
 » et honnête homme. Lors du traité d'A-
 » miens, et l'affaire convenue, il avait
 » promis de signer le lendemain à une
 » certaine heure : quelque empêchement
 » majeur le retint chez lui; mais il en-
 » voya sa parole. Le soir même un cour-

rier de Londres vint lui interdire certains articles; il répondit qu'il avait signé, et vint apposer sa signature. Nous nous entendions à merveilles; je lui avais livré un régiment qu'il s'amusa fort à faire manœuvrer. En tout j'en ai conservé un agréable souvenir, et il est certain qu'une demande de lui eût eu plus d'empire sur moi, peut-être, que celle d'un souverain. Sa famille a paru le deviner; on m'a fait quelquefois des demandes en son nom, elles ont toutes été satisfaites.

For vint en France immédiatement après le traité d'Amiens. Il s'occupait d'une histoire des Stuart, et me fit demander à fouiller dans nos archives diplomatiques. J'ordonnai que tout fût mis à sa disposition. Je le recevais souvent; la renommée m'avait entretenu de ses talens; je reconnus bientôt en lui une belle âme, un bon cœur, des vues larges, généreuses, libérales, un ornement de l'humanité: je l'aimais. Nous causions souvent, et sans nul préjugé, sur une foule d'objets; quand je voulais l'asticoter, je le ramenais sur la machine infernale; je lui disais que ses ministres avaient

» voulu m'assassiner; il me combattait
» alors avec chaleur, et finissait toujours
» en me disant dans son mauvais français: *Premier Consul, ôtez-vous donc
» cela de votre tête.* Mais il n'était pas
» convaincu sans doute de la bonté de
» sa cause, et il est à croire qu'il s'escrimait bien plus en défense de l'honneur de son pays, qu'en défense de la moralité des ministres.

L'Empereur a terminé disant: « Il suffirait d'une demi-douzaine de Fox et de Cornwallis pour faire la fortune morale d'une nation.... Avec de telles gens, je me serais toujours entendu; nous eussions été bientôt d'accord. Non-seulement nous aurions eu la paix avec une nation foncièrement très-estimable; mais encore nous aurions fait ensemble de très-bonne besogne. »

Mardi 11.

Histoire de la Convention par Lacroix. — Statistique des bœufs de l'île. — Calembourgs. — De la statistique en général.

Aujourd'hui a été un de ces jours affreux de pluie et de vent si communs ici. L'Empereur a profité d'un petit moment, sur les trois heures, pour aller

au jardin. Il m'y a fait appeler; il venait de lire l'histoire de la Convention par Lacretelle. Ce n'était pas mal écrit sans doute, disait-il; mais c'était mal digéré, on n'en retenait rien: le tout était une surface plane, sans nul aspérité qui vous arrêtât. Il ne creusait pas son sujet, il ne rendait pas assez de justice à beaucoup d'acteurs célèbres, il ne faisait pas assez ressortir les crimes de plusieurs autres, etc.

La pluie nous a forcés de rentrer, nous avons marché seuls long-temps dans le salon et la salle à manger.

On nous disait qu'il y avait dans l'île quatre mille bœufs, et qu'il s'en consommait en ce moment cinq cents dans l'année, dont cent cinquante pour nous, cinquante pour la colonie et trois cents pour les vaisseaux. On ajoutait qu'il fallait quatre ans pour reproduire les bœufs, etc.; et de là nous faisons nos calculs: on sait combien l'Empereur les aimait.

C'est une grande affaire dans l'île que l'existence de ces bœufs et leur consommation: il ne peut s'en tuer un seul sans l'ordre préalable du Gouverneur; et l'un des nôtres racontait à ce sujet

que dans une des maisons ou cabanes de l'île, le maître lui avait dit: « On » prétend que vous vous plaignez là-haut, » et que vous vous trouvez malheureux » (il parlait de Longwood); mais nous » ne le comprenons pas; car on dit que » vous avez du bœuf tous les jours; nous, » nous ne pouvons en avoir que trois ou » quatre fois l'année, et encore nous le » payons trente ou quarante sous la » livre. » L'Empereur, qui riait fort de ce détail, a dit: « Parbleu! vous auriez » pu l'assurer qu'à nous il nous coûtait » plus d'une couronne* ».

J'observais, plus tard, que c'était le seul calembourg que j'eusse jusqu'ici entendu de la bouche de l'Empereur; mais celui à qui je parlais me dit alors en avoir recueilli un pareil, et sur le même sujet, à l'île d'Elbe. Un maçon employé aux constructions ordonnées par l'Empereur, était tombé et s'était blessé. L'Empereur, cherchant à le rassurer, lui disait que cela ne serait rien. « J'ai fait bien une autre chute que toi, »

* Couronne en anglais, et dans plusieurs langues du continent, veut dire aussi un écu.

» lui disait-il, et pourtant regarde moi :
» je suis debout, je me porte bien. »

L'Empereur s'est arrêté sur la *statistique politique*. Il a beaucoup vanté les progrès de l'utilité de cette science nouvelle, si propre, disait-il, à mettre sur la voie de la vérité, et à asseoir le jugement et les décisions. Il l'appelait *le budget des choses* : et sans budget point de salut, disait-il gaiement.

Alors quelqu'un a cité l'application singulière qu'en avait faite un Anglais ou un Allemand, qui avait eu la patience et le courage d'évaluer le nombre de fois que chaque lettre de l'alphabet se trouvait répété dans la Bible. Il en a cité une autre application moins triste et non moins singulière : celle d'un vieil Allemand de quatre-vingts ans qui s'était amusé à évaluer ce qu'il pouvait bien avoir mangé durant sa vie en bœufs, moutons, volailles, légumes, etc. ; ce qu'il pouvait avoir bu. Or cela composait d'immenses troupeaux, d'énormes amoncellemens de toute espèce. La place publique ne suffisait plus pour contenir tout ce qu'il avait engouffré. Le minutieux staticien ne s'en tenait pas

là ; il avait la curiosité de rechercher combien de fois il pouvait avoir remangé les mêmes choses. Car, observait-il judicieusement, leur transmutation dans sa personne devait avoir nécessairement servi à les reproduire, etc., etc. L'Empereur a beaucoup ri de ce calcul, et surtout de la rotation des allées et des venues des mêmes choses.

Mercredi 12.

Caractères. — Bailli, Lafayette, Monge, Grégoire, etc. — Saint-Domingue. — Système à suivre. — Diètes sur la Convention.

Nous avons eu trois jours d'un temps affreux, l'Empereur a profité d'un instant de beau pour monter en calèche. Il venait de lire l'histoire de la constituante par Rabeau de St.-Etienne. Il portait contre celui-ci à peu près les mêmes plaintes que contre Laçretelle ; il est passé de là à certains caractères : « Bailli, disait-il, avait été bien loin d'être méchant, mais c'était un niais politique. Lafayette en avait été un autre. Sa bônhomie politique devait le rendre constamment dupe des hommes et des choses. Son insurrection des chambres, au retour de Waterloo, avait

» tout perdu. Qui avait donc pu lui per-
 » suader que je n'arrivais que pour les
 » dissoudre, moi qui n'avais de salut que
 » par elles?*

Quelqu'un ayant dit, comme excuse
 ou atténuation : « Sire, c'est pourtant le
 » même homme qui, traitant plus tard
 » avec les alliés, s'est indigné qu'on lui
 » proposât de livrer Votre Majesté, leur
 » demandant avec chaleur, si c'était bien
 » au prisonnier d'Olmütz qu'on osait
 » s'adresser. — Mais, Monsieur, a repris
 » l'Empereur, vous quittez là un sujet
 » pour en prendre un autre, ou plutôt
 » vous concordez avec ma pensée, loin
 » de la combattre. Je n'ai point attaqué
 » les sentimens ni les intentions de M. de
 » Lafayette, je ne me suis plaint que de
 » ses funestes résultats. »

Puis l'Empereur a continué de la sorte
 à passer en revue les premiers acteurs
 du temps; il s'est fort arrêté sur l'affaire
 Favras, etc.

« Du reste, observait l'Empereur, rien
 » n'était plus commun que de rencontrer
 » des hommes de cette époque fort au
 » rebours de la réputation que semble-

* Voir la note du 5^e vol. page 58.

» raient justifier leurs paroles et leurs
 » actes d'alors. On pourrait croire *Monge*,
 » par exemple, un homme terrible :
 » Quand la guerre fut décidée, il monta
 » à la tribune des Jacobins, et déclara
 » qu'il donnait d'avance ses deux filles
 » aux deux premiers soldats qui seraient
 » blessés par l'ennemi; ce qu'il pouvait
 » faire à toute rigueur pour son compte,
 » disait l'Empereur; mais il prétendait
 » qu'on y obligeât tout le monde, et
 » voulait qu'on tuât tous les nobles, etc.*
 » Or *Monge* était le plus doux, le plus
 » faible des hommes, et n'aurait pas laissé
 » tuer un poulet s'il eût fallu en faire
 » l'exécution lui-même, ou seulement
 » devant lui. Ce forcené républicain, à
 » ce qu'il croyait, avait pourtant une
 » espèce de culte pour moi, c'était de
 » l'adoration : il m'aimait comme on
 » aime sa maîtresse, etc.

» Autre exemple, disait l'Empereur,
 » *Grégoire*, si acharné contre le clergé,
 » qu'il voulait ramener à sa simplicité
 » première, eût pu être pris pour un
 » héros d'irréligion; et *Grégoire*, quand

* Voyez vol. VI, à la table, pour le redres-
 sement de cette anecdote tout à fait démentie.

» les révolutionnaires reniaient Dieu et
 » abolissaient la prêtrise, faillit se faire
 » massacrer en montant à la tribune
 » pour y proclamer hautement ses sen-
 » timens religieux, et protester qu'il
 » mourrait prêtre. Quand on détruisait
 » les autels dans toutes les églises, Gré-
 » goire en élevait un dans sa chambre,
 » et y disait la messe chaque jour. Du
 » reste, ajoutait l'Empereur, le lot de
 » celui-ci est tout trouvé. S'ils le chas-
 » sent de France, il doit aller se réfugier
 » à Saint-Domingue. L'ami, l'avocat, le
 » panégyriste des nègres, sera un Dieu,
 » un saint parmi eux. »

De là, la conversation est passée natu-
 relllement à Saint-Domingue. Dans ma
 jeunesse j'avais vu cette colonie au plus
 haut point de sa splendeur. L'Empereur
 m'a questionné beaucoup, et s'est in-
 formé de tous les détails de cette époque
 éloignée. Après toutes mes réponses, il
 a dit : « Je vais bien vous étonner sans
 » doute ; mais je suis persuadé, d'après
 » vos renseignemens mêmes, que cette
 » île n'a pas en ce moment perdu d'un
 » tiers, bien sûrement pas d'une moitié,
 » et que, sous peu, elle vaudra tout ce
 » qu'elle a valu. »

Au fait, je n'en serais pas étonné ; les
 contes absurdes que l'on avait répandus
 au dehors, en Europe, sur notre France,
 devaient nous tenir en garde sur ceux
 qu'on pourrait bien nous faire touchant
 Saint-Domingue.

Après la restauration, disait l'Empe-
 reur, le gouvernement français y avait
 envoyé des émissaires et des proposi-
 tions qui avaient fait rire les nègres.
 « Pour moi, ajouta-t-il, à mon retour
 » de l'île d'Elbe, je me fusse accommodé
 » avec eux : j'eusse reconnu leur indé-
 » pendance, je me fusse contenté de
 » quelques comptoirs, à la manière des
 » côtes d'Afrique, et j'eusse tâché de les
 » rallier à la mère patrie, et d'établir
 » avec eux un commerce de famille, ce
 » qui, je pense, eût été facile à obtenir.

« J'ai à me reprocher une tentative
 » sur cette colonie lors du Consulat.
 » C'était une grande faute que d'avoir
 » voulu la soumettre par la force ; je
 » devais me contenter de la gouverner
 » par l'intermédiaire de Toussaint. La
 » paix n'était pas encore assez établie
 » avec l'Angleterre. Les richesses terri-
 » toriales que j'eusse acquises en la sou-
 » mettant, n'auraient enrichi que nos

» ennemis. » L'Empereur avait d'autant
 » plus à se reprocher cette faute, disait-il,
 » qu'il l'avait vue et qu'elle était contre
 » son inclination. Il n'avait fait que céder
 » à l'opinion du Conseil d'Etat et à celle
 » de ses ministres, entraîné par les criail-
 » leries des Colons, qui formaient à Paris
 » un gros parti, et qui de plus, observait-
 » il, étaient presque tous royalistes et
 » vendus à la faction anglaise.

L'Empereur assurait que l'armée qui
 y fut envoyée n'était que de seize mille
 hommes, et qu'elle était suffisante. Si
 l'expédition manqua, ce fut purement
 par des circonstances accidentelles,
 comme la fièvre jaune, la mort du
 général en chef, surtout les fautes qu'il
 commit, une nouvelle guerre, etc.

» L'arrivée du capitaine général Le-
 » clerc, disait l'Empereur, fut suivie
 » d'un succès complet; mais il ne sut
 » pas s'en assurer la durée. S'il avait suivi
 » les instructions secrettes que je lui
 » avais dressées moi-même, il eût sauvé
 » bien des malheureux et se fût épargné
 » de grands chagrins. Je lui ordonnais
 » entre autres choses, de s'associer les
 » hommes de couleur pour mieux conte-
 » nir les noirs; et, aussitôt après la sou-

» mission de la colonie, d'envoyer en
 » France tous les généraux et officiers
 » supérieurs noirs à la disposition du
 » ministre de la guerre, qui les eût em-
 » ployés dans leurs grades respectifs.
 » Cette mesure, qui eût privé la popu-
 » lation nègre de ses chefs et de ses
 » meneurs, eût été d'une politique dé-
 » cisive, sans blesser en eux les lois et
 » les réglemens militaires. Mais Leclerc
 » fit tout le contraire; il abattit le parti
 » de couleur et donna sa confiance aux
 » généraux noirs: il arriva ce qui devait
 » arriver, il fut dupé par ceux-ci, se vit
 » assailli d'embarras, et la colonie fut
 » perdue. Il ne voulut pas envoyer en
 » France, dans le principe, Toussaint,
 » qui y eût occupé un poste éminent,
 » et à quelque temps de là il se vit con-
 » traint à le faire arrêter et à nous l'en-
 » voyer prisonnier, ce que la malveillance
 » ne manqua pas de peindre sous les
 » couleurs odieuses de la tyrannie et de
 » la déloyauté, représentant Toussaint
 » comme une innocente victime digne
 » du plus vif intérêt; et pourtant il était
 » éminemment criminel.

» Toussaint n'était pas un homme sans
 » mérite, bien qu'il ne fût pas ce qu'on

» a essayé de le peindre dans le temps.
 » Son caractère d'ailleurs prêtait peu, il
 » faut le dire, à inspirer une véritable
 » confiance : il était fin, astucieux; nous
 » avons eu fort à nous en plaindre; il
 » eût fallu toujours s'en défier*.

» Un officier de génie ou d'artillerie,
 » directeur des fortifications de Saint-
 » Domingue (le colonel Vincent), le
 » conduisait en grande partie. Cet offi-
 » cier était venu en France avant l'expé-
 » dition de Leclerc; on avait conféré
 » long-temps avec lui; il avait beaucoup
 » cherché à détourner de l'entreprise;
 » il en avait peint exactement toutes les
 » difficultés, sans prétendre néanmoins
 » qu'elle fût impossible. » L'Empereur
 » pensait que les Bourbons réussiraient à
 » soumettre Saint-Domingue, s'ils em-
 » ployaient la force; mais ce n'était pas le
 » résultat des armes qu'il fallait calculer
 » ici, c'était plutôt le résultat du com-

* Les Mémoires de Napoléon (Paris, Bos-
 sange frères, 1825), présentent des notes de
 Napoléon, sur une histoire de Saint-Domingue,
 qui renferment des détails précis et curieux sur
 l'expédition contre cette colonie, les causes
 qui l'ont fait entreprendre, celles qui l'ont fait
 échouer, etc.

merce et de la haute politique. Trois
 ou quatre cent millions de capitaux en-
 levés de France pour être transportés
 au loin, un temps indéfini pour en
 recueillir les avantages, la presque cer-
 titude de les voir enlevés par les anglais,
 ou les révolutions, etc., voilà ce qu'il y
 avait à considérer, et l'Empereur termi-
 nait, disant : « Le système colonial que
 nous avons vu est fini pour nous, il
 » l'est pour tout le continent de l'Eu-
 » rope; nous devons y renoncer et nous
 » rabattre désormais sur la libre naviga-
 » tion des mers et l'entière liberté d'un
 » échange universel. »

L'histoire de la Convention, dont on
 a vu plus haut que Napoléon se mon-
 trait si mécontent, lui revenait dans la
 tête; il était loin d'être satisfait de La-
 cretelle. « Beaucoup de phrases, répé-
 » tait-il, et peu de couleur; point de
 » résultats : il est académique, et nulle-
 » ment historien. » Il m'a fait appeler
 mon fils, et a dicté les deux notes sui-
 vantes, que je transcris littéralement ici,
 quelle que puisse être d'ailleurs leurs
 imperfections; car il ne les a jamais re-
 lues. Mais j'ai pensé que tout ce qui
 vient de lui est précieux.

PREMIÈRE NOTE. — La Convention, appelée par une loi de l'Assemblée législative pour donner une nouvelle constitution à la France, décréta la République; non que les meilleurs esprits ne pensassent dès-lors que le système républicain était incompatible avec les mœurs présentes de la France; mais parce qu'on ne pouvait continuer la monarchie sans prendre pour monarque le duc d'Orléans, qui eût éloigné une grande partie de la nation.

» La Convention décréta, pour la marche des affaires de la République, un pouvoir exécutif composé de cinq ministres.

» Deux partis se disputaient le pouvoir dans la Convention nationale : celui des *Girondins*, composé des hommes qui avaient influencé l'Assemblée législative; et celui de la *Montagne*, formé par la commune de Paris, laquelle avait dirigé les journées du dix août et du deux septembre, et maîtrisait la population de la capitale.

» Vergniaud, Brissot, Condorcet, Guadet et Rolland étaient les chefs des Girondins : Danton, Robespierre, Marat, Collot - d'Herbois, Billaud - Varennes

étaient les chefs de la Montagne : ces deux partis étaient également exaltés sur les principes de la révolution; leurs meneurs sortaient des sociétés populaires qu'ils avaient successivement maîtrisées.

» Le parti des Girondins était le plus fort en talens : il était éminemment populaire dans les grandes villes de province, et spécialement à Bordeaux, Montpellier, Marseille, Caen, Lyon.

» Le parti de la Montagne avait plus d'énergie et de passion : il était éminemment populaire dans la capitale et parmi les clubs des départemens.

Le parti des Girondins, qui, dans l'Assemblée législative, avait été le parti le plus chaud de la révolution, devint, dans la Convention, le parti modéré, parce qu'il se trouvait avoir en présence le parti beaucoup plus fougueux que lui qui sous la législative se trouvait en dehors de l'Assemblée.

» Les Girondins appelaient leurs adversaires la faction de Septembre, et leur reprochaient sans cesse les indignes massacres dont ils s'étaient rendus coupables. Ils accusaient ce parti de ne vouloir point d'assemblée nationale, et

de vouloir faire gouverner la France par la commune de Paris; mais par là les Girondins ne faisaient précisément qu'exciter contre eux-mêmes les Jacobins de tous les départemens.

• De son côté, la commune de Paris (les Montagnards) appelait les Girondins fédéralistes, les accusant de vouloir établir en France un système fédératif semblable à celui de la Suisse. Elle les accusait encore de chercher à exciter les provinces contre la capitale, et les signalaient par là à la haine du peuple de Paris, qui ne pouvait conserver sa splendeur que par l'union et l'unité de tout le territoire. Lorsque les Girondins accusaient les Montagnards des massacres du deux Septembre, ceux-ci reprochaient aux Girondins d'avoir sous la législative, imprudemment et sans raison, déclaré la guerre à toute l'Europe.

• Dans la Convention, les Girondins parurent d'abord prendre le dessus, ils firent mettre en jugement Marat, et ordonnèrent qu'il serait procédé au jugement des journées de Septembre. Mais Marat, soutenu par les Jacobins et la commune de Paris, fut acquitté par le tribunal révolutionnaire, et rentra en

triomphe dans le sein de l'Assemblée.

• Le procès du Roi avait été une autre pomme de discorde. Les deux partis semblèrent marcher d'accord, et votèrent, il est vrai, pour la mort; mais la plus grande partie des Girondins vota aussi pour l'appel au peuple; et ici il est difficile de comprendre la raison de la conduite de ce parti dans cette circonstance. S'il voulait sauver le Roi, il en était le maître; il n'avait qu'à voter pour la déportation, l'exil ou l'ajournement; mais le condamner à mort, et faire dépendre son sort d'une volonté populaire, était le comble de l'inconséquence et de l'impolitique: c'était, après avoir tué la monarchie, vouloir encore déchirer la France en lambeaux par la guerre civile.

• Dès ce moment se vérifia ce qu'on avait toujours pensé depuis le commencement de la révolution, que le parti le plus audacieux et le plus exagéré aurait toujours le dessus. Néanmoins les Girondins luttèrent avec courage, et très-souvent obtinrent la majorité dans l'Assemblée pendant tous les mois de mars, avril et mai. Mais le parti de la Montagne usa dans cette circonstance du moyen

qu'il avait constamment employé : le trente et un mai, une insurrection des sections de Paris décida du sort du parti Girondin ; vingt-sept furent arrêtés, traduits au tribunal révolutionnaire et condamnés à mort ; soixante-treize furent retenus dans les prisons : dès-lors la Montagne triomphante ne connut plus d'obstacles dans la Convention. Mais une partie des membres de la députation de la Gironde s'était réfugiés à Caen, et y arbora l'étendard de l'insurrection. Lyon, Marseille, Bordeaux, Montpellier, plusieurs villes de la Bretagne épousèrent la cause des Girondins, et s'insurgèrent aussi contre la Convention.

• Tous ces efforts isolés ne pouvaient rien contre la capitale ; et la Montagne restait en possession paisible de la tribune nationale. Une circonstance toute particulière contribuait à assurer la prépondérance de Paris ; c'étaient les assignats, alors la seule ressource qui alimentât le trésor : on ne payait plus aucune imposition.

• Les provinces apprirent l'événement du trente et un mai, puis la mort des hommes les plus fameux du parti Girondin, et s'en émurent grandement. Les

armées ne furent point ébranlées par ces catastrophes ; elles ne participèrent point aux insurrections de quelques provinces ; elles restèrent toutes attachées à la Convention et au parti qui dominait à Paris.

Lorsque les insurrections partielles de quelques villes, en faveur des Girondins, furent connues, toutes les armées avaient déjà prêté leur serment et fait leur acte d'adhésion à la Montagne ; et puis, pour les Français, Paris était la France. D'ailleurs les départemens d'Alsace, de la Moselle, de la Flandre, de la Franche-Comté, du Dauphiné, où étaient les principales forces de la République, ne partageaient pas l'esprit des villes fédéralistes.

• Le trente et un mai priva la France d'hommes d'un grand talent, qui étaient chaudement attachés à la liberté et aux principes de la révolution. Cette catastrophe put affliger les bons esprits, mais ne dut pas les surprendre. Il était impossible qu'une assemblée qui avait à tirer la France de la situation critique où elle se trouvait, pût marcher avec deux partis aussi acharnés et aussi irréconciliables. Pour que la République

pût être sauvée, l'un des deux partis devait nécessairement faire disparaître l'autre; nul doute que si le parti Girondin eût triomphé, il n'eût envoyé ses adversaires à l'échafaud.

L'Empereur qui avait dicté, comme de coutume, de pure mémoire et sans nulle recherche, soit qu'il fût peu satisfait de la marche qu'il venait de prendre, ou pour toute autre raison, s'est interrompu en cet endroit pour recommencer, a-t-il dit, une nouvelle dictée sur le même sujet.

DEUXIÈME NOTE. — « La Convention a commencé en septembre 1792, et a fini en octobre 95. Son règne a duré un peu plus de trois ans; elle montre quatre âges.

» Le premier, depuis son commencement jusqu'au trente et un mai 95, époque de la destruction des Girondins.

» Le deuxième, jusqu'en mars 94, destruction de la commune de Paris.

» Le troisième, jusqu'en juillet 94, chute de Robespierre.

» Le quatrième jusqu'au treize vendémiaire (quatre octobre 1795), installation du Gouvernement du Directoire.

» Son premier âge est de huit mois,

son second de dix, son troisième de quatre, son quatrième de quatorze. Total trois ans.

» Dans son premier âge, la Convention fut constamment divisée entre le parti de la Montagne et celui de la Gironde.

» Danton, Robespierre, Marat, Collot-d'Herbois, Billaud-Varennes, Carnot, Héraut-de-Séchelles, étaient les chefs du parti de la *Montagne*.

» Brissot, Condorcet, Vergniaud, Guadet, Gensonné, Pétion, Lasource, Barbaroux, étaient les chefs du parti de la *Gironde*.

» Les deux partis étaient également ennemis des Bourbons et des royalistes.

» Les hommes du premier parti avaient plus d'énergie, ceux du second plus de talens; tous les deux voulaient la république, les Montagnards pour détruire ce qui avait existé avant la révolution, hommes et choses; les Girondins par enivrement de jeunesse. C'était pour eux Athènes et Rome; elle leur retraçait le souvenir de la belle antiquité.

» Les Montagnards existaient dès l'Assemblée constituante, ils étaient les

énergumènes des clubs si connus sous le nom de Jacobins. Ce furent eux qui formèrent l'insurrection du Champ de Mars.

» Pendant la constituante et la législative ce parti se trouvait en dehors de ces assemblées.

» Les Girondins, dans la législative, qu'ils dominèrent, furent les ennemis de la constitution de 91 et du Roi. Ils ne voulurent point le défendre, et le laissèrent succomber sous les efforts de la Montagne, qui pourtant était aussi leur ennemie. Ce furent les Montagnards qui firent les journées du vingt juin, du dix août et du deux septembre; ils n'avaient alors aucun parti dans l'assemblée; mais ils contraignirent les Girondins à se joindre à eux après leur victoire.

» Le premier âge de la Convention offre la lutte des Girondins et des Montagnards; les Girondins la dominèrent d'abord par la supériorité de leurs talens, de leur éloquence et de leur réputation déjà acquise. Presque tous les présidens furent Girondins; ils accusaient la Montagne de vouloir détruire l'Assem-

blée nationale et y substituer une dictature parisienne; ils l'accusaient du massacre de Septembre, etc.

» La Montagne, de son côté, leur reprochait de vouloir une république fédérative comme la Suisse, d'être ennemis de la capitale, et d'avoir, sans raison, mis la République en guerre contre toute l'Europe.

» La Montagne dominait les Jacobins de Paris et la plus grande partie des sociétés populaires de la République; la commune de Paris, les sections, le tribunal révolutionnaire, le bas peuple de la capitale lui étaient dévoués.

» Les Girondins avaient un grand crédit sur la plupart des départemens et sur les parties les plus instruites de la nation; ils avaient plus de partisans dans les hautes classes de la société. Les Girondins, qui avaient occupé le côté gauche de la législative, et avaient montré tant de violence contre le Roi, contre les ministres et contre le côté droit, ou les modérés, ne se trouvaient plus à leur tour ici que le côté droit et le parti modéré de la Convention, opposé à la violente et fougueuse Montagne, qui formait désormais le côté gauche.

» Les Montagnards, suivant le rôle qu'ils avaient adopté sous la constituante, faisaient fermenter toutes les passions, et demandaient à grands cris la mort du Roi. Les Girondins pouvaient le sauver en le défendant ouvertement : ils adoptèrent le singulier système de le condamner, et, après avoir ainsi détruit la monarchie, de vouloir que la sentence fût confirmée par un appel au peuple c'est-à-dire, détruire la France par une épouvantable guerre civile. Cette fausse combinaison les perdit; Vergniaud, une des colonnes de la Gironde, proclama la sentence de mort du Roi.

» La force des Girondins était telle dans l'assemblée, que plusieurs mois de travail et plusieurs jours d'insurrection furent nécessaires pour que la Convention les abandonnât.

» Ce parti eût dominé la Convention, gouverné la France, écrasé la Montagne, si sa marche eût été plus simple et plus franche; il eût trop dominé par les métaphysiciens.

» *Le second âge* de la Convention est le règne de la Montagne. Vingt-deux des principaux Girondins périrent sur l'échafaud ou se suicidèrent; soixante-

treize furent mis en arrestation. La Montagne régna sans contradiction; elle créa le gouvernement révolutionnaire, et la Convention en masse se mit elle-même sous le joug du comité de salut public et du tribunal révolutionnaire.

» Dans ce second âge, les séances de la Convention ne ressemblèrent plus à celles du premier; il n'y avait plus de discussion, plus de liberté; c'était le règne des Décemvirs. Une partie des députés gouverna les comités de sûreté générale, de finances, etc. Une autre partie fut envoyée par le comité de salut public aux armées et dans les départemens, et devinrent de véritables proconsuls.

» Tous les mois, toutes les semaines, tous les jours, le gouvernement devint plus farouche et plus sanglant; tout ce qui, dans les classes élevées de la société n'a pas émigré, est entassé comme suspect dans des prisons, et conduit à la mort par centaines.

» Après avoir considéré comme suspect tout ce qui était noble, prêtre, négociant, grand propriétaire, les excès du parti se repliant sur lui-même, il domina les Jacobins, la commune de

Paris, maîtrisa la Convention, et la menaca d'une destruction finale; il prêcha l'athéisme, proscrivit les arts et les sciences et tous les genres de talent; les artistes, les savans furent emprisonnés comme suspects; on vit le moment où la bibliothèque nationale, le jardin des plantes allaient être incendiés, détruits.

» Robespierre et Danton s'en indignèrent à la fois, et travaillèrent d'accord pour arrêter cette marche effrayante du délire populaire. Alors le capucin Chabot, Bazire, Fabre d'Eglantine, Hébert, Chaumet, Vincent et tous leurs confrères périrent sur l'échafaud.

» Pour la première fois, depuis le commencement de la révolution, le peuple vit conduire à la mort comme ultra-révolutionnaire, et non plus comme ayant voulu arrêter la révolution. Ce fut un renversement, une véritable révolution dans ses idées.

» Les prisons furent remplies de sans-culottes et de tout ce que la société avait de plus impur. On a remarqué que les prêtres apostats étaient nombreux dans ce parti.

» Le peuple vit sans étonnement et avec joie le supplice de ceux dont il

avait suivi jusque là la direction, et ce sentiment fut une révolution qui échappa à Robespierre et à Danton, ou dont ils ne surent pas profiter.

» *Le troisième âge* présente un spectacle différent des deux premiers: Danton, Robespierre avaient sans efforts arrêté la révolution et terminé le pouvoir de la commune de Paris; mais ils se divisèrent après le succès.

» Danton, Camille des Moulins, Héraut-de-Séchelles, Lacroix voulurent faire un pas de plus, et mettre un terme aux assassinats du tribunal révolutionnaire. Danton et Lacroix avaient rapporté des richesses de leur mission dans la Belgique. Camille des Moulins, qui, dès l'origine de la révolution, s'était titré de procureur-général de la lanterne, se trouvait séduit et adouci par une jeune femme. Ils osèrent demander que le coup qui venait d'être porté contre Hébert, ou le reste du parti de Marat, tournât tout à fait au profit de la République entière; qu'aucun innocent ne fût plus condamné, qu'on mit un terme à la terreur, qu'on établit un comité de clémence.

» Billaud-Varenes, Collot-d'Herbois,

qui dominaient au comité de salut public, et la masse des Jacobins repoussèrent ces mesures avec indignation et fureur, et Robespierre, après avoir hésité, n'osa point soutenir Danton, et le sacrifia. Danton, Camille des Moulins, Héraut-de-Séchelles, etc., périrent sur l'échafaud, et y furent trainés par le comité de salut public tout entier, et par les Jacobins en furie. Le peuple fut consterné, et pour la première fois ne donna aucun signe d'allégresse.

• Cependant ce que Robespierre n'avait pas osé faire, et ce qui lui eût été facile, s'il eût appuyé Danton, il osa tenter de l'opérer seul, après que celui-ci eut péri. Pour mettre un terme à l'athéisme, il fit proclamer l'existence de Dieu, et essaya de réhabiliter les vertus, les sciences et les arts. Alors Billaud-Varenes, Collot-d'Herbois, Barrère, frémissent de voir la fin du gouvernement révolutionnaire; ils se réunirent à tous les représentans qui, dans leurs missions, avaient fait couler le sang, à tous les nombreux amis que Danton avait dans la Convention, tels que Tallien, Fréron, Legendre; et lorsque Robespierre osa laisser entrevoir à son tour

qu'il fallait que le régime des proconsuls se terminât, qu'il fallait faire justice des hommes impurs qui avaient rendu la révolution odieuse dans les provinces, il trouva l'échafaud.

• La journée du neuf Thermidor fut réellement le triomphe de Collot-d'Herbois et de Billaud-Varenes, hommes plus affreux et plus avides de sang que Robespierre; mais cette victoire n'avait pu se remporter sur les Jacobins et la commune que par l'appel de tous les citoyens; de sorte que, pour la masse de la bourgeoisie et du peuple, la mort de Robespierre fut la mort du gouvernement révolutionnaire, et qu'après diverses oscillations, ceux qui voulaient continuer la terreur et qui avaient sacrifié Robespierre comme celui-ci avait sacrifié Danton, parce qu'il voulait adoucir et modérer la révolution, se trouvèrent entraînés, maîtrisés par l'opinion publique.

• Dans les dix derniers mois, Robespierre se plaignait souvent qu'on le rendait odieux en mettant sous son nom tous les massacres qui se commettaient. C'étaient des hommes plus sanguinaires et plus affreux que Robespierre, qui le

faisaient périr; mais toute la nation, qui attribuait depuis long-temps tous les assassinats à Robespierre, cria que la journée avait été contre la tyrannie, et celle croyance la fit finir. »

N. B. La dictée se termina ici; l'Empereur ne fit plus que causer, et comme il n'y est plus revenu, nous demeurons privés du quatrième âge.

Jeudi 15.

Le Moniteur, etc. — Liberté de la presse.

L'Empereur venait de parcourir beaucoup de Moniteurs. « Ces Moniteurs, disait-il, si terribles, si à charge à tant de réputations, ne sont constamment utiles et favorables qu'à moi seul. C'est avec les pièces officielles que les gens sages, les vrais talens écriront l'histoire; or, ces pièces sont pleines de moi, et ce sont celles que je sollicite et que j'invoque. » Il ajoutait qu'il avait fait du Moniteur l'âme et la force de son gouvernement; son intermédiaire et ses communications avec l'opinion publique du dedans et du dehors. Tous les gouvernemens depuis l'ont imité plus ou moins.

Arrivait-il au-dedans, parmi les hauts fonctionnaires, une faute grave quel-

conque, aussitôt, disait l'Empereur, trois conseillers d'État établissaient une enquête; ils me faisaient un rapport, affirmaient les faits, discutaient les principes; moi, je n'avais plus qu'à écrire au bas : « *Envoyé pour faire exécuter les lois de la République ou de l'Empire*, et mon ministère était fini, le résultat public obtenu; l'opinion faisait justice. C'était là le plus redoutable et le plus terrible de mes tribunaux. S'agissait-il, au dehors, de quelques grandes combinaisons politiques ou de quelques points délicats de diplomatie, les objets étaient indirectement jetés dans le Moniteur; ils attiraient aussitôt l'attention universelle, occupaient toutes les discussions; c'était le mot d'ordre pour les partisans du gouvernement, en même temps qu'un appel à l'opinion pour tous. On a accusé le Moniteur pour ses notes tranchantes, trop virulentes contre l'ennemi; mais, avant de les condamner, il faudrait mettre en ligne de compte le bien qu'elles peuvent avoir produit; l'inquiétude parfois dont elles étaient à l'ennemi; la terreur dont elles frappaient un cabinet incertain; le coup de fouet qu'elles donnaient à ceux qui

» marchaient avec nous; la confiance et
 » l'audace qu'elles inspiraient à nos sol-
 » dats, etc., etc.»

La conversation est tombée de là sur la liberté de la presse. L'Empereur nous demandait notre avis. Nous avons bavardé longuement et débité force lieux communs. Les uns étaient contre : Rien ne résiste à la liberté de la presse, disaient-ils; elle est capable de renverser tout gouvernement, de troubler toute société, de détruire toute réputation. Ce n'est que son interdiction qui est dangereuse, disaient les autres; si on la comprime, c'est une mine qui fera explosion, si on la laisse à elle-même, ce n'est plus qu'un arc débandé qui ne saurait blesser personne. A ceci, l'Empereur disait qu'il était loin d'être convaincu; mais que ce n'était plus là au demeurant la question; qu'il était des institutions aujourd'hui, et la liberté de la presse était de ce nombre, sur lesquelles on n'était plus appelé à décider si elles étaient bonnes, mais seulement s'il était possible de les refuser au torrent de l'opinion. Or, il prononçait que l'interdiction, dans un gouvernement représentatif, était un anachronisme choquant, une véritable

folie. Aussi, à son retour de l'île d'Elbe, avait-il abandonné la presse à tous ses excès, et il pensait bien qu'ils n'avaient été pour rien dans la chute nouvelle. Quand on voulut discuter au Conseil, devant lui, les moyens d'en mettre l'autorité à l'abri : « Messieurs, avait-il dit » plaisamment, c'est apparemment pour » vous autres que vous voulez défendre » ou gêner cette liberté; car, pour moi, » désormais je demeure étranger à tout » cela. La presse s'est épuisée sur moi » durant mon absence; je la défie bien » à présent de rien produire de neuf ou » de piquant contre moi.»

Vendredi 14.

Guerre et Maison d'Espagne. — Ferdinand à Valencey. — Fautes dans l'affaire d'Espagne. — Historique de ces événemens, etc. — Belle lettre de Napoléon à Murat.

L'Empereur a été malade toute la nuit, il était encore souffrant tout le jour, il a pris un bain de pied, et ne s'est pas trouvé en humeur de sortir; il a dîné seul dans son intérieur, et m'a fait venir vers le soir.

L'Empereur s'est remis en causant; le sujet a été constamment la guerre d'Espagne : j'en ai déjà mentionné quelque

chose plus haut, où l'on a vu que l'Empereur s'y condamne entièrement*. Je cherche à répéter le moins possible, aussi je vais inscrire ici seulement ce qui m'a paru neuf.

« Le vieux Roi et la Reine, disait
 « l'Empereur, étaient, au moment de
 « l'événement, l'objet de la haine et du
 « mépris des sujets. Le prince des Astu-
 « ries conspira contre eux, les fit abdi-
 « quer et devint aussitôt l'amour, l'espoir
 « de la nation. Toutefois, cette nation
 « était mûre pour de grands changemens,
 « et les sollicitait avec force; j'y étais
 « très-populaire; c'est dans cette situa-
 « tion des esprits, que tous ces person-
 « nages furent réunis à Bayonne; le vieux
 « Roi me demandant vengeance contre
 « son fils, le jeune prince sollicitant ma
 « protection contre son père et me de-
 « mandant une femme. Je résolus de
 « profiter de cette occasion unique pour
 « me délivrer de cette branche des Bour-
 « bons, continuer dans ma propre dynas-
 « tie le système de famille de Louis XIV,
 « et enchaîner l'Espagne aux destinées
 « de la France. Ferdinand fut envoyé à

* Voyez 5^e vol. page 297.

« Valencey; le vieux Roi, à Compiègne,
 « à Marseille, où il voulut; et mon frère
 « Joseph fut régner dans Madrid avec
 « une constitution libérale adoptée par
 « une junte de la nation espagnole qui
 « était venue la recevoir à Bayonne.

« Il me paraît, continuait-il, que l'Eu-
 « rope et même la France n'ont jamais
 « eu une idée juste de la situation de
 « Ferdinand à Valencey. On se méprend
 « étrangement dans le monde sur le trai-
 « tement qu'il a éprouvé, et plus encore
 « peut-être sur ses dispositions et ses
 « opinions personnelles relatives à sa
 « situation. Le fait est qu'il était à peine
 « gardé à Valencey, et qu'il n'eût pas
 « voulu s'en échapper. S'il se trama quel-
 « ques intrigues pour favoriser son éva-
 « sion, il fut le premier à les dénoncer.
 « Un Irlandais (baron de Colli) pénétra
 « jusqu'à sa personne au nom de Geor-
 « ges III, lui offrant de l'enlever; mais
 « loin d'y accéder, Ferdinand tout aussi-
 « tôt en donna connaissance à l'autorité. ®

« Il ne cessait de me demander
 « une femme de ma main. Il m'écrivait
 « spontanément pour me complimenter
 « toutes les fois qu'il m'arrivait quelque
 « chose d'heureux. Il avait donné des

» proclamations aux Espagnols, pour
 » qu'ils se soumissent; il avait reconnu
 » Joseph; choses qu'on eût pu regarder
 » comme forcées peut-être; mais il lui
 » demandait son grand cordon: il m'of-
 » frait dom Carlos, son frère, pour com-
 » mander les régimens espagnols qui al-
 » laient en Russie, choses auxquelles il
 » n'était nullement obligé. Enfin il me
 » sollicitait vivement de le laisser venir à
 » ma Cour à Paris, et si je ne me suis pas
 » prêté à un spectacle qui eût frappé
 » l'Europe, et lui prouvât par là tout
 » l'affermissement de ma puissance, c'est
 » que la gravité des circonstances qui
 » m'appelaient au-dehors, et mes fré-
 » quentes absences de la capitale, ne
 » m'en ont pas laissé l'occasion. »

Vers un commencement d'année, à
 un lever de l'Empereur, je me trouvais
 le voisin du chambellan comte d'Arberg,
 faisant le service à Valencey près des
 princes d'Espagne. Arrivé à lui, l'Empe-
 reur demanda comment se conduisaient
 ces princes, s'ils étaient sages; et puis
 il ajouta: « Vous m'avez apporté une bien
 » jolie lettre: entre nous, c'est vous qui
 » la leur aurez faite? » D'Arberg l'assura
 qu'il ignorait même l'objet de son con-

tenu. « Eh bien! dit l'Empereur, elle est
 » charmante; un fils n'écrirait pas autre-
 » ment à son père. »

» Quand les circonstances devinrent
 » difficiles pour nous en Espagne, disoit
 » l'Empereur, je proposai plus d'une fois
 » à Ferdinand de s'en retourner, d'al-
 » ler régner sur son peuple, lui disant
 » que nous nous ferions franchement la
 » guerre, que le sort des armes en déci-
 » derait. Non, répondit le prince, qui
 » semble avoir été bien conseillé, et ne
 » varia jamais de ce système; des troubles
 » politiques agitent mon pays, je ne man-
 » querais pas de compliquer les affaires,
 » je pourrais en devenir la victime et
 » porter ma tête sur l'échafaud: je reste;
 » si vous voulez m'accorder votre pro-
 » tection et l'appui de vos armes, je pars,
 » et je vous serai un allié fidèle. »

» Plus tard, lors de nos désastres, et
 » vers la fin de 1813, je me rendis à
 » cette proposition, et le mariage de
 » Ferdinand fut arrêté avec la fille aînée
 » de Joseph; mais alors les circonstances
 » n'étaient plus les mêmes, et Ferdinand
 » demanda d'ajourner le mariage. — Vous
 » ne pouvez plus m'accorder l'appui de
 » vos armes, disoit-il, je ne dois point

» me donner en ma femme un titre d'ex-
 » clusion aux yeux de mes peuples. Et
 » il partit dans des intentions de bonne
 » foi, à ce qu'il semble, continuait l'Em-
 » pereur, car il est demeuré fidèle aux
 » principes de son départ jusqu'aux évé-
 » nemens de Fontainebleau.»

Il est hors de doute que, si les affaires de 1814 eussent tourné différemment, il n'eût accompli, assurait l'Empereur, son mariage avec la fille de Joseph.

L'Empereur, en revenant sur ces événemens, disait que les résultats lui donnaient irrévocablement tort; mais qu'indépendamment de ce tort du destin, il se reprochait aussi des fautes graves dans l'exécution. Une des plus grandes était d'avoir mis de l'importance à détrôner la dynastie des Bourbons, et à maintenir comme base de ce système, pour souverain nouveau, précisément celui qui, par ces qualités et son caractère, devait nécessairement le faire manquer.

Lors de la réunion à Bayonne, l'ancien précepteur de Ferdinand, son principal conseil (Escoiquiz), apercevant tout aussitôt les grands projets de l'Empereur, et défendant la cause de son

maître, lui disait : « Vous voulez vous
 » créer un travail d'Hercule, lorsque
 » vous n'avez sous la main qu'un jeu
 » d'enfant. Vous voulez vous délivrer
 » des Bourbons d'Espagne : pourquoi
 » les craindriez-vous? Ils sont nuls, ils
 » ne sont plus Français. Vous n'avez
 » aucunement à les craindre : ils sont
 » tout à fait étrangers à votre nation et
 » à vos mœurs. Vous avez ici M^{me} de Mont-
 » morency et de vos dames nouvelles ;
 » ils ne connaissent pas plus les unes que
 » les autres, elles sont sans différence à
 » leurs yeux, etc., etc. » Malheureuse-
 » ment l'Empereur en décida autrement.
 Je me suis permis de lui dire que des Espagnols m'avaient assuré que si l'orgueil national avait été épargné, que si la junte espagnole se fût tenue à Madrid au lieu de Bayonne, ou bien encore qu'on eût renvoyé Charles IV, et gardé Ferdinand, la révolution eût été populaire, et les affaires auraient pris une autre tournure. L'Empereur n'en doutait pas, et convenait que cette entreprise avait été mal embarquée, que beaucoup de circonstances eussent pu être mieux conduites. « Toutefois, di-
 » sait-il, Charles IV était usé pour les

» Espagnols : il eût fallu user de même
 » Ferdinand; le plan le plus digne de
 » moi, le plus sûr pour mes projets eût
 » été une espèce de médiation à la ma-
 » nière de celle de la Suisse. J'aurais dû
 » donner une constitution libérale à la
 » nation espagnole, et charger Ferdi-
 » nand de la mettre en pratique. S'il
 » l'exécutait de bonne foi, l'Espagne
 » prospérerait et se mettrait en harmonie
 » avec nos mœurs nouvelles; le grand
 » but était obtenu, la France acquérait
 » une alliée intime, une addition de
 » puissance vraiment redoutable. Si Fer-
 » dinand, au contraire, manquait à ses
 » nouveaux engagements, les Espagnols
 » eux-mêmes n'eussent pas manqué de
 » le renvoyer, et seraient venus me sol-
 » liciter de leur donner un maître. Quoi
 » qu'il en soit, terminait l'Empereur,
 » cette malheureuse guerre d'Espagne
 » a été une véritable plaie, la cause pre-
 » mière des malheurs de la France. Après
 » mes conférences d'Erfurt avec Alexan-
 » dre, disait-il, l'Angleterre devait être
 » contrainte à la paix par la force des
 » armes ou par celle de la raison. Elle se
 » trouvait perdue, déconsidérée sur le
 » continent; son affaire de Copenhague

» avait révolté tous les esprits, et moi
 » je brillais en ce moment de tous les
 » avantages contraires, quand cette mal-
 » heureuse affaire d'Espagne est venue
 » tourner subitement l'opinion contre
 » moi et réhabiliter l'Angleterre. Elle
 » a pu dès-lors continuer la guerre; les
 » débouchés de l'Amérique méridionale
 » lui ont été ouverts; elle s'est fait une
 » armée dans la péninsule, et de là elle
 » est devenue l'agent victorieux, le nœud
 » redoutable de toutes les intrigues qui
 » ont pu se former sur le continent, etc.,
 » c'est ce qui m'a perdu!

• Toutefois on m'assaillit alors de re-
 » proches que je ne méritais pas : l'his-
 » toire me lavera. On m'accusa, dans
 » cette affaire, de perfidie, d'embûches
 » et de mauvaise foi, et il n'y avait rien
 » de tout cela. Jamais, quoi qu'on en ait
 » dit, je ne manquai de foi, ni ne violai
 » de paroles, pas plus contre l'Espagne
 » que contre aucune autre puissance.

• On sera certain un jour que, dans
 » les grandes affaires d'Espagne, je fus
 » complètement étranger à toutes les in-
 » trigues intérieures de sa Cour, que je
 » ne manquai de paroles ni à Charles IV,

» ni à Ferdinand VII; que je ne rompis
 » aucun engagement vis-à-vis du père
 » ni du fils, que je n'employai point de
 » mensonge pour les attirer tous deux
 » à Bayonne; mais qu'ils y accoururent
 » à l'envi l'un de l'autre. Quand je les
 » vis à mes pieds, que je pus juger par
 » moi-même de toute leur incapacité,
 » je pris en pitié le sort d'un grand peu-
 » ple, je saisis aux cheveux l'occasion
 » unique que me présentait la fortune,
 » pour régénérer l'Espagne, l'enlever à
 » l'Angleterre et l'unir intimement à no-
 » tre système. Dans ma pensée, c'était
 » poser une des bases fondamentales du
 » repos et de la sécurité de l'Europe.
 » Mais loin d'y employer d'ignobles, de
 » faibles détours, comme on l'a répandu;
 » si j'ai péché c'est, au contraire, par
 » une audacieuse franchise, par un ex-
 » cès d'énergie. Bayonne ne fut pas un
 » guet-apens; mais un immense, un
 » éclatant coup d'Etat. Quelque peu
 » d'hypocrisie m'eût sauvé, ou bien en-
 » core si j'avais voulu seulement aban-
 » donner le Prince de la Paix à la fureur
 » du peuple; mais l'idée m'en parut hor-
 » rible; il m'eût semblé recueillir le prix

» du sang; et puis il est vrai de dire en-
 » core que Murat m'a beaucoup gâté
 » tout cela...

» Quoi qu'il en soit, je dédaignai les
 » voies tortueuses et communes, je me
 » trouvais si puissant!.... J'osai frapper
 » de trop haut. Je voulus agir comme
 » la Providence qui remédie aux maux
 » des mortels par des moyens à son gré,
 » par fois violens, et sans s'inquiéter
 » d'aucun jugement.

» Toutefois j'embarquai fort mal toute
 » cette affaire, je le confesse; l'immo-
 » ralité dut se montrer par trop patente,
 » l'injustice par trop cynique, et le tout
 » demeure fort vilain, puisque j'ai suc-
 » combé; car l'attentat ne se présente
 » plus que dans sa hideuse nudité, privé
 » de tout le grandiose et des nombreux
 » bienfaits qui remplissaient mon inten-
 » tion. La postérité l'eût préconisé pour-
 » tant si j'avais réussi, et avec raison,
 » peut-être, à cause de ces grands et
 » heureux résultats: tel est le sort et le
 » jugement dans les choses d'ici bas!!!
 » Mais je le répète, il n'y eut ni manque
 » de foi, ni perfidie, ni mensonge; bien
 » plus, il n'y avait nulle occasion pour

» cela. » Et ici l'Empereur a repris, dans son entier et dans son principe, tout l'historique de l'affaire d'Espagne, répétant beaucoup de choses déjà dites plus haut.

» Deux partis, disait l'Empereur, divisaient la Cour et la famille régnante : l'un était celui du monarque, aveuglément gouverné par son favori, le Prince de la Paix, lequel s'était fait le véritable roi. L'autre était celui de l'héritier présomptif, conduit par son précepteur, Escoiquiz, qui aspirait à gouverner. Ces deux partis recherchaient également mon appui, et me faisaient beau jeu ; nul doute que je ne fusse résolu d'en tirer tout l'avantage possible.

» Le favori, pour se maintenir dans son poste, aussi bien que pour se mettre à l'abri de la vengeance du fils (la mort du père arrivant), m'offrait au nom de Charles IV, de faire, de concert, la conquête du Portugal, se réservant pour lui la souveraineté des Algarves comme asile.

» D'un autre côté, le prince des Asturies m'écrivait clandestinement, à

» l'insu de son père, pour me demander une femme de ma main, et implorer ma protection.

» Je conclus avec le premier, et laissai le second sans réponse. Mes troupes étaient déjà admises dans la péninsule, quand le fils profita d'une émeute pour faire abdiquer son père et régner à sa place.

» On m'a imputé bêtement d'avoir pris part à toutes ces intrigues ; mais j'y étais d'autant plus étranger, que la dernière circonstance surtout dérangeait tous mes projets arrêtés avec le père, et par suite desquels mes troupes se trouvaient déjà au sein de l'Espagne. Les deux partis sentirent bien dès-lors que je pouvais et devais être leur arbitre. Le roi détrôné s'adressa donc à moi pour obtenir vengeance ; et le fils y eut recours pour être reconnu. Tous deux s'empressèrent de venir plaider devant moi, également poussés par leurs conseillers respectifs, ceux-là même qui les gouvernaient tout à fait, et qui ne voyaient plus d'autres moyens pour assurer leur propre tête, que de se jeter dans mes bras.

» Le prince de la Paix, ayant failli

» être massacré, persuada facilement ce
 » voyage à Charles IV et à la reine, qui
 » s'étaient eux-mêmes vus en danger de
 » périr par la multitude.

» De son côté, le précepteur Escoi-
 » quiz, le véritable auteur de tous les
 » maux de l'Espagne, alarmé de voir
 » Charles IV protester contre son abdi-
 » cation, ne voyant que l'échafaud si son
 » pupille ne triomphait pas, fut fort ar-
 » dent à déterminer le jeune roi. Ce cha-
 » noine, d'ailleurs très-confiant dans ses
 » moyens, ne désespérait pas d'influen-
 » cer de vive voix sur mes déterminations,
 » et de m'amener ainsi à reconnaître Fer-
 » dinand, m'offrant, pour son propre
 » compte, de gouverner, disait-il, tout
 » à fait à ma dévotion, aussi bien que
 » pourrait le faire le prince de la Paix,
 » au nom de Charles IV. Et il faut con-
 » venir, disait l'Empereur, que si j'eusse
 » écouté plusieurs de ses raisons, et suivi
 » quelques-unes de ses idées, je m'en
 » serais beaucoup mieux trouvé.

» Quand je les tins tous réunis à
 » Bayonne, ma politique se trouva pos-
 » séder bien au-delà de ce qu'elle eût
 » jamais osé prétendre; il en a été ainsi
 » de plus d'un autre événement de ma

» vie, dont on a fait honneur à ma poli-
 » tique, et qui n'appartenaient qu'au
 » hasard : je n'avais pas combiné, mais
 » je profitais. Ici j'avais le nœud gordien
 » devant moi, je le coupai; j'offris à
 » Charles IV et à la reine de me céder
 » la couronne d'Espagne, et de vivre
 » paisiblement en France; ils s'y prêtè-
 » rent, je pourrais dire presque volon-
 » tiers, tant ils étaient ulcérés contre
 » leur fils, et tant eux et leur favori ne
 » recherchaient autre chose désormais
 » que le repos et la sûreté. Le prince
 » des Asturies n'y résista pas extraordi-
 » nairement; mais il ne fut employé
 » contre lui ni violence, ni menace; et
 » si la peur le décida, ce que je crois
 » bien, cela ne dut regarder que lui.

» Voilà, mon cher, en bien peu de
 » mots tout l'historique de l'affaire d'Es-
 » pagne : quoi qu'on en dise ou qu'on
 » écrive, on en arrivera là; et vous voyez
 » qu'il ne saurait y avoir occasion pour
 » moi à détour, mensonges, manque de
 » paroles, ou violations d'engagemens.
 » Pour m'en rendre coupable, il eût
 » donc fallu vouloir me salir gratuite-
 » ment; or, jamais je n'ai montré ce
 » penchant.

» Du reste, dès que j'eus prononcé,
 » la tourbe des intrigans qui fourmille
 » dans toutes les Cours, ceux-là même
 » qui avaient été les plus actifs à provo-
 » quer les malheurs, cherchèrent aussi-
 » tôt à faire leur affaire auprès de Joseph,
 » comme ils l'avaient faite auprès de
 » Charles IV et de Ferdinand VII; mais,
 » soigneusement attentifs à la marche des
 » événemens, ils ont tourné plus tard à
 » mesure que les circonstances deven-
 » naient difficiles, et que nos désastres
 » approchaient; si bien que ce sont en-
 » core eux qui se trouvent gouverner
 » aujourd'hui Ferdinand; et, chose ef-
 » froyable! pour mieux s'asseoir, ils n'ont
 » pas hésité à rejeter l'odieux et le crime
 » des malheurs éprouvés sur la masse
 » des *niais*, qu'ils ont proscrits et qu'ils
 » tiennent dans le bannissement, de ces
 » gens naturellement honnêtes, qui, dans
 » le principe, blâmèrent fort le voyage
 » de Ferdinand, dont plusieurs même
 » s'y opposèrent, puis prêtèrent serment
 » à Joseph, qui leur sembla identifié pour
 » lors au bonheur et au repos de leur
 » patrie, et lui demeurèrent fidèles jus-
 » qu'à ce que la grande catastrophe vint
 » le faire descendre du trône.

» Il serait difficile d'accumuler plus
 » d'effronterie et de turpitude, que n'en
 » ont montré tous ces intrigans, princi-
 » paux acteurs de cette grande scène;
 » ce qui, pour le dire en passant, atténue
 » la dégradation dont de pareilles vilenies
 » ont chargé la France aux yeux de l'Eu-
 » rope. On voit qu'elles ne lui sont pas
 » exclusives; les intrigans, les ambitieux,
 » les avides se trouvent partout, sont les
 » mêmes partout; les individus seuls sont
 » coupables; les nations ne sauraient être
 » responsables, leur seul tort est de se
 » trouver pour un moment en évidence:
 » malheur à celle qui occupe la scène. »

N. B. Aujourd'hui l'affaire d'Espagne
 demeure parfaitement connue, grâce
 aux écrits des principaux acteurs, le
 chanoine Escoiquiz, le ministre Cevallos
 et autres, et surtout l'honnête et res-
 pectable M. Llorente, qui, sous la si-
 gnature anagrammatique de Nellerto, a
 publié les mémoires du temps, appuyés
 du recueil de toutes les pièces officielles.
 Les contradictions adverses des deux
 premiers, leurs disputes entre eux, les
 réclamations et les dénégations des con-
 temporains, ont réduit leurs écrits à
 leur juste valeur, en les dépouillant de

tout ce qu'il y avait d'erroné, de faux ou même de falsifié: il en résulte qu'aux yeux de tout homme impartial et froid, ils concourent tous, même involontairement, à confirmer les assertions justificatives émises plus haut par Napoléon; non qu'ils ne reproduisent cette différence qu'on doit inévitablement attendre de la diversité du parti et d'intérêts; mais seulement parce qu'il est vrai de dire qu'aucun n'établit avec fondement une occasion positive, qu'il ne présente aucune pièce officielle qui puisse la constater, tandis que toutes celles qui existent attestent et consacrent le contraire.

Ce qu'on peut observer encore dans l'histoire, aujourd'hui bien authentique, de ces affaires, c'est que l'Angleterre elle-même s'y est trouvée tout à fait étrangère, du moins dans le principe, ce qui était loin de la pensée de Napoléon, qui accusa, dans le temps, les Anglais d'être la première cause de toutes les intrigues, et qui les en accusait encore à Sainte-Hélène, tant il était habitué à les trouver au fond de tout ce qui se tramait contre lui.

Au surplus, voici sur cette affaire d'Espagne une lettre de l'Empereur qui

y jette plus de jour que ne sauraient le faire des volumes. Elle est admirable; les événemens qui ont suivi la rendent un chef-d'œuvre. Elle fait voir la rapidité, le coup-d'œil d'aigle avec lequel Napoléon jugeait immédiatement les choses et les personnes.

Malheureusement, elle montre aussi combien l'exécution des subalternes, la plupart du temps, détruisait ou gâtait les plus belles, les plus hautes conceptions, et, sous ce rapport encore, cette lettre demeure bien précieuse pour l'histoire. Sa date la rend prophétique.

29 Mars 1808.

« Monsieur le grand duc de Berg, je
 » crains que vous ne me trompiez sur la
 » situation de l'Espagne, et que vous ne
 » vous trompiez vous-même. L'affaire du
 » vingt mars a singulièrement compliqué
 » les événemens. Je reste dans une grande
 » perplexité.

« Ne croyez pas que vous attaquiez une
 » nation désarmée, et que vous n'ayiez que
 » des troupes à monter pour soumettre
 » l'Espagne. La révolution du vingt mars
 » prouve qu'il y a de l'énergie chez les
 » Espagnols. Vous avez à faire à un peuple

» neuf : il a tout le courage, et il aura
 » tout l'enthousiasme que l'on rencontre
 » chez des hommes que n'ont point usés
 » les passions politiques.

• L'aristocratie et le clergé sont les
 » maîtres de l'Espagne. S'ils craignent
 » pour leurs privilèges et pour leur existence,
 » ils feront contre nous des levées
 » en masse, qui pourront éterniser la
 » guerre. J'ai des partisans ; si je me
 » présente en conquérant, je n'en aurai plus.

• Le prince de la Paix est détesté,
 » parce qu'on l'accuse d'avoir livré l'Espagne
 » à la France. Voilà le grief qui a
 » servi l'usurpation de Ferdinand. Le
 » parti populaire est le plus faible.

• Le prince des Asturies n'a aucune
 » des qualités qui sont nécessaires au
 » chef d'une nation ; cela n'empêchera
 » pas que, pour nous l'opposer, on en
 » fasse un héros. Je ne veux pas que l'on
 » use de violence envers les personnages
 » de cette famille : il n'est jamais utile
 » de se rendre odieux et d'enflammer
 » les haines. L'Espagne a plus de cent
 » mille hommes sous les armes, c'est
 » plus qu'il ne faut pour soutenir avec
 » avantage une guerre intérieure. Divisés

» sur plusieurs points, ils peuvent servir
 » de noyau au soulèvement total de la
 » monarchie.

• Je vous présente l'ensemble des obstacles
 » qui sont inévitables ; il en est
 » d'autres que vous sentirez. L'Angle-
 » terre ne laissera pas échapper cette
 » occasion de multiplier nos embarras.
 » Elle expédie journellement des avisos
 » aux forces qu'elle tient sur les côtes
 » du Portugal et dans la Méditerranée ;
 » elle fait des enrôlemens de *Siciliens* et
 » de *Portugais*.

• La famille royale n'ayant point quitté
 » l'Espagne pour aller s'établir aux Indes,
 » il n'y a qu'une révolution qui puisse
 » changer l'état de ce pays. C'est peut-
 » être celui de l'Europe qui y est le
 » moins préparé. Les gens qui voient les
 » vices monstrueux de ce gouvernement
 » et l'anarchie qui a pris la place de
 » l'autorité légale, font le plus petit
 » nombre ; le plus grand nombre profite
 » de ces vices et de cette anarchie.

• Dans l'intérêt de mon Empire, je
 » puis faire beaucoup de bien à l'Espa-
 » gne. Quels sont les meilleurs moyens
 » à prendre ?

• Irai-je à Madrid ? Exercerai-je l'acte

» d'un grand protectorat, en prononçant
 » entre le père et le fils? Il me semble
 » difficile de faire régner Charles IV :
 » son gouvernement et son favori sont
 » tellement dépopularisés, qu'ils ne se
 » soutiendraient pas trois mois.

» Ferdinand est l'ennemi de la France,
 » c'est pour cela qu'on l'a fait roi. Le
 » placer sur le trône sera servir les fac-
 » tions qui, depuis vingt-cinq ans, veu-
 » lent l'anéantissement de la France. Une
 » alliance de famille serait un faible lien.
 » *La reine Elisabeth et d'autres princesses*
 » françaises ont péri misérablement lors-
 » que l'on a pu les immoler impunément
 » à d'atroces vengeances. Je pense qu'il
 » ne faut rien précipiter, qu'il convient
 » de prendre conseil des événemens qui
 » vont suivre..... Il faudra fortifier les
 » corps d'armée qui se tiendront sur les
 » frontières du Portugal, et attendre...

» Je n'approuve pas le parti qu'a pris
 » Votre Altesse Impériale de s'emparer
 » aussi précipitamment de Madrid. Il fal-
 » lait tenir l'armée à dix lieues de la
 » capitale. Vous n'aviez pas l'assurance
 » que le peuple et la magistrature allaient
 » reconnaître Ferdinand sans contesta-
 » tion. Le prince de la Paix doit avoir

» dans les emplois publics des partisans ;
 » il y a d'ailleurs un attachement d'habi-
 » tude au vieux Roi, qui pouvait pro-
 » duire des résultats. Votre entrée à
 » Madrid, en inquiétant les Espagnols,
 » a puissamment servi Ferdinand. J'ai
 » donné ordre à Savary d'aller auprès du
 » nouveau Roi voir ce qui se passe. Il se
 » concertera avec Votre Altesse Impé-
 » riale. J'avisera ultérieurement au parti
 » qui sera à prendre; en attendant, voici
 » ce que je juge convenable de vous
 » prescrire :

» Vous ne m'engagerez à une entrevue,
 » *en Espagne*, avec Ferdinand, que si
 » vous jugez la situation des choses telle
 » que je doive le reconnaître comme roi
 » d'Espagne. Vous userez de bons pro-
 » cédés envers le Roi, la Reine et le
 » prince Godoy. Vous exigerez pour eux,
 » et vous leur rendrez les mêmes hon-
 » neurs qu'autrefois. Vous ferez en sorte
 » que les Espagnols ne puissent pas soup-
 » çonner le parti que je prendrai. Cela
 » ne vous sera pas difficile : je n'en sais
 » rien moi-même.

» Vous ferez entendre à la noblesse
 » et au clergé, que si la France doit
 » intervenir dans les affaires d'Espagne,

» leurs privilèges et leurs immunités se-
 » ront respectés. Vous leur direz que
 » l'Empereur désire le perfectionnement
 » des institutions politiques de l'Espagne,
 » pour la mettre en rapport avec l'état
 » de civilisation de l'Europe, pour la
 » soustraire au régime des favoris.....
 » Vous direz aux magistrats et aux bour-
 » geois des villes, aux gens éclairés, que
 » l'Espagne a besoin de recréer la ma-
 » chine de son gouvernement, et qu'il
 » lui faut des lois qui garantissent les
 » citoyens de l'arbitraire et des usurpa-
 » tions de la féodalité, des institutions
 » qui raniment l'industrie, l'agriculture
 » et les arts. Vous leur peindrez l'état de
 » tranquillité et d'aisance dont jouit la
 » France, malgré les guerres où elle s'est
 » toujours engagée; la splendeur de la
 » religion, qui doit son établissement au
 » concordat que j'ai signé avec le Pape.
 » Vous leur démontrerez les avantages
 » qu'ils peuvent tirer d'une régénération
 » politique : l'ordre et la paix dans l'in-
 » térieur, la considération et la puissance
 » dans l'extérieur. Tel doit être l'esprit
 » de vos discours et de vos écrits. Ne
 » brusquez aucune démarche; je puis
 » attendre à Bayonne, je puis passer les

» Pyrénées, et, me fortifiant vers le
 » Portugal, aller conduire la guerre de
 » ce côté.

» Je songerai à vos intérêts particu-
 » liers, n'y songez pas vous-même.....
 » Le Portugal restera à ma disposition.
 » Qu'aucun projet personnel ne vous oc-
 » cupe et ne dirige votre conduite : cela
 » me nuirait, et vous nuirait encore plus
 » qu'à moi.

» Vous allez trop vite dans vos instruc-
 » tions du quatorze; la marche que vous
 » prescrivez au général Dupont est trop
 » rapide, à cause de l'événement du dix-
 » neuf mars. Il y a des changemens à
 » faire, vous donnerez de nouvelles dis-
 » positions, vous recevrez des instructions
 » de mon ministre des affaires étrangères.

» J'ordonne que la discipline soit main-
 » tenue de la manière la plus sévère :
 » point de grâce pour les plus petites
 » fautes. L'on aura pour l'habitant les plus
 » grands égards. L'on respectera princi-
 » palement les églises et les couvens.

» L'armée évitera toute rencontre, soit
 » avec des corps de l'armée espagnole, soit
 » avec des détachemens : il ne faut pas
 » que, d'aucun côté, il soit brûlé une
 » amorce.

» Laissez *Solano* dépasser *Badajoz*,
 » faites-le observer; donnez vous-même
 » l'indication des marches de mon armée,
 » pour la tenir toujours à une distance
 » de plusieurs lieues des corps espagnols.
 » Si la guerre s'allumait, tout serait perdu.

» C'est à la politique et aux négociations qu'il appartient de décider des destinées de l'Espagne. Je vous recommande d'éviter des explications avec *Solano*, comme avec les autres généraux et les gouverneurs espagnols.

» Vous m'enverrez deux estafettes par jour. En cas d'événemens majeurs, vous m'expédiez des officiers d'ordonnance. Vous me renverrez sur-le-champ le chambellan de T..., qui vous porte cette dépêche; vous lui remettrez un rapport détaillé.

» Sur ce, je prie Dieu, M. le Grand-Duc de Berg, qu'il vous ait, etc.

» Signé NAPOLEON. »

Samedi 15.

Le temps était magnifique; nous avons fait notre tour en calèche, durant lequel nous avons aperçu, très-près du rivage, un gros bâtiment, dont la manœuvre

nous a paru singulière. Les marques distinctives nous l'ont fait prendre pour le *Neuwcassel*, annoncé depuis quelque temps pour venir relever le *Northumberland*; mais ce n'était qu'un bâtiment de la compagnie.

Dans une partie de la journée, l'Empereur, au travers d'un grand nombre d'objets, en est arrivé à mentionner plusieurs personnes qui viendraient le joindre à *Sainte-Hélène*, disait-il, si on leur en laissait la liberté, et il s'est mis à analyser les motifs qui les détermineraient. De là il est passé aux motifs de ceux qui se trouvent autour de lui.

» *Bertrand*, disait-il, est désormais identifié avec mon sort: c'est devenu historique. *Gourgaud* était mon premier officier d'ordonnance: il est mon ouvrage, c'est mon enfant. *Monthon* est le fils de *Semonville*, un beau-frère de *Joubert*, un enfant de la révolution et des camps. Vous, mon cher, disait-il au quatrième, vous, » Et après avoir cherché un instant, il a repris: « Mais vous, mon cher, au fait, par quel diable de hasard vous trouvez-vous ici? — Sire, lui a-t-il répondu, par le bonheur de

» mon étoile, et pour l'honneur de l'émigration.»

Dimanche 16.

Effets envoyés d'Angleterre. — L'Empereur avait voulu proscrire le coton en France. — Conférences de Tilsit. — Reine de Prusse, le Roi. — Empereur Alexandre. — Anecdotes, etc.

Le temps était tout à fait beau; l'Empereur est entré vers les dix heures dans ma chambre: je m'habillais, je dictais à mon fils précisément mon journal. L'Empereur y a jeté les yeux quelques instans et n'a rien dit; il l'a quitté pour saisir quelques dessins commencés: c'était la topographie, à la plume, de quelques-uns des champs de bataille d'Italie, un essai de mon fils et une surprise que nous nous plaignions à ménager à l'Empereur. Nous les avons travaillés jusque là en secret.

J'ai suivi l'Empereur au jardin, il y a beaucoup causé sur des objets qu'on venait de nous envoyer d'Angleterre: c'était principalement des meubles; il a fait ressortir le peu de grâce et la gaucherie de ceux qui étaient chargés de nous les remettre; en nous offrant,

observait-il, même ce qui nous eût été le plus agréable, ils trouvaient encore moyen de nous offenser; aussi était-il bien déterminé à n'en pas faire usage, et il avait déjà fait remercier pour deux fusils de chasse qui étaient particulièrement destinés à lui être offerts. L'Empereur a voulu déjeuner en plein air, et nous y a tous fait appeler.

La conversation s'étant trouvée sur la mode et les parures, l'Empereur a dit qu'un moment il avait voulu proscrire l'usage du coton en France, pour mieux soutenir les batistes et les linons de nos villes de la Flandre. L'Impératrice Joséphine s'était révoltée, elle avait poussé les hauts cris: il avait fallu y renoncer.

L'Empereur était très-causant, le temps fort doux et assez agréable: il s'est mis à marcher dans l'espace d'allée perpendiculaire à la face de la maison. La conversation s'est fixée sur l'époque fameuse de Tilsit; voici les détails précieux que j'en ai recueillis:

L'Empereur racontait que si la Reine de Prusse était venue au commencement des négociations, elle eût pu influer beaucoup sur leur résultat; heureusement elle arriva les choses assez

avancées pour que l'Empereur pût se décider à conclure vingt-quatre heures après. On a pensé que le Roi l'en avait empêchée jusque là par un commencement de jalousie contre un grand personnage; et cette jalousie, disait l'Empereur, n'était pas, assurait-on, sans quelque léger fondement.

Dès le moment de son arrivée, l'Empereur se rendit chez elle pour lui faire visite. La Reine de Prusse, disait-il, avait été très-belle, mais elle commençait à perdre de sa première jeunesse.

L'Empereur dit que cette Reine le reçut comme M^{lle} Duchesnois dans Chimène, demandant, criant *justice*; renversée en arrière, en un mot tout à fait en scène; c'était de la véritable tragédie: il en fut un moment interloqué, et il n'imagina, dit-il, d'autre moyen de se débarrasser, qu'en ramenant la chose au ton de la haute comédie; ce qu'il essaya en lui avançant un siège, et la forçant de s'y asseoir; elle n'en continua pas moins du ton le plus pathétique. « La Prusse s'était aveuglée sur sa puissance, » disait-elle; elle avait osé combattre un héros, s'opposer aux destinées de la France, négliger son heureuse amitié :

« elle en était bien punie !.... La gloire du grand Frédéric, ses souvenirs, son héritage, avaient trop enflé le cœur de la Prusse, ils causaient sa ruine !.... » Elle sollicitait, suppliait, implorait. Magdebourg surtout était l'objet de ses vœux. L'Empereur eut à se tenir le mieux qu'il put; heureusement le mari arriva; la Reine, d'un regard expressif, réprova ce contre-temps, et montra de l'humeur. En effet, le Roi essaya de mettre son mot dans la conversation, gâta toute l'affaire, et je fus délivré, dit l'Empereur.

L'Empereur eut la Reine à dîner: elle déploya, disait-il, vis-à-vis de lui tout son esprit, elle en avait beaucoup; toutes ses manières, elles étaient fort agréables; toute sa coquetterie, elle n'était pas sans charmes. « Mais j'étais résolu de tenir bon, ajoutait-il; toutefois il me fallut beaucoup d'attention sur moi-même pour demeurer exempt de toute espèce d'engagement et de toute parole douteuse, d'autant plus que j'étais soigneusement observé, et tout particulièrement par Alexandre. »

Un instant avant de se mettre à table, Napoléon s'étant approché d'une console, y avait pris une très-belle rose,

qu'il présenta à la Reine, dont la main exprima d'abord une espèce de refus apprêté; mais se ravissant aussitôt, elle dit : *Oui, mais au moins avec Magdebourg.* Sur quoi l'Empereur lui répliqua : « Mais..... J'observerai à Votre Majesté que c'est moi qui la donne, et vous qui allez la recevoir. » Le dîner et tout le reste du temps se passa de la sorte.

La Reine était à table entre les deux Empereurs, qui firent assaut de galanterie. On s'était placé d'après la bonne oreille d'Alexandre : il en est une dont dont il entend à peine. Le soir venu, et la Reine retirée, l'Empereur, qui n'avait cessé d'être de la plus grande amabilité, mais qui s'était vu pourtant souvent poussé à bout, résolut d'en finir. Il manda M. de Talleyrand et le prince Kourakin, parla de la grosse dent; et, lâchant, dit-il, les gros mots, observa qu'après tout, une femme et la galanterie ne pouvaient ni ne devaient altérer un système conçu pour les destinées d'un grand peuple; qu'il exigeait que l'on conclût à l'instant, et que l'on signât de suite; ce qui fut fait comme il l'avait voulu. « Ainsi la conversation de la Reine de Prusse, disait-il, avança

« le traité de huit ou quinze jours. » Le lendemain, la Reine se préparait à venir renouveler ses attaques; elle fut indignée quand elle apprit la signature du traité. Elle pleura beaucoup, et résolut de ne plus voir l'Empereur Napoléon. Elle ne voulait pas accepter son second dîner. Alexandre fut obligé d'aller lui-même la décider; elle jetait les hauts cris, elle prétendait que Napoléon lui avait manqué de parole. Mais Alexandre avait toujours été présent. Il avait été un témoin même dangereux, prêt à témoigner en sa faveur au moindre geste, à la moindre parole échappés à Napoléon. « Il ne vous a rien promis, lui disait-il; si vous pouvez me prouver le contraire, je m'engage ici à le lui faire tenir d'homme à homme, et il le fera, j'en suis sûr. — Mais il m'a donné à entendre, disait-elle... — Non, disait Alexandre, et vous n'avez rien à lui reprocher. » Enfin, elle vint. Napoléon, qui n'avait plus à se défendre, n'en fut que plus aimable pour elle. Elle joua quelques momens le rôle de coquette offensée; et le dîner fini, quand elle voulut se retirer, Napoléon la reconduisant, arrivant au milieu de l'escalier,

où il s'arrêtait, elle lui serra la main et lui dit avec une espèce de sentiment :
 » Est-il possible qu'ayant eu le bonheur
 » de voir d'aussi près l'homme du siècle
 » et de l'histoire, il ne me laisse pas la
 » liberté et la satisfaction de pouvoir
 » l'assurer qu'il m'a attachée pour la
 » vie!... — Madame, je suis à plaindre,
 » lui répondit gravement l'Empereur;
 » c'est un effet de ma mauvaise étoile. »
 Et il prit congé d'elle.

Arrivée à sa voiture, elle s'y jeta en sanglotant, fit appeler Duroc, qu'elle estimait beaucoup, lui renouvela toutes ses plaintes, et lui dit, en montrant le palais : « Voilà une maison où l'on m'a cruellement trompée. »

» La Reine de Prusse, disait l'Empereur, avait certainement des moyens, beaucoup d'instruction et une grande habitude; elle régnait véritablement depuis plus de quinze ans; aussi, en dépit de mon adresse et de tous mes efforts, se montra-t-elle constamment maîtresse de la conversation, la domina toujours, revint sans cesse à son sujet, peut-être trop, mais, du reste, avec une grande convenance, et sans qu'il fût possible de s'en fâcher; et il est vrai

» de dire que l'objet était important pour elle, le temps précieux et court.

» Un des hauts contractans lui répéta plusieurs fois, disait l'Empereur, qu'elle eût dû venir dès le principe, ou pas du tout, lui rappelant que, pour sa part, il avait fait tout son possible pour qu'elle vînt tout de suite. On voulait, disait l'Empereur, qu'il y eût recherché un intérêt personnel; mais, par contre, le mari avait mis un intérêt tout aussi personnel à s'y opposer. » Napoléon croit bien, en cette circonstance, avoir été très-ollicieux, et s'être montré bon.

» Le Roi de Prusse m'avait fait demander son audience de congé pour le jour même, disait l'Empereur, et je l'a reculai de vingt-quatre heures, à la prière secrète d'Alexandre. Le Roi de Prusse ne m'a jamais pardonné d'avoir renvoyé ainsi cette audience, tant il lui semblait que la majesté royale se trouvait blessée de mon refus.

» Un autre poids à mon sujet, qu'il n'a jamais pu s'ôter de dessus le cœur, c'était d'avoir violé, disait-il, son territoire d'Anspach, dans notre guerre d'Austerlitz. Dans toutes nos rencontres depuis, quelque grands que fussent les

» intérêts du moment, il les laissait tous
 » de côté, pour revenir à me prouver
 » que j'avais bien réellement violé son
 » territoire à Anspach. Il avait tort; mais
 » enfin il en était persuadé, et son ressen-
 » timent était celui d'un honnête homme.
 » Toutefois, sa femme s'en dépitait, et lui
 » eût voulu une plus haute politique, etc.»

Napoléon, du reste, se reprochait,
 disait-il, comme une véritable faute
 d'avoir reçu en aucune manière le roi
 de Prusse à Tilsit. Sa première déter-
 mination avait été de le refuser : il eût
 alors été tenu à moins de ménagemens
 envers lui, et eût pu lui garder la Silésie;
 il en eût enrichi la Saxe, et se fût pro-
 bablement par-là réservé d'autres desti-
 nées. Il disait aussi : « J'apprends que
 » les politiques aujourd'hui blâment fort
 » mon traité de Tilsit : ils ont découvert,
 » depuis mes désastres, que par-là j'avais
 » mis l'Europe à la merci des Russes ;
 » mais si j'avais réussi à Moscou, et
 » on sait à combien peu cela a tenu,
 » ils auraient admiré sans doute alors
 » combien j'avais mis, au contraire, par
 » ce traité, les Russes à la merci de
 » l'Europe. J'avais de grandes vues sur
 » les Allemands... Mais j'ai échoué, et

» partant, j'ai eu tort : cela est de toute
 » justice..... »

Presque tous les jours, à Tilsit, les
 deux Empereurs et le Roi sortaient
 ensemble à cheval ; mais celui-ci était
 toujours maladroit ou malheureux, disait
 Napoléon. Les Prussiens en souffraient
 visiblement. Napoléon était constam-
 ment entre les deux souverains : or le
 Roi pouvait à peine suivre, ou bien
 heurtait et gênait sans cesse Napoléon.
 Revenait-on ? d'un saut les deux Empe-
 reurs étaient à terre, et ils se prenaient
 par la main pour monter ensemble les
 escaliers. Mais comme Napoléon faisait
 les honneurs, il n'eût pas voulu rentrer
 avant d'avoir vu passer le Roi ; alors il
 fallait l'attendre long-temps : et comme
 il plut souvent, il en résultait que les
 deux Empereurs se mouillaient à cause
 du Roi, au grand mécontentement de
 tous les spectateurs.

Cette maladresse ressortait d'autant
 » plus, disait l'Empereur, qu'Alexandre
 » est plein de grâces, et se trouverait
 » de niveau avec tout ce qu'il y a de
 » plus aimable dans les salons de Paris.
 » Celui-ci se trouvait parfois si fatigué de
 » son compagnon, qu'absorbaient ses

» chagrins ou toute autre cause, que
 » nous rompions de concert la société,
 » pour nous délivrer plus tôt. On se
 » séparait donc aussitôt après le dîner,
 » sous prétexte de quelques affaires chez
 » soi; mais Alexandre et moi nous nous
 » retrouvions bientôt ensuite pour pren-
 » dre le thé chez l'un ou chez l'autre, et
 » nous restions alors à causer ensemble
 » jusqu'à minuit et au-delà.»

Alexandre et Napoléon se revirent quel-
 que temps après à Erfurt, et se donnè-
 rent les plus grandes marques d'affection.
 Alexandre y proféra hautement les senti-
 mens d'une amitié tendre et d'une
 admiration véritable. Ils passèrent en-
 semble quelques jours dans le charme
 d'une intimité parfaite et les communi-
 cations les plus familières de la vie privée.
 » C'étaient deux jeunes gens de bonne
 » compagnie, disait l'Empereur, dont
 » les plaisirs en commun n'auraient eu
 » rien de caché l'un pour l'autre.»

Napoléon avait fait venir à Erfurt tout
 ce que notre scène française comptait
 de plus distingué. Une actrice fort con-
 nue, M^{lle} B....., attira l'attention de
 son hôte, qui eut un moment la fan-
 taisie de faire sa connaissance. Il deman-

dait à son compagnon s'il ne pouvait y
 avoir aucun inconvénient. — » Nul, ré-
 » pondit celui-ci; seulement, ajouta-t-il
 » avec intention, c'est un moyen sûr et
 » rapide pour que vous soyez bientôt
 » connu de tout Paris. Après demain,
 » jour de poste, partiront les plus petits
 » renseignemens, et, sous peu, il n'y a
 » pas de statuaire à Paris qui ne pût faci-
 » lement modeler votre personne de la
 » tête aux pieds.» Le danger d'une telle
 publicité calma sur-le-champ l'ardeur
 naissante; car le soupirant, disait Na-
 poléon, se montrait fort circonspect sur
 cet article, et sans doute, observait-il
 gaïement, par la crainte de l'adage connu:
 quand le masque tombe, le héros s'éva-
 nouit.

Si l'Empereur l'eût voulu, Alexandre,
 assurait-il, lui eût certainement donné
 sa sœur en mariage; sa politique l'y eût
 déterminé, si même son inclination n'y
 avait pas été. Il fut saisi en apprenant le
 mariage avec l'Autriche, et s'écria: « Me
 » voilà renvoyé au fond de mes forêts.»
 S'il sembla tergiverser d'abord, c'est
 qu'il lui fallait quelque temps pour pro-
 noncer; sa sœur était bien jeune, et puis
 il fallait le consentement de sa mère. Le

testament de Paul le voulait ainsi; et l'Impératrice mère était des plus passionnées contre Napoléon. Livrée d'ailleurs à toutes les absurdités, aux contes ridicules qu'on s'était plu à répandre sur sa personne: « Comment, disait-elle, marierai-je ma fille à un homme qui ne peut être le mari de personne? Un autre homme viendra donc dans le lit de ma fille, si l'on veut en avoir des enfans? elle n'est pas faite pour cela. — Ma mère, lui disait Alexandre, pouvez-vous bien vous nourrir des libelles de Londres et des lazzis des salons de Paris? Si c'est là toute la difficulté, s'il n'y a que cela qui vous embarrasse, moi, je vous le cautionne, et beaucoup d'autres pourront vous le cautionner avec moi.

« Si l'affection d'Alexandre a été sincère pour moi, disait encore l'Empereur, c'est l'intrigue qui me l'a aliéné. Des intermédiaires, M..... ou autres, à l'instigation de T....., n'ont cessé en temps opportun de lui citer les ridicules dont je l'avais accablé, disaient-ils, l'assurant qu'à Tilsit et à Erfurt il n'avait pas plutôt le dos tourné, que je m'égayais fort d'ordinaire à son sujet.

« Alexandre est fort susceptible, ils l'auront facilement aigri. Ce qu'il y a de certain c'est qu'il s'en est plaint amèrement à Vienne lors du congrès, et pourtant rien n'était plus faux, il me plaisait et je l'aimais. »

Un aide-de-camp de Napoléon, fut envoyé aussitôt après le traité de Tilsit, auprès d'Alexandre, à Pétersbourg; il y fut comblé de bons traitemens, et ne tarit pas sur les efforts et la galanterie d'Alexandre, pour se rendre agréable à son nouvel allié.

Ce même aide-de-camp devint plus tard ministre de la police, et en 1814, peu de temps après la restauration, il fit, assure-t-on, une citation heureuse au sujet de sa mission en Russie. Lui étant demandé un jour au Tuileries, avec une sorte d'abandon tout à fait naïf, par quelqu'un très-avant dans la confiance du Roi: « A présent que tout est fini, vous pouvez tout dire; apprenez-nous quel était votre agent à Hartwell (c'était, comme l'on sait, la demeure de Louis XVIII, en Angleterre). L'interpellé, surpris du peu de goût de la question, répondit avec dignité: M. le comte, l'Empereur regardait l'asile des

» rois comme un sanctuaire inviolable ;
 » et nous l'observions. On nous a fait
 » connaître aujourd'hui qu'on n'en agis-
 » sait pas de même à son égard. Mais
 » vous, M. le comte, vous devriez avoir
 » moins de doute qu'un autre. Quand
 » j'arrivai à Pétersbourg, vous y étiez au
 » nom du roi. L'Empereur Alexandre,
 » dans la première chaleur de sa récon-
 » ciliation, me donna connaissance de
 » tout ce qui vous concernait, et deman-
 » da si l'on voulait qu'il vous fît sortir de
 » ses États. Je n'avais point d'ordres. J'é-
 » crivis pour prendre ceux de l'Empe-
 » reur. Sa réponse fut, courrier par cour-
 » rier, qu'il lui suffisait de l'amitié sincère
 » d'Alexandre, que jamais il n'entrerait
 » dans ses autres rapports particuliers ;
 » qu'il n'avait pas de haine personnelle
 » contre les Bourbons ; que, s'il croyait
 » même qu'il leur fût possible de l'accep-
 » ter, il leur offrirait un asile en France,
 » et tel château royal qui leur serait
 » agréable. Si vous ignorâtes alors cette
 » lettre, continua le Duc de R....., faites-
 » la chercher aujourd'hui, vous la trou-
 » verez sans doute dans les cartons des
 » relations extérieures.»

Lundi 17.

Arrivée des commissaires étrangers. — Éti-
 quette forcée de Napoléon, anecdotes. —
 Conseil d'Etat; détails du local; habitudes.
 — Citations de quelques séances; digression.
 — Gassendi. — Les régimens Croates. —
 Ambassadeurs. — Bans de la garde nationale.
 — L'Université, etc., etc.

L'Empereur est sorti de bonne heure. Il a demandé la calèche pour faire un tour avant déjeuner. Au moment de monter, on est venu nous dire que la frégate le Newcastle et la frégate l'O-ronte étaient devant le port, courant des bordées pour entrer. Ces deux bâti-mens avaient manqué l'île dans la nuit, et étaient obligés de l'attaquer sous le vent. Ils avaient quitté l'Angleterre le vingt-trois avril, et nous apportaient le bill qui concerne la détention de l'Em-pereur. La législature anglaise avait con-verti en loi la détermination des ministres à cet égard. Les commissaires des trois puissances d'Autriche, de France et de Russie, étaient aussi à bord de ces bâtimens.

Dans le courant de la journée, l'Em-pereur, parlant des formes, des costumes qu'il avait prescrits, de l'étiquette qu'il

avait introduite, disait : « Il m'était de-
 » venu bien difficile de m'abandonner à
 » moi-même. Je sortais de la foule; il
 » me fallait, de nécessité, me créer un
 » extérieur, me composer une certaine
 » gravité, en un mot, établir une éti-
 » quette, autrement l'on m'eût journal-
 » lement frappé sur l'épaule. En France,
 » nous sommes naturellement enclins à
 » une familiarité déplacée; et j'avais à
 » me prémunir surtout contre ceux qui
 » avaient *sauté à pieds joints* sur leur
 » éducation. Nous sommes très-facile-
 » ment courtisans, très-obséquieux au
 » début, portés d'abord à la flatterie, à
 » l'adulation; mais bientôt arrive, si on
 » ne la réprime, une certaine familiarité
 » qu'on porterait aisément jusqu'à l'in-
 » solence. On sait que nos rois n'étaient
 » pas exempts de cet inconvénient. » Et
 l'Empereur a cité une anecdote, sous
 Louis XV, fort caractéristique : celle de
 ce courtisan, disait-il, à qui ce prince
 demanda, à son lever, combien il avait
 d'enfans. — « Quatre, Sire, répondit-il. »
 Le roi ayant eu occasion de lui parler
 en public deux ou trois fois dans la
 journée, lui fit précisément toujours la
 même question : « Un tel, combien

» avez-vous d'enfans? » Et toujours l'au-
 tre répondit : « Quatre, Sire. » Enfin, le
 soir, au jeu, le roi lui ayant demandé
 encore : « Un tel, combien avez-vous
 » d'enfans? — Sire, répondit-il cette fois,
 » six. — Comment diable, reprit le roi,
 » mais il me semble que vous m'aviez dit
 » quatre? — Ma foi, Sire, c'est que j'ai
 » craint de vous ennuyer en vous répé-
 » tant toujours la même chose. »

» Sire, dit alors à l'Empereur l'un de
 » nous, voici une anecdote d'un pays
 » voisin, digne de celle qui vient d'être
 » mentionnée, et qui pourra servir à
 » comparer l'insolence gratuite du cour-
 » tisan d'un maître absolu, avec l'éner-
 » gique ressentiment de celui qui n'a
 » rien à redouter de son souverain cons-
 » titutionnel.

» Quelqu'un de la haute société, à
 » Londres, ayant à se plaindre d'un
 » grand personnage, dont il avait été fort
 » maltraité, à je ne sais quel sujet, jura
 » devant ses amis de le lui faire payer
 » ostensiblement. Ayant appris que le
 » grand personnage devait paraître à une
 » fort belle assemblée, il s'y rend lui-
 » même de bonne heure, et se place près
 » de la maîtresse de la maison. Quand le

» grand personnage vient débiter à cette
 » dame son petit mot de compliment, et
 » qu'il n'a pas encore la face retournée,
 » le mécontent se penche négligemment
 » vers la dame, lui demandant à haute
 » voix quel peut être là son gras ami
 » (who is your fat friend)? La dame, qui
 » en devient rouge, le pousse du coude,
 » lui disant tout bas : Taisez-vous donc,
 » ne voyez-vous pas que c'est le prince!
 » A quoi le monsieur de répondre, d'une
 » voix encore plus élevée : Comment,
 » le prince!.... mais, sur mon honneur,
 » le voilà devenu aussi gras qu'un cochon
 » (how the prince!..... but, upon my
 » word, he is grown as fat as a pig.) »

Libre à chacun de deviser sur le mérite relatif des deux insolens : tous deux sont fort blâmables, sans doute; et si le nôtre présente moins de grossièreté, il faut convenir aussi que son impertinence est tout à fait sans but et purement gratuite.

Dans un autre moment de la journée, l'Empereur a dit beaucoup de choses sur les séances du Conseil d'Etat. Je lui en avais cité plusieurs, d'autres nous demeuraient déjà douteuses et effacées :
 » Eh bien, m'a-t-il observé, encore

» quelque temps, et il en restera à peine
 » vestige dans le souvenir. » Ne pouvant
 dormir cette nuit, ces paroles me sont revenues, et durant mon insomnie, je repassais minutieusement dans mon esprit tout ce que j'avais connu du Conseil d'Etat : le local de ses séances, les habitudes, les formes, etc., etc., et je ne crois pouvoir mieux employer l'oisiveté de notre solitude de Sainte-Hélène, que de les consigner ici; j'y joindrai de temps à autre ce qui me reviendra des séances dont j'ai été le témoin, à mesure qu'elles se présenteront à ma mémoire. Il en est pour qui tous ces détails seront de quelque prix.

La salle du Conseil d'Etat aux Tuileries, lieu ordinaire des séances, était une pièce latérale à la chapelle et de toute sa longueur; le mur mitoyen présentait plusieurs portes pleines, qui, ouvertes le dimanche, formaient les travées de la chapelle; c'était une très-belle pièce allongée. A l'une de ses extrémités, vers l'intérieur du palais, était une grande et belle porte qui servait de passage à l'Empereur, lorsque, suivi de sa Cour, il se rendait le dimanche à sa tribune pour y entendre la messe. Cette porte

ne s'ouvrait le reste de la semaine que pour l'Empereur, quand il arrivait à son Conseil d'Etat. Les membres de ce Conseil n'entraient que par deux petites portes pratiquées à l'extrémité opposée.

Dans toute la longueur de la salle, à droite et à gauche, était établie accidentellement, et pour le temps du conseil seulement, une longue file de tables assez éloignées du mur pour y admettre un siège et une libre circulation extérieure. Là s'asseyaient hiérarchiquement les conseillers d'Etat, dont la place d'ailleurs se trouvait désignée par un carton portant leur nom, et renfermant leurs papiers. A l'extrémité de la salle, vers la grande porte d'entrée et transversalement à ces deux files de tables, il en était placé de semblables pour les maîtres des requêtes; les auditeurs prenaient place sur des tabourets ou des chaises, en arrière des conseillers d'Etat.

A l'extrémité supérieure de la salle, en face de la grande porte d'entrée, se trouvait la place de l'Empereur, sur une estrade élevée d'une ou deux marches. Là était son fauteuil et une petite table recouverte d'un riche tapis, et garnie de tous les accessoires nécessaires, ainsi

qu'en avaient devant eux tous les membres du conseil : papier, plumes, encre, canifs, etc.

A la droite de l'Empereur, mais au-dessous de lui et à notre niveau, le prince archi-chancelier, sur sa petite table séparée; à sa gauche, le prince archi-trésorier, qui y assistait fort rarement; et enfin, à la gauche encore de celui-ci, M. Loqué, rédacteur des procès-verbaux du Conseil.

Quand il venait accidentellement des princes de la famille, ils avaient une pareille table placée sur le même alignement, et selon leur rang hiérarchique. Si c'étaient seulement des ministres, qui tous d'ailleurs avaient faculté de se présenter au Conseil quand bon leur semblait, ceux-ci prenaient place sur les files latérales, en tête des premiers conseillers d'Etat. Une grande enceinte intérieure restait vide; elle n'était jamais traversée que par l'Empereur ou les membres du Conseil quand ils allaient lui prêter serment.

Des huissiers, même pendant les délibérations, parcouraient silencieusement la salle pour le service des mem-

bres du Conseil. Chacun de ceux-ci d'ailleurs se levait à son gré, et circulait extérieurement, pour chercher auprès de ses collègues les renseignemens particuliers dont il eût pu avoir besoin.

Les pourtours supérieurs de la salle représentaient des peintures allégoriques relatives aux fonctions du Conseil d'Etat: telles que la Justice, le Commerce, l'Industrie, etc., etc.; et enfin, le plafond se trouvait décoré du beau tableau de la bataille d'Austerlitz par Gérard; ainsi c'était sous un des plus beaux lauriers dont Napoléon ait ennobli la France, qu'il administrait son intérieur.

C'est dans cet endroit que, durant près de dix-huit mois, j'ai joui de la satisfaction inappréciable d'assister régulièrement deux fois la semaine à des séances si précieuses par leur intérêt spécial, et bien plus encore par la présence de l'Empereur, qui n'y manquait jamais, et semblait en être réellement l'âme et la vie. C'est là que je l'ai vu prolonger quelquefois les séances depuis onze heures du matin jusqu'à neuf heures du soir, et montrer à la fin autant de facilité, d'abondance, de fraîcheur

d'esprit et de tête qu'en commençant, lorsque nous autres nous tombions tous de lassitude et de fatigue.

Quand la Cour était à Saint-Cloud, c'était là que le Conseil était convoqué; mais quand la séance y était indiquée de trop bon matin, ou s'annonçait devoir être trop longue, alors il arrivait à l'Empereur de la suspendre, pour qu'on pût prendre quelque nourriture, et il s'élevait alors dans quelques pièces voisines, pour les besoins du Conseil, une certaine quantité de petites tables des plus magnifiquement servies, et surtout comme par enchantement; car, pour le dire en passant, rien ne saurait donner une juste idée de l'espèce de féerie en toutes choses dont nous avons été les témoins dans les palais impériaux.

L'heure de la séance du Conseil était indiquée chaque fois dans nos lettres de convocation; en général, c'était pour onze heures.

Quand un nombre suffisant de membres était arrivé, l'archi-chancelier, qu'on y trouvait toujours le premier, et qui présidait le Conseil en l'absence de l'Empereur, ouvrait la séance, et entamait alors ce qu'on appelait *le petit*

ordre du jour, ne contenant que les affaires de simples localités et de pure forme.

Une heure plus tard, d'ordinaire, le tambour, battant au champ dans l'intérieur du palais, nous annonçait l'arrivée de l'Empereur. La grande porte s'ouvrait, on annonçait Sa Majesté : tout le Conseil se levait, et l'Empereur entrait, précédé de son chambellan et de son aide-de-camp de service, qui lui présentaient son fauteuil, recevaient son chapeau, et demeuraient à la séance en arrière de lui, prêts à recevoir et à exécuter ses ordres.

L'archi-chancelier présentait alors à l'Empereur *le grand ordre du jour*, contenant la série des objets en délibération. L'Empereur les parcourait, et nommait tout haut l'objet qu'il lui plaisait de déterminer. Le conseiller d'Etat chargé de ce rapport en faisait lecture, et la délibération commençait.

Chacun pouvait prendre la parole : si plusieurs se présentaient à la fois, l'Empereur en désignait l'ordre : on parlait de sa place et assis ; on ne pouvait pas lire, il fallait improviser. Quand l'Empereur jugeait la discussion, à laquelle

d'ailleurs il prenait beaucoup de part lui-même, suffisamment éclaircie, il faisait un résumé toujours lumineux, souvent neuf et piquant, concluait et mettait aux voix.

J'ai dit ailleurs de quelle liberté on jouissait dans ces délibérations. L'ardeur, s'animant par degrés, devenait parfois extrême, et souvent les discussions se prolongeaient outre mesure, surtout lorsque l'Empereur, s'occupant probablement d'autre chose, semblait, par distraction ou autrement, y être devenu étranger ; alors d'ordinaire il promenait sur la salle un œil incertain, ou mutilait des crayons avec son canif, ou piquait avec ce même canif le tapis de sa table, ou le bras de son fauteuil, ou bien encore usait son crayon ou sa plume à des griffonnages ou à des traits bizarres, qui, à son départ, devenaient l'objet de la convoitise des jeunes gens, qui se les arrachaient ; et il fallait voir alors, si par hasard il y avait tracé quelque nom de pays ou de capitale, les inductions à perte de vue qu'on cherchait à en tirer.

Quelquefois aussi, comme l'Empereur venait au Conseil précisément après

avoir mangé, et souvent après de grandes fatigues du matin, il lui arrivait d'arrondir son bras sur la table, d'y poser sa tête et de s'endormir. L'archi-chancelier se saisissait, dès cet instant, de la délibération, qui allait toujours son train, et que l'Empereur, à son réveil, reprenait au point où elle se trouvait, si même elle n'était terminée et remplacée par une nouvelle. Il arrivait encore très-souvent à l'Empereur de demander un verre d'eau et de sucre; et à cet effet, et pour son usage, il se trouvait toujours sur l'une des tables de la chambre voisine, et hors de toute précaution, tout ce qui était nécessaire.

L'Empereur avait l'habitude, comme l'on sait, de prendre du tabac à chaque instant; c'était en lui une espèce de manie exercée la plupart du temps par la distraction. Sa tabatière se trouvait bientôt vide, et il n'en continuait pas moins d'y puiser à chaque instant, ou de la porter constamment tout ouverte à son nez, surtout quand il avait lui-même la parole. C'était alors aux chambellans qui s'étaient faits le plus à son service, ou qui y mettaient le plus de recherches, à lui soustraire cette tabatière vide pour

et en substituer une pleine; car il existait une grande émulation de soins, de galanterie parmi les chambellans favorisés du service habituel près de l'Empereur, service extrêmement envié. C'était, du reste, à-peu-près toujours les mêmes, soit qu'ils s'intriguassent beaucoup pour y demeurer, soit qu'il fût naturellement plus agréable à l'Empereur de voir continuer un service déjà goûté. Au demeurant, c'était le grand-maréchal Duroc qui arrêtait toutes ces dispositions.

Au sujet de ces soins et de cette galanterie, l'un d'eux qui s'était aperçu que l'Empereur, allant au théâtre, oubliait parfois sa lorgnette, dont il faisait un grand usage au spectacle, avait imaginé d'en faire faire une toute semblable, et de verres pareils, si bien que la première fois qu'il vit l'Empereur en être privé, il la lui présenta comme la sienne. De retour dans son intérieur, l'Empereur se trouva donc avoir deux lorgnettes, sans qu'on pût lui dire comment. Le lendemain il s'enquit du chambellan dont il l'avait reçue, qui lui répondit simplement que c'en était une en réserve pour son besoin.

L'Empereur ne laissait pas d'être fort sensible à ces soins, innocens en eux-mêmes, l'on pourrait même dire touchans, s'ils ne venaient que du cœur et s'ils n'avaient d'autre guide qu'une véritable affection; car alors on ne se montrait pas par-là un courtisan servile, mais bien un serviteur tendrement dévoué; d'autant plus que Napoléon, de son côté, bien qu'on en ait voulu dire dans les salons de Paris, était plein de véritables égards pour les personnes de son service. Quand il quittait Paris pour Saint-Cloud, la Malmaison ou autres lieux, en un mot ce qu'on appelait à la Cour être à la campagne, il admettait d'ordinaire son service au nombre des réceptions privées qui composaient le soir son cercle familial, et dont la faveur était tenue à si haut prix. Dans ces circonstances encore, il faisait manger avec lui ses chambellans. Aussi, un jour, à Trianon, à table, et fort enrhumé du cerveau, ce qui lui arrivait souvent, il eut besoin d'un mouchoir; et comme on courait le chercher, le chambellan de service, assis à ses côtés, et parent de Marie-Louise, s'empressa de lui en présenter un dont il avait eu soin de se

précautionner, et voulait reprendre l'autre. « Je vous remercie, dit l'Empereur; mais je ne me pardonnerais pas qu'on pût dire que j'ai laissé M. un tel toucher mon mouchoir sale. » Et il le jeta par terre. Tel était pourtant l'homme que l'on disait, dans nos cercles, si grossier, si brutal, maltraitant tout son service, et jusqu'aux dames du palais même. Le fait est que l'Empereur, au contraire, était des plus scrupuleusement attaché aux convenances, et fort sensible aux petits soins qu'il recevait, bien qu'il n'en témoignât jamais rien, il est vrai; c'était manie ou système chez lui; il fallait savoir le deviner, et l'on s'en apercevait à son œil devenu plus attentif, au son de sa voix plus radouci. Au rebours d'autres qui accablent d'expressions touchantes, qu'ils ne sentent souvent pas, Napoléon semblait s'être fait la loi de contenir ou de déguiser les sensations bienveillantes qu'on lui inspirait. Je crois l'avoir déjà dit ailleurs; en voici quelques preuves nouvelles qui me reviennent en cet instant; elles seront d'autant plus caractéristiques, qu'elles appartiendront à Longwood même, où Napoléon néanmoins devait

avoir plus d'abandon, et se tenir moins en garde.

J'étais d'ordinaire assis auprès de mon fils quand l'Empereur lui dictait tout en marchant dans son appartement; or, il lui arrivait souvent de s'arrêter derrière moi pour voir où en était la dictée. Combien de fois, dans cette situation, il me serrait la tête de ses deux bras. Souvent alors une légère pression me rapprochait d'abord de lui; mais presque aussitôt réprimant ce mouvement, il ne semblait plus qu'avoir voulu s'accouder sur mes épaules, ou bien encore s'essayer, comme par jeu, de me faire plier, se récriant alors sur ma force.

A mon fils, qu'il aimait beaucoup, je l'ai vu souvent faire de la main ce qu'on eût pu appeler une caresse; et comme pour annuler tout aussitôt ce geste, l'accompagner à l'instant de paroles dites d'une voix relevée, approchant fort de la brusquerie. Enfin, je l'ai vu entrant un jour au salon, dans des dispositions de contentement et de distraction, prendre affectueusement la main de M^{me} Bertrand, l'élever pour la porter à ses lèvres, et s'arrêter subitement par un mouvement qui eût eu de la gauche-

rie, si M^{me} Bertrand elle-même n'y eût pourvu en s'empressant, avec cette grâce parfaite qui la caractérise, de baiser elle-même cette main qui lui avait été tendue. Mais me voilà bien loin de mon sujet, je me suis laissé aller au bavardage. Revenons au Conseil d'Etat.

On nous distribuait, imprimés et à domicile, tous les rapports, les projets d'avis et de décrets que nous devions discuter. Il est tel objet, l'Université, par exemple, qui a subi peut-être vingt rédactions; d'autres languissaient longtemps dans les cartons, ou finissaient même par disparaître tout à fait sans qu'il en fût donné aucun motif.

Au retour de ma mission en Hollande, et tout nouvellement membre du Conseil d'Etat, spécialement attaché à la marine, dans tout le feu de mon premier zèle, et fort de mes observations en Hollande, je pris la parole sur la conscription, laquelle se discutait en cet instant. Je demandai qu'il fût permis à tous les conscrits hollandais, vu leur sympathie naturelle, de choisir le service de la marine. Je demandai encore que dans toute la conscription française, il fût loisible à chacun de faire le même choix.

Je faisais ressortir les inconvéniens qu'on évitait par-là, et les grands avantages qu'on se procurait. On ne pouvait, disais-je, trop multiplier nos marins. Nos équipages de vaisseaux étaient de vrais régimens; les mêmes hommes étaient donc tout à la fois matelots et soldats, canonniers et pontonniers; avec la même solde, on obtenait deux services, etc. Le tout allait fort bien jusque là; je me félicitais intérieurement, je touchais à ma conclusion quand le mot eut le malheur de me manquer; l'absence atteignit bientôt jusqu'à l'idée, et me voilà muet, interdit, sans plus savoir ni ce que je voulais, ni même où j'étais. Je parlais là pour la première fois; j'avais fait une entreprise extraordinaire, celle de surmonter ma timidité naturelle. Un silence profond régnait autour de moi, une multitude d'yeux m'ajustaient; je crus que j'allais défaillir. Il ne me resta plus qu'à avouer ma souffrance, à dire à l'Empereur que je préférerais bien davantage de me trouver à une bataille, et qu'à lui demander enfin la permission d'achever par la lecture de quelques lignes écrites; mais à partir de là il ne m'est jamais venu l'envie de prendre la

parole de nouveau; j'en ai été guéri pour toujours; mon éloquence ne s'est jamais répétée. Toutefois, et malgré ma mésaventure, mon peu de paroles n'avait pas été perdu pour l'Empereur; car, à quelques jours de là, l'aide-de-camp de service, le comte Bertrand, me dit que Sa Majesté jouant au billard, et voyant entrer le ministre de la marine, l'avait apostrophé sur le sujet, lui disant: «Eh bien! Las Cases nous a lu au Conseil un très-bon mémoire sur la composition des matelots: il est loin d'être de votre avis sur l'âge que vous voulez d'eux, etc., etc.»

Il n'y avait pas de séance présidée par l'Empereur, qui ne fût du plus grand intérêt, parce qu'il y parlait toujours, et que tout ce qu'il disait était extrêmement remarquable. J'en sortais toujours enthousiasmé; mais ce qui me surprenait fort et m'indignait beaucoup, c'était d'entendre le soir répéter dans les salons quelques-unes de ces choses; mais toujours très-défigurées et en général très-malveillantes. D'où pouvait naître une si singulière circonstance? Était-ce l'infidélité dans celui qui avait entendu? était-ce méchanceté chez celui à qui on

l'avait redit? Toutefois la chose était ainsi.

J'eus plus d'une fois l'envie, dans le temps, d'écrire ce dont j'avais été le témoin, et j'ai beaucoup regretté depuis de ne l'avoir pas fait. Je vais transcrire ici quelques souvenirs épars qui reviennent à ma mémoire.

Un jour l'Empereur, parlant des droits politiques à accorder à des étrangers, d'origine française, disait : « Le plus beau titre sur la terre est d'être né Français; c'est un titre dispensé par le Ciel, qu'il ne devrait être donné à personne sur la terre de pouvoir retirer. Pour moi, je voudrais qu'un Français d'origine, fût-il à sa dixième génération d'étranger, se trouvât encore Français s'il le réclamait. Je voudrais, s'il se présentait sur l'autre rive du Rhin, disant : « Je veux être Français, que sa voix fût plus forte que la loi, que les barrières s'abaissassent devant lui, et qu'il rentrât triomphant au sein de la mère commune. »

Une autre fois il disait, au sujet de je ne sais quoi : « L'Assemblée Constituante fut bien gauche d'abolir jusqu'à la noblesse purement titulaire; ce qui

» humilia beaucoup de monde. Moi, je » fais mieux, j'ennoblis tous les Français : » chacun peut être fier. »

Une autre fois, et je l'ai peut-être déjà cité ailleurs, il disait : « Je veux » élever la gloire du nom français si haut » qu'il devienne l'envie des nations; je » veux un jour, Dieu aidant, qu'un Français, voyageant en Europe, croie se » trouver toujours chez lui. »

Enfin, une autre fois encore, et au sujet d'un projet de décret dont je ne me rappelle pas quel a été le résultat, mais qui avait pour objet de déterminer que les Rois de la famille impériale occupant des trônes étrangers laisseraient leurs titres et leur étiquette de Roi à la frontière, pour ne les reprendre qu'en sortant, l'Empereur, répondant à quelques objections et exposant les motifs, dit : « Du reste, je leur réserve en » France un bien plus beau titre encore; » ils y seront plus que Roi, ils seront » princes français. »

Je pourrais multiplier à l'infini une foule de citations pareilles : elles doivent être demeurées dans le souvenir de tous les membres du Conseil comme dans le mien. A présent l'on s'étonnera

peut-être qu'ayant vu si souvent l'Empereur, qu'en ayant entendu de telles paroles, j'aie dit que je ne le connaissais pas encore quand je me suis déterminé à le suivre. Ma réponse est que dans les temps dont je parle, j'avais à son sujet encore plus d'admiration et d'enthousiasme que de véritable conviction. Nous étions assaillis, dans le palais même, de tant de bruits absurdes sur sa personne et son petit intérieur : nous avions si peu de communication directe avec lui, qu'à force d'avoir entendu répéter les mêmes choses, il me restait peut-être, à l'insu de moi-même, une espèce de défiance et de doute. On nous le disait si dissimulé, si astucieux, si rusé, qu'il était possible après tout qu'il prononçât en public d'aussi magnifiques paroles dans quelque vue particulière et sans les sentir aucunement : il en est tant qui pensent si mal et s'expriment si bien ! Aussi ce n'est qu'ici, à Longwood, et depuis que j'ai appris à le connaître à fond, que je sais combien il était là réellement et naturellement lui-même. Jamais peut-être sur la terre nul n'aima la France et son lustre comme lui ; il n'est pas de sacrifice qui

(Juin 1816) DE SAINTE-HÉLÈNE. 337
lui eût coûté pour elle. Il la prouvé à Châtillon, il la prouvé au retour de Waterloo ; et il l'exprimait énergiquement quand, sur son roc, il me disait ces paroles mémorables que j'ai déjà citées : « Non, mes véritables souffrances ne sont point ici ! »

Mais voici d'autres sujets, les uns plaisans, d'autres plus graves. Un jour le conseiller d'Etat général Gassendi se trouvant prendre part à la discussion du moment, s'y appuya de la doctrine des économistes ; l'Empereur qui l'aimait beaucoup à titre d'ancien camarade de l'artillerie, l'arrêtant, lui dit : « Mais, mon cher, qui vous a rendu si savant ? ou avez-vous pris de tels principes ? » Gassendi, qui parlait rarement, après s'être défendu de son mieux, se trouvant dans ses derniers retranchemens, répondit qu'après tout c'était de lui, Napoléon, qu'il avait pris cette opinion. « Comment ! s'écria l'Empereur avec chaleur, que dites-vous là, est-ce bien possible ? Comment ! de moi, qui ai toujours pensé que s'il existait une monarchie de granit, il suffirait des idéalités des économistes pour la réduire en poudre ! » Et après quelques

autres développemens, partie ironiques, partie sérieux, il conclut : « Allons, mon cher, vous vous serez endormi dans vos bureaux, et vous y aurez rêvé tout cela. » Gassendi, qui se fâchait aisément, lui riposta : « Oh ! pour nous endormir dans nos bureaux, Sire, c'est une autre affaire, j'en défierais bien avec vous, vous nous y tourmentez trop pour cela. » Et tout le Conseil de rire, et l'Empereur plus fort que les autres.

Une autre fois, on s'occupait d'organiser les provinces Illyriennes, acquises depuis peu. La partie de ces provinces limitrophes des Turcs avait des régimens croates, dont l'organisation était toute particulière; c'étaient de vraies colonies militaires : elles avaient été imaginées, il y avait plus d'un siècle, par le grand prince Eugène, pour servir de barrière contre les incursions et les brigandages des Turcs, et avaient toujours depuis fort bien rempli leur destination. La commission chargée de ce travail, proposait la dissolution de ces régimens croates, et les remplaçait par une garde nationale à l'instar de la nôtre. « Est-on fou ? » s'écria l'Empereur à cette lecture;

« des Croates sont-ils des Français, et a-t-on bien compris l'excellence de l'institution, son utilité, son importance ? — Sire, répondit celui qui se trouvait dans l'obligation de défendre le rapport, les Turcs n'oseraient pas aujourd'hui recommencer leurs excès. — Et pourquoi cela ? — Sire, parce que Votre Majesté est devenue leur voisin. — Eh bien ? — Sire, ils auraient trop de respect pour votre puissance. — Ah ! oui, Sire, Sire, reprit vertement l'Empereur, des complimens à présent ! Eh bien, Monsieur, allez les porter aux Turcs, qui vous répondront par des coups de fusils, et vous viendrez m'en donner des nouvelles. » Et il prononça dès cet instant que les régimens croates seraient conservés.

Un jour on nous proposa un projet de décret touchant les ambassadeurs. Ce projet était fort remarquable, je ne pense pas qu'on en ait eu connaissance dans le monde. La froideur du Conseil à son sujet le fit disparaître, ainsi que beaucoup d'autres qui ont éprouvé le même sort, ce qui, pour le dire en passant, donne une preuve de plus d'une certaine indépendance dans

le Conseil, et montre dans l'Empereur plus de modération qu'on ne lui en croyait.

L'Empereur, qui semblait seul appuyer ce décret et y tenir beaucoup, dit, dans sa défense, des choses très-curieuses. Il prétendait que les ambassadeurs n'eussent ni prérogatives ni privilèges qui pussent les mettre à l'abri des lois du pays; tout au plus accordait-il qu'ils fussent soumis seulement à une juridiction plus relevée. « Je ne m'opposerais pas, par exemple, disait-il, à ce qu'ils ne devinssent justiciables qu'après une décision préalable d'une réunion des ministres et des hauts dignitaires de l'Empire; à ce qu'ils ne fussent jugés que par un tribunal spécial, composé des premiers magistrats et des premiers fonctionnaires de l'Etat. M'objecteriez-vous que les souverains, se trouvant compromis dans la personne de leurs représentans, ne m'enverraient plus d'ambassadeurs? Où serait le malheur? je retirerais les miens, et l'Etat gagnerait d'immenses salaires fort onéreux, et souvent, au moins, très-inutiles. Pourquoi voudrait-on soustraire les ambassadeurs à

» toute juridiction? Ils ne doivent être
 » envoyés que pour être agréables, pour
 » entretenir un échange de bienveillance
 » et d'amitié entre les souverains respectifs. S'ils sortent de ces limites, je
 » voudrais qu'ils rentrassent dans la
 » classe de tous, dans le droit commun.
 » Je ne saurais admettre tacitement qu'ils
 » pussent être auprès de moi à titre d'espions à gages; ou bien alors je suis un
 » sot, et je mérite tout le mal qu'il peut
 » m'en arriver. Seulement il s'agit de
 » s'entendre et de le proclamer d'avance,
 » afin de ne pas tomber dans l'inconvénient de violer ce qu'on est convenu
 » d'appeler jusqu'ici le droit des gens
 » et les habitudes reçues.

» Au plus fort d'une crise célèbre, disait-il, on vint m'avertir qu'un grand personnage s'était réfugié chez M. de Cobentzel, et s'y croyait à l'abri sous les immunités de cet ambassadeur d'Autriche. Je mandai M. de Cobentzel pour connaître le fait, et lui déclarer qu'il serait malheureux qu'il en fût ainsi; car un puéril usage ne serait rien à mes yeux contre le salut d'une nation; que je n'hésiterais pas à faire saisir le coupable et son recéleur pri-

» vilégié, à les livrer tous deux à un tribunal, et à les faire exécuter : et je l'aurais fait, Messieurs, ajouta-il fièrement en élevant la voix. On le savait bien, aussi on ne s'y frottait pas. » Ces paroles me parurent terribles alors, mais aujourd'hui que je connais si bien Napoléon, je suis sûr qu'elles étaient prononcées bien moins pour le personnage qu'elles concernaient que pour nous tous qui écoutions.

— L'Empereur, long-temps avant son expédition de Russie, un ou deux ans peut-être, avait voulu établir dès-lors un classement militaire de la nation. Il fut lu au Conseil d'État jusqu'à quinze ou vingt rédactions de l'organisation des trois bans de la garde nationale en France. Le premier, celui des jeunes gens, était tenu d'aller jusqu'à la frontière; le second, celui de l'âge mitoyen et des hommes mariés, ne sortait pas du département; enfin le dernier, celui des hommes âgés, demeurait uniquement à la défense de la ville. L'Empereur, qui y tenait beaucoup, y revint souvent, et dit de très-belles choses extrêmement patriotiques; mais il y eut constamment dans tout le Conseil une défaveur mar-

quée, une opposition sourde et inerte. Les affaires marchaient, et l'Empereur, attiré par d'autres objets, vit échapper ce plan que sa prévoyance calculait sans doute pour notre salut, et qui l'eût été en effet! Par ce plan plus de deux millions d'individus se seraient trouvés classés, armés lors des désastres : qui alors eût osé nous aborder? Dans une de ces séances, l'Empereur eut un mouvement fort chaud, fort remarquable. Un membre (M. Malouet) employait beaucoup de circonlocutions peu favorables à cette organisation. L'Empereur lui adressa sa phrase habituelle. « Parlez hardiment, Monsieur, ne mutilez pas votre pensée, dites-la toute entière; nous sommes ici entre nous. » L'orateur alors déclara que cette mesure alarmait tout le monde, que chacun frémissait de se voir classé, dans la persuasion que, sous le prétexte de la défense intérieure, on ne s'occupait que du moyen de les transporter au dehors. « Eh bien! à la bonne heure, dit l'Empereur, je vous comprends à présent. Mais, Messieurs, dit-il en s'adressant à tout le Conseil, vous êtes tous pères de famille, jouissant d'une grande fortune, exerçant des

» emplois importans; vous devez avoir
 » une immense clientèle; vous devez
 » être bien gauches ou bien peu soigneux,
 » si, avec tous ces avantages, vous n'exer-
 » cez pas une grande influence d'opinion.
 » Or, comment se fait-il que vous, qui
 » me connaissez si bien, me laissiez si
 » peu connu! Et depuis quand m'avez-
 » vous vu employer la ruse et la fraude
 » dans mon système de gouvernement?
 » Je ne suis point timide, et n'ai pas
 » l'usage des voies obliques. Si j'ai un
 » défaut, c'est de m'expliquer trop ver-
 » tement, trop laconiquement peut-être;
 » je me contente de prononcer; j'or-
 » donne, parce que je m'en repose en-
 » suite, pour les formes et les détails,
 » sur les intermédiaires qui exécutent,
 » et Dieu sait si, sur ce point, j'ai beau-
 » coup à me louer. Si donc j'avais besoin
 » de monde, je le demanderais hardiment
 » au Sénat qui me l'accorderait; et si je
 » ne l'obtenais de lui, je m'adresserais
 » au peuple même, que vous verriez mar-
 » cher avec moi. Je vous étonne peut-
 » être, car vous semblez parfois ne pas
 » vous douter du véritable état des choses.
 » Sachez que ma popularité est immense,
 » incalculable; car, quoi qu'on en veuille

» dire, partout le peuple m'aime et m'es-
 » time, son gros bon sens l'emporte sur
 » toute la malveillance des salons et la
 » métaphysique des niais. Il me suivrait
 » en opposition de vous tous. Cela vous
 » étonne encore, et pourtant il en serait
 » ainsi; c'est qu'il ne connaît que moi:
 » c'est par moi qu'il jouit sans crainte de
 » tout ce qu'il a acquis; c'est par moi qu'il
 » voit ses frères, ses fils indistinctement
 » avancés, décorés, enrichis; c'est par
 » moi qu'il voit ses bras facilement et
 » toujours employés, ses sueurs accom-
 » pagnées de quelques jouissances. Il me
 » trouve toujours sans injustice, sans
 » préférence. Or, il voit, il touche, il
 » comprend tout cela et rien de plus,
 » rien surtout de la métaphysique; non
 » que je repousse les vrais, les grands
 » principes, le Ciel m'en préserve, on
 » me les voit pratiquer autant que nos
 » circonstances extraordinaires me le per-
 » mettent; mais je veux dire que le peuple
 » ne les comprend pas encore, au lieu
 » qu'il me comprend tout à fait, et s'en
 » fie à moi. Croyez donc qu'il fera tou-
 » jours ce que nous réglerons pour son
 » bien. Ne vous en laissez pas surtout im-
 » poser par l'opposition que vous men-

» tionnez : elle n'existe que dans les
 » salons de Paris, nullement dans la na-
 » tion ; et dans le projet qui nous occupe
 » en cet instant, je n'ai nulle vue ulté-
 » rieure au dehors, je le déclare ; je ne
 » pense qu'à la sûreté, au repos, à la
 » stabilité de la France au dedans. Pour-
 » suivez donc les bans de la garde nation-
 » nale ; que chaque citoyen connaisse
 » son poste au besoin ; que M. Camba-
 » cères, que voilà, soit dans le cas de
 » prendre son fusil si le danger le requiert,
 » et alors vous aurez vraiment une nation
 » maçonnée à chaux et à sable, capable
 » de défier les siècles et les hommes. Je
 » relèverai, du reste, cette garde nation-
 » nale à l'égal de la ligne ; les vieux of-
 » ficiers retirés en seront les chefs et les
 » pères ; j'en ferai solliciter les grades à
 » l'égal des faveurs de la Cour, etc. »

On doit retrouver tout cela dans les registres de M. Locré, partie au sujet des bans de la garde nationale, partie encore, autant que je puis me le rappeler, au sujet d'une des conscriptions annuelles. Je me souviens aussi qu'il fut particulièrement question, un jour, de l'Université. L'Empereur se fâchait sur le peu de progrès et la mauvaise direc-

tion de sa marche. M. de Ségur fut chargé de présenter un rapport à ce sujet, et le fit avec sa franchise et sa loyauté accoutumées. Il abordait franchement la question, trouvait que la création de l'Empereur était mal comprise, mal exécutée ; que la science ne devait y être que secondaire ; que les principes et la doctrine nationale devaient y passer avant tout, et que c'était pourtant ce dont on semblait s'y occuper le moins.

L'Empereur ne se trouvait pas à la séance. Une telle sortie déplut sans doute aux amis du principal intéressé. Nous avions le tort de sacrifier beaucoup à l'esprit de coteries. Ce rapport ne reparut jamais ; on le retira de nos cartons, et l'on y mit même assez d'importance pour le redemander à ceux de nous qui l'avaient emporté chez eux.

Toutefois, à quelque temps de là, les grands dignitaires de l'Université furent mandés à la barre du Conseil. L'Empereur se fâcha, parla de la mauvaise organisation, du mauvais esprit qui semblait présider à cette institution importante, dit qu'on gâtait toutes ses idées, qu'on n'exécutait jamais bien ses intentions.

Le grand-maître courba devant l'orage, et n'en continua pas moins son train accoutumé; et l'Empereur dit qu'à son retour de l'île d'Elbe on l'a assuré que ce même grand-maître de l'Université s'était vanté auprès du gouvernement qui succédait, d'avoir gêné, dénaturé, autant qu'il avait été en son pouvoir, l'impulsion que Napoléon avait prétendu imprimer aux générations qui s'élevaient.

Mardi 18.

Souvenirs de Waterloo.

L'Empereur m'avait fait appeler dans son cabinet avant le dîner: il était occupé à lire les journaux qui venaient d'arriver. M. de Montholon a fait demander la permission de se présenter. Il lui a appris que M^{me} de Montholon venait d'accoucher d'une fille, et a sollicité Sa Majesté de vouloir bien lui accorder la faveur d'en être le parrain.

Après dîner, en résumant les papiers déjà lus, l'Empereur observait que l'agitation et l'incertitude continuaient à régner en France; il faisait remarquer que les derniers papiers anglais s'exprimaient avec la dernière indécence sur

la famille royale.... Plus tard, un autre article l'a porté à dire: « Les circonstances actuelles, les besoins du moment et une sympathie d'ancienne date, concourent extrêmement à favoriser le retour des moines en France: cela doit y être caractéristique comme chez le Pape. » Et s'arrêtant sur celui-ci il concluait: « Encore pour lui, du moins, est-ce son affaire spéciale, et qui peut lui redonner une force réelle. Croirait-on bien que, prisonnier à Fontainebleau, et lorsqu'il s'agissait de savoir s'il existerait lui-même, il discutait sérieusement avec moi l'existence des moines, et prétendait m'amener à les rétablir!... C'est bien là de la Cour de Rome!.... etc., etc. »

C'était aujourd'hui l'anniversaire de la bataille de Waterloo. Le souvenir en a été réveillé par quelqu'un; il a produit une impression visible sur l'Empereur. « Journée incompréhensible! a-t-il prononcé avec douleur..... Concours de fatalités inouïes!.. Grouchy!.. Ney!.. Derlon!... N'y a-t-il eu que du malheur!.... Ah! pauvre France!.... » Et il s'est couvert les yeux de la main. « Et

• pourtant, disait-il, tout ce qui tenait
 • à l'habileté avait été accompli !....
 • tout n'a manqué que quand tout avait
 • réussi !....»

Dans un autre moment, il disait, sur
 le même sujet : « Singulière campagne,
 • où, dans moins d'une semaine, j'ai vu
 • trois fois s'échapper de mes mains le
 • triomphe assuré de la France et la fixa-
 • tion de ses destinées.

• Sans la désertion d'un traître, j'a-
 • néantissais les ennemis en ouvrant la
 • campagne.

• Je les écrasais à Ligny, si ma gauche
 • eût fait son devoir.

• Je les écrasais encore à Waterloo,
 • si ma droite ne m'eût pas manqué.

•..... Singulière défaite, où, malgré
 • la plus horrible catastrophe, la gloire
 • du vaincu n'a point souffert, ni celle
 • du vainqueur augmenté : la mémoire
 • de l'un survivra à sa destruction ; la
 • mémoire de l'autre s'ensevelira peut-
 • être dans son triomphe !.....»

Mercredi 19.

Départ du Northumberland. — Introduction
 et forme des Campagnes d'Italie. — Cam-
 pagne de Russie, par un aide-de-camp du
 Vice-Roi.

Aujourd'hui, le Northumberland est
 parti pour l'Europe.

Nous avons fait la traversée sur ce
 vaisseau, nous avons souvent conversé
 avec tous les officiers, qui nous avaient
 extrêmement bien traités; l'équipage
 nous avait montré beaucoup de bienveil-
 lance; enfin, l'amiral Cockburn même,
 contre lequel nous avons bien plus d'hu-
 meur que de répugnance, et dont les
 torts au fond ne nous avaient pas blessé
 le cœur; soit ces choses réunies, ou toute
 autre dont je ne me rends pas compte,
 ou bien peut-être encore cette disposi-
 tion si forte, si naturelle à s'attacher à
 ses semblables, et à se créer des liens
 sociaux, toujours est-il certain que nous
 ne nous trouvâmes pas indifférens à ce
 départ; il nous semblait que nous per-
 dions quelque chose. ®

L'Empereur avait eu une très-mau-
 vaise nuit : il a mis les pieds dans l'eau,
 pour soulager un grand mal de tête.

Il est sorti vers une heure pour se promener dans le jardin, tenant le premier volume d'un ouvrage anglais sur sa vie. Il le parcourait en marchant. L'auteur se donnait pour moins mal intentionné que Goldsmith. Il renfermait moins de saletés, il est vrai; mais c'étaient encore les mêmes inventions ou la même ignorance, les mêmes contes, les mêmes faussetés. Il lisait l'article de son enfance, ou de ses premières années de son collège. Tout y était imaginaire et controuvé; ce qui lui fit me dire que j'avais eu bien raison d'insister pour que tous ces objets se trouvassent en tête de la campagne d'Italie, que ce qu'il lisait en ce moment l'y décidait plus que jamais.

Pour comprendre ceci, je dois dire, ce que j'ai toujours négligé, que la campagne d'Italie dictée, les chapitres réglés et finis, l'Empereur s'était montré très-incertain sur la manière d'entrer en matière. Il avait varié beaucoup et souvent, tournant autour de trois ou quatre idées qu'il abandonnait et reprenait tour-à-tour. Quelquefois il voulait commencer par quelques entreprises insignifiantes dont il avait fait partie avant le siège de

Toulon; une expédition manquée sur la Sardaigne, etc. Quelquefois encore il voulait mettre en tête les premiers commencemens de notre révolution, l'état de l'Europe et les mouvemens de nos autres armées. Je combattais toujours ces idées; cela devait le mener trop loin, disais-je. Il avait commencé par me dicter le siège de Toulon, et c'était là, soutenais-je constamment, le véritable point de départ, l'ordre naturel, car ce n'était pas, observais-je, une Histoire qu'il voulait entreprendre, mais bien ses Mémoires particuliers. Or, dans ce bel épisode des siècles, il devait, disais-je, apparaître tout-à-coup sur la scène et sur le premier plan qu'il était destiné à ne jamais plus quitter. C'était à moi, éditeur, à consacrer dans une introduction de ma façon tous les détails des premières années et des temps antérieurs à celui où lui, Napoléon, prenait la parole. Il goûta enfin cette idée, l'exposa, la débattit un jour à table, et prononça qu'il s'y arrêta. Voilà l'histoire de la forme des campagnes d'Italie, et ce à quoi l'Empereur faisait allusion plus haut.

A trois heures, le Gouverneur et le

nouvel amiral, sir Pulteney Malcom, ont été introduits chez l'Empereur, qui, bien qu'il fût souffrant, a été néanmoins très-gracieux et fort causant.

Avant et après dîner, l'Empereur a parcouru l'ouvrage d'un ancien aide-de-camp du vice-roi, sur la campagne de Russie. On le lui avait dit affreux. L'Empereur s'est tellement habitué aux libelles et aux pamphlets, que les déclamations ne lui font plus rien. Il ne voit plus dans ces ouvrages que les faits; et, sous ce point, il ne trouvait pas celui-ci si mauvais qu'on le lui avait dit: « Un historien y prendrait de bonnes choses, disait-il, des faits, et négligerait les déclamations, qui ne sont faites que pour les sots. Or, ici, l'auteur prouve que les Russes eux-mêmes ont brûlé Moscou, Smolensk, etc..., que nous avons été victorieux dans toutes les affaires. Les faits, dans cet ouvrage, observait alors l'Empereur, ont été évidemment rédigés pour être publiés sous mon règne au temps de ma puissance. Les déclamations ont été intercalées depuis ma chute. L'auteur n'a pas pu gâter le fond de son ouvrage; mais il l'a orné de turpitudes à la façon du jour.

« Quant aux désastres de la retraite, je ne lui ai laissé rien à dire non plus qu'aux autres libellistes, mon vingt-neuvième bulletin a été leur désespoir. Ils ont été, dans leur rage, jusqu'à me reprocher d'avoir exagéré. Ils étaient furieux; je les privais ainsi d'un beau sujet; je leur avais enlevé leur proie. »

Après la citation de cet auteur et de plusieurs autres Français, tous dénaturant nos victoires et déclamant contre nous-mêmes, il n'a pu s'empêcher d'observer qu'il était sans exemple de voir une nation s'acharner ainsi à ruiner sa propre gloire, de voir s'élever de son propre sein les mains occupées à flétrir et à détruire ses trophées. « Mais du milieu d'elle s'élèveront indubitablement aussi, disait-il, des vengeurs. Les temps à venir noteront d'infamie le délire d'aujourd'hui. Et il s'écriait: « Se peut-il bien que ce soient des Français qui parlent, qui écrivent ainsi? N'ont-ils donc ni cœur ni entrailles pour la patrie? Non, ils ne sont point Français; ils parlent notre langue peut-être, ils sont nés sur le même sol que nous; mais ils n'ont ni notre cœur ni nos sentiments. Ils ne sont point Français! »

Vendredi 21.

Paroles prophétiques, etc. — Lord Holland, etc.,
Princesse Charlotte de Galles. — Conversa-
tion particulière et personnelle inappréciable
pour moi.

L'Empereur marchait dans le jardin ;
nous étions tous autour de lui. La con-
versation est tombée sur la possibilité
de se retrouver un jour en Europe, de
revoir la France. « Mes chers amis, nous
a-t-il dit avec un véritable sentiment,
avec une expression impossible à ren-
dre, vous autres vous la reverrez ! —
Non pas sans vous ! nous sommes-nous
écriés tous. » Cela a conduit à analyser
de nouveau les chances probables de sor-
tir de Sainte-Hélène, et toutes venaient
se perdre dans l'obligation et la nécessité
de convenir que ce ne pouvait être qu'a-
vec l'intermédiaire des Anglais. Et l'Em-
pereur ne voyait pas trop comment cela
pourrait arriver. « L'impression est faite,
disait-il, elle est trop profonde, ils me
craindront toujours. M. Pitt le leur a
dit : il n'y a point de salut pour vous
avec un homme qui a toute une inva-
sion dans sa seule tête. — Mais, obser-
vait quelqu'un, s'il venait à se trouver
pourtant de nouveaux intérêts ; s'il

» arrivait un ministère vraiment libéral
» et constitutionnel, n'aurait-il donc au-
» cun avantage à fixer par vous, Sire,
» les principes libéraux en France, et à
» les propager par-là sur tout le conti-
» nent? — A la bonne heure, disait l'Em-
» pereur, je conçois ceci. — Ce minis-
» tère, continuait-on, n'aurait-il donc
» aucune garantie dans ces principes li-
» béraux mêmes, et dans vos propres in-
» térêts? — J'en conviens encore, disait
» l'Empereur. Lord Holland, ministre,
» m'écrivant à Paris : si vous faites cela,
» je serai renversé; ou la princesse Char-
» lotte de Galles qui m'eût tiré d'ici,
» me faisant dire à Paris : si vous agissez
» ainsi, je deviendrai l'horreur, j'aurai
» été le fléau de ma nation, seraient des
» paroles qui m'arrêteraient court, et
» m'enchaîneraient plus que des ar-
» mées, etc., etc.

» Et puis au fait, qu'aurait-on à crain-
» dre? Que je fissé la guerre? je suis trop
» vieux. Que je courusse encore après la
» gloire? je m'en suis gorgé, j'en avais fait
» litière, et, pour le dire en passant,
» c'était une chose que j'avais rendue
» désormais tout à la fois bien commune
» et bien difficile. Que je commençasse
» des conquêtes? je n'en fis pas par manie,

» elles étaient le résultat d'un grand plan,
 » je dirais bien plus, de la nécessité : elles
 » furent raisonnables dans leur temps ;
 » aujourd'hui elles seraient impossibles ;
 » elles étaient exécutables alors, il serait
 » insensé d'en avoir l'intention à présent ;
 » et puis, les bouleversemens et les mal-
 » heurs de la pauvre France ont désormais
 » enfanté assez de difficultés ; il y aurait
 » assez de gloire à la déblayer, pour n'a-
 » voir pas à en rechercher d'autre. »

Deux de ces messieurs avaient été à la ville voir les nouveaux arrivans, et courir après les nouvelles. Leur retour et leur récit ont fait au jardin, quelques instans, l'occupation de l'Empereur. Il est rentré sur les six heures dans son cabinet, où il m'a dit de le suivre ; bientôt après, le hasard a amené une très-longue conversation d'un intérêt et d'un prix inexprimables pour moi. Bien que le sujet m'en soit purement et exclusivement personnel, j'en ai garde de le passer sous silence : les traits caractéristiques qui s'y rencontrent à chaque instant seraient mon excuse, si j'en avais besoin.

Les nouveaux venus sur le Newcastle avaient encore parlé beaucoup de mon Atlas historique, ce qui porta l'Empereur à observer de nouveau qu'il était inoui le

bien que m'avait fait cet ouvrage, et qu'il était inoui aussi qu'il n'en eût pas eu une exacte connaissance.

« Comment ne s'est-il donc trouvé, » me disait-il, aucun de vos amis qui m'en ait donné une idée juste ? Je ne l'ai bien vu qu'à bord du Northumberland, et il est connu de toute la terre. » Comment n'avez-vous pas demandé à m'en entretenir vous-même ? je vous eusse apprécié, je vous eusse fait une toute autre fortune. J'en avais une idée tellement confuse et tellement subalterne, que peut-être vous était-elle défavorable. Voilà les souverains et leur malheur ; car personne n'avait plus de bonne volonté sans doute que moi. » Ceux qui étaient déjà fixés autour de ma personne, eussent pu tout auprès de moi pour une chose comme la vôtre, parce que c'était un fait que je pouvais juger moi-même, et que je ne demandais pas mieux. A présent que je connais vos cartes, que j'ai une idée juste du classement inappréciable qu'elles présentent, de l'impression ineffaçable qu'elles doivent inculquer aux enfans, quant aux temps, aux distances, aux embranchemens ; j'aurais voulu créer

» une espèce d'*Ecole normale* pour cet
 » objet, ou en assurer du moins l'ensei-
 » gnement uniforme. Votre ouvrage, ou
 » certaines parties, eussent inondé les
 » lycées, je lui aurais donné une bien
 » autre célébrité. Je vous le répète,
 » pourquoi ne me l'avez-vous pas fait
 » connaître? C'est un secret fâcheux à
 » confesser, mais il faut le dire, mon
 » cher, un peu d'intrigue est indispen-
 » sable auprès des souverains; la mo-
 » destie est presque toujours perdue. Se
 » peut-il que Clarke, Deérés, Montalivet,
 » M. de Montesquiou, ne m'en aient pas
 » parlé d'après vos suggestions, même
 » Barbier, mon bibliothécaire? car c'est
 » encore une autre vérité à confesser,
 » qu'on réussit quelquefois mieux par la
 » porte du valet de chambre qu'autre-
 » ment. Comment M^{me} de S....., votre
 » amie, ne m'en parlait-elle pas? Nous
 » avons été si souvent, dans le principe,
 » en voiture ensemble; elle eût pu faire
 » alors de vous ce qu'elle eût voulu, en
 » vous peignant à moi ce que vous êtes.
 » — Oui, Sire, répondais-je..... mais
 » alors je..... — Je vous entends, alors
 » vous ne le cherchiez pas peut-être?
 » — Sire, mon heure n'était pas encore

» venue. » Alors a suivi une explication
 très-prolongée sur la manière dont j'étais
 arrivé auprès de l'Empereur, les mis-
 sions qu'il m'avait données, l'opinion
 qu'il avait prise; les traits dont, suivant
 sa coutume, il m'avait frappé à demeure
 dans son esprit. Je demeurais debout,
 près de la table de travail, dans la se-
 conde pièce; l'Empereur allait et venait
 de toute la longueur des deux chambres;
 le sujet était des plus précieux pour
 moi, et pour bien comprendre mes sen-
 sations présentes, il faudrait se reporter
 à la toute-puissance de Napoléon, à ce
 temps où, bien que près de lui, per-
 sonne n'eût osé espérer connaître le
 fond de sa pensée sur soi, ni supposer
 qu'on eût jamais la possibilité de s'en
 entretenir contradictoirement et con-
 fidentiellement avec lui: le bonheur
 d'une telle circonstance m'eût paru alors
 un rêve; aujourd'hui ce me semblait
 une véritable conversation aux Champs-
 Elysées. « Je n'avais nulle idée juste de
 » vous, disait-il, je n'avais aucune con-
 » naissance exacte de ce qui vous con-
 » cernait. Vous n'avez eu auprès de moi
 » aucun ami pour vous faire apprécier;
 » vous l'avez négligé vous-même. Quel-

» ques-uns de ceux sur qui vous auriez
 » pu compter vous ont même desservi.
 » Je ne connaissais pas votre ouvrage;
 » cela eût fait beaucoup. J'ignorais que
 » vous eussiez été à l'École Militaire de
 » Paris comme moi; c'eût été encore un
 » titre à mon attention. »

» Vous avez été émigré, vous n'auriez
 » jamais eu mon entière confiance; je
 » savais que vous aviez été très-attaché
 » aux Bourbons, vous n'auriez jamais été
 » dans les grands secrets. — Mais, Sire,
 » Votre Majesté m'avait admis auprès de
 » sa personne, elle m'avait fait entrer
 » dans son Conseil d'Etat, elle m'avait
 » donné des missions? — C'est que je
 » m'étais fait de vous l'idée d'un honnête
 » homme, je ne suis pas défiant non plus:
 » sans savoir pourquoi, je vous regardais
 » comme très-pur en fait d'argent. Si
 » vous étiez venu me dire un mot lors de
 » votre affaire de licences avec P.....,
 » je vous eusse donné raison à l'instant;
 » mais, je le répète, je ne vous eusse
 » mis dans aucune affaire politique. —
 » Quel danger, Sire, n'ai-je pas couru,
 » quand, à Paris et en Hollande, les An-
 » glais situés vis-à-vis de nous comme
 » nous le sommes aujourd'hui à Sainte-

» Hélène vis-à-vis d'eux, je n'hésitai pas,
 » vu mes anciens rapports, et en dépit
 » de vos réglemens, de faire passer leurs
 » lettres quand je les avais lues, et qu'elles
 » ne me présentaient aucun inconvénient!
 » De quel danger, d'après vos idées,
 » n'eût pas été pour moi une dénoncia-
 » tion du ministre de la police à ce sujet!
 » et pourtant je ne croyais en cela que
 » faire un usage naturel et discrétion-
 » naire des dignités auxquelles m'avait
 » élevé Votre Majesté, de la confiance
 » qu'elle m'avait accordée. J'étais si fort
 » dans ma conscience, si droit dans mes
 » intentions, que je me croyais au-dessus
 » de ces lois, je ne les croyais pas faites
 » pour moi. — Eh bien! je l'eusse com-
 » pris, je l'aurais même cru, disait l'Em-
 » pereur, si vous vous étiez exprimé
 » ainsi; car personne au monde n'enten-
 » dait plus facilement raison que moi, et
 » c'est précisément de la sorte que j'au-
 » rais voulu être servi; et pourtant il est
 » certain que vous eussiez été perdu,
 » parce que tout eût parlé contre vous.
 » Voilà la fatalité des circonstances et
 » l'un des malheurs de ma situation. De
 » plus, quand j'avais pris un préjugé, il
 » me demeurait: c'était encore le mal-

» heur de ma place et de mes circon-
 » tances : pouvais-je faire autrement ?
 » avais-je du temps pour des explications ?
 » Je ne pouvais agir qu'avec des som-
 » maires et des extraits ; j'étais bien sûr
 » que je pouvais me tromper souvent ;
 » mais comment faire ? En est-il beau-
 » coup qui aient mieux fait que moi ? »

» Sire, continuais-je, j'éprouvais un
 » chagrin secret : Votre Majesté ne me
 » disait jamais rien à ses cercles ni à ses
 » levers, elle me passait toujours, et
 » pourtant ne manquait jamais de parler
 » de moi à ma femme quand j'étais ab-
 » sent. J'en étais à douter quelquefois
 » que je fusse bien connu de vous, ou à
 » craindre, surtout dans les derniers
 » temps, que Votre Majesté n'eût quel-
 » que chose contre moi. — En aucune
 » manière cela, disait-il; si je parlais de
 » vous absent, c'est que j'avais pour
 » principe de parler toujours aux femmes
 » de leurs maris en mission. Si je vous
 » passais présent, c'est que je ne faisais
 » pas assez de cas de vous. Il en était
 » ainsi d'une foule d'autres; vous étiez
 » pour moi dans la masse, vous étiez
 » placé dans mon esprit d'une façon tout
 » à fait banale. Vous m'approchiez, et

» vous n'aviez pas su en tirer parti; vous
 » avez eu des missions, vous n'aviez pas
 » su les faire valoir au retour : c'est un
 » grand tort sur le terrain de la Cour que
 » de ne pas savoir se mettre en avant ;
 » vous étiez pour moi sans couleur. Je
 » me rappelle même à présent que j'ai
 » voulu parfois avoir recours à vous.
 » Celui du ministère duquel vous dépen-
 » diez en quelque sorte, que vous dites
 » votre ami, qui eût pu vous servir, vous
 » a éloigné; il m'a maintenu dans mes
 » idées sur votre compte : lui vous con-
 » naissait bien, peut-être vous a-t-il
 » craint : on savait que j'allais vite en
 » besogne. — Sire, disais-je à tout cela,
 » ma situation était d'autant plus pénible,
 » que dans le monde on ne cessait de
 » m'entretenir de la bienveillance de
 » Votre Majesté, et de me prédire une
 » grande fortune. On me nommait, à
 » chaque instant, à toutes sortes de pla-
 » ces : c'était la préfecture maritime de
 » Brest, celle de Toulon, d'Anvers, le
 » ministère de l'intérieur, celui de la
 » marine; une place importante dans l'é-
 » ducation du Roi de Rome, etc., etc.
 » — Eh bien, a repris l'Empereur, vous
 » me le rappelez, il y avait quelque fon-

» dement dans une partie de ce que vous
 » venez de dire là; vous étiez en effet
 » dans ma pensée, pour quelque chose
 » auprès du Roi de Rome, et je vous
 » avais destiné, à votre retour de Hol-
 » lande, à la préfecture maritime de
 » Toulon, ce qui, pour moi, à cette
 » époque, était une espèce de ministère :
 » il y avait vingt-cinq vaisseaux de ligne
 » en rade, et je voulais les accroître en-
 » core. Eh bien, c'est votre ami le ministre
 » qui m'en a détourné : vous étiez de la
 » vieille marine, disait-il; vos préjugés
 » et ceux de la nouvelle devaient vous
 » rendre incompatibles l'un à l'autre.
 » Cela me parut péremptoire, et je n'y
 » pensai plus; cependant, tel que je vous
 » connais aujourd'hui, vous étiez l'homme
 » qu'il m'eût fallu.

» Je crois bien en effet avoir eu encore
 » pour vous d'autres idées; mais vous
 » avez tout perdu vous même, je le ré-
 » pète; vous vous êtes refusé, quand il
 » eût fallu assaillir. Mon cher, faut-il le
 » dire, avec la meilleure volonté de ma
 » part, mes nominations aux emplois
 » tenaient beaucoup de la loterie. Une
 » idée me venait, je destinais; mais si
 » l'application n'était pas immédiate, cela

» me passait; j'avais tant à faire! Surve-
 » nait un tiers plus heureux, et il était
 » nanti. Mais reprenez. — Sire, conti-
 » nuais-je, moi qui ne savais pas un mot
 » de vos bonnes intentions, j'étais dans
 » une situation véritablement ridicule au
 » milieu des félicitations nombreuses que
 » je recevais; je tâchais de m'en tirer le
 » moins gauchement possible; mais plus
 » je faisais d'efforts dans ce sens, plus on
 » l'attribuait à ma modestie. Je n'avais
 » demandé qu'une chose à Votre Majesté,
 » maître des requêtes : elle me l'accorda
 » aussitôt. Clarke, à ce sujet, me repro-
 » chait de m'être abaissé; il fallait de-
 » mander, me disait-il, à être conseiller
 » d'Etat; vous l'eussiez été tout de même.
 » — Non, répondait l'Empereur, je ne
 » vous connaissais pas assez, j'eusse pris
 » cela pour une ambition absurde. —
 » Sire, disais-je, j'avais eu le tact de juger
 » votre opinion. — Eh bien avec cela,
 » continuait l'Empereur, c'est bizarre
 » sans doute, mais Clarke a peut-être eu
 » raison; la demande de simple maître
 » des requêtes a pu vous rabaisser dans
 » ma pensée; c'est à dire vous maintenir
 » sur la ligne où je vous y avais fixé; j'é-
 » tais bien aise de voir mes chambellans

» faire quelque chose, mais maître des
 » requêtes était bien peu. Cependant
 » c'est singulier, continuait-il, comme
 » la mémoire revient, à présent que je
 » m'y arrête; vous aviez des choses isolées
 » qui m'ont passé rapidement sans qu'on
 » me les rappelât; si elles eussent été
 » réunies et bien présentées, elles eus-
 » sent dû me donner de vous une toute
 » autre idée. Vous fûtes faire la campa-
 » gne de Flessingue comme volontaire.
 » Je le sus, et ce qui n'eût été rien dans
 » tout autre, me frappa dans un émigré
 » qui quittait son ménage et n'était pas
 » sans fortune. — Sire, j'en reçus la plus
 » douce récompense au retour, Votre
 » Majesté m'en parla. — Vous voyez bien,
 » me dit-il; mais vous avez laissé noyer
 » cela dans le fleuve d'oubli. Vous m'avez
 » écrit plusieurs fois; tout cela me re-
 » vient à présent peu à peu; vous m'avez
 » présenté des combinaisons sur la mer
 » Adriatique qui m'ont séduit: il s'agis-
 » sait de maîtriser cette mer et d'y fonder
 » une flotte à bas prix à l'aide des im-
 » menses forêts de la Croatie; j'envoyai
 » le tout au ministre, qui ne m'en a ja-
 » mais parlé. Vous m'avez encore envoyé
 » d'autres choses? — Sire, peut-être des

» idées sur le système de guerre maritime
 » à adopter contre l'Angleterre, accom-
 » pagnées d'une carte géographique à
 » l'appui. — Oui, je m'en souviens; et
 » la carte a demeuré plusieurs jours sur
 » mon bureau dans mon cabinet; je vous
 » ai même fait demander, mais vous étiez
 » en mission. — Sire, à peu près dans le
 » même temps, j'eus l'honneur de vous
 » adresser un projet pour transformer le
 » Champ-de-Mars en une *Naumachie* qui
 » eût servi d'ornement au palais du Roi
 » de Rome. Je le creusais assez pour
 » recevoir de petites corvettes qui eus-
 » sent été construites, équipées, mon-
 » tées, manœuvrées par l'école de marine
 » que j'établissais à l'École Militaire. Tous
 » les princes de la maison impériale eus-
 » sent été contraints d'en faire partie
 » deux ans, quelle qu'eût été d'ailleurs
 » leur destination ultérieure. Votre Ma-
 » jesté eût porté tous les grands de l'Em-
 » pire à en faire autant de quelques-uns
 » de leurs enfans. Je ne doutais pas que
 » ces circonstances réunies et le spectacle
 » offert à la capitale, n'eussent été des
 » moyens infaillibles de rendre la marine
 » tout à fait populaire et nationale en
 » France. — Eh bien, je n'ai pas eu con-

» naissance de cela, disait l'Empereur
 » sous la pensée duquel tout se magni-
 » fiant immédiatement; cette idée m'eût
 » plu, je l'eusse fait examiner; elle pou-
 » vait avoir en effet d'immenses résultats.
 » De là il n'y avait plus qu'un pas à vou-
 » loir rendre la Seine navigable ou à tirer
 » un canal de Paris à la mer; et qu'est-ce
 » que cela eût eu de trop gigantesque?
 » Les Romains autrefois, et les Chinois
 » aujourd'hui, ont fait davantage; ce
 » n'eût été qu'un jeu pour l'armée en
 » temps de paix. J'ai eu bien des projets
 » de la sorte; mais nos ennemis m'ont
 » enchaîné à la guerre. De quelle gloire
 » ils m'ont privé!... Allons, continuez.
 » — Sire, je dois encore avoir fait mettre
 » sous vos yeux des idées sur le complé-
 » ment des écoles de marine. — Les ai-je
 » adoptées dans les écoles que j'ai for-
 » mées? disait l'Empereur; étiez-vous
 » dans mon sens? — Sire, vos écoles
 » étaient arrêtées, je n'en proposais que
 » le complément. — A présent je crois
 » me rappeler un peu; n'y avait-il pas
 » quelque chose de trop démocratique?
 » — Non, Sire, je parlais du principe
 » que Votre Majesté avait pourvu au con-
 » cours exclusif de la classe intermé-

» diaire, et je proposais d'y adjoindre
 » au-dessous toutes les chances que pou-
 » vait présenter le concours des matelots;
 » et de placer au-dessus celles que pou-
 » vait présenter le concours des grands
 » de votre Cour. — Oui, je me rappelle,
 » disait l'Empereur, qu'il y avait des idées
 » neuves et singulières qui attirèrent mon
 » attention. J'envoyai encore le tout au
 » ministre, qui l'a gardé pour lui, ou l'a
 » tourné en ridicule. Il me revient en-
 » core que dans votre mission en Hol-
 » lande, dont je me faisais présenter la
 » correspondance, je trouvai l'idée de
 » faire déboucher nos flottilles, de la mer
 » d'Allemagne dans la mer Baltique, à
 » l'aide des canaux qui unissent l'Elbe,
 » l'Oder et la Vistule; cette idée me
 » frappa, elle était dans mon genre; aussi,
 » à votre retour, en vous revoyant au
 » lever, je dois vous avoir mis sur la voie;
 » mais vous ne comprîtes pas mes ques-
 » tions, ou vos réponses furent insigni-
 » fiantes, non positives; j'en conclus que
 » vous aviez eu peut-être un faiseur, et
 » je passai à votre voisin. Il en était ainsi
 » avec moi, je le répète; mais je n'avais
 » pas le temps de faire autrement.

» Quand je me rappelle à présent tout

» cela, j'y trouve pour vous tant de motifs
 » d'attention de ma part, que je m'en
 » étonne et me dis qu'il faut que vous
 » ayez admirablement manœuvré pour
 » vous y refuser, il faut que vous ne l'avez
 » pas voulu. Ce qu'il y a de bien certain,
 » c'est que ce n'est qu'en cet instant que
 » tout cela me revient, et que lors de
 » notre départ et encore long-temps
 » après, vous ne m'avez jamais repré-
 » senté, à votre nom et à votre figure
 » près, que quelqu'un de neuf, et sur
 » lequel je ne savais rien : tâchez de com-
 » prendre cela, expliquez-le, si vous pou-
 » vez; mais c'est pourtant de la sorte.

» Aussi pourquoi n'avez-vous pas mieux
 » employé vos amis? Pourquoi n'êtes-
 » vous pas venu vous-même à moi? —
 » Sire, tous ceux qui vous approchaient
 » de fort près ne songeaient guère qu'à
 » eux, leur amitié n'allait pas au-delà
 » de la bienveillance : parler, demander
 » pour un autre s'appelaient user son crédit,
 » et on le réservait tout entier pour soi;
 » d'ailleurs, une fois moi-même auprès
 » de votre personne, il ne convenait plus
 » que d'autres vous parlassent pour moi
 » que moi-même; or, Sire, les momens
 » étaient si courts, vos dispositions si

» incertaines, il fallait tellement en peu
 » de mots frapper votre esprit, j'étais si
 » peu sûr de me bien faire entendre, je
 » craignais tant de laisser une impression
 » défavorable, de me perdre tout à fait,
 » que je préférerais m'en abstenir; car ce
 » n'était pas tout que d'avoir de l'intri-
 » gue, encore fallait-il qu'elle portât son
 » résultat. — Eh bien, disait l'Empereur,
 » vous avez peut-être tout aussi bien fait,
 » vous avez jugé la chose à merveille;
 » avec ce que je connais de vous à pré-
 » sent, votre réserve, votre timidité, vous
 » vous seriez peut-être en effet perdu. Je
 » me rappelle aussi, car tout me revient
 » à présent peu à peu, une circonstance
 » qui vous a peut-être été défavorable.
 » M. de Montesquiou, en vous proposant
 » pour chambellan, vous donna une très-
 » grande fortune; bientôt après je sus le
 » contraire, non que cela dût vous faire
 » tort, ni qu'il y eût rien de personnel
 » contre vous; mais d'autres qui auraient
 » voulu être chambellans se récrièrent
 » sur ce qu'on ne les avait pas préférés
 » pour leur grande fortune, ou bien en-
 » core vous citaient, si on leur objectait
 » qu'ils n'en avaient pas assez. C'est ainsi
 » que cela se passe à la Cour.

» — Mais c'est donc à dire, continuais-je, Sire, qu'avec mon caractère, j'étais destiné à n'être jamais connu de Votre Majesté? — Si fait, disait l'Empereur, et c'était à peu près obtenu : ne vous avais-je pas renommé chambellan à mon retour? le nombre en fut très-petit; ne fûtes-vous pas immédiatement conseiller d'Etat! C'est que vous étiez de l'ancienne aristocratie, vous aviez été émigré et vous aviez résisté à une grande épreuve; ce devenait un titre immense à mes yeux : de plus, bien des voix à présent vantaient votre conduite; tôt ou tard nous nous serions connus à fond, etc., etc.

Samedi 22.

Arrivée de la Bibliothèque. — Témoignage d'Horneman en faveur du général Bonaparte.

Le temps était fort mauvais; sur les trois heures, l'Empereur m'a fait appeler : il était dans le cabinet topographique, entouré de tous; occupé à déballer des caisses de livres arrivées par le Newcastle. L'Empereur y mettait la main lui-même avec une espèce de joie : les hommes se modèlent à leurs circons-

tances; leurs jouissances se façonnent à leurs peines. En voyant la collection des moniteurs tant attendue, l'Empereur a ressenti un plaisir extrême, il s'en est saisi et ne l'a plus quittée le reste du jour.

Après dîner, l'Empereur s'est mis à parcourir les relations des voyages en Afrique de Park et d'Horneman, dont il suivait les traces sur mon Atlas. Horneman et la société africaine de Londres s'étendaient, dans cette relation, sur les services, la générosité du général en chef de l'armée d'Egypte (Bonaparte), qui s'était empressé d'aider à leurs découvertes, etc., etc.... Les expressions polies et agréables employées à ce sujet, étonnaient et réjouissaient l'Empereur, qui depuis long-temps n'est plus habitué à lire son nom, qu'il retrouve cependant partout, qu'entouré d'épithètes toujours outrageantes.

Dimanche 23.

Sur la mémoire. — Commerce. — Idées et système de Napoléon sur divers points d'économie politique. ®

Sur les trois heures, je suis allé chez

l'Empereur. Dans la première jouissance de ses nouveaux livres, il avait passé toute la nuit à lire et à dicter des notes à Marchand; il était fort fatigué, ma visite lui a donné du repos, il a fait sa toilette et nous avons été nous promener dans le jardin.

Pendant le dîner, l'Empereur parlait des immenses lectures de sa jeunesse; tous les livres qu'il vient de parcourir relatifs à l'Egypte lui font voir qu'il n'avait rien oublié de ce qu'il avait lu; il n'avait rien, ou presque rien à corriger de ce qu'il avait dicté sur l'Egypte; il y avait ajouté bien des choses qu'il n'avait pas lues, mais qu'il se trouve, par ces livres, avoir deviné juste.

On a parlé de la mémoire: il disait qu'une tête sans mémoire est une place sans garnison; la sienne était heureuse, elle n'était point générale, absolue; mais relative, fidèle, et seulement pour ce qui lui était nécessaire. Quelqu'un ayant dit que sa mémoire, à lui, tenait de sa vue, qu'elle devenait confuse par l'éloignement des lieux et des objets, à mesure qu'il changeait de place, l'Empereur a repris que pour lui, la sienne

tenait du cœur, qu'elle conservait le souvenir fidèle de tout ce qui lui avait été cher.

A propos de bonne mémoire et de tendres ressouvenirs, je dois placer ici un mot de l'Empereur, qui m'a échappé dans le temps. Racontant un jour à table une de ses affaires en Egypte, il nommait numéro par numéro, les huit ou dix demi-brigades qui en faisaient partie; sur quoi M^{me} Bertrand ne put s'empêcher de l'interrompre, demandant comment il était possible, après tant de temps, de se rappeler ainsi tous ces numéros. « Madame, le souvenir d'un » amant pour ses anciennes maîtresses » fut la vive réplique de Napoléon.

Après dîner, l'Empereur s'est fait apporter mon Atlas, voulant y vérifier le résumé de tout ce qu'il venait de parcourir dans ses livres sur l'Afrique, et il s'est étonné de l'y retrouver si fidèlement.

Il est passé de là au commerce, à ses principes, aux systèmes qu'il a enfantés. L'Empereur a combattu les économistes, dont les principes pouvaient être vrais, disait-il, dans leur énoncé, mais devenaient vicieux dans leur application.

La combinaison politique des divers États, continuait-il, rendait ces principes fautifs; les localités particulières demandaient à chaque instant des déviations de leur grande uniformité. Les douanes, que les économistes blâmaient, ne devaient point être un objet de fisc, il est vrai; mais elles devaient être la garantie et les soutiens d'un peuple; elles devaient suivre la nature et l'objet du commerce. La Hollande, sans productions, sans manufactures, n'ayant qu'un commerce d'entrepôt et de commission, ne devait connaître ni entraves, ni barrière. La France, au contraire, riche en productions, en industrie de toutes sortes, devait sans cesse être en garde contre les importations d'une rivale qui lui demeurait encore supérieure; elle devait l'être contre l'avidité, l'égoïsme, l'indifférence des purs commissionnaires.

« Je n'ai garde, disait l'Empereur, de tomber dans la faute des hommes à » systèmes modernes; de me croire, par » moi seul et par mes idées, la sagesse » des nations. La vraie sagesse des nations » c'est l'expérience. Et voyez comme raisonnent les économistes: ils nous van-

» tent sans cesse la prospérité de l'An- » gleterre, et nous la montrent cons- » tamment pour modèle. Mais c'est elle » dont le système des douanes est le plus » lourd, le plus absolu, et ils déclament » sans cesse contre les douanes; ils vou- » draient nous les interdire. Ils proscri- » vent aussi les prohibitions; et l'Angle- » terre est le pays qui donne l'exemple » les prohibitions; et elles sont en effet » nécessaires pour certains objets; elles » ne sauraient être suppléées par la force » des droits: la contrebande et la fan- » taisie feraient manquer le but du lé- » gislateur. Nous demeurons encore en » France bien arriérés sur ces matières » délicates: elles sont encore étrangères » ou confuses pour la masse de la société. » Cependant quel pas n'avions-nous pas » fait, quelle rectitude d'idées n'avait pas » répandue la seule classification gra- » duelle que j'avais consacrée de l'agri- » culture, de l'industrie et du commerce! » objets si distincts et d'une graduation » si réelle et si grande!

» 1° *L'agriculture*; l'âme, la base pre- » mière de l'Empire.

» 2° *L'industrie*; l'aisance, le bonheur » de la population.

» 5° *Le commerce extérieur*; la surabondance, le bon emploi des deux autres.

» L'agriculture n'a cessé de gagner durant tout le cours de la révolution. Les étrangers la croyaient perdue chez nous.

» En 1814, les Anglais ont été pourtant contraints de confesser qu'ils avaient peu ou point à nous montrer.

» L'industrie ou les manufactures et le commerce intérieur ont fait sous moi des progrès immenses. L'application de la chimie aux manufactures les a fait avancer à pas de géant. J'ai imprimé un élan qui sera partagé de toute l'Europe.

» Le commerce extérieur, infiniment au-dessous dans ses résultats aux deux autres, leur a été aussi constamment subordonné dans ma pensée. Celui-ci est fait pour les deux autres; les deux autres ne sont pas faits pour lui. Les intérêts de ces trois bases essentielles sont divergens, souvent opposés. Je les ai constamment servis dans leur rang naturel, mais n'ai jamais pu ni dû les satisfaire à la fois. Le temps fera connaître ce qu'ils me doivent tous, les ressources nationales que je leur ai créées, l'affranchissement des Anglais

» que j'avais ménagé. Nous avons à présent le secret du traité de commerce de 1785. La France crie encore contre son auteur; mais les Anglais l'avaient exigé sous peine de recommencer la guerre. Ils voulurent m'en faire autant après le traité d'Amiens; mais j'étais puissant et haut de cent coudées. Je répondis qu'ils seraient maîtres des hauteurs de Montmartre, que je m'y refuserais encore; et ces paroles remplirent l'Europe.

» Ils en imposeront un aujourd'hui, à moins que la clameur publique, toute la masse de la nation ne les forcent à reculer; et ce servage, en effet, serait une infamie de plus aux yeux de cette même nation, qui commence à posséder aujourd'hui de vraies lumières sur ses intérêts.

» Quand je pris le gouvernement, les Américains, qui venaient chez nous à l'aide de leur neutralité, nous apportaient les matières brutes, et avaient l'impertinence de repartir à vide, pour aller se remplir à Londres des manufactures anglaises. Ils avaient la seconde impertinence de nous faire leurs paiements, s'ils en avaient à faire, sur

» Londres, de là les grands profits des
 » manufacturiers et des commissionnaires
 » anglais, entièrement à notre détriment.
 » J'exigeai qu'aucun Américain ne pût
 » importer aucune valeur, sans exporter
 » aussitôt son exact équivalent; on jeta
 » les hauts cris parmi nous, j'avais tout
 » perdu, disait-on. Qu'arriva-t-il, néan-
 » moins? C'est que mes ports fermés, en
 » dépit même des Anglais, qui donnaient
 » la loi sur les mers, les Américains revin-
 » rent se soumettre à mes ordonnances.
 » Que n'eussé-je donc pas obtenu dans
 » une meilleure situation!

» C'est ainsi que j'avais naturalisé au
 » milieu de nous les manufactures de
 » coton, qui comportent :

» 1° *Du coton filé.* Nous ne le filions
 » pas; les Anglais le fournissaient même
 » comme une espèce de faveur.

» 2° *Le tissu.* Nous ne le faisons point
 » encore; il nous venait de l'étranger.

» 3° *Enfin l'impression.* C'était notre
 » seul travail. Je voulus acquérir les deux
 » premières branches; je proposai au
 » Conseil d'État d'en prohiber l'importa-
 » tion; on y pâlit. Je fis venir Ober-
 » kamph; je causai long-temps avec lui;
 » j'en obtins que cela occasionnerait une

» secousse sans doute; mais qu'au bout
 » d'un an ou deux de constance, ce serait
 » une conquête dont nous recueillerions
 » d'immenses avantages. Alors je lançai
 » mon décret en dépit de tous; ce fut
 » un vrai coup d'État.

» Je me contentai d'abord de prohiber
 » le tissu; j'arrivai enfin au coton filé, et
 » nous possédons aujourd'hui les trois
 » branches, à l'avantage immense de notre
 » population, au détriment et à la douleur
 » insigne des Anglais: ce qui prouve qu'en
 » administration comme à la guerre, pour
 » réussir il faut souvent mettre du caractè-
 » re. Si j'avais pu réussir à faire filer le
 » lin comme le coton, et j'avais offert un
 » million pour prix de l'invention, que
 » j'aurais obtenue indubitablement sans
 » nos malheureuses circonstances*, j'en
 » serais venu à prohiber le coton, si je
 » n'eusse pu le naturaliser sur le con-
 » tinent.

» Je ne m'occupais pas moins d'encou-
 » rager les soies. Comme Empereur et
 » Roi d'Italie je comptais cent vingt mil-
 » lions de rente en récolte de soie.

* En effet, le lin se file aujourd'hui comme le coton, à Verviers et à Liège.

» Le système des licences était vicieux
 » sans doute ! Dieu me garde de l'avoir
 » posé comme principe. Il était de l'in-
 » vention des Anglais ; pour moi , ce n'é-
 » tait qu'une ressource du moment. Le
 » système continental lui-même dans son
 » étendue et sa rigueur, n'était, dans mes
 » opinions, qu'une mesure de guerre et
 » de circonstance.

» La souffrance et l'anéantissement du
 » commerce extérieur, sous mon règne,
 » étaient dans la force des choses, dans
 » les accidens du temps. Un moment de
 » paix l'eût ramené aussitôt à son niveau
 » naturel. »

Lundi 24.

Artillerie. — Son usage. — Ses vices. — An-
 ciennes Ecoles.

L'Empereur avait passé les vingt-
 quatre heures entières, disait-il, dans
 ses Moniteurs sur la Constituante. Il s'en
 était amusé comme d'un roman. Il y
 voyait, observait-il, poindre les hommes
 qui ont plus tard joué un si grand rôle.
 Toutefois il avouait qu'il était nécessaire
 d'avoir une idée des ressorts extérieurs,
 autrement ce qu'on lisait sur cette assem-
 blée perdait beaucoup de son intérêt,

de sa couleur ; demeurait souvent même
 inintelligible. L'esprit des premiers mo-
 mens, les premiers intérêts de la révo-
 lution, demeurèrent entièrement sou-
 terrains, etc.

Après dîner l'Empereur a beaucoup
 parlé sur l'artillerie. Il eût désiré plus
 d'uniformité dans les pièces, moins de
 subdivision. Le général était souvent
 hors d'état de juger leur meilleur em-
 ploi, et rien ne pouvait être supérieur
 aux avantages de l'uniformité dans tous
 les instrumens et tous les accessoires.

L'Empereur se plaignait qu'en général
 l'artillerie ne tirait pas assez dans une ba-
 taille. Le principe à la guerre était qu'on ne
 devait pas manquer de munitions : quand
 elles étaient rares, c'était l'exception ;
 hors de cela, il fallait toujours tirer. Lui,
 qui avait souvent manqué périr par des
 boulets perdus, qui savait de quelle im-
 portance c'eût été pour le sort de la ba-
 taille et de la campagne, il était d'avis
 de tirer sans cesse, sans calculer les dé-
 penses des boulets. Bien plus, s'il eût
 voulu, disait-il, fuir le poste du danger,
 il se serait mis à trois cents toises plutôt
 qu'à huit cents : à la première distance
 les boulets passent souvent sur la tête ;

à la seconde, il faut que tous tombent quelque part.

Il disait qu'on ne pouvait jamais faire tirer les artilleurs sur les masses d'infanterie, quand ils se trouvaient attaqués eux-mêmes par une batterie opposée. C'était lâcheté naturelle, disait-il gaiement, violent instinct de sa propre conservation. Un artilleur parmi nous se récriait contre une telle assertion. — « C'est » pourtant cela, continuait l'Empereur, » vous vous mettez aussitôt en garde contre qui vous attaque; vous cherchez à le détruire, pour qu'il ne vous détruise pas. Vous cessez souvent votre feu, pour qu'il vous laisse tranquille et qu'il retourne aux masses d'infanterie, qui sont pour la bataille d'un bien autre intérêt, etc. »

L'Empereur revenait souvent sur le corps de l'artillerie au temps de son enfance : c'était le meilleur, le mieux composé de l'Europe, disait-il; c'était un service tout de famille, des chefs entièrement paternels, les plus braves, les plus dignes gens du monde, purs comme de l'or; trop vieux, parce que la paix avait été longue. Les jeunes gens en riaient parce que le sarcasme et l'ironie

étaient la mode du temps; mais ils les adoraient, et ne faisaient que leur rendre justice*.

Mardi 25.

Nous avons reçu le troisième et dernier envoi des livres apportés par la frégate. L'Empereur s'est beaucoup fatigué en travaillant lui-même au débattage.

Sur les trois heures, l'Empereur a reçu plusieurs présentations, entre autres l'Amiral et sa femme. Il s'est trouvé souffrant, et a dîné dans son intérieur avec le Grand-Maréchal.

Mercredi 26.

Mes instructions et mes dernières volontés sur l'impression des campagnes d'Italie. — Idées de l'Empereur sur le général Drouot. — Sur la bataille d'Hohenlinden.

L'Empereur m'a fait venir avec mon fils, et nous a assigné notre travail dans les Moniteurs pour l'accomplissement et

* Napoléon, dans ses dernières volontés, s'est ressouvenu de ce sentiment, et l'a consacré par un legs en faveur des enfans ou des petits-enfans du baron Dütteil, son ancien chef d'artillerie; « Comme souvenir de reconnaissance, » est-il écrit de sa main, pour les soins que ce

la vérification des chapitres de notre campagne d'Italie.

L'Empereur, bien qu'il en eût dit précédemment, n'avait pourtant pas repris son travail, et je me réjouis fort d'une circonstance qui semblait devoir provoquer enfin une ferveur nouvelle.

Il s'agissait de recueillir dans le *Moniteur* tous les rapports, les lettres officielles, de manière à en composer les pièces justificatives. L'Empereur voulait qu'elles fussent classées, et que nous en évaluassions l'étendue, afin qu'il pût calculer d'un trait de plume celle de l'impression, en m'observant de nouveau que tous ces soins étaient désormais les miens; que je ne travaillais plus là que pour moi. Douces paroles, auxquelles le son de sa voix, l'air de familiarité, toute son expression donnaient bien plus de prix encore que leur signification!

L'Empereur m'a dit si souvent que cette relation des campagnes d'Italie porterait mon nom, qu'il me la donnait, qu'elle serait mienne, que je puis bien

« brave général prit de nous, lorsque nous
« étions comme lieutenant et capitaine sous ses
« ordres. »

m'abandonner peut-être au rêve de leur impression future, et tracer ici déjà mes idées à cet égard, afin que mon fils les recueillant, puisse les suivre, si cet instant arrivait trop tard pour moi.

L'Empereur me donne là un monument précieux, magnifique, national; ne le compromettons, ne le dégradons pas. Aussi, point de spéculations à son sujet, nul bénéfice détrimental surtout. Et ce n'est pas assez encore; je veux en outre l'entourer de soins et de détails de sentimens qui lui soient tout particuliers.

Ainsi, 1° Garder la propriété de l'ouvrage; il formera au plus quatre volumes.

2° Faire les frais de l'impression, et la soigner soi-même.

3° Rechercher s'il n'y aurait pas moyen que les cartes fussent faites par des officiers de l'armée d'Italie; l'impression composée et exécutée par des ouvriers sortis de la même armée, ainsi que le libraire, etc.... Ce concours serait heureux, j'y attacherais le plus grand prix.

4° Comme il n'y a pas un mot dans cette relation qui ne vienne de l'Empereur, que c'est de son entière dictée, ne permettre, sous aucun prétexte, la

plus légère altération ni correction, etc., à moins que ce ne fût par quelque note qui en donnât le motif ou l'explication.

5° Composer son introduction du résumé de tout ce que j'ai recueilli dans mon Journal sur les premières années de l'Empereur, antérieures au commencement de sa relation.

6° Tirer cent exemplaires, sans aucune épargne de frais, et avec tout le luxe possible, pour être vendus, quelque soit d'ailleurs leur véritable valeur intrinsèque, *mille francs pièce*. On pourra joindre à chacun de ces exemplaires, non pas un *fac simile*, mais quelques lignes de l'écriture véritable de Napoléon, dont j'ai une certaine quantité en mes mains.

7° Garder en réserve une seconde centaine d'exemplaires pareils aux précédens, pour être vendus avec le temps, si les premiers sont épuisés, à *cinq cents francs*.

8° Après ces deux cents exemplaires, ne plus tirer que sur du papier le plus commun et aux moindres frais possibles, de manière à pouvoir livrer l'ouvrage à un très-bas prix. Tout invalide de l'armée d'Italie le recevra gratis,

tout soldat blessé ne le paiera que moitié, et tout officier les trois quarts.

9° Traiter avec un libraire anglais, un allemand, un russe, un italien et un espagnol, de manière à leur assurer une traduction antérieure à tous leurs confrères, sans autre rétribution de leur part que l'obligation de prendre cinq cents exemplaires français, ou de s'engager eux-mêmes, s'ils le préféraient, à répandre les cinq cents premiers exemplaires de leur édition avec le texte français en regard.

10° Enfin, si le bénéfice de l'ouvrage le permet, imprimer comme complément et suite de l'ouvrage, les rôles de l'armée d'Italie, qu'on pourra se procurer sans doute aux archives de la guerre. Si mon fils venait à avoir d'autres idées, ou qu'on lui en procurât de meilleures, il les joindra à celles-ci, ou leur donnera la préférence, si elles le méritent. Un moyen sûr d'en obtenir et de ne pas se tromper à cet égard, serait de s'entourer d'un petit comité de membres de cette armée d'Italie qui eussent le même zèle pour cet ouvrage*.

* Cet article, ainsi que plusieurs autres, ne

Aujourd'hui à diner, l'Empereur passait encore en revue ses généraux. Il a

se trouve ici que parce que le Mémorial n'est que la répétition fidèle du manuscrit tel qu'il fut composé dans les temps, sur les lieux mêmes.

Un critique anonyme, dont, au demeurant, j'ai peu ou point à me plaindre, dans un volume que beaucoup ont pris pour la suite du Mémorial, parce qu'il en porte le titre, revient à plusieurs reprises, et avec une espèce de malice, sur ce qui s'y trouve dit relativement aux Campagnes d'Italie, suggérant des doutes ou exprimant de la surprise touchant la destination que je rapporte avoir été si souvent exprimée par Napoléon. « Comment, se demande-t-il, s'il en était ainsi, l'auteur du Mémorial n'a-t-il que des fragmens de ces Campagnes? » Ce critique trouve bien plus naturel que Napoléon les ait mises dans les mains du général Montholon, comme plus versé dans les affaires de guerre, et il conclut par faire l'observation que, dans tous les cas, le fait demeure en opposition avec la promesse de Napoléon, puisque c'est M. de Montholon qui publie aujourd'hui ces Campagnes d'Italie.

Mais le critique anonyme, s'il eût lu le Mémorial avec attention, aurait vu que les paroles de Napoléon, à cet égard, répétées si souvent dans ce Journal, ne se bornaient pas à des conversations privées; mais qu'elles avaient été prononcées devant tous et même à table, si bien qu'il n'est aucun de nous, ni même aucun

fait l'éloge de beaucoup d'entre eux; la plupart n'existent plus. Il élevait au plus

des gens qui ne pût être appelé en témoignage, et cette circonstance dès-lors eût dû prendre, aux yeux du critique, le caractère de la notoriété. Voilà pour ses doutes.

Quant à ses diverses objections et à sa surprise, je réponds qu'en lisant attentivement encore,

1° Il eût trouvé, au 29 décembre 1816, tome VIII, et ailleurs, pourquoi l'auteur du Mémorial ne se trouve posséder que quelques fragmens de la Campagne d'Italie.

2° Il eût lu, de décembre 1817 à mars 1818, même volume, que le général Bertrand, depuis mon retour en Europe, m'écrivait de Longwood pour m'annoncer ces Campagnes dès qu'on pourrait saisir l'occasion favorable.

3° Il aurait appris dans plusieurs endroits, qu'en écrivant sous la dictée de Napoléon, nous nous en tenions strictement à ses seules paroles, et qu'il eût trouvé fort mauvais que nous nous fussions permis aucune altération de notre chef; dès-lors l'ignorance de la guerre dans l'un ou l'autre serait tout autre serait entièrement étrangère à la chose.

4° Enfin, quant à la contradiction mentionnée par l'anonyme entre le fait et la promesse de Napoléon, je serai remarquer que plusieurs années s'étaient écoulées depuis qu'on m'avait arraché d'auprès de Napoléon, que j'étais à deux mille lieues de lui, que sur sa fin il avait même lieu de douter que j'eussasse encore;

haut point les talens et les facultés du général Drouot. Tout est problème dans la vie, disait-il; ce n'est que par le connu qu'on peut arriver à l'inconnu. Or, il connaissait déjà, observait-il, comme certain dans le général Drouot, tout ce qui pouvait en faire un grand général. Il avait les raisons suffisantes pour le supposer supérieur à un grand nombre de ses maréchaux. Il n'hésitait pas à le croire capable de commander cent mille hommes. « Et peut-être ne s'en doute-t-il pas, ajoutait-il, ce qui ne serait en lui qu'une qualité de plus. »

Il est revenu sur la bravoure prodigieuse de Murat et de Ney, dont le courage, disait-il, avançait tellement le

et on comprendra facilement qu'en cet état de chose l'absence, le temps et la distance ont pu créer en lui bien des motifs d'altérer sa résolution première; d'ailleurs, n'était-il pas le maître d'altérer cette résolution suivant sa simple fantaisie; et puis, c'est qu'il a adopté, dans ses derniers momens, une mesure bien plus entière, bien plus complète que celle des publications partielles, mesure de laquelle j'ai été le premier à me féliciter, celle de réunir entre les mains des exécuteurs testamentaires tout ce qu'il avait dicté, avec instruction d'en publier une édition de luxe dédiée à son fils.

jugement! Et voilà l'énigme, concluait-il après quelques développemens, de certaines actions dans certaines gens; l'inégalité entre le caractère et l'esprit: elle explique tout.

La conversation a conduit à la bataille d'*Hohenlinden*, si célèbre. « C'était, disait l'Empereur, une de ces grandes actions enfantées par le hasard, obtenues sans combinaisons. Moreau, répétait-il alors, n'avait point de création, il n'était pas assez décidé; aussi valait-il mieux sur la défensive. *Hohenlinden* avait été une échauffourée; l'ennemi avait été frappé au milieu même de ses opérations, et vaincu par des troupes qu'il avait lui-même déjà coupées et qu'il devait détruire. Le mérite en était surtout aux soldats et aux généraux des corps partiels qui s'étaient trouvés le plus en péril et avaient combattu en héros. »

Nous disions à l'Empereur, au sujet de sa campagne d'Italie, des victoires rapides et journalières dont elle avait occupé la renommée, qu'il avait dû avoir bien des jouissances. « Aucune, répondait-il. — Mais au moins Votre Majesté en a bien procuré au loin? — Cela se

» peut; au loin on ne lisait que le succès,
 » on ignorait la position. Si j'avais eu des
 » jouissances, je me serais reposé; mais
 » j'avais toujours le péril devant moi, et
 » la victoire du jour était aussitôt oubliée,
 » pour s'occuper de l'obligation d'en rem-
 » porter une nouvelle le lendemain, etc.»

Hohenlinden, Moreau, me rappellent
 une opinion bien caractéristique d'un
 général très-distingué (Lamarque). Il
 avait été attaché à Moreau, s'était trouvé
 long-temps sous ses ordres, et cherchant
 à me faire comprendre la différence du
 faire de ce général avec celui de Napo-
 léon, il disait : « Si leurs deux armées
 » eussent été en présence, et qu'on eût
 » eu quelque temps à se retourner, je
 » me serais mis dans les rangs de Moreau,
 » tant il y aurait eu de régularité, de
 » précision, de calcul : il était impossible
 » de lui être supérieur à cet égard, peut-
 » être même de l'égaliser. Mais si les deux
 » armées étaient venues au devant l'une
 » de l'autre, à la distance de cent lieues,
 » l'Empereur eût escamoté trois, quatre,
 » cinq fois son adversaire avant que celui-
 » ci eût eu le temps de se reconnaître. »

Jeudi 27.

Les rats, vrai fléau pour nous, etc. — Impos-
 tures de lord Castlereagh. — Héritières
 françaises.

Nous avons failli n'avoir point de dé-
 jeûner : une irruption de rats qui avaient
 débouché de plusieurs points dans la
 cuisine durant la nuit, avait tout enlevé.
 Nous en sommes littéralement infestés;
 ils sont énormes, méchants et très-har-
 dis; il ne leur fallait que fort peu de
 temps pour percer nos murs et nos plan-
 chers. La seule durée de nos repas leur
 suffisait pour pénétrer dans le salon, où
 les attirait le voisinage des mets. Il nous
 est arrivé plus d'une fois d'avoir à leur
 donner bataille après le dessert; et un
 soir, l'Empereur voulant se retirer, celui
 de nous qui fut lui prendre son chapeau,
 en fit bondir un des plus gros. Nos pal-
 freniers avaient voulu élever des volailles,
 ils durent y renoncer, parce que les rats
 les leur dévoraient toutes. Ils allaient
 jusqu'à les saisir la nuit, perchées sur les
 arbres. ®

Aujourd'hui, l'Empereur traduisant
 une espèce de revue ou journal dans
 lequel il se trouvait que lord Castle-

reagh, dans une grande assemblée publique, avait prononcé que Napoléon, depuis sa chute même, n'avait pas fait difficulté de dire que tant qu'il eût régné il eût continué de faire la guerre à l'Angleterre, n'ayant jamais eu d'autre but que de la détruire.

L'Empereur n'a pas pu s'empêcher de se sentir aiguillonné par ces paroles. « Il faut, a-t-il dit avec indignation, que lord Castlereagh soit bien familier avec le mensonge, et qu'il compte bien sur la bonhomie de ses auditeurs. Serait-il donc possible que leur bon sens leur permit de croire que j'aurais dit une pareille sottise, lors même qu'elle eût été dans ma pensée..... »

Plus loin se lisait encore que lord Castlereagh avait dit en plein parlement que si l'armée française était si fort attachée à Napoléon, c'est qu'il faisait une espèce de conscription de toutes les héritières de l'Empire, et qu'il les distribuait ensuite à ses généraux. « Ici, a repris encore l'Empereur, lord Castlereagh se ment de nouveau à lui-même. Il est venu au milieu de nous; il a vu nos mœurs, nos lois, la vérité; il doit être sûr qu'une pareille chose était

impossible, tout à fait au-dessus de ma puissance. Pour qui prendrait-il donc notre nation? Les Français étaient incapables de souffrir jamais une telle tyrannie. Sans doute j'ai fait beaucoup de mariages, et j'eusse voulu en faire des milliers d'autres: c'était un des grands moyens d'amalgamer, de fondre en une seule famille des factions inconciliables. Si j'eusse eu plus de temps à moi, je me serais occupé d'étendre ces unions aux provinces réunies, même à la confédération du Rhin, afin de resserrer davantage ces portions éparses; mais dans tout cela je n'ai jamais employé que mon influence, jamais mon autorité. Lord Castlereagh n'y regarde pas de si près; sa politique a besoin de me rendre odieux; tous les moyens lui sont bons: il ne recule devant aucune calomnie; il se trouve à son aise pour cela; je suis dans les fers, il a pris tous les moyens de me tenir la bouche fermée, de me rendre impossible toute réplique, et je suis à mille lieues du théâtre; il est donc bien posté, rien ne le gêne; mais certes c'est là le comble de l'impudence, de la bassesse, de la lâcheté! »

Voici, du reste, un exemple qui peut servir de preuve aux assertions émises plus haut par Napoléon; j'en tiens le récit de la bouche même du premier intéressé : M. d'Aligre avait une fille, héritière immense : il vint à la pensée de l'Empereur de la marier à M. de Caulaincourt, duc de Vicence. L'Empereur l'affectionnait beaucoup; on le regardait comme une espèce de favori; ses qualités personnelles non moins que ses emplois, en faisaient un des premiers personnages de l'Empire. L'Empereur n'imaginait donc pas qu'il pût se présenter le moindre obstacle à cette union. Il mande M. d'Aligre, qui venait souvent à la Cour, et lui fait sa demande; mais M. d'Aligre avait d'autres vues, et s'y refusa. Napoléon le retourna de toutes manières; M. d'Aligre fut inébranlable. En me le racontant, il me laissait apercevoir qu'il croyait avoir montré beaucoup de courage, et en effet, il en avait tout le mérite; car il pensait, ainsi que nous tous, qu'il était très-dangereux de contrarier les volontés de l'Empereur : il se trompait ainsi que nous; nous ne le connaissions pas. Je sais aujourd'hui que la justice privée et surtout les droits de famille

sont tout puissans sur lui; aussi je ne sache pas que M. d'Aligre ait jamais eu à souffrir ou à se plaindre pour son refus.

Après le dîner l'Empereur a essayé vainement quelques romans de Pigault-Lebrun et autres de même nature; mais après avoir feuilleté quelques pages de chacun, il les a rejetés tous, disant qu'ils étaient aussi par trop de mauvais gout,

Vendredi 28.

Détails du Gouverneur sur les dépenses à Longwood, etc.

Vers une heure l'Empereur m'a fait venir avec mon fils. Nous lui avons apporté le premier chapitre des campagnes d'Italie avec le nouveau travail qui le complète. Il nous a tenus jusqu'à près de six heures.

Le Gouverneur était entré chez le Grand-Maréchal, et lui avait fait présenter vaguement des réductions à Longwood. Il avait naïvement exprimé qu'on avait pensé à Londres que la liberté qui nous avait été offerte de revenir en Europe, eût diminué de beaucoup l'entourage de l'Empereur. Il avait dit aussi, sans que le Grand-Maréchal pût bien le comprendre, qui si nous avions de la

fortune à nous, nous pouvions nous aider de notre argent, et tirer sur nous-mêmes, ainsi que je l'avais déjà fait, observait-il, etc., etc. Il a dit que son gouvernement n'avait entendu donner à l'Empereur qu'une table journalière de quatre personnes au plus, et de ne lui permettre qu'un dîner prié par semaine.... Quels détails!.... Aurait-il eu la pensée d'insinuer que quant à nous, nous devions payer pension, et entrer, à l'avenir, pour quelque chose dans la dépense de la maison. Qu'on ne le regarde pas comme incroyable; nous apprenons journellement ici à croire que tout est possible.

Dans un autre moment, l'Empereur, revenant sur une lecture qu'il venait de faire, et où se trouvait l'histoire d'une Irlandaise au sujet de laquelle Goldsmith le maltraitait fort, se rappelait très-bien, disait-il, que se rendant à Bayonne au château de Marrach, à la fête que lui donna la ville de Bordeaux, il vit aux côtés de l'impératrice Joséphine une figure charmante, de la plus grande beauté; il en fut vivement frappé. On ne fut pas sans s'apercevoir de l'impression qu'elle avait causée. Elle avait

(Juin 1816) DE SAINTE-HÉLÈNE. 403
 été prévue et ménagée à dessein. Et
 » Dieu sait, dit l'Empereur, pour quelles
 » intentions. C'était une nouvelle lec-
 » trice de l'impératrice Joséphine. Cette
 » jeune personne suivit donc au château
 » de Marrach, et elle n'eût pas manqué
 » de faire de grands progrès. Elle occu-
 » pait déjà véritablement la pensée,
 » quand celui qui avait le secret des
 » postes vint détruire le charme, en
 » m'envoyant directement une lettre
 » adressée à la jeune personne. Cette
 » lettre était de sa mère ou de sa tante,
 » laquelle était Irlandaise; on y stylait
 » la petite personne, on lui traçait le
 » rôle quelle devait jouer, on lui recom-
 » mandait de l'adresse, et on insistait
 » surtout pour quelle ne manquât pas de
 » se ménager à propos et à tout prix des
 » traces vivantes qui pussent prolonger
 » sa faveur ou lui réserver de grands rap-
 » ports d'intérêt. A cette lecture, toute
 » illusion s'évanouit, disait l'Empereur;
 » la saleté de l'intrigue, la turpitude des
 » détails, le style, la main qui l'avait
 » tracé, mais par-dessus tout encore son
 » titre d'étrangère, amenèrent un dé-
 » goût immédiat, et la petite et jolie
 » Irlandaise fut en effet, comme le dit

» Goldsmith, mise dans une chaise de
 » poste et soudainement acheminée vers
 » Paris. Et voilà que j'apprends, nous
 » disait l'Empereur, qu'un libelliste m'en
 » fait un crime, lorsqu'au fait c'était bien
 » plutôt de ma part une vertu, un acte
 » de continence dont je pourrais me van-
 » ter à plus juste titre peut-être que le
 » fameux Scipion; mais c'est ainsi qu'on
 » écrit l'histoire. »

L'Empereur, après le dîner, dans l'embarras de ce que nous lirions, a dit, que puisqu'il était reconnu que nous n'avions pas assez d'esprit pour faire chacun notre conte ou notre histoire, nous devions nous condamner du moins à choisir chacun à notre tour notre lecture du soir; et il a commencé par indiquer pour son compte le poème de la Pitié, de l'abbé Delille. Il a trouvé les vers bien faits, le langage pur, les idées agréables; mais pourtant c'était encore, observait-il, sans création et sans chaleur. C'était supérieur de versification à Voltaire, sans doute; mais bien loin encore de nos autres grands maîtres.

Samedi 29.

L'Empereur a déjeuné dans le jardin,

et nous y a fait tous appeler. Après déjeuner, il a fait quelques tours de promenade. Il était en gaité, il nous plaisantait tour-à-tour. A l'un, c'était sur la beauté et l'élégance de son logement; à l'autre, sur les sommes que le Gouverneur avait payées pour lui, que la belle layette de son enfant allait grossir encore; à moi, sur le goût que le Gouverneur semblait prendre à mes lettres de change, qui le portait à désirer que les autres en fissent autant. Il riait et s'amusait beaucoup de nos récriminations. Le temps, qui a changé subitement, a fait rentrer l'Empereur presque aussitôt.

Après dîner, l'Empereur a lu quelques passages de Milton, traduits par l'abbé Delille. Il en trouvait la versification fort inférieure au poème de la Pitié; et en effet c'était un ouvrage de commande, lui apprit-on, souscrit par un certain nombre d'intéressés, durant l'émigration du poète à Londres.

Pendant toute la promenade en calèche, la conversation a roulé sur nos Rois et leurs maîtresses: M^{me} de Montespan, de Pompadour, Dubarri, etc. On a vivement discuté le principe; les

opinions étaient différentes, et on les a chaudement défendues. L'Empereur s'était amusé à floter alternativement entre les opinions opposées. Il a fini concluant toutefois en l'honneur de la morale.

Dimanche 30.

Historique politique de la Cour de Londres, durant notre émigration; Georges III; M. Pitt; le prince de Galles. — Anecdotes, etc., etc. — Les Nassau. — Retour remarquable de Napoléon sur lui-même, etc.

L'Empereur m'a fait appeler de bonne heure pour déjeuner avec lui; il était triste, *sourcilieux*, peu causant; les paroles ne venaient pas. Le hasard ayant ramené la citation de Londres et de mon émigration, l'Empereur m'a dit, comme pour fixer un sujet et trouver une distraction: « Mais à Londres, vous devez avoir vu la Cour, le Roi, le Prince de Galles, M. Pitt, M. Fox, et autres grands personnages qui figuraient alors? Dites-moi ce que vous en savez? Quelle était l'opinion? Faites-moi un historique? — Sire, Votre Majesté oublie en ce moment, ou n'a peut-être jamais bien su la position d'un émigré à Londres. Je doute qu'on nous eût reçus à la Cour;

» le bon vieux Georges III était plein d'intérêt pour nos malheurs individuels; mais il répugnait fort à nous avouer politiquement. Et eût-on voulu nous y recevoir, nos moyens ne nous permettaient pas d'y paraître. Je n'ai donc pas été à la Cour. Toutefois, j'ai vu la plupart de ceux que mentionne Votre Majesté, et surtout j'en ai entendu beaucoup parler.

» J'ai vu et entendu le Roi, de très-près, plusieurs fois à la chambre des Pairs; le Prince de Galles, dans les mêmes circonstances et de plus dans les cercles de la capitale. Et puis, il n'en est pas de Londres comme de la France; on n'y retrouve pas cette immense distance entre la Cour et la masse de la nation: le pays est si ramassé, les lumières si générales, l'éducation si rapprochée, l'aisance si commune, la sphère d'activité si rapide, que toute la nation semble être dans le même lieu et sur le même plan, et qu'à la vue de cet ensemble, qu'on pourrait dire distingué, on est tenté de se demander *où est le peuple*; ce qui est en effet la question que l'on prête à Alexandre lors de sa visite à Londres.

» Il en résulte donc qu'ayant vu beau-
 » coup de monde de toutes les classes ,
 » de tous les états, de toutes les opinions,
 » je dois avoir reçu des notions qui né-
 » cessairement peuvent fort approcher
 » de la vérité. Malheureusement alors je
 » m'occupais peu d'observer et de re-
 » cueillir, et je crains bien qu'aujour-
 » d'hui, après un si long-temps, tous ces
 » objets ne sortent que très-confusément
 » de ma mémoire.

» Georges III était le plus honnête
 » homme de son empire; ses vertus pri-
 » vées le rendaient pour tous un objet
 » de vénération profonde; une extrême
 » moralité, un grand respect pour les
 » lois, furent le principal caractère de
 » toute sa vie. Roi à vingt ans, et vi-
 » vement épris des charmes d'une belle
 » Ecossaise des premières familles du
 » pays, on craignait fort qu'il ne voulût
 » l'épouser; mais il suffit de lui rappeler
 » que c'était contraire à la loi, et il con-
 » sentit dès cet instant à épouser celle
 » qu'on lui désignerait : ce fut une prin-
 » cesse de Meklenbourg. Dans sa dou-
 » leur, il la trouva fort l'aide, et elle
 » l'était en effet beaucoup; néanmoins
 » Georges III est demeuré toute sa vie

» un époux exemplaire; jamais on ne lui
 » a connu la moindre distraction.

» L'Avènement de Georges III a été
 » une véritable révolution politique en
 » Angleterre : les prétendans avaient fini;
 » la maison de Hanovre se trouvait dé-
 » sormais assise; les Wighs, qui l'avaient
 » placée sur le trône, furent évincés de
 » l'administration : c'étaient des surveil-
 » lans incommodes, dont on n'avait plus
 » besoin; elle fut ressaisie par les Torys,
 » ces amis du pouvoir, qui l'ont toujours
 » conservée depuis, au grand détriment
 » des libertés publiques.

» Toutefois, le Roi personnellement
 » était exempt de passion à cet égard : il
 » aimait sincèrement les lois, la justice,
 » et surtout le bien-être et la prospérité
 » de son pays. Si l'Angleterre a pris un
 » parti si violent contre notre révolution
 » française, c'est bien moins à Geor-
 » ges III qu'il faut s'en prendre qu'à
 » M. Pitt, qui en fut le véritable bou-
 » feu. Celui-ci était mu par la haine ex-
 » trême qu'il portait à la France, héritage
 » de son père, le grand Chatam; et aussi
 » par une vive tendance vers le pouvoir
 » de l'oligarchie. M. Pitt, au moment
 » de notre révolution, était l'homme de

» la nation; il gouvernait l'Angleterre; il
 » entraîna le Roi, qu'on gagnait toujours
 » par des faits; et il faut convenir que
 » les excès et les souillures de notre pre-
 » mier début étaient, sous ce rapport,
 » des armes bien favorables aux disposi-
 » tions et à l'éloquence de M. Pitt. Sire,
 » il est à croire que si l'infortuné Geor-
 » ges III eût conservé sa raison, Votre
 » Majesté en eût à la fin tiré aussi un
 » grand parti, parce qu'elle lui eût pré-
 » senté d'autres faits, et qu'il s'y serait
 » rendu. Georges III avait sa nature et
 » sa mesure de caractère: elle était en
 » harmonie avec ses conceptions intel-
 » lectuelles; il voulait savoir, être con-
 » vaincu. Une fois sa route prise, il était
 » difficile de l'en faire sortir; toutefois ce
 » n'était pas impossible; son bon sens
 » laissait de grandes ressources.

» Sa maladie, sous ce rapport, a été
 » un fléau pour nous, un fléau pour l'Eu-
 » rope, un fléau pour l'Angleterre même,
 » qui commence à revenir de la haute
 » opinion qu'elle avait conçue de M. Pitt,
 » dont elle ressent aujourd'hui les fu-
 » nestes erreurs.

» Ce fut le premier accès de la maladie
 » du Roi qui fixa la réputation de M. Pitt

» et son crédit. A peine au-dessus de
 » vingt-cinq ans, il osa lutter seul contre
 » la masse de ceux qui abandonnaient le
 » Roi, le croyant perdu, contre la masse
 » de ceux qui se hâtaient de proclamer
 » son incapacité, pour se saisir du pou-
 » voir sous son jeune successeur. Cette
 » conduite rendit M. Pitt l'idole de la
 » nation; c'est la belle époque de sa vie;
 » et son plus doux triomphe a été, sans
 » contredit, de conduire Georges III à
 » Saint-Paul, allant rendre grâce à Dieu
 » de sa guérison, au milieu d'un concours
 » immense de peuple ivre de joie et de
 » satisfaction.—Mais, disait l'Empereur,
 » quelle fut la conduite du prince de
 » Galles dans cette circonstance?—Sire,
 » il faut croire qu'elle fut bonne, toute-
 » fois on parla beaucoup alors d'une cari-
 » cature très-maligne qui représentait un
 » jeune homme fort ressemblant, comme
 » de coutume, s'agitant à plat ventre
 » dans le milieu de la rue; elle portait
 » pour légende: *Jeune héritier courant*
 » *ventre à terre féliciter son père sur son*
 » *retour à la santé.*

» L'on ne doutait pas que M. Pitt n'eût
 » été, en cette occasion, le véritable sau-
 » veur du Roi, ainsi que le sauveur de la

» paix publique ; car l'expérience prouva-
 » que Georges III avait la capacité de
 » régner encore ; et l'on ne doutait pas
 » que si la régence eût été organisée ainsi
 » que le prétendait l'opposition, cette
 » capacité eût été difficilement reconnue
 » par la suite, et eût sans doute donné
 » lieu à une guerre civile.

» J'ai souvent entendu dire que le dé-
 » rangement mental de Georges III n'é-
 » tait pas une folie ordinaire, que son
 » aliénation ne venait pas précisément
 » de l'affection locale du cerveau, mais
 » bien de l'engorgement des vaisseaux
 » qui y conduisent ; dérangement pro-
 » duit par une maladie depuis long-temps
 » particulière à cette famille. Son mal,
 » disait-on, était plutôt chez lui du dé-
 » lire que de la folie. La cause cessant,
 » le prince retrouvait aussitôt toutes ses
 » facultés, et avec autant de force que
 » si elles n'avaient subi aucune interrup-
 » tion ; c'est ce qui explique ses nom-
 » breuses rechutes et ses nombreux réta-
 » blissemens. On en donnait pour preuve
 » la force mentale qui avait dû lui être
 » nécessaire pour pouvoir, à l'instant de
 » sa première convalescence, supporter
 » la pompe, le spectacle de la population

» de Londres, réunie sur son passage,
 » et remplissant l'air de ses acclamations.

» Une autre preuve non moins remar-
 » quable, c'était, après une seconde re-
 » chute, le calme et le sang froid avec
 » lesquels il reçut au spectacle le feu de
 » son assassin en entrant dans sa loge. Il
 » en fut si peu troublé, qu'il se retourna
 » aussitôt vers la Reine, qui se trouvait
 » encore en dehors, pour lui dire de ne
 » pas s'effrayer, que ce n'était qu'une fu-
 » sée qu'on venait de tirer dans la salle ;
 » et il demeura sans émotion apparente
 » tout le reste du temps. Certes tout cela
 » n'annonçait pas une tête faible. Il est
 » vrai qu'on pourrait opposer à ces choses
 » la permanence du mal dans ses dernières
 » années, s'il est certain qu'il n'eut point
 » de longs intervalles lucides.

» Georges III, ce monarque si honnête
 » homme et si bien intentionné, a man-
 » qué périr plus d'une fois de la main des
 » assassins ; sa carrière fournit l'exemple
 » de plusieurs tentatives, et je ne crois
 » pas qu'aucun des coupables ait subi la
 » mort, parce que tous se sont trouvés
 » en démence de fanatisme religieux ou
 » politique. La dernière tentative, la plus
 » fameuse, est en 1794, je crois. Le Roi

» arrivait au spectacle, ce qui dans ces
 » temps de crise était une espèce de fête
 » qu'il répétait de temps à autre, comme
 » pour maintenir l'esprit public. En en-
 » trant dans sa loge, un homme du par-
 » terre l'ajuste avec un pistolet d'arçon,
 » et la balle n'épargna le monarque que
 » parce qu'il se baissait en cet instant
 » pour saluer le public. Qu'on juge du
 » tumulte effroyable! L'homme ne cher-
 » cha point à déguiser son forfait; c'était
 » précisément le fanatique de Schœn-
 » brun voulant immoler Votre Majesté,
 » et soutenant toujours qu'il n'avait eu
 » d'autre but que la paix et le bonheur
 » de son pays, le juri le prononça aliéné,
 » et il fut condamné à la réclusion.

» Lors de mon excursion à Londres,
 » en 1814, un hasard singulier m'a mis
 » sous les yeux précisément cet assassin.
 » L'esprit encore tout frais de la mission
 » que Votre Majesté m'avait confiée l'an-
 » née d'aparavant, concernant les dé-
 » pôts de mendicité et les maisons de
 » correction, j'eus la fantaisie de visiter
 » ces mêmes établissemens en Angle-
 » terre. Comme on me montrait New-
 » gate dans le plus grand détail, j'entrai
 » dans une salle où se trouvait un grand

» nombre de condamnés jouissant d'une
 » certaine liberté. L'un de ceux qui frap-
 » pèrent d'abord les regards de mon con-
 » ducteur, se trouva être Heatfield, qu'il
 » me nomma, et dont je me rappelai aus-
 » sitôt le nom, lui demandant si ce serait
 » l'assassin de Georges III. C'était lui-
 » même, me dit-il, qui subissait à New-
 » gate la réclusion perpétuelle à laquelle
 » il avait été condamné pour sa folie.
 » J'observai que, dans le temps, cette
 » folie avait été pour le public, ainsi que
 » cela arrive toujours, un objet de beau-
 » coup de doute et de grande contesta-
 » tion. Il me fut répondu que Heatfield
 » était incontestablement fou, mais seu-
 » lement par crise; que sa folie d'ailleurs
 » était tellement momentanée, qu'on le
 » laissait passer le jour en ville sur sa
 » parole, et qu'il était le premier à indi-
 » quer qu'on fit attention à lui, quand il
 » sentait que son mal allait le reprendre;
 » et alors mon conducteur l'appela. M'é-
 » tant hasardé de lui faire quelques ques-
 » tions, il me reconnut aussitôt à mon
 » accent pour Français, et me dit qu'il s'é-
 » tait beaucoup battu contre les nôtres
 » en Flandre. (Il avait été chasseur ou
 » dragon sous le duc d'York.) Il en portait

» les marques, me disait-il, en me montrant plusieurs balafres; et pourtant ajoutait-il, il était loin de les haïr, car ils étaient braves et n'avaient point de tort dans cette affaire; on avait été se mêler de leurs discussions qui ne regardaient qu'eux. Et il commençait à s'animer beaucoup, ce qui porta mon conducteur à me faire signe, et à le renvoyer. Il était là sur la corde délicate, me dit le surveillant, et pour peu qu'on l'y eût tenu, il serait devenu furieux.

» Mais je reviens à Georges III. Le sentiment dominant de ce Prince était l'amour du bien public et le bien-être de son pays. Il lui a constamment tout sacrifié: c'est ce qui l'a porté à garder si long-temps M. Pitt, pour lequel il avait conçu une grande répugnance, parce qu'il en était fort mal traité.

» La crise étant des plus grandes pour l'Angleterre, le péril imminent, les talens du premier ministre supérieurs, celui-ci était donc nécessaire. Abusant de cette circonstance, toute puissance sur l'esprit du monarque, M. Pitt le gouvernait avec dureté et sans aucun ménagement; à peine lui laissait-il la disposition de la moindre place. Un

» emploi venait-il à vaquer, le Roi avait-il à récompenser quelque serviteur particulier, il arrivait toujours trop tard; M. Pitt venait d'en disposer, et pour le bien de l'État, disait-il, pour le succès du service parlementaire. Si le Roi témoignait trop son mécontentement, M. Pitt avait sa phrase toute prête et toujours la même, il allait se retirer, et céder sa place à un autre. Arriva enfin une circonstance très-délicate pour la conscience du Roi, qui était fort religieux: l'émancipation des catholiques d'Irlande, à laquelle il se refusait avec obstination. M. Pitt insistait vivement; il s'y était engagé, disait-il, et il s'appuya de sa menace ordinaire: pour cette fois le Roi le prit au mot; et dans sa joie de se voir délivré, il répétait le jour même à plusieurs, qu'il venait de se défaire de l'homme qui depuis vingt ans lui donnait de la corne dans le ventre. Et il n'est peut-être pas inutile d'observer ici comme une singularité remarquable, au sujet des mauvais traitemens de M. Pitt pour le Roi, qu'on a entendu dire à Georges III, que de tous ses ministres, M. Fox, tant accusé de républicanisme, et peut-être

» avec quelque raison, avait été celui qui,
 » venu à la tête des affaires, lui avait constamment montré le plus d'égards, de déférence, de respect et de condescendance.

» Toutefois tel était sur l'esprit du Roi l'ascendant de l'utilité publique, qu'en dépit de toute sa répugnance, il reprit M. Pitt au bout d'un an. On crut, dans le temps, que M. Pitt, en se retirant, avait eu l'adresse d'asseoir au ministère M. Addington, sa créature, afin de s'y replacer bientôt sans obstacle; mais il a été prouvé plus tard que M. Pitt avait été contraint de recourir lui-même aux intrigues pour renverser son successeur et obtenir son second ministère, qui d'ailleurs fut peu digne de lui: il n'est plein que des désastres qu'il avait du reste tous provoqués. Et c'est le boulet victorieux d'Austerlitz qui le tua dans Londres.

» Le temps sappe chaque jour davantage la réputation de M. Pitt, non dans l'éminence de ses talens, mais dans leur funeste application. L'Angleterre gémit des maux dont il l'a accablée, et dont le plus fatal est l'école et les doctrines qu'il lui a léguées. C'est lui qui a intro-

» duit la police en Angleterre, qui a familiarisé ce pays avec la force armée, et commencé ce système de délation, d'embûches et de démoralisation de toute espèce, si complètement perfectionné par ses successeurs.

» Sa grande tactique fut d'exciter constamment nos excès sur le continent, et de les montrer ensuite comme un épouvantail à l'Angleterre, qui lui accordait dès-lors tout ce qu'il voulait. — Mais vous autres, demandait l'Empereur, que disiez-vous de tout cela? quelle était l'opinion de l'émigration? — Sire, répondais-je, nous autres nous voyions tout et toujours dans la même lorgnette; ce que nous avons dit le premier jour de notre émigration, nous le répétons encore le dernier jour de notre exil. Nous n'avions pas avancé d'un pas; nous étions devenus, nous demeurions peuple. M. Pitt était notre oracle; tout ce que disaient lui, Burke, Windham et les plus fougueux de ce côté nous semblaient délicieux; ce qu'objectaient leurs adversaires, abominable. Fox, Shéridan, Gray, n'étaient pour nous que d'infâmes jacobins, jamais nous ne leur avons donné d'autres épithètes. — C'est

» bien, disait l'Empereur; mais reprenez
» votre Georges III.

» — Ce prince vertueux aimait par-des-
» sus tout la vie privée et les soins de la
» campagne; il consacrait le temps que
» lui laissaient les affaires, à la culture
» d'une ferme à peu de milles de Londres;
» et il ne retournait guère à la capitale
» que pour ses levers réguliers ou les
» conseils extraordinaires que nécessi-
» taient les circonstances, et il retournait
» aussitôt à ses champs, où il vivait sans
» faste et en *bon fermier*, disait-il lui-
» même. Quant aux intrigues, elles de-
» meuraient à la ville autour des ministres
» et parmi eux.

» Georges III eut beaucoup de chagrins
» domestiques. Il eut pour sœur cette
» Mathilde, Reine de Danemark, dont
» l'histoire est un si malheureux roman;
» ses deux frères lui donnèrent beaucoup
» de contrariétés par leur mariage; et il
» n'avait pas lieu d'être content de son
» fils aîné.

» Les deux frères de Georges III
» étaient le duc de Cumberland et le
» duc de Gloucester. J'ai beaucoup connu
» celui-ci en société très-privée: c'était
» le plus digne, le plus honnête, le plus

» loyal gentilhomme de l'Angleterre.
» Tous deux, selon l'esprit de la cons-
» titution britannique, n'étaient que d'il-
» lustres particuliers totalement étran-
» gers aux affaires. Or, il parvint au Roi
» que l'un d'eux avait épousé ou allait
» épouser une simple particulière: c'é-
» tait une grande faute à ses yeux; il
» avait fait, lui, un si grand sacrifice
» pour ne pas la commettre: il s'en fâcha
» beaucoup; et comme il envoyait à ce
» sujet un message au parlement contre
» celui de ses frères qui s'était rendu
» coupable, voilà qu'il apprend que l'au-
» tre s'est évadé à Calais pour en déclai-
» rer autant. C'était comme une fatalité,
» une véritable épidémie; car on répan-
» dait aussi de tous côtés que l'héritier
» même du trône s'était marié secrète-
» ment. — Quoi, dit l'Empereur, le
» prince de Galles! — Oui, Sire, lui-
» même: on racontait partout son ma-
» riage, qu'on entourait de détails trop
» peu sûrs pour que je me permette de
» les hasarder; mais le fait semblait gé-
» néralement reconnu. Il est vrai que le
» Prince l'a fait démentir plus tard en
» parlement, par l'organe de l'opposi-
» tion; et dès-lors, il faut le croire.

» Toutefois je tiens de la bouche même
 » d'un très-proche parent de sa préten-
 » due femme, que la chose était posi-
 » tive. Je lui ai entendu jeter feu et
 » flamme lors du mariage solennel du
 » Prince, et menacer de se porter à des
 » excès personnels. Cela pouvait donc
 » demeurer un point contesté, qui pren-
 » nait la couleur inévitable de l'esprit de
 » parti : les uns soutenaient avec obsti-
 » nation la réalité de ce mariage, tandis
 » que les autres le niaient avec violence.
 » Peut-être pourrait-on concilier cette
 » contradiction en disant que celle que
 » l'on prétendait qu'il avait épousée (Ma-
 » dame Fitz Herbert), étant catholique,
 » cette circonstance rendait le mariage
 » impossible aux yeux de la loi, et par-
 » faitement nul dans l'héritier de la cou-
 » ronne. Quoi qu'il en soit, j'ai souvent
 » rencontré M^{me} Fitz Herbert en société;
 » sa voiture était aux armes du Prince,
 » et sa livrée, la livrée du Prince. Cette
 » dame était beaucoup plus âgée que lui.
 » Au surplus, belle, aimable, de beau-
 » coup de caractère et d'une fierté peu
 » endurente, ce qui la brouillait souvent
 » avec le Prince, et amenait entre eux,
 » disait-on, des scènes de violence fort

» peu dignes d'un rang aussi élevé. C'est
 » dans une dernière querelle de ce genre,
 » lorsque M^{me} Fitz Herbert avait, assu-
 » rait-on, fait fermer sa porte obstiné-
 » ment au Prince, que M. Pitt eut l'a-
 » dresse de saisir l'occasion favorable
 » pour le faire consentir à épouser la
 » princesse de Brunswick. — Mais arrê-
 » tez-vous, me dit l'Empereur, vous allez
 » beaucoup trop vite, vous passez ce qui
 » m'intéresse davantage. Sous quels aus-
 » pices le prince de Galles entra-t-il
 » dans le monde? Quelle fut sa nuance
 » politique? son attitude avec l'oppo-
 » sition? etc. — Sire, ce Prince se pré-
 » senta au public avec tous les avantages
 » de la figure, tous ceux du corps et de
 » l'esprit. Il fut accueilli avec un en-
 » thousiasme universel; mais il déve-
 » loppa bientôt ces penchans et ces actes
 » qui, dans le milieu du dernier siècle,
 » semblaient former le rôle obligé des
 » grands seigneurs à la mode. Ce furent
 » la fureur du jeu et ses inconvéniens;
 » les excès de la table et le reste; sur-
 » tout un entourage en grande partie
 » réprouvé par l'opinion. Alors les cœurs
 » généreux se resserrèrent, les espéran-
 » ces se ternirent, et la portion inter-

» médiaire, qui partout constitue vé-
 » ritablement la nation, et qui en Angle-
 » terre, il faut en convenir, présente la
 » population la plus morale de l'Europe,
 » désespéra de son avenir. C'était un
 » adage reçu en Angleterre, répété sur-
 » tout parmi le peuple, que le prince
 » de Galles ne régnerait jamais; les di-
 » seuses de bonne aventure, les sorciers,
 » disait-on, devaient le lui avoir prédit à
 » lui-même, etc., etc.

» L'opposition, dans les bras de laquelle
 » il s'était jeté, ainsi que cela n'est que
 » trop commun aux héritiers présomp-
 » tifs; l'opposition, dont il était l'appui
 » et les espérances, cherchant à s'aveugler
 » ou autrement, se tirait d'affaire, quand
 » on lui exposait tous ces griefs, en ré-
 » pondant qu'il renouvellerait Henri V;
 » que Henri V avait montré un bien mau-
 » vais sujet pour prince de Galles; mais
 » qu'il était devenu le premier Roi de la
 » monarchie, et ils en concluaient que
 » le prince de Galles serait un de leurs
 » plus grands Rois. — Mais, disait l'Em-
 » pereur, est-ce qu'il a pris le parti
 » de la révolution et défendu nos idées
 » modernes? — Non, Sire, à mesure que
 » la crise des principes allait chez nous

» en croissant, la décence le forçait de
 » s'éloigner de l'opposition qui en pre-
 » nait la défense; il cessait une alliance
 » ostensible, et remplissait le vide de sa
 » vie en s'abandonnant aux plaisirs et à
 » leurs inconvéniens; il était constam-
 » ment surchargé de dettes, bien que le
 » parlement les eût déjà payées plusieurs
 » fois; elles l'embarrassaient fort, et com-
 » promettaient son caractère et sa popu-
 » larité. Ce fut dans une de ces gênes
 » extrêmes combinée avec la querelle
 » de M^{me} Fitz Herbert, que M. Pitt s'em-
 » para du prince, en offrant de faire ac-
 » quitter encore une fois ses dettes, s'il
 » voulait enfin se rapprocher tout à fait
 » de son père, et consentir à se marier.
 » Il lui fallut en passer par tout ce qu'on
 » voulut, et la main de la princesse de
 » Brunswick fut demandée et obtenue.
 » Mais dans le court intervalle de la né-
 » gociation, une femme célèbre qui con-
 » voitait depuis long-temps de gouverner
 » le prince, trouvant la place vide, s'y
 » établit. On lui prête d'avoir dit qu'elle
 » y visait depuis vingt ans; car elle était
 » encore beaucoup plus âgée que lui,
 » circonstance qui était comme un goût
 » particulier à la famille; on l'a remar-

» qué aussi dans plusieurs de ses frères.
 » Cette personne fut aussitôt nommée
 » dame d'honneur de la future princesse
 » de Galles; elle fut même la chercher,
 » et l'amena en Angleterre. Ce furent
 » sous de tels auspices, et sous cette
 » maligne influence, que la nouvelle
 » épouse mit le pied sur le sol britannique.
 » Aussi assure-t-on que cette malheureuse
 » princesse n'eut même pas la douceur
 » de vingt-quatre heures complètes de
 » cet instant privilégié, si significative-
 » ment appelé par les Anglais la *lune de*
 » *miel*. Dès le lendemain, les moqueries,
 » les manques d'égards, le mépris demeu-
 » rèrent son partage.

» Tout ce qu'il y avait de généreux,
 » de moral en Angleterre prit parti pour
 » elle, et jeta les hauts cris. Néanmoins,
 » le plus odieux, il faut en convenir, en
 » retomba sur lady ^{***}, qui fut accusée
 » d'avoir ensorcelé le Prince. Elle devint
 » l'exécration publique, et toutefois le
 » Prince, assurait-on, n'avait même pas
 » pour excuse les prestiges de son aveu-
 » glement; car on prétend qu'à la suite
 » d'un repas très-gai, au milieu de ses
 » joyeux compagnons, l'un d'eux fut
 » conduit, par la conversation, à dire

» qu'il connaissait la M^{me} de Merteuil de
 » notre roman des *Liaisons Dangereuses*.
 » Un grand nombre d'autres s'écrièrent
 » aussitôt qu'ils en connaissaient aussi
 » une. Alors le Prince, dit-on, proposa
 » follement que chacun écrivit à part son
 » secret. Tous les billets furent jetés
 » dans un vase, et il en sortit autant de
 » lady ^{***} qu'il y avait de convives; le
 » prince lui-même, n'ayant pas soup-
 » çonné une telle unanimité, et n'ima-
 » ginant pas être reconnu, avait aussi,
 » dit-on, écrit ce nom !!!

» J'ai connu cette lady ^{***}, et il faut
 » avouer que sa figure et tout son en-
 » semble répondaient si peu à son âge,
 » qu'il était bien difficile de le deviner.
 » Elle avait tous les charmes de la pre-
 » mière jeunesse, rehaussés de toute la
 » grâce des meilleures manières, et je dois
 » dire que dans les cercles où je l'ai vue
 » elle exerçait même une certaine attra-
 » tion de bienveillance; soit que les
 » mœurs de cet étage disposassent à
 » l'indulgence, soit qu'en effet elle ne
 » méritât pas toute les malédictions dont
 » on l'accablait dans la rue.

» Une faculté tout à fait privilégiée
 » dans le prince de Galles, semble avoir

» été ce que les Anglais appellent le pou-
 » voir de la fascination. Il en est doué au
 » dernier degré : on dirait qu'il suffit de
 » sa volonté pour ramener la multitude
 » et corrompre en quelque sorte l'opini-
 » on ; il la reconquiert au moindre pas
 » qu'il fait vers elle. Sa vie est pleine
 » de ces pertes, de ces retours de popu-
 » larité ; et peut-être est-ce la certitude
 » de cet heureux secret qui l'a porté si
 » souvent à affronter, ainsi qu'on le lui
 » a reproché, cette opinion publique.
 » Ses ennemis ont dit de lui qu'il avait
 » porté cette espèce de courage jusqu'à
 » l'héroïsme. Ils lui ont reproché l'audace
 » avec laquelle, sous la condamnation
 » lui-même d'une vie domestique désor-
 » donnée, disaient-ils, il s'était acharné
 » à vouloir trouver dans sa femme ce
 » dont il étalait le trop coupable exemple ;
 » inconséquence qu'on ne doit attribuer
 » pourtant, sans doute, qu'aux sugges-
 » tions funestes de pernicieux conseillers
 » ennemis de sa gloire et de son repos.
 » Toujours est-il certain qu'on a employé
 » contre la Princesse, et la corruption
 » la plus basse, et le secours des lois,
 » et toute l'influence de l'héritier du
 » trône ; et tout cela en vain : ce qui,

» disait-on, faisait le supplice du Prince,
 » et le livrait au ridicule ; car on riait de
 » son guignon sans exemple, de ne pou-
 » voir venir à bout de prouver ce que
 » tant d'autres maris paieraient si cher
 » pour tenir secret. La haine s'accrut à
 » chaque nouvelle défaite, et les tour-
 » mens de la victime avec elle. On la
 » réduisit à une espèce d'exil à quelques
 » milles de Londres ; on la priva de sa
 » fille ; on l'outragea à la vue des souve-
 » rains alliés venus à Londres. Toutefois,
 » les expressions manifestées par la mul-
 » titude étaient constamment là pour la
 » venger ; et il fallut en venir à lui faire
 » quitter l'Angleterre, ce qu'on obtint
 » d'elle-même à l'aide des insinuations
 » perfides, peut-être, de quelques pré-
 » tendus amis. »

Ici l'Empereur m'a interrompu de
 nouveau, disant que j'omettais encore
 un point trop essentiel. Quand et com-
 ment le Prince était-il arrivé au pou-
 voir royal ? Comment s'était-il arrangé
 avec l'opposition ? Qu'avait-il fait de
 ses anciens amis ? — « Sire, ai-je dit,
 » ici finissent mes véritables informa-
 » tions. Il a été un temps où la crise poli-
 » tique a porté Votre Majesté à couper

» toute communication entre l'Angle-
 » terre et la France. Les journaux ne
 » nous parvenaient plus ; les lettres nous
 » étaient interdites ; les deux peuples
 » n'avaient plus rien de commun. Il
 » existe donc en moi une véritable la-
 » cune que je craindrais de ne remplir
 » que par de vrais barbouillages. Toute-
 » fois, je crois avoir compris qu'après
 » des chutes et des rechutes du vieux
 » Roi, tous les partis s'accordèrent enfin
 » à remettre au prince de Galles la ré-
 » gence, avec le plein exercice de l'au-
 » torité souveraine. Alors arriva cette
 » époque tant attendue de changemens
 » et d'espérances. Le Ciel s'ouvrait enfin
 » pour cette opposition si long-temps
 » panégyriste du Prince ; pour ces an-
 » ciens amis qui, dès l'enfance, sem-
 » blaient avoir une destinée à la
 » sienne. Mais à la grande surprise de
 » tous, et par je ne sais quelle rouerie,
 » dit-on, de lord Castlereagh, rien ne
 » fut changé. Ces anciens ministres, si
 » long-temps l'objet de la réprobation
 » du Prince, demeurèrent, et ces amis
 » si chers, si tendres, si long-temps flat-
 » tés, n'arrivèrent point !

» L'opposition jeta les hauts cris ;

» mais on lui répondit plaisamment, que
 » quand le méchant prince de Galles
 » était devenu un grand Roi, son pre-
 » mier acte avait été de repousser son
 » entourage. Cela pouvait être gai ; mais
 » nullement applicable ; car les plus
 » beaux caractères de l'Empire se trou-
 » vaient à la tête de cette opposition,
 » et ils étaient loin d'être des *Falstaff*
 » ou autres bouffons et mauvais sujets
 » de la sorte ; aussi montrèrent-ils dès
 » cet instant pour le Prince un éloigne-
 » ment absolu : les uns ne voulurent plus
 » le voir ; d'autres refusèrent ses invita-
 » tions ou repoussèrent les avances qui
 » leur étaient faites. On en cite un pour-
 » tant qui par la suite se laissa aller,
 » dit-on, à accepter du prince un dîner
 » privé. Celui-ci recourant à ses moyens
 » constamment victorieux, essaya de lui
 » prouver, avec sa grâce accoutumée,
 » qu'il n'avait pas pu agir différemment, et
 » demanda de lui dire enfin ce dont ses
 » anciens amis pouvaient l'accuser avec
 » justice. Le convive, le cœur encore
 » gros, profita de l'occasion, et lui réca-
 » pitula sans ménagement tous ses torts ;
 » et le tout avec une telle chaleur que
 » la princesse Charlotte, qui se trouvait

» à table et penchait peut-être en secret
 » pour l'opinion du convive, se mit à
 » fondre en larmes. Cette scène étant
 » parvenue le lendemain à lord Byron,
 » il la consacra dans des vers qui firent
 » quelque bruit.

» Pleure, fille des Rois, y était-il dit,
 » pleure les fautes de ton père! Puisse
 » chacune de tes larmes effacer un de ses
 » torts! Puisse surtout le peuple d'An-
 » gleterre, pressentant dans ta douleur
 » son heureux avenir, payer d'un sourire
 » chacun de tes pleurs! *

» En 1814, lors de ma course à Lon-
 » dres, j'ai eu l'honneur d'être présenté
 » au prince de Galles à Carlton-House.

* Depuis mon retour en Europe, je me suis
 procuré ces vers en original. Si ma traduction
 présente quelque différence, c'est qu'à Sainte-
 Hélène je citais de mémoire. Les voici :

Weep daughter of a Royal line,
 A sire's disgrace, a realm's decay;
 Ah, happy! if each tear of thine
 Could wash a father's fault away!
 Weep for thy tears are virtue's tears
 Auspicious to these suffering isles;
 And be each drop in future years
 Repaid thee by thy people's smiles!

March. 1812.

» — Et que diable alliez-vous faire là?
 » m'a dit l'Empereur. — Votre Majesté
 » a certainement bien raison; mais j'y
 » fut conduit par une espèce de point
 » d'honneur; je crus ne pouvoir pas
 » faire autrement: beaucoup de Français
 » étaient en cet instant à Londres; j'é-
 » tais le seul qui eut approché Votre Ma-
 » jesté, porté ses couleurs, suivi la ligne
 » qu'on semblait réprover en cet ins-
 » tant. Quelqu'un m'ayant dit que les
 » autres ne souffriraient certainement
 » pas ma présentation, cela me décida.
 » Nous fûmes en effet vingt-deux Fran-
 » çais présentés à la fois à un des grands
 » levers du prince, et je dois dire que
 » je ne vis jamais plus de grâce dans les
 » manières, plus de charmes dans l'ex-
 » pression, plus d'harmonie dans tout
 » l'ensemble; je crus apercevoir le beau
 » idéal du bon ton. Je conçus tout le
 » pouvoir, toute la vérité de cette magie
 » d'enchantement que j'avais entendu si
 » souvent lui attribuer; et encore en ce
 » moment, Sire, en me retraçant cette
 » belle figure où je croyais lire l'éléva-
 » tion d'âme, l'appréciation, le désir
 » de la gloire, je suis à me demander
 » comment Votre Majesté se trouve ici;

» comment des ministres atroces ont pu
 » le faire condescendre à se déclarer le
 » geolier, le.... ! — Mon cher, m'a dit
 » l'Empereur, c'est que peut-être vous
 » n'êtes pas physionomiste, vous avez
 » pris l'auréole de la coquetterie pour
 » celle de la grandeur, l'occupation de
 » plaire pour l'amour de la gloire; et
 » puis l'amour de la gloire n'est pas pré-
 » cisément sur la figure; elle se trouve
 » au fond du cœur, et vous ne l'avez pas
 » fouillé*.

» Et ne me traduisiez vous pas l'autre
 » jour, a continué alors l'Empereur, je
 » ne sais quel papier ou quel ouvrage où
 » il était dit que le Prince Régent avait
 » fait un grand étalage d'intérêt et de sym-
 » pathie en faveur des derniers Stuart;
 » qu'il a mis le plus haut prix à obtenir
 » ce qui lui avait appartenu, ce qu'ils

* Depuis ces paroles, la grande victime a succombé!... Moi, son serviteur, j'ai vu commencer ses tortures; d'autres m'ont transmis les angoisses de sa longue agonie!!!... Elle a expiré!!!... Et l'on n'a cessé de frapper constamment au nom du Prince! Aussi l'immortelle victime a-t-elle laissé, de ses propres mains, ces mots terribles: « *Je lègue l'opprobre de ma mort à la maison régnante d'Angleterre!*... »

» avaient laissé; qu'il parlait d'élever un
 » monument au dernier d'entre eux. Il
 » y a là-dedans, a observé l'Empereur,
 » encore bien plus de calcul que de ma-
 » gnanimité; c'est qu'il est soigneux d'affirmer et de consacrer leur extinction.
 » Là commence, se dit-il, sa légitimité,
 » sa sécurité; et il a raison. Si de mon
 » temps et dans les circonstances où les
 » ministres anglais avaient plongé l'An-
 » gleterre, il se fût trouvé encore quel-
 » que jeune Stuart, brave, entreprenant,
 » capable, à la hauteur du siècle, il eût été débarqué en Irlande, escorté
 » des doctrines modernes, et l'on eût
 » vu sans doute le spectacle des Stuart
 » régénérés, chassant à leur tour les
 » Brunswick dégénérés. L'Angleterre
 » aussi eût eu son vingt mars. Et ce que
 » c'est pourtant qu'un trône et tous ses
 » poisons; à peine y est-on assis, qu'on
 » en ressent la contagion. Ces Brunswick,
 » amenés par les idées libérales, élevés
 » par la volonté du peuple, sont à peine
 » assis, qu'ils ne recherchent que l'arbi-
 » traire et la toute-puissance; il leur faut
 » absolument rouler dans l'ornière qui
 » a fait culbuter leurs devanciers; et
 » cela parce qu'ils sont devenus Rois!...

» Et l'on dirait que c'est la marche iné-
 » vitable! Cette belle tige des Nassau,
 » par exemple, ces patrons en Europe
 » d'une noble indépendance, eux dont
 » le libéralisme devrait être dans le sang
 » et jusque dans la moëlle de leurs os;
 » ces Nassau enfin, qui ne seront qu'à
 » la queue par leur territoire, et qui
 » pourraient se placer à la tête par leurs
 » doctrines, on vient à les asseoir sur
 » un trône; eh! bien, vous les verrez
 » infailliblement ne s'occuper que de se
 » rendre ce qu'on appelle aujourd'hui
 » légitimes; en prendre les principes,
 » la marche, les travers, etc. Eh! mon
 » cher, moi-même après tout, ne m'a-
 » t-on pas fait le même reproche? et
 » peut-être n'est-ce pas sans quelque
 » apparence de raison, car enfin peut-
 » être bien des nuances se seront déro-
 » bées à moi-même. J'ai pourtant dé-
 » claré dans une circonstance solennelle,
 » qu'à mes yeux la souveraineté n'était
 » point dans le titre, ni le trône dans
 » son appareil. On m'a reproché qu'à
 » peine au pouvoir, j'avais exercé le des-
 » potisme, l'arbitraire; mais c'est la dic-
 » tature qu'il fallait dire, et les circons-
 » tances m'absoudront assez. Ce qu'on

» m'a reproché encore, c'est de m'être
 » laissé enivrer par mon alliance avec la
 » maison d'Autriche, de m'être cru bien
 » plus véritablement souverain après
 » mon mariage, en un mot, de m'être
 » cru dès cet instant Alexandre devenu
 » le fils d'un Dieu! Mais tout cela était-
 » il bien juste? Ai-je donc prêté vérita-
 » blement à de tels travers? Il m'arrivait
 » une femme jeune, belle, agréable;
 » ne m'était-il donc pas permis d'en té-
 » moigner quelque joie? Ne pouvais-je
 » donc, sans encourir le blâme, lui con-
 » sacrer quelques instans? Ne m'était-il
 » donc pas permis, à moi aussi, de me
 » livrer à quelques momens de bonheur?
 » Eût-on donc voulu qu'à la façon de
 » votre prince de Galles, j'eusse mal-
 » traité ma femme dès la première nuit?
 » Ou bien encore, attendait-on que
 » j'eusse fait voler sa tête, à la façon
 » de ce sultan, pour échapper aux re-
 » proches de la multitude? Non, ma
 » seule faute dans cette alliance a été
 » vraiment d'y avoir apporté un cœur
 » trop bourgeois... J'avais si souvent ré-
 » pété que le cœur d'un homme d'Etat
 » ne devait être que dans sa tête!.....
 » Malheureusement ici le mien était

» demeuré à sa place pour les sentimens
 » de famille; et ce mariage m'a perdu,
 » parce que je croyais surtout à la reli-
 » gion, à la piété, à la morale, à l'hon-
 » neur de François. Je l'estimais essen-
 » tiellement!..... Il m'a cruellement
 » trompé!..... Je veux bien qu'on l'ait
 » trompé à son tour; aussi je le lui par-
 » donne.... Mais l'histoire l'épargnera-t-
 » elle? Si toutefois.... »

Et Napoléon a gardé le silence quel-
 ques instans, la tête appuyée sur une
 de ses mains. Puis se réveillant: » Quel
 » roman pourtant que ma vie, a-t-il dit
 » en se levant!!!.... Mais ouvrez ma
 » porte et marchons. » Et nous avons
 parcouru quelque temps les diverses
 pièces adjacentes

*Résumé des trois mois, Avril, Mai et
 Juin.*

J'ai déjà fait observer qu'il était impos-
 sible dans un recueil comme le mien,
 de maintenir, en quoi que ce soit, l'u-
 nité d'intérêt et de but; or, je vais es-
 sayer d'y ramener, en retraçant ici en
 bien peu de mots et sans interruption,
 les aggravations dont on a frappé l'Em-
 pereur pendant ces trois mois; les mau-
 vais traitemens qu'on a multipliés, la
 détérioration visible de sa santé, l'en-
 semble de ses habitudes et les princi-
 paux objets de sa conversation; en un
 mot, le bulletin physique et moral de
 sa personne.

Dans cette courte période :

1° Un nouveau Gouverneur arrive, et
 il se trouve que c'est un homme à vues
 fort étroites, ou très-méchant; un ca-
 poral avec sa consigne, et non un général
 avec ses instructions.

2° On exige de chacun des captifs une
 déclaration comme quoi il se soumet
 d'avance à toutes les restrictions qu'on

pourrait imposer à Napoléon; le tout dans l'espoir de les détacher de sa personne.

3° On nous communique officiellement la convention des souverains alliés, qui, sans autre forme de procès, proclament et consacrent l'ostracisme, l'emprisonnement de Napoléon.

4° Nous recevons le bill du parlement d'Angleterre, qui convertissait en loi l'acte oppressif des ministres anglais sur la personne de Napoléon.

5° Enfin, des commissaires viennent, au nom de leurs monarques, surveiller les chaînes et contempler les souffrances de la victime : ainsi, notre horizon se rembrunit de plus en plus, les chaînes se raccourcissent, toute espérance d'amélioration future nous échappe, et le plus sinistre avenir seul demeure.

L'arrivée du nouveau Gouverneur est le signal des grandes misères. C'est pour la personne de l'Empereur le commencement d'un supplice nouveau; chaque jour il reçoit un coup d'épingle.

Le premier pas de sir Hudson Lowe est *une insulte*; une de ses premières paroles, *une barbarie*; un de ses premiers actes, *une méchanceté*.

Bientôt il ne semble plus avoir d'autre occupation, n'avoir reçu d'autre emploi que de nous tourmenter et de nous faire souffrir sous toutes les formes, sur tous les objets, de toutes les manières.

L'Empereur, qui s'était promis d'abord de s'en tenir au plus complet stoïcisme, s'en émeut néanmoins et s'en exprime fortement. Les conversations sont chaudes, la brèche s'ouvre, chaque jour va l'agrandir.

La santé de l'Empereur s'altère visiblement, et nous le voyons changer à vue d'œil. Contre sa nature, il se sent incommodé très-souvent; une fois il garde sa chambre jusqu'à six jours de suite sans sortir du tout; une mélancolie secrète qui se déguise à tous les yeux, peut-être aux siens propres, un mal concentré, commencent à le saisir; il rétrécit chaque jour le cercle déjà si resserré de son mouvement et de ses distractions; il renonce au cheval; il n'invite plus d'Anglais à dîner; il abandonne même son travail régulier; ses dictées, auxquelles jusque-là il avait semblé trouver quelques charmes, ne vont plus: le dégoût l'avait saisi, et il ne se trouvait

pas le courage, me disait-il parfois, de s'y remettre. La plupart de ses journées se passent à parcourir des livres dans sa chambre, ou en conversations avec nous, publiques ou privées; et le soir il nous lit lui-même, après son dîner, quelques pièces de théâtre de nos grands maîtres, ou toute autre production amenée par le hasard ou les caprices du moment.

Toutefois la sérénité de son âme, son égalité de caractère, n'éprouvent par ces circonstances nulle altération vis-à-vis de nous; au contraire, nous n'en semblons que plus resserrés en famille; il est plus à nous, et nous lui appartenons davantage; ses conversations présentent plus d'abandon, d'épanchement et d'intérêt.

Il me faisait venir à présent très-souvent dans sa chambre pour causer, et ses conversations privées le conduisaient parfois à des sujets très-importans, tels que la guerre de Russie, celle d'Espagne, les conférences de Tilsit et d'Erfurth, qu'on reneontre dans cette période de mon recueil. Et ici je dois faire ou répéter quelques observations que je prie ceux qui me liront de ne pas perdre de

vue durant tout le cours de cet ouvrage: elles serviront à prévenir quelques reproches ou objections qu'on serait tenté d'élever sur le manque d'ordre, l'insuffisance et le peu de fini d'objets aussi essentiels. C'est que, si je ne l'ai déjà dit, en conversation publique ou privée avec l'Empereur, je n'en me suis jamais permis aucune observation ou demande d'éclaircissemens, lors même qu'ils m'ont semblé les plus nécessaires; je me sentais cette réserve commandée:

1° Par le respect et la bienséance.

2° Par la crainte d'interrompre une conversation constamment précieuse.

3° Par l'espoir de prendre la vérité, pour ainsi dire, au vol, et de la saisir de la sorte plus naturellement.

4° Par la persuasion d'être à demeure maintenant et pour toujours auprès de l'Empereur; la certitude par-là qu'avec le temps j'entendrais mentionner de nouveau les mêmes objets qui se redresseraient et se complèteraient d'eux-mêmes.

5° Parce que l'Empereur devait, avec le temps, voir lui-même mon Journal, et que je ne doutais pas qu'encouragé par ce qu'il y trouverait déjà sur ces divers objets, il ne les convertit en dic-

tées régulières; je ne les ai pas eues, et par-là, de quels morceaux nous demeurons privés!

6° Enfin, et ceci a été un de mes grands motifs, c'est que l'Empereur, arrivé parfois dans le cours de longues conversations tout à fait familières à des objets de la plus haute importance, ne racontait pas néanmoins pour m'apprendre; mais le plus souvent par désœuvrement, seulement pour causer; et l'on eût pu dire par forme de rabâchage, s'il était permis d'appliquer une telle expression à une telle personne et à de tels objets. Il s'en entretenait avec moi comme si j'eusse dû les connaître aussi bien que lui-même.

Or j'étais tout à fait étranger à ses grands projets, à ses hautes conceptions, circonstance d'ailleurs que je me suis convaincu ici m'être commune avec la plupart de ceux qui, lors de sa puissance, l'approchaient davantage, voire même ses ministres; aussi lui arrivait-il quelquefois, soit que ma figure exprimât trop l'étonnement, soit que revenant à lui, et sachant bien ce qu'il en était, de me dire: « Mais cela est peut-être neuf pour vous? » A quoi je n'avais rien de

mieux à répondre, pour être vrai, que: « Oui, Sire, et tout à fait, pour la plus grande partie. » Qu'eût-ee donc été si, dans ces occasions inappréciables, j'eusse été gauchement l'interrompre pour lui faire apercevoir que j'avais de la peine à le suivre ou à l'entendre; je n'eusse pas manqué de le dégoûter de causer, et moi j'aurais perdu beaucoup. Je le laissais donc aller, quelque désir que j'eusse eu parfois de m'éclaircir. Ce que j'en saisissais une première fois me semblait déjà du plus haut prix. L'Empereur se répétait souvent, je le savais: alors j'en apprendrai davantage avec le temps, me disais-je, et je ne désespérais pas d'arriver de la sorte à être assez maître de la matière, pour oser me permettre, par la suite, de la raisonner tant soit peu avec lui; ce que sa bonté pour moi, dans les derniers temps, eût daigné trouver convenable; je lui eusse même été agréable, j'en suis sûr, en ce que cela eût réveillé ses idées et fourni un aliment nouveau à sa conversation. Malheureusement mon enlèvement subit et imprévu d'après de sa personne m'a laissé avec les seuls détails que j'avais recueillis jusque-là; et à la douleur

d'avoir été enlevé à des soins pieux qui étaient devenus mon bonheur, se joindront désormais d'éternels regrets d'avoir, par ma trop grande circonspection peut-être, perdu pour l'histoire une occasion unique qui ne peut se renouveler jamais.

J'ai été bien aise d'entrer minutieusement ici dans ces détails, afin qu'on comprît comment j'ai obtenu une portion de mes récits, et qu'en me lisant, on pût se répondre à soi-même pourquoi des objets aussi importans demeurent aussi imparfaits.

Toutefois, si l'historien n'y trouve pas la trace lumineuse qu'il recherche et qu'il aurait cru devoir y trouver, du moins y rencontrera-t-il une foule d'étincelles propres à le mettre inévitablement sur la voie; circonstance spéciale qui me servira à caractériser moi-même mon propre recueil, en disant qu'il y a de *tout* et qu'il n'y a *rien*; qu'il n'y a rien, mais qu'il y a de tout; et en disant qu'il n'y a *rien*, je me trompe assurément, car on y rencontrera une foule de traits sur les qualités privées, les dispositions naturelles, le cœur et l'âme de l'homme extraordinaire auquel cet Ou-

vrage est consacré; si bien qu'il deviendra impossible à tout homme de bonne foi et recherchant la vérité, de n'être pas à même de se fixer sur son caractère. Or, je prie de se rappeler que tel a été mon unique but, le seul que j'aie annoncé.

FIN DU QUATRIÈME VOLUME.



TABLE RAISONNÉE

DES MATIÈRES

CONTENUES DANS LE QUATRIÈME VOLUME.

N. B. Les chiffres sont les numéros des pages. Ce signe (-) indique qu'il faut prendre le numéro qui suit.

AGRICULTURE. L'Empereur la disait l'âme et la base première de l'Empire, 379.

ALEXANDRE (Empereur de Russie). Mœurs et mœurs de Tilat, 304. L'Empereur le disait plein de grâces et au niveau de tout ce qu'il y a de plus aimable dans les salons de Paris, 309. A Erfurt professa hautement les sentimens d'une amitié tendre et d'une admiration véritable pour Napoléon. - Passèrent ensemble quelques jours dans les charmes d'une intimité parfaite : c'étaient, disait l'Empereur, deux jeunes gens de bonne compagnie, dont les plaisirs en commun n'avaient eu rien de caché l'un pour l'autre, 310. Eût donné sa sœur en mariage à Napoléon. - Fut saisi en apprenant le mariage avec l'Autriche, 311. Napoléon attribuait à l'intrigue et au mensonge la dernière intimité d'Alexandre. Il plaisait à Napoléon qui l'avait réellement aimé, 312.

ALIGRE (M. d'). L'Empereur voulait marier au duc de Vicence, la fille de M. d'Aligre, qui s'y refuse avec courage, 400.

AMBASSADEURS. Séance du Conseil d'Etat. - Projet de l'Empereur de substituer de nouvelles formes à l'ancien droit public touchant les ambassadeurs, 339.

ANGLETERRE. Eût gagné à être fidèle au traité d'Amiens. - Il n'était plus qu'un système pour elle, celui de revenir à sa constitution, ou s'exposait autrement à de grands malheurs, 34.

ARTILLERIE. Paroles de l'Empereur sur cette arme. - Etait d'avis de tirer sans cesse dans les batailles, sans calculer la dépense des boulets. - Disait que s'il eût voulu fuir le poste du danger, il se serait mis plutôt à 300 toises qu'à 600 : à la première distance, les boulets passent souvent par-dessus la tête, à la seconde, il faut qu'ils tombent quelque part, 393. Assurait que le corps d'artillerie de son enfance était le mieux composé de l'Europe ; des chefs entièrement paternels, purs comme de l'or, 385.

ATLAS HISTORIQUE DE LE SAGE. L'Empereur félicitait son auteur de tout le bien qu'il apercevait chaque jour lui

avoir fait partout, 358. Disait que s'il l'eût bien connu au temps de sa puissance, il en eût isolé les lycées, 359.

AUGEREAU (*Maréchal, Duc de Castiglione*). Napoléon au 18 fructidor lui fait porter l'adresse des soldats au Directoire, parce qu'il était très-prononcé dans les idées du moment, et parce qu'il était Parisien, ou par un autre motif encore, 223.

BAILLY L'Empereur le disait n'avoir point été méchant, mais un méchant politique, 225.

BARRAS (*Directeur*). Son portrait par Napoléon. - Soutenait constamment en public le rôle d'un ami chaud de Napoléon, 208.

BIZANET (*Général*). Sa belle affaire de Berg-op-Zoom. - Certes le général Bizanet est un brave ! dit l'Empereur, 192.

BREYS. Statistique de ceux de Ste.-Hélène. - On ne peut en tuer un seul dans l'île sans l'ordre du Gouverneur. - Les habitants en payent la livre un prix exorbitant. - Calembourg de Napoléon à ce sujet, 222.

BONAPARTE (*Leitia, Madame, mère de l'Empereur*). Sa maison à Ajaccio brûlée. - Reduite à errer sur la côte avant de gagner la France. - Sa réponse magnanime à Paoli, 21.

BYRON (*Lord*). Ses vers à la princesse Charlotte, 432.

CAMPAGNE DE 1811. Les chefs des garnisons du dehors n'eussent-ils pas pu dégager le sol sacré en 1811 ! C'eût été l'intention de l'Empereur, dont les ordres paraissent n'être jamais parvenus, 293.

CARNOT (*Directeur*). Son portrait et son historique par Napoléon. - L'Empereur le disait travailleur, sincère dans tout, sans intrigue et facile à tromper. - Montre toujours un grand courage moral. - Au Tribunal parle et vote contre l'Empire, mais sa conduite toujours droite ne donne point d'ombrage à l'administration. - L'Empereur n'en entend plus parler que lors des désastres, et il lui confie Anvers, une des clefs de l'Empire. - Au 20 mars, l'Empereur, après quelque hésitation, le fait ministre de l'intérieur, et n'a pas, dit-il, à s'en repentir, le trouvant fidèle, probe, et toujours vrai, 213.

CASTLEREACH (*Lord*). L'Empereur dit qu'il avait sacrifié son pays pour fraterniser avec les grands du Continent. - A joint dès-lors les vices du salon à la cupidité du comptoir, 238. Bien familier avec le mensonge. - Tous les moyens lui sont bons pour rendre odieux Napoléon. - Il ne recule devant aucune calomnie, 397.

CHAMBURE (*Colonel*). Commande, au siège de Danzig, la fameuse compagnie franche qui mérite de la part des ennemis, l'épithète d'*infernale*. - Sa conduite généreuse en 1813, vis-à-vis d'officiers anglais, est punie comme un crime. - Obligé

de fuir et d'attendre un moment favorable pour sa réhabilitation, 197.

CHARLES IV (*Roi d'Espagne*). Forcé d'abdiquer par son fils. - Demande vengeance à l'Empereur Napoléon, 274. Est persuadé, par le prince de la Paix, de faire le voyage de Bayonne, 285. Cède la couronne d'Espagne à Napoléon, pour se venger de son fils, 287.

CHATAM (*Lord*). Son administration énergique. - Ses injustices proclamées avec audace avaient une certaine grandeur, 238.

..... (*M. de*) Opinion de l'Empereur sur son discours en faveur du clergé. - avait publié à Londres un ouvrage antireligieux. Anecdotes sur le Génie du Christianisme. - Son immense succès. - Sa nomination à l'Institut. - Grand bruit que cause son discours projeté de réception. - Scène remarquable aux Tuileries, et belles paroles de l'Empereur à ce sujet. - Ses pamphlets contre Napoléon, pour amener la restauration, circonstance politique qui peut seule en expliquer les excès; un aussi beau talent ne se serait pas sans doute prostitué sans un aussi grand motif, 150.

CHREVEUSE (*Madame de*). Son exil amené par son opinion. - Avait rêvé de recommencer la fronde, disait Napoléon, 20.

COMMERCE. L'Empereur le dit la surabondance et de l'agriculture et de l'industrie, 335.

CONSEIL D'ÉTAT. Détails du local. - Habitudes. - Ressouvenirs de quelques séances, 318. - Belles paroles de l'Empereur. - Disait que le plus beau titre sur la terre était d'être né Français, que le Ciel le donnait et qu'aucune puissance sur la terre ne devait pouvoir l'ôter; qu'un Français d'origine, fût-il à sa dixième génération d'étranger, devait être encore Français s'il le voulait, 334. Disait qu'il voulait, Dieu aidant, qu'un Français voyageant en Europe se crût toujours chez lui. - Disait vouloir que ses frères devenus Rois laissent ce titre à la frontière; qu'ils en avaient un plus beau dedans, celui de Prince français, 335. Essaye d'établir un nouveau droit des gens pour les ambassadeurs. - Paroles remarquables à ce sujet, 339. Vent classer militairement toute la France. - Ses belles paroles sur sa popularité, 343.

CONVENTION. Deux notes imparfaites dictées par l'Empereur. - Son commencement. - Ses quatre âges. Montagnards et Girondins, etc., etc., 254 - 260.

CORNWALLIS (*Lord*). Sa belle conduite lors du traité d'Amiens. - L'Empereur en a conservé le plus agréable souvenir. - Une demande de lui eût eu plus de poids à ses yeux que celle d'un souverain. - Disait que Cornwallis avait été le premier à lui donner une véritable honne opinion des Anglais, 239.

Qu'une demi-douzaine comme lui et Fox faisaient la fortune morale d'une nation, 241.

CONSE (*Isle de*). Sa description par l'Empereur. - Amour de Napoléon pour le pays natal. - L'eût deviné, disait-il, au seul odorat, 9.

CROATES (*Régiments*). Discussion et anecdotes au Conseil d'Etat à leur égard, 338.

DEGRÉS (*Duc de*). Anecdote, 172.

DELILLE (*M. l'abbé*). L'Empereur trouvait dans son poème de la Pitié les vers bien faits, le langage pur et les idées agréables; mais sans chaleur et sans création; c'était supérieur de versification à Voltaire; mais loin encore de nos autres grands maîtres. - La versification de Milton bien inférieure à celle de la Pitié, 405.

DIRECTOIRE. Portraits des Directeurs, 207. Se compromet à tous les yeux par de grands travers d'esprit, de mœurs et de combinaisons. - Les gens d'affaires, les agioteurs s'en emparent. Journée du 18 Fructidor dut son triomphe à Napoléon. - Doutait de lui, 217. Le fait espionner par son agent secret, 220.

DOLGOROWSKI (*Princesse*). Maltraitée à tort par le Premier Consul, 18.

DROUOT (*Général*). L'Empereur élevait au plus haut point ses talens et ses facultés. - Connaissait en lui tout ce qui pouvait faire un grand général. - Le pensait supérieur à un grand nombre de ses Marechaux. - N'hésitait pas à le croire capable de commander 100 mille hommes, et sans qu'il s'en doutât peut-être; ce qui était en lui une vertu de plus, 394.

ECOLES MILITAIRES. A celle de Paris, sous Louis XVI, les élèves y étaient traités comme des officiers jouissant d'une grande naissance. - L'Empereur avait voulu que dans les siennes les jeunes gens fussent élevés comme des soldats qui devaient plus tard en commander d'autres, 183.

ESCOQUIZ. Précepteur du prince des Asturies. - Gouverne son pupile, et devient le principe de tous les maux de l'Espagne, 278. Fait révolter son pupile et le conduit à Bayonne. - Ne désespère pas de déterminer l'Empereur à reconnaître Ferdinand. - Offre à Napoléon de gouverner tout à fait à sa dévotion, comme eût pu le faire le prince de la Paix, 286.

ESPAGNE. Historique de l'affaire d'Espagne, 274. Belle lettre de Napoléon à Murat, 291. (*Voyez Charles IV, Escouitz, Ferdinand VII*).

ESTÈVE (*Trésozier de la couronne*). L'Empereur disait qu'il n'eût jamais livré son trésor lors de l'abdication de Fontenbleau. - Qu'il l'eût défendu, distribue, moyé plutôt, 277.

ETIQUETTE. Obligation de l'Empereur de se créer une étiquette. - Ses paroles sur nos dispositions à la courtoisie,

à la familiarité. - Anecdotes, insolences à Versailles et à Londres, 315.

FEMMES. Parallèle de leur sort en Orient et en Occident, 178. L'Empereur disait que leurs propriétés étaient la beauté, la grâce, la séduction; leurs obligations, la dépendance et la soumission, 180.

FERDINAND VII (*Roi d'Espagne*). Conspire contre son père et le force d'abdiquer. - Sollicite contre son père la protection de l'Empereur et une femme de sa main, 274. Arrive à Bayonne. - Abdique. - Est envoyé à Valencey. - Manière dont il y est traité, 274. Ses proclamations aux Espagnols pour qu'ils reconnaissent Joseph. - Lui demande son grand cordon. - Offre don Carlos, son frère, pour les régimens espagnols allant en Russie. - Sollicite Napoléon pour venir à la Cour aux Tuileries, 275.

FOX. Vient en France après le traité d'Amiens. - L'Empereur lui reconnaît une belle âme, un bon cœur; des vues larges, généreuses, libérales. - Le dit un ornement de l'humanité. - Napoléon causait souvent avec lui, et l'aimait beaucoup. - Il suffisait, disait l'Empereur, d'une demi-douzaine de Fox et de Cornwallis pour faire la fortune morale d'une nation, 240. Georges III disait que de tous ses ministres, c'était celui qui lui avait montré le plus d'égards, de respects et de déférence, 417.

FRANÇAIS. N'avaient que de la vanité. - Les Anglais ont de l'orgueil, 150.

FRUCTIDOR (*Journée du 18*). Peinture du Directoire à cette époque. - Paris que pourrait prendre Napoléon. - Son ordre du jour, en Italie, décide la question à Paris. - Détails, 217.

GALLES (*Prince de*). Historique de la Cour d'Angleterre, 406. Jeunesse du prince de Galles. - Anecdotes, 427. Ses liaisons avec l'opposition; sa séparation, 424. Sa vie privée. - Son mariage. - Sa Cour, 425. Jugement de Napoléon, 434.

GALLES (*Princesse de*). Son mariage. - Son infortune, ses persécutions. - Amour de la multitude pour elle. - Quitte l'Angleterre par des conseils erronés ou perfides, 426.

GASSENDI (*Conseiller d'Etat*). Sa prise avec l'Empereur au Conseil d'Etat, 337.

GEORGES III (*Roi d'Angleterre*). Historique de la Cour d'Angleterre, 406. Portrait de Georges III. - L'homme le plus moral de son royaume. - Sacrifie sa première inclination aux devoirs de son rang, 408. Sa maladie, 410. Près de périr plusieurs fois par la main des assassins, 413. Son sentiment dominant était l'amour du bien public. - Fort maltraité par M. Pitt, 417. Aimait la vie privée de la campagne. - Eut beaucoup de chagrins domestiques, 420.

GEORGES CABODAL. Détails sur la conspiration. - Son

arrestation, 24. Sous le consulat, Napoléon le fit venir et le trouva constamment insensible à tous sentimens généreux, et froidement avide de pouvoir, 28.

GOUBGAUD (*Général*). L'Empereur l'appelait son ouvrage, son enfant, 299.

GRÉGOIRE (*Abbé*). Qu'on eût voulu faire passer pour un héros d'impiété, était l'homme le plus sincèrement religieux. - L'Empereur disait que s'il voulait se réfugier à St.-Domingue, il y serait un Saint, un Dieu pour les Nègres, 247.

HOCHE (*Général*). Était pour le directoire. - Fit marcher, au 18 fructidor, une partie de son armée sur Paris, en faveur du Directoire; fut obligé de se sauver. - Son imprudence est à la veille de perdre le Directoire, et le met lui-même en péril, 228.

HOLLAND (*Lord*). Paroles de l'Empereur, 357.

HUDSON LOWE (*Gouverneur de Sainte-Hélène*). Diminua la nourriture de l'Empereur, 407.

INDUSTRIE. L'Empereur la disait l'aïssance et le bonheur de la population, 379.

INSTITUTIONS (*d'Ecouen et de Saint-Denis*). L'Empereur en avait dressé lui-même les réglemens. Voulait qu'on n'employât dans ces maisons que ce qui avait été confectionné par les élèves elles-mêmes. - Voulait qu'on en fit de bonnes ménagères et d'honnêtes femmes, 295.

ITALIE (*Campagne d'*). Ses dernières intentions pour leur publication. Note à ce sujet, 380.

LABOULLERIE (*M. de, Trésorier de la couronne*). L'Empereur se plaint qu'en 1814 il ne lui a point rendu son trésor privé à Fontainebleau. - L'Empereur, du reste, l'attribuait bien plutôt au bouleversement subit des choses qu'à ses mauvaises intentions; aussi refuse de le voir à son retour, craignant de n'avoir pas la force de ne pas le lui pardonner. - Réclamation. Note, 176.

LACRETELLE. Opinion de l'Empereur sur son histoire de la Convention, 253.

LAFAYETTE (*Général*). L'Empereur le tenait pour un honnête homme. - Ne se plaignait point de ses intentions, mais de leur résultat. - Son indignation vis-à-vis des alliés lorsqu'ils proposent à nos envoyés de leur livrer Napoléon, 245.

LAMARQUE (*Général*). Son opinion sur Napoléon et Moreau, 306.

LA RAVÈILLÈRE LÉPAUX. Son portrait par l'Empereur. - Grand-prêtre de la théophilantropie. - Entreprit de faire de Napoléon, à son retour d'Italie, un de ses neobites, 210.

LAS CASES (*Le Comte de*). Conversation confidentielle et bien précieuse de Napoléon, 358. L'Empereur l'avait destiné à la préfecture maritime de Toulon. - A l'éducation du Roi

de Rome, 366. Avait en l'idée de convertir le Champ-de-Mars en une naumachie, 369.

LEBAUN (*Archi-Trésorier, Duc de Plaisance*). Napoléon se plaisait à reconnaître qu'il lui avait servi de guide à son avènement au pouvoir, 18.

LEOBEN (*Fragmens de*). Fragmens d'un chapitre de la campagne d'Italie, dictés par l'Empereur, 120.

LETOURNEUR (*Directeur*). Son portrait. - Anecdote de la giraffe, 216.

LUCIEN BONAPARTE (*Archi-Diacre d'Ajaccio, grand-oncle de Napoléon*). Sa colère contre son neveu Napoléon. - Accusa les idées nouvelles du péril de ses chèvres, 14.

LUCIEN BONAPARTE. Destiné, en 1815, au gouvernement général de la Corse, 14.

MÉMOIRE. L'Empereur disait qu'une tête sans mémoire était une place sans garnison. - Que la sienne tenait du cœur, qu'elle conservait le souvenir fidèle de tout ce qui lui avait été cher, 376. Sur la demande de madame Bertrand comment il était possible qu'après tant d'années il pût citer, par leurs numéros, les régimens de ses diverses expéditions, lui répondit: - Madame, le souvenir d'un amant pour ses anciennes maîtresses. - 377.

MINISTÈRE ANGLAIS. S'est récrié sur le despotisme, l'égoïsme, l'ambition et la perfidie de l'Empereur, quand ce ministère était seul coupable de ce dont il osait accuser Napoléon. - Sacrifices l'Autriche en 1805 et 1809. - La Prusse, en 1806. - Ne secourut pas la Russie en 1807. - Bombarda Copenhague et prend la flotte danoise en pleine paix, 232. Depuis un demi-siècle a toujours été en baissant de considération et d'estime publique. - Fait du cabinet de Saint-James une boutique, 238.

MOLLIER (*M. le Comte*). L'Empereur disait qu'il avait ramené le trésor public à une simple maison de banque, 175.

MOXES. Son portrait. - On l'eût pris pour un homme terrible par ses paroles; il était plus que bon dans ses actes. - Se croyait républicain forcé, et adorait l'Empereur, 247.

MONTEUR. L'Empereur en invoque constamment le témoignage. - En avait fait la force et l'âme de son gouvernement, son intermédiaire avec l'opinion publique. - Avait été imité par les autres gouvernemens. - Utilité qu'il en retirait au-dehors et au-dedans, 270.

MOREAU (*Général*). Impliqué dans la conspiration de Pichegru. - Gouverné par sa femme et sa belle-mère. - Lettre caractéristique à sa femme, interceptée. - Première idée de Napoléon est de la rendre publique. En est détourné par grandeur d'âme, 29. Contre le Directoire au 18 Fructidor. - S'y perdit tout à fait sous le rapport du devoir et sous celui

de l'honneur, 218. Paroles de l'Empereur sur la bataille d'Hohenlinden, 295.

NAPOLEON. Sur la Corse et le pays natal. - Détails, 9. Paoli le dit un homme de Plutarque, 11. Dans sa jeunesse avait écrit une histoire de Corse qui se trouve perdue, 12. A Fontainebleau eût pu se réserver ce qu'il eût voulu; l'humeur du moment le décida pour l'île d'Elbe, 16. Se dit une parcelle de rocher lancée dans l'espace. - N'avoir pas regretté la perte du trône. - Sous son consulat ne veut pas admettre les faiseurs d'affaires dans la société des Tuileries, 18. Difficulté pour la composer, 27. Trouvait moins d'embarras à son retour de l'île d'Elbe, la disait toute composée de ce qu'il appelait ses veuves: Grande-Marchale Duroc, duchesse d'Istrie, 19. Conspiration de Georges, 23. Ses belles paroles à un membre de l'Institut sur le discours de réception de M. de Châteaubriant, 165. Avait fait tout pour accorder tous les partis. - N'avait jamais demandé ce qu'on était, ce qu'on avait été, ce qu'on avait dit, fait, écrit; sa seule question était: *Vous-êtes vous être bon Français avec moi?* Il poussait des-lors dans un défilé de grani où il montrait à l'extrémité l'honneur, la gloire, la splendeur de la patrie, 167. Frappait les masses sur de simples individus. - Ses colères tant citées n'étaient que feintes. - Anecdote à ce sujet, 169. - Détails sur la dépense de sa table aux Tuileries, 174. Avait eu dans ses caves, aux Tuileries, jusqu'à quatre cent millions en or entièrement à lui; si bien qu'il n'en existait d'autres traces qu'un simple petit livret. - Tout s'était fondu, disait-il, dans les revers et les besoins de la patrie, 175. Avait fait entrer en France plus de deux milliards de numéraire, 176. Voulait que chacun de ses mémoires portât le nom de celui auquel il l'avait dicté, 182. - Avait adopté tous les enfans des militaires tués à Austerlitz, 188. Aurait voulu que toutes les places fussent données à des militaires blessés ou à des vétérans, 185. - Son entourage à sa cour croyait la plupart des absurdités débitées sur son compte, 200. - Ses opinions religieuses, 201. Se refuse à aller communier en grande pompe à Notre-Dame, disant qu'il n'y croyait pas assez pour que cela lui fut bénéficiel; mais qu'il y croyait trop pour commettre un sacrilège, 203. Dit pouvoir paraître devant le tribunal de Dieu et attendre son jugement sans crainte; il s'y montrera vierge de tous crimes si communs aux chefs de dynastie, 204. Se montre ravi de la morale de l'évangile, 207. - Dicte le portrait des Directeurs, 207. Partis à prendre au 18 Fructidor, 217. Son ordre du jour à son armée décide la question, 222. Ce qu'il aurait fait si les Conseils l'eussent emporté, 223. Principales raisons de la paix de Campo-Formio, du refus de demeurer au congrès de Radstadt, et de l'entreprise d'Egypte, 227. - Rien n'était dangereux et perfide comme les conversations offi-

cielles avec les agens diplomatiques anglais. - Cite la sienne avec lord Whitworth. - Combien l'imposture l'avait dénaturée, 232. Démontre le machiavélisme anglais, 235. Dit que lord Cornwallis était le premier Anglais qui lui eût donné une bonne opinion de sa nation, puis Fox et l'amiral Malcolm, 239. Dit qu'il suffisait d'une demi-douzaine de Fox et de Cornwallis pour faire la fortune morale d'une nation, 241. - Ses paroles sur certains caractères de la révolution, 245. - A son retour de l'île d'Elbe eût reconnu l'indépendance de Saint-Domingue. - Pensait avoir commis une grande faute en cherchant à la soumettre par la force, 248. - Dicte des fragmens de note sur la Convention, 253. - Son opinion sur la liberté de la presse, 272. - Donne l'historique de la guerre d'Espagne, 273. Résout de continuer dans sa propre dynastie, le système de famille de Louis XIV, et d'unir l'Espagne aux destinées de la France. - Disait que l'Europe et même la France n'avaient jamais eu une idée juste de la situation de Ferdinand à Valencey. - Assurait n'avoir dans cette affaire, pas plus que dans aucune autre occasion politique, manqué de foi, ni violé de paroles. - Avait saisi l'occasion unique que lui présentait la fortune pour régénérer l'Espagne, l'enlever à l'Angleterre, et l'unir intimement à notre système. - Avait péché plutôt par une audacieuse franchise et par un excès d'énergie, que par détour et supercherie. - Avait voulu agir comme la providence, et frapper trop haut. - N'avait jamais pris part à aucune des intrigues de la Cour d'Espagne. - Se fait céder la couronne d'Espagne par Charles IV et Ferdinand VII. - Ne fait employer contre eux ni violence ni menace, 278. - Sa belle lettre à Murat sur les affaires d'Espagne, 291. - Eût voulu proscrire le coton en France, pour mieux soutenir les batistes et les linons, 301. - Détails curieux sur les conférences de Tilsit. - Anecdotes, etc., 301. - Sur l'étiquette, 322. (*Voyez ce mot*). - Sur le Conseil d'Etat, 325. (*Voyez ce mot*). - Habitudes, soins et galanteries de ses serviteurs, 327. - Quelques-unes de ses paroles au Conseil d'Etat, 328. - Souvenirs de Waterloo, 340. - Sur la campagne de Russie. - Son 29^e bulletin a été le désespoir des libellistes. - Lui ont reproché d'avoir exagéré, 353. - Paroles prophétiques sur son retour en France, 356. Un ministre anglais, ou la princesse Charlotte de Galles qui l'eussent rendu au pouvoir l'eussent contenu par la reconnaissance bien plus que par des armées, 357. - Témoignage d'Horneman en faveur du général Bonaparte, 373. - Sur le commerce, l'agriculture et l'industrie, 377. L'ennementement du commerce sous son règne était de la force des choses; un moment de paix l'eût ramené à son niveau naturel, 384. - Sur l'artillerie, 385. Disait n'avoir pu jouir de ses victoires d'Italie, parce que la victoire du jour était aussitôt oubliée

pour s'occuper de l'obligation d'en remporter une nouvelle le lendemain, 395. Cherche à fonder les partis par des alliances réciproques. - Impostures de lord Castlereagh à ce sujet, 397. — Irlandaise de Goldsmith. - Détails, 401. — Paroles sur la prince de Galles. - Observait que l'amour de la gloire ne se lisait pas sur la figure; mais se trouvait au fond du cœur. — Stuart. - Les Na.sau. - Les Brunswick, 434. Se défendait de s'être enivré du pouvoir suprême et surtout de son alliance avec l'Autriche. - Sa joie et ses jouissances étaient naturelles; s'y était livré avec trop de sincérité, 436. Avait dit souvent que le cœur d'un homme d'Etat devait être dans sa tête; malheureusement, en cette occasion, le sien était demeuré à sa place pour les sentimens de famille, 437.

PAOLI. Paroles sur Napoléon, 11. Sa mort. - Regrets de Napoléon de ne l'avoir pas fait rentrer en France, 14.

PICHEGRU (Général). Son arrestation. Infamie de celui qui le livre, 26.

PITT. Fut cause du parti violent que l'Angleterre prit contre notre révolution. - Entraîna le Roi. — Le premier accès de la maladie du Roi fixa sa réputation, 409. — Ses mauvais procédés envers le Roi. - Menaçait souvent de se retirer, 416. L'Angleterre gémit aujourd'hui des maux dont il l'a accablée. - A introduit au ministère anglais l'astuce et l'hypocrisie, et en Angleterre les grandes armées permanentes, la police, et commencé le système de délation, d'embûche et de démoralisation de toute espèce, si complètement perfectionné par ses successeurs, 419.

PIE VII. L'Empereur le tenait pour un digne et saint homme, etc., 105.

POLYGAMIE. Paroles de l'Empereur, 178.

PRESSE (Liberté de la). L'Empereur prononçait que son interdiction, dans un gouvernement représentatif, était un anachronisme choquant, une véritable folie. - A son retour de l'île d'Elbe, l'adopte dans toute son étendue. - Observation piquante au Conseil d'Etat à ce sujet, 172.

PRUSSE (Roi de). Ne pardonna jamais à Napoléon d'avoir, à Tilsit, retenu de 24 heures son audience de congé. - Lui reprochait d'avoir violé son territoire à Anspach, 307.

PRUSSE (Reine de). Si elle était venue au commencement des négociations de Tilsit, eût pu influer sur leur résultat. - Ses efforts auprès de Napoléon. — Magdebourg était l'objet de ses vœux. — Galanterie de Napoléon. — Une rose. — Embarras de Napoléon, qui ne se sauve qu'en concluant sur-le-champ et à l'insu de la Reine, qui en demeure au désespoir. — Son portrait, 301.

RADSTADT (Retour de). Chapitre de la campagne d'Italie, dicté par l'Empereur, 135.

RELIGION. Opinions religieuses de l'Empereur, 101.

RÉSUMÉ des mois d'avril, mai et juin, 459.

REWELL (Directeur). Son portrait par l'Empereur, 212.

SAINT-DOMINGUE (Île de). Napoléon au retour de l'île d'Elbe se fut accommodé avec les Nègres. - Eût reconnu leur indépendance. - Se reprochait sa tentative sur cette île. - Eût dû la gouverner par l'intermédiaire de Toussaint. — On pouvait la soumettre par la force, sans doute; mais ce n'était pas une conquête qu'il fallait calculer, mais bien des résultats du commerce et de la haute politique; ils n'eussent été que désastreux, 248.

SOCIÉTÉ. Intentions de l'Empereur pour la recréer, 289.

STUART (Descendants des). S'il s'en fut trouvé un à la hauteur du siècle et des lumières, il eût pu présenter de nos jours, disait Napoléon, le spectacle des Stuart régénérés, renversant à leur tour, les Brunswick dégénérés, 434.

TACLIAMENTO (Bataille de). Chapitre de la campagne d'Italie, dicté par l'Empereur, 39.

TILSIT. Historique des conférences. - Détails. - Anecdotes, 301.

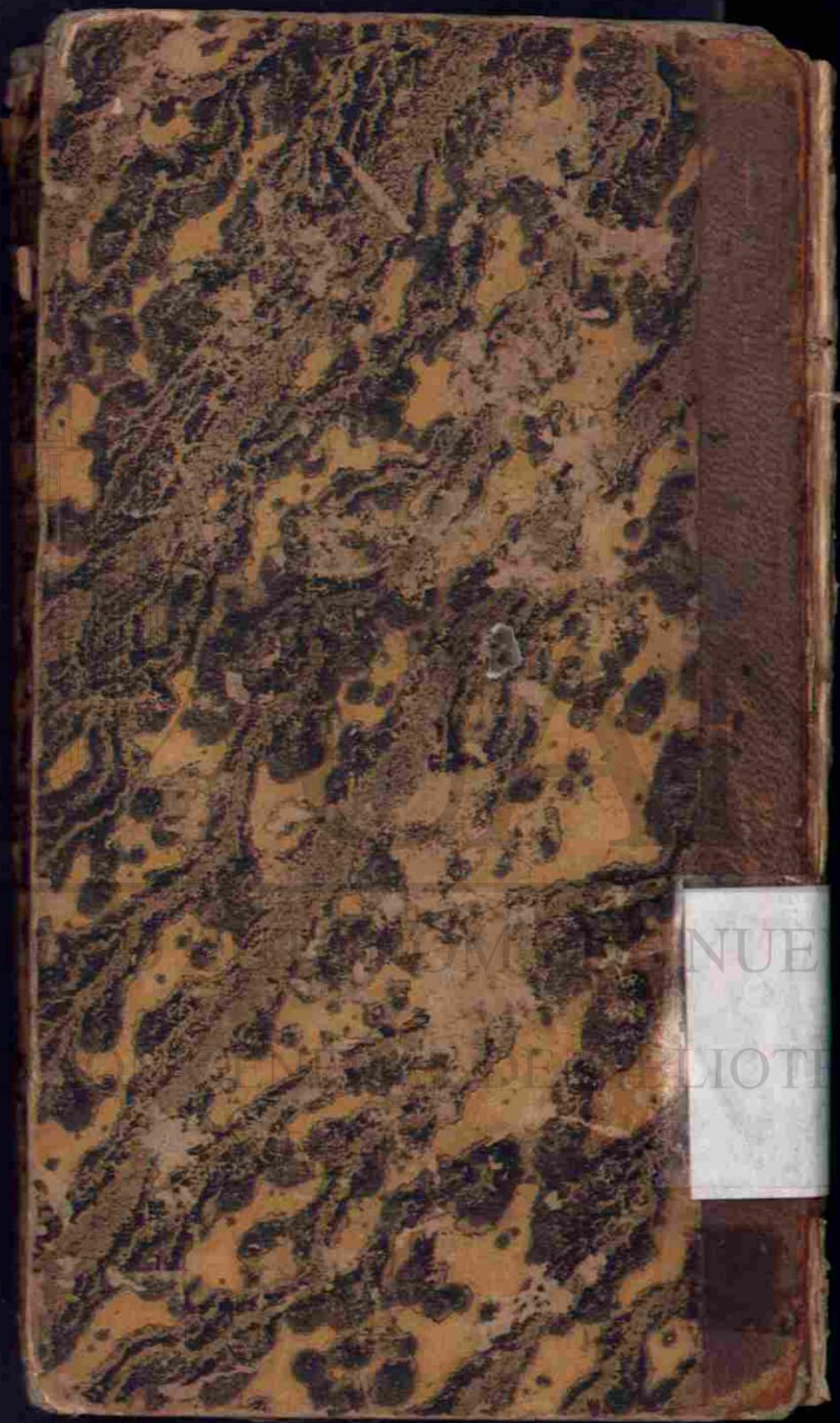
TOUSSAINT-LOUVETURE. N'était pas sans mérite; mais on ne pouvait s'y fier, 249.

UNIVERSITÉ. Napoléon se plaignait qu'on galât ses plus belles conceptions. - Se fâchait sur la manière dont ses idées à l'égard de l'Université se trouvaient exécutées, 347.

VENISE (Affaire de). Chapitre de la campagne d'Italie, dicté par l'Empereur, 71.

WATERLOO (Bataille de). Paroles de l'Empereur, 348.

WHITWORTH (Lord). Sa conversation avec le Premier Consul. — Fausseté du rapport qu'il en fit dans les papier anglais. — Sortie de l'Empereur à cet égard, 232.



UNIVERSITY OF CHICAGO
SERIALS ACQUISITION